

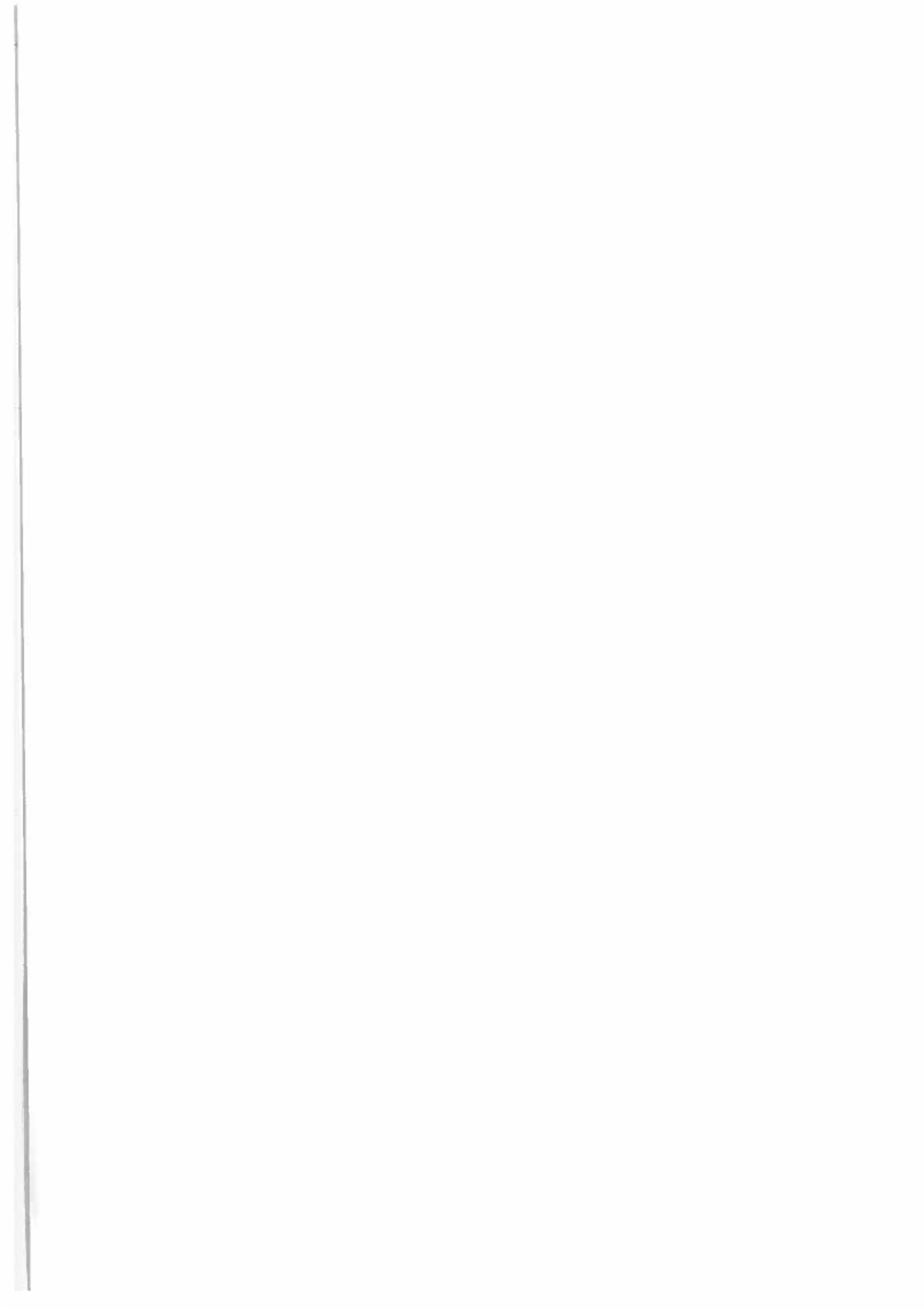
**Paul-Daniel GERARD**

Jacques  
Anne-Marie

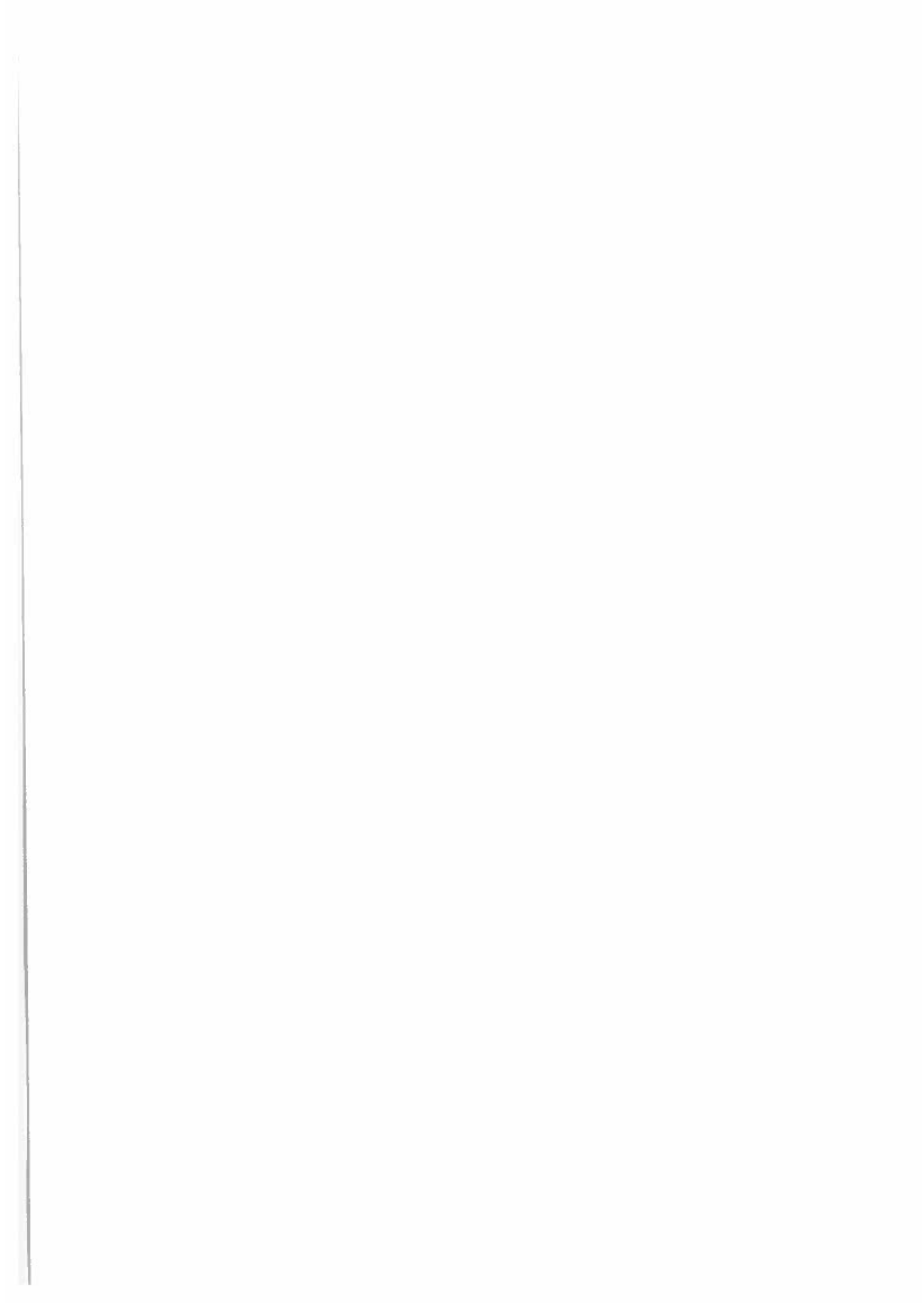
# Dans la tourmente

*souvenirs d'un Déodatien*

*Saint Dié 1944-1945*

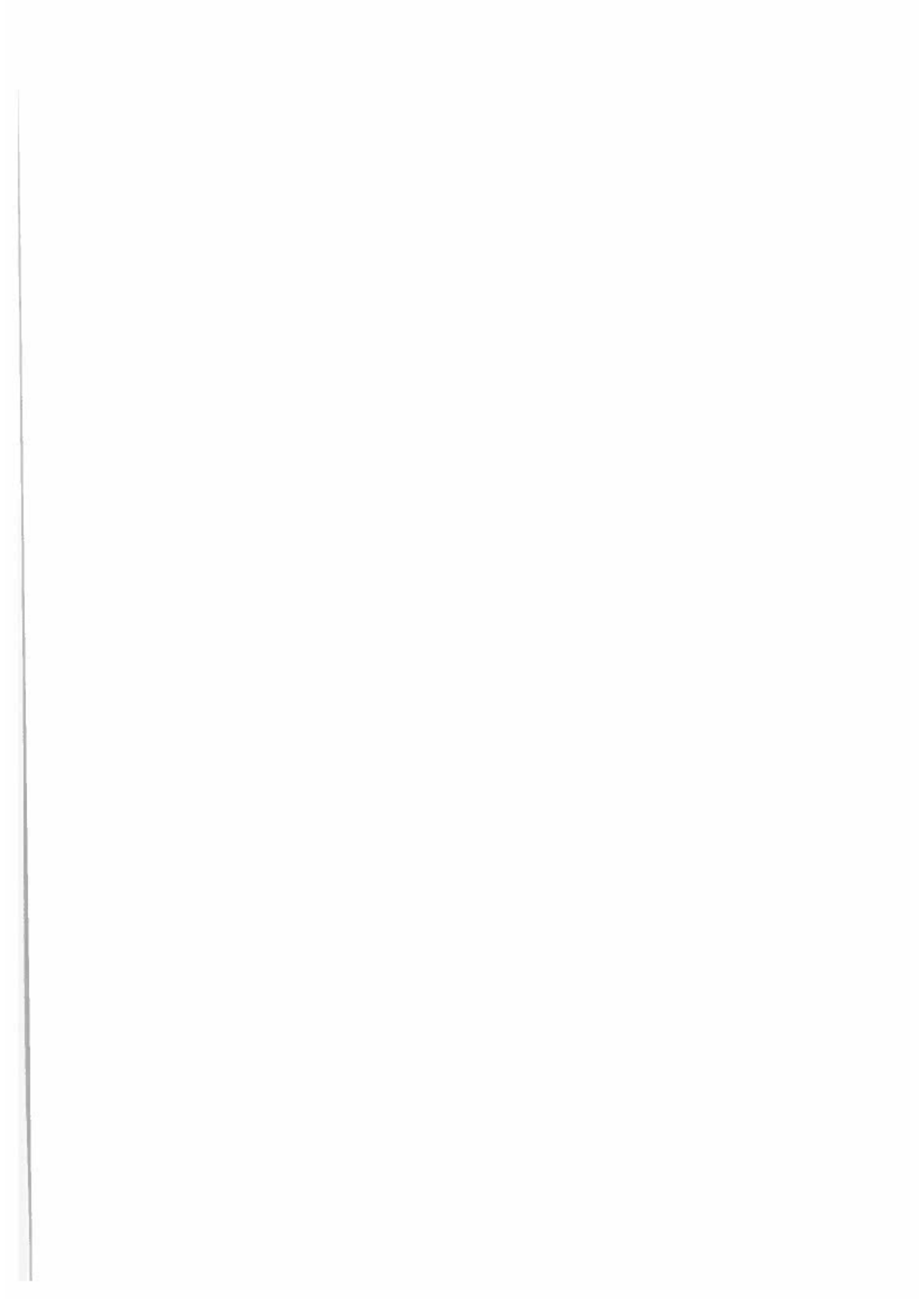


*En souvenir de mes amis Maurice Colin et Bernard Wenger  
morts pour la France au camp de Flossenburg en 1944 et 1945.*



*A ma grand-mère,  
mon père,  
ma mère,  
mon frère Olivier,  
ma sœur Eve-Marie,  
ce récit des tragiques événements que nous avons supportés.*

*A mon épouse Françoise,  
mes enfants et petits-enfants  
qui m'ont encouragé à faire ce récit.*



### I. De janvier à mai 1944.

Le dimanche 2 janvier 1944, six jeunes collégiens sont convoqués à la Kommandantur et y sont retenus pour vérification d'identité : Georges Labarraque, Marcel Benfold, Guy Petitdemange, Claude Pagnoux, Pierre Feltz et Claude Pernod<sup>1</sup>.

La veille, à la sortie du cinéma, les Allemands ont effectué un contrôle et trouvé sur Georges Labarraque une liste de noms sans autre indication.

De quoi s'agissait-il ? C'était une liste de membres d'une association « secrète » appelée « La Chaîne », association amicale et un peu fantaisiste formée par des élèves du collège de Saint Dié qui avaient leur code, leur langage un peu mystérieux, mais « La Chaîne » n'était ni une association politique, ni un réseau de résistance.

Toujours ce 2 janvier, vers 12h30, Jacques Thouvenot<sup>2</sup> reçoit un appel téléphonique de la Kommandantur. Il est invité à se porter garant de ses amis qui y sont retenus et à certifier qu'ils ne mènent aucune action subversive.

Il se présente aux Feldgendarmes qui l'accueillent courtoisement.

Les premières explications fournies les auraient satisfaits, mais sur ces entrefaites vers 14h arrive un certain Claude Oeschger.

Ce dernier, fils d'un artisan maroquinier du Petit Foucharupt, avait été un des fondateurs de « La Chaîne » ; il avait entretenu des relations amicales avec la plupart des membres de l'Association ; puis il avait basculé du côté de la collaboration ; ses relations s'étaient alors tendues, puis avaient finalement cessé. Ses anciens camarades le tenaient à l'écart et exprimaient leur méfiance à son égard. Il avait même reçu un jour par la poste un cercueil miniature dont l'emballage portait les noms de Durner et

<sup>1</sup> René Grillet, BSPV, vol. 1994-1995, Temps de guerre, p.142 et suivantes. 1944, Tragédie à Saint Dié : treize fusillés pour quatre revolvers.

<sup>2</sup> Jacques Thouvenot, fils d'un confiseur patriote de la Place Saint Martin, avait -comme je l'évoquerai ultérieurement- constitué à Saint Dié trois groupes de résistants. Parmi les jeunes gens retenus à la Kommandantur le dimanche 2 janvier, les trois premiers cités appartenaient au premier groupe de résistance ; les autres ignoraient son existence.

Thouvenot. Ce type d'envoi était inspiré par Radio-Londres.

Claude Oeschger est reçu immédiatement par l'officier enquêteur. Puis il quitte la Kommandantur sans problème.

Aussitôt après cet entretien, les Feldgendarmes adoptent à l'égard des sept jeunes gens une attitude hostile.

Le soir arrive, ces derniers sont conduits à la Caserne Chérin et enfermés dans des cellules.

Le lendemain, l'interrogatoire reprend.

Il est reproché aux jeunes gens d'avoir critiqué Oeschger, national socialiste et ami de la LVF, et de l'avoir exclu pour ses opinions pro-allemandes. Ils sont accusés d'écouter Radio-Londres et d'organiser un groupe de résistance.

On en vient aux gifles, voire aux coups.

Jacques Thouvenot accusé d'être un meneur est le plus malmené et nie tout en bloc.

On leur présente le cercueil miniature que Oeschger vient de remettre aux Allemands. Cependant, le 3 janvier au soir, Petidemange, Pernod et Bengold sont relâchés.

En revanche, le lendemain, Feltz, Pagnoux, Labarraque et Thouvenot sont transférés à Epinal et enfermés dans la prison de la Loge Blanche.

De là, ils sont conduits rue de l'École Normale pour être remis à la Gestapo.

Pagnoux, Feltz et Labarraque sont interrogés, mais ne subissent pas de violences.

Il n'en est pas de même pour Jacques Thouvenot : il hurle sous les coups, mais continue à nier. Les détenus sont ensuite emmenés à la prison Charles III de Nancy.

Le 17 janvier, ils quittent Nancy pour Compiègne et le 27 janvier, ils sont transférés à Buchenwald à 120 par wagon à bestiaux. Ils y arrivent le 29 janvier. Ce sera ensuite Taura, Dora, Ellrich.

Claude Pagnoux, Georges Labarraque et Pierre Feltz ne reviendront pas des



camps de la mort.

Seul Jacques Thouvenot a survécu et sera libéré le 15 avril 1945 de Bergen Belsen. L'absence de ce dernier aura des conséquences néfastes pour les groupes de résistants qu'il dirigeait.

Quant à Guy Petitdemange qui avait été relâché le 3 janvier 1944, il avait contracté au cours de la nuit passée en cellule une broncho-pneumonie qui aggrava l'affection cardiaque dont il souffrait. Il décéda le 17 janvier 1944.

Ses obsèques furent célébrées en l'église Saint Martin. Très ému, le collège tout entier formant un long cortège a suivi le corbillard, évidemment sous la surveillance étroite des Allemands.

\*\*\*

Le 26 janvier 1944, vers 22 heures 30, une quinzaine de jeunes gens masqués envahissent le commissariat de police situé dans le bâtiment de l'Hôtel de Ville et s'emparent de quatre revolvers accrochés au râtelier. C'est ainsi qu'est présenté l'événement lendemain par les journaux collaborationnistes « L'Express de l'Est » et « L'Écho de Nancy » dans un article qualifiant les attaquants de bandits.

Que s'est-il passé réellement ?

Il convient au préalable d'indiquer que Jacques Thouvenot, en plus de ses groupes de résistants, avait pris en charge une dizaine de réfractaires au Service du Travail Obligatoire (S.T.O.).

Ces jeunes gens étaient placés dans un chantier des Eaux-et-Forêts à Fraize. Jacques Thouvenot les pourvoyait de cartes d'alimentation.

Mais il avait gardé le secret sur celui qui les lui obtenait.

Après l'arrestation du chef de la résistance déodatienne, ses amis durent trouver une solution pour continuer à fournir des cartes aux réfractaires.

Jean Dorner eut alors l'idée de s'emparer des feuilles d'alimentation qui peu

avant la fermeture des bureaux municipaux étaient déposées chaque soir dans un des « violons » du commissariat de police contigu.

Dorner met au point l'opération avec ses amis. Un commando est constitué, comprenant neuf personnes avec deux guetteurs et deux agents de police complices ; l'un de ceux-ci a prêté son revolver.

Michel Reeb<sup>3</sup> qui était à la tête d'un groupe de résistants de Saint Michel-sur-Meurthe et avait été en liaison avec Jacques Thouvenot, ne fait aucune difficulté pour prêter des revolvers ; cependant, il prend soin de délester les cartouches d'une partie de leur poudre.

L'attaque a lieu le 26 janvier 1944, vers 22 heures 30 ; les neufs assaillants masqués envahissent le commissariat, l'arme au poing.

L'effet de surprise est total. Les agents de police qui tentent de résister sont menacés et maîtrisés.

L'un d'eux veut dégainer son arme ; il n'a pas le temps ; l'homme qui se trouve en face de lui, appuie sur la détente de son revolver. Le coup de feu éclate. Il a dû être entendu. Il n'est plus possible de poursuivre l'opération. On boucle les policiers au « violon ».

Les fils du téléphone sont coupés. Jean Dorner et son équipe emportent quatre revolvers et disparaissent dans la nuit.

Quelques minutes plus tard, les policiers alertés par un autre agent, qui avait observé la scène à travers les vitres, mais sans intervenir directement, arrivent à la rescousse.

Le malheureux qui s'est écroulé en recevant le coup de feu, est secouru. Mais la balle tirée à 1,50 mètres environ et propulsée par une charge de poudre réduite, a été freinée par un carnet placé dans la poche supérieure de l'agent qui n'a subi qu'une section de la pointe du sein gauche.

Pour les assaillants, c'est un échec : s'ils se sont emparés de quatre revolvers, ils

---

<sup>3</sup> Michel Reeb était en classe avec Maurice Colin, Bernard Wenger et moi.

n'ont pas pris les cartes d'alimentation qu'ils destinaient aux réfractaires du S.T.O.

Il n'en demeure pas moins que contrairement aux allégations de la presse citée et de personnes mal intentionnées ou mal informées, ils n'ont pas agi comme des bandits, mais en authentiques résistants qui vont payer de leur vie leur courage malheureux.

Cette affaire aurait dû relever de la justice française. Mais l'autorité allemande, renseignée par les PPF locaux<sup>4</sup>, s'en empare.

Le 28 janvier, les trois gardiens de la paix auxquels il est reproché de s'être laissé maîtriser par les attaquants du poste de police sont arrêtés par la Gestapo et emmenés pour une destination inconnue.

Le 2 février, la police de sûreté de Nancy procède à l'arrestation des principaux membres du PPF de Saint Dié. Ces derniers sont suspectés d'avoir préparé l'attaque du commissariat de police de Saint Dié et d'y avoir participé. Encadrés de policiers armés, ils sont emmenés en car à Nancy pour interrogatoire. Le public défile devant le car en ricanant.

Le 3 février, les membres du PPF qui ont pu prouver leur innocence, sont libérés et reviennent à Saint Dié, arrogants.

Cependant, il ressortait d'un dossier établi par M. Charlot, commissaire de saint Dié, avec attestations écrites et signées de certains membres du PPF local, qu'il existait de fortes présomptions contre le PPF, d'où l'arrestation du 2 février qui fut décidée en haut lieu avec l'accord de Darnand. Joseph Darnand, chef de la Milice, avait été nommé un mois plus tôt Secrétaire Général chargé du maintien de l'ordre<sup>5</sup>.

Le PPF devait faire le coup, mais il avait été devancé de 24 heures par Dorner et son équipe.

Malheureusement, ces derniers sont arrêtés sur dénonciation et remis à la

---

<sup>4</sup> PPF : Parti Populaire Français, dirigé par Jacques Doriot, partisan de la collaboration avec les Allemands.

<sup>5</sup> J. Delarue, Histoire de la Gestapo. p.396. Voir la note sur Darnand et la milice.

Gestapo.

Le 24 février, nouvelles arrestations de collégiens.

Parmi eux, mes amis Maurice Colin, 17 ans, et Bernard Wenger, 18 ans.

Maurice Colin était le fils unique d'un couple d'Alsaciens originaires de Colmar qui s'étaient repliés à Saint Dié en 1940 et occupaient un appartement dans un immeuble à l'angle de la rue Stanislas et de la rue de Trois Villes.

Nous étions au collège ensemble et nous avons tout de suite sympathisé. Nous préparions la 2<sup>o</sup> partie du Bac, lui en philosophie, moi en mathématiques élémentaires. Maurice venait souvent à la maison. Fils unique, il était certainement heureux de me rencontrer avec mon frère et ma sœur et de baigner ainsi dans une atmosphère familiale. C'était un garçon fin et intelligent qui aimait la lecture<sup>6</sup>. Nous avions des échanges d'idées sur nos dissertations de philo et nous suivions les événements.

Lorsque j'allais chez Maurice, il me montrait une grande carte sur laquelle il piquait des épingles drapeaux indiquant les positions des armées allemandes et des forces soviétiques.

Maurice m'avait mis au courant de ses liens avec la Résistance. A mots couverts, il m'avait parlé d'un dépôt d'armes dans la forêt Saint Martin. Il avait su par un ami qui connaissait quelqu'un à la Kommandantur de Saint Dié, qu'il existait parmi les collégiens quatre délateurs.

Nous en avons identifié trois que nous connaissions et dont la sympathie pour la collaboration était notoire. L'un d'eux, H.K. était d'ailleurs un provocateur.

Je me souviens qu'un jour, il nous avait proposé de petits insignes tricolores à épingle au revers de la veste. Il prétendait que nous pouvions les porter sans être inquiétés, du moment que c'était lui qui les procurait. Or, de toute évidence, si nous l'avions écouté, nous aurions eu de graves ennuis avec l'occupant.

De même, le directeur d'un cinéma de la ville nous a raconté que ce provocateur

---

<sup>6</sup> Il dévorait les « Que sais-je ? ».

l'avait incité à diffuser la Marseillaise pendant les entractes des séances.

Nous n'avons pas trouvé qui pouvait bien être le quatrième délateur.

Bernard Wenger qui était en classe avec nous, venait souvent, lui aussi, à la maison.

Il avait joué comme moi un rôle dans la pièce de Molière, « le Malade Imaginaire » que le collège avait représentée en 1943 au Cinéma L'Empire.

Le père de Bernard, le colonel Wenger, officier du 2ème Bureau avait été fait prisonnier de guerre en 1940.

Après l'attaque du commissariat de police du 26 janvier 1944, j'interroge Maurice ; il m'affirme qu'il n'y a pas participé.

Cependant je pensais qu'appartenant à la Résistance, il avait du savoir quels en étaient les auteurs.

Lorsque les PPF ont été arrêtés, le 2 février, j'ai remarqué que Maurice ne partageait pas le plaisir des Déodatien qui se croyaient débarrassés de cette engeance.

Maurice avait de sérieux motifs d'être inquiet. En effet, dès le lendemain de leur arrestation, les PPF sont libérés et dans les jours qui suivent, les auteurs de l'attaque du commissariat de police sont dénoncés, arrêtés et livrés à la Gestapo.

Le 1er février 1944, sont arrêtés le pasteur Ruben Valet et son adjoint Yvan Goguel, Déodatien, tous deux membres de l'Organisation Civile et Militaire (O.C.M.), qui dirigeaient le 3ème groupement de la Résistance vosgienne<sup>7</sup>.

Michel Reeb est arrêté ainsi que son groupe michellois<sup>8</sup>, le 4 février.

Le 5 février 1944, six maquisards du Morillon sont exécutés à Epinal.

---

Le Feldkommandant d'Epinal annonce cette exécution par un avis en date du 9

<sup>7</sup> Leur arrestation n'a aucun lien avec l'affaire du commissariat de police. Elle est due à la trahison d'un des membres de l'O.C.M. qui a livré le réseau tout entier qui est ainsi décapité.

<sup>8</sup> Michel Reeb était lieutenant dans 3ème groupement de la Résistance vosgienne. Fort heureusement, il reviendra des camps de la mort.

février qui est affiché à la Mairie de saint Dié.

En voici le texte :

*« Par jugement du tribunal de guerre allemand, plusieurs habitants du département des Vosges ont été condamnés à mort et exécutés.*

*Ils avaient essayé de former des groupes de résistance ou bien les avaient soutenus.*

*Ces groupes avaient pour but d'entrer en action contre les troupes d'occupation au cas où les Anglais débarqueraient. De plus, ils avaient essayé d'arrêter et d'enfermer des collaborateurs et des membres du PPF.*

*A cette occasion, j'attire à nouveau l'attention de la population sur les graves peines qu'encourt chaque personne qui soutiendrait de telles actions.*

*Epinal, 9 février 1944. Le Feldkommandant. »*

Maurice devait donc craindre d'être recherché, découvert et arrêté, et ce malgré le cloisonnement très strict qu'avait imposé Jacques Thouvenot entre ses groupes de résistants.

Courant février 1944, comme d'habitude, Maurice était venu à la maison à plusieurs reprises passer un moment. Lors de son dernier passage, il nous avait déclaré -ma mère était présente- « Je suis rassuré, je ne suis plus suivi (par la Gestapo) ». Inutile de dire que nous partagions son soulagement.

Le 24 février, c'est le drame. A 6 heures du matin, six policiers allemands armés de mitraillettes arrêtent Maurice chez lui.

Ayant appris par mes parents le soir même l'arrestation de Maurice, j'ai passé une nuit épouvantable ; très choqué, je devais avoir la fièvre. Ma mère qui s'en était aperçue, veillait sur moi.

Outre la tristesse d'être séparé d'un ami qui m'avait fait ses confidences, et l'angoisse de le savoir entre les griffes des nazis, je craignais d'être arrêté à mon tour.

Néanmoins, en dépit de mon état, je me suis rendu au collège le lendemain matin, ne voulant pas que mon absence me fit soupçonner de complicité.

D'ailleurs, en quittant la maison, je remarquai qu'à l'angle de la rue des Trois villes et de la rue Stanislas un individu s'était enfui en m'apercevant.

Selon l'étude approfondie de René Grillet sur les événements tragiques de cette époque, Jacques Thouvenot avait constitué en 1943 à Saint Dié une troupe de résistants qui comprenait trois groupes distincts confiés à Jean Dorner. Il était en liaison avec Michel Reeb qui de son côté avait formé à Saint Michel-sur-Meurthe une troupe isolée mais bien armées et agissante<sup>9</sup>.

Mes amis Maurice Colin et Bernard Wenger appartenaient au premier groupe de la troupe déodatienne<sup>10</sup>.

L'objectif de ces groupes était de se préparer à intervenir à l'approche de la libération en soutien avancé des armées alliées.

Thouvenot avait donné à ses groupes comme consigne impérative de se garder avant le jour J de toute action ou manifestation de nature à attirer l'attention des occupants. Il leur avait demandé avec insistance de faire preuve de prudence et surtout de patience, les Vosges étant très éloignées des points éventuels de débarquement.

Outre ces consignes d'extrême prudence, Thouvenot avait veillé à un cloisonnement très strict entre les groupes.

Georges Kohler qui habitait chez ses parents à Foucharupt, faisait partie du même groupe que Maurice Colin, Bernard Wenger et Bernard Clavelin.

---

<sup>9</sup> René Grillet, BSPV, vol 1994-1995, p.177. Témoignage de Georges Jérôme de Saint Michel-sur-Meurthe : Michel Reeb avait créé un dépôt d'armes récupérées. Ces armes étaient remises en état et essayées dans le sous-sol de l'usine de tissage dirigée par son père, pendant les week-end et lorsque le bruit des métiers suffisait à couvrir celui des détonations.

<sup>10</sup> Ce groupe était composé de collégiens : outre Colin et Wenger, en faisaient partie René Mangin, Roger Souchal, Raymond Savoyen, Marcel Bengold, Georges Labarraque, Bernard Clavelin, Georges Kohler, Roger Blaize, Marc Cuny, Guy Petitdemange, Michel Kutter, Yvan Durner, Francis Duval. Je les connaissais presque tous.

Kohler connaissait parfaitement la forêt du Kemberg et avait proposé de constituer un dépôt d'armes dans cette forêt, au lieu-dit la Roche de l'Enclume. Là, il avait découvert et aménagé une cache dans une grotte dont l'entrée était soigneusement camouflée.

Il faut rappeler qu'en 1940, beaucoup d'armes avaient été abandonnées par l'armée française dans la région.

Le dépôt comprenait explosifs, fusils, cartouches. Le groupe apprenait leur maniement et assurait leur entretien.

Subitement, en février 1944, Georges Kohler est arrêté chez ses parents. Et une fois le dépôt mis à jour, il est emmené malgré ses dénégations.

Ses coéquipiers sont arrêtés à leur tour : Maurice Colin et Bernard Clavelin. Bernard Wenger était absent, parti à Nancy lorsque les policiers allemands sont venus l'appréhender. Son grand-père a été gardé en otage jusqu'à son retour.

Après avoir été emprisonné et torturé à la prison de la Vierge à Epinal, Maurice a été déporté en Allemagne. Paradoxalement, nous avons appris avec soulagement son transfert en Allemagne où nous pensions qu'il ne serait plus torturé. Mais le traitement infligé dans les camps nous était inconnu.

Il est décédé au camp de concentration de Flossenbourg en décembre 1944<sup>11</sup>.

Nous avons revu ses parents à Colmar où ils étaient revenus après la Libération en 1945. Comme beaucoup d'autres parents de déportés à cette époque, ils continuaient à croire au retour de leur fils, alors que de source sûre, nous savions qu'il n'avait pas survécu.

Le nom de Maurice figure sur une plaque apposée sur l'église des Dominicains à Colmar.

Bernard Wenger est décédé le 1<sup>er</sup> avril 1945 à Flossenbourg.

Nul ne saura jamais qui a livré le secret de la Roche de l'Enclume.

---

<sup>11</sup> Sur le camp de concentration de Flossenbourg voir Karl SCHRADE. Le vétéran, onze ans dans les camps de concentration, p.180.



A la suite de ces arrestations provoquées par des délateurs, l'ambiance au collège était devenue pénible et étouffante. Enseignants et élèves étaient dans la tristesse et l'angoisse.

Pour échapper au STO ou à la déportation, certains collégiens avaient rejoint le maquis, tel notre camarade Roger Souchal<sup>12</sup>.

Il était également notoire que chaque quartier de la ville était sous la surveillance d'un agent au service des Allemands.

La plupart des habitants étaient fichés.

Notre téléphone était sur écoute. De même, celui de mon père à son Étude, rue Stanislas.

De ce fait, les communications étaient mauvaises. Parfois, ma mère se plaignait ouvertement qu'une troisième personne était en ligne. Alors, comme par magie, l'audition cessait d'être brouillée.

Le 4 mars, la Feldgendarmerie arrête le lieutenant Ehkirch du 3<sup>ème</sup> régiment des tirailleurs marocains, revenu de captivité quelques mois plus tôt. Le motif est inconnu.

Le 13 mars, les juifs de Saint Dié qui depuis 1942 étaient astreints à porter une étoile jaune, sont arrêtés en masse. Les feldgendarmes vinrent même chercher leurs enfants au collège pendant les cours, ce dont mon frère Olivier, qui était en classe de 3<sup>ème</sup> fut témoin<sup>13</sup>.

Rue des Trois Villes, nous les avons vu partir en camions pour Ecouves. Aucun ne revint des camps où ils furent déportés.

26 avril. Arrestation de M. Duval, industriel.

---

<sup>12</sup> René Ricatte, Viombois, p. 170. Roger Souchal a appartenu, sous le nom de Armand, au Groupement Mobile d'Alsace-Vosges (GMA). Il faisait partie de la 3<sup>ème</sup> Vingtaine du maquis de Viombois, dont l'objectif était la libération du camp du Struthof ; il avait participé aux combats de septembre 1944. Voir Jean Vartier, Histoires secrètes de l'occupation en zone interdite, p. 171-172. Parmi les nombreux maquisards de la base qui refusèrent la dispersion du maquis (de Viombois) figure le benjamin du GMA Vosges, Roger Souchal. Il avait, avec les camarades de sa vingtaine, fait front à l'attaque allemande de la ferme de la Barraque aux côtés des SAS britanniques. Il les suivit et combattit avec eux dans la région de Moussesey, au col du Hantz.

<sup>13</sup> Georges Baumont, professeur au collège de Saint Dié ; Saint Dié des Vosges, origines et développement ; p.423.

Quatre facteurs des Postes sont arrêtés. L'un d'eux sans s'en apercevoir avait laissé tomber un paquet qu'une sentinelle, qui gardait la Poste, a ramassé et remis à son supérieur. Ce paquet contenait des tracts communistes<sup>14</sup>.

27 avril. On apprend que les treize jeunes Déodatien qui avaient été arrêtés pour avoir attaqué le commissariat de police le 26 janvier 1944, ont été condamnés à mort et fusillés à Epinal (voir en annexe, la liste des fusillés).

A la Mairie de Saint Dié, est affiché l'avis suivant :

*«Le Conseil de guerre de la Feldkommandantur d'Epinal a condamné à mort le 26 avril 1944, treize habitants de Saint Dié, pour actes de francs-tireurs. La sentence a été exécutée aujourd'hui.*

*Les condamnés appartenaient au mouvement de résistance contre les troupes d'occupation ; plusieurs étaient membres militants.*

*Pour procurer au mouvement des armes et des cartes d'alimentation, ils entreprirent contre le poste de police français de Saint Dié une attaque masquée à main armée. Sous la menace des armes, ils maîtrisèrent les policiers, les enfermèrent, sectionnèrent la ligne téléphonique et s'emparèrent de quatre revolvers. Un des policiers fut blessé d'un coup de feu dans cette attaque.*

*La population est de nouveau avisée que toute participation au mouvement de résistance contre les troupes d'occupation ou toute aide à lui apportée, sera punie des peines les plus sévères. »*

*Epinal, 27 avril 1944*

*Der Feldkommandant.*

Cette sauvage exécution secoue la Ville d'un frisson d'horreur. Le plus jeune avait 17 ans : René Reinstadler, né le 4 mai 1926.

---

<sup>14</sup> Ohl des Marais ; Histoire Chronologique, p.351.

Ma mère avait recueilli les copies des lettres adressées par les malheureux condamnés à leurs proches.

Ainsi, par jugement d'un conseil de guerre allemand, treize jeunes Déodatien ont été condamnés à mort et exécutés après avoir été dénoncés et livrés par des Français à la police allemande, pour un attentat commis contre la police française<sup>15</sup>.

\*\*\*

A partir du mois d'avril, l'aviation alliée déploie sur la région une activité inaccoutumée. Pour préparer le débarquement, elle met hors de service le réseau de communications et en particulier les voies ferrées.

Le 27 avril, la gare de Blainville a été bombardée et la voie ferrée coupée sur 4 kilomètres.

Le 11 mai, la gare d'Epinal et la commune de Chantraine subissent un bombardement très meurtrier (216 morts, 104 blessés graves et 500 blessés légers).

L'évêque de Saint Dié, Monseigneur Blanchet et ses vicaires parcourent dans l'après-midi les quartiers dévastés et apportent aux blessés de l'hôpital des paroles de réconfort. Des obsèques solennelles seront célébrées le 14 mai.

Belfort est également bombardée.

Le même jour, le bruit court que Saint Dié va être bombardée. L'inquiétude s'empare de la population. Les habitants du Faubourg se réfugient en centre ville et dans les environs.

Le 18 mai, par voie d'affiche, la Marie conseille aux habitants d'évacuer les abords de la gare.

L'exode des Déodatien du Faubourg se poursuit<sup>16</sup>.

Le 22 mai, sept responsables de l'OCM (Organisation Civile et Militaire) qui avaient été arrêtés en janvier 1944, sont passés par les armes<sup>17</sup>.

---

<sup>15</sup> Voir note 37 p. 32 au sujet de l'influence de Oberg sur cette condamnation.

<sup>16</sup> Ohl des Marais ; Histoire Chronologique, p.352.

<sup>17</sup> Robert Dodin ; La résistance dans les Vosges, p. 56, 76, 107.

Le 24 mai, on apprend que le pasteur Valet a été fusillé à Epinal le 22 mai. Or, sa condamnation avait été commuée en emprisonnement.

A son épouse, le Docteur Valet-Stoeber qui était venue le voir ce jour-là, les Allemands ont répondu : « Vous ne pouvez pas le voir, il a été fusillé ce matin ».

On a dit que le pasteur Valet avait subi de tels sévices lors des interrogatoires que les Allemands n'avaient pas voulu le laisser en vie avec ses blessures visibles.

\*\*\*

Le 25 mai, une grande bataille aérienne s'engage dans le ciel des Hautes Vosges entre avions alliés et avions allemands.

L'intensité du combat est telle que nous préférons nous mettre à l'abri dans le sous-sol du garage, au fond du jardin.

Mon père est à Corcieux pour une affaire. Il assiste à la descente d'un parachutiste allemand dont l'appareil a été abattu. Ce dernier lui explique que trois cents avions de chasse venus de Munich s'étaient portés à la rencontre des forteresses volantes américaines.

On entendait nettement les coups de canon des forteresses et le mitraillage des chasseurs anglais qui les protégeaient contre la DCA allemande.

On a vu six avions allemands s'effondrer en flammes, ainsi qu'une forteresse volante.

\*\*\*

Durant la première quinzaine du mois de juin 1944, je passe la seconde partie du baccalauréat.

Le débarquement en Normandie venait d'avoir lieu et les attaques aériennes des Alliés se multipliaient dans la région.

Les épreuves du baccalauréat se déroulent dans les caves profondes et voûtées

du Collège Jules Ferry.

J'échoue à l'examen et à ce moment je n'imagine pas que je ne pourrai pas repasser en octobre.

## **II. Débarquements des Alliés le 6 juin et 15 août 1944.**

### **Incidence à Saint Dié.**

#### **La débâcle allemande : juillet-août 1944.**

Le 6 juin 1944, les forces anglo-américaines débarquent sur les côtes de Normandie. L'opération reçoit le nom de « Overlord ».

Avec l'aide de commandos français et de Forces Françaises de l'Intérieur (FFI), elles parviennent à briser le mur de l'Atlantique.

C'est la bataille de France qui commence. Elle provoque des remous dans l'Est et notamment à Saint Dié, ville située sur la voie menant de Paris-Nancy à l'Allemagne, à travers les Vosges.

Dans la nuit du 5 au 6 juin, le maquis de Corcieux alerté par un message de Radio Londres se soulève et attaque des unités allemandes. Après quelques succès, il est finalement réprimé par les Allemands qui emploient des moyens énormes. Les maquisards faits prisonniers sont traités avec une cruauté inouïe. Les Déodatien sont bouleversés.

A partir du mois de juillet 1944, nous assistons, rue des Trois Villes au début du repli des services administratifs, militaires et civils allemands qui se dirigent vers l'Alsace. Nous éprouvons alors un certain plaisir à constater ces départs.

Courant juillet 1944, en dépit des événements, mes parents nous envoient Olivier et moi avec nos bicyclettes faire un séjour à Gérardmer, dans un petit hôtel près du Saut des Cuves.

Cet hôtel est en partie occupé par des civils allemands qui se sont repliés de Paris à la suite du débarquement. Avec eux, il y avait une femme de l'ambassade de

Hollande.

Le matin, nous pêchons dans le lac de Longemer. Nous nous rendons aussi au Col de Martinpré où à la lisière des bois, nous cueillons des myrtilles, ce qui nous attire les reproches des récoltants locaux.

L'après-midi, nous allons à Xonrupt retrouver nos amis de Paris, François, Daniel et Alain Heidsieck et leurs cousins Vieille qui séjournent dans une ferme qui a été aménagée par leur oncle Charles Vincent, architecte.

Leurs parents les avaient envoyés là pour les mettre à l'abri des combats, craignant que la capitale ne soit au centre d'une bataille.

Mais le destin en décidera autrement. Nos amis vont connaître et subir le sort tragique des Hautes-Vosges.

\*\*\*

Pendant toute cette période, les chambres d'amis situés au second étage de notre maison sont occupées par des officiers de l'armée allemande.

La Kommandantur avait accepté de restituer à mon père sa maison à son retour de zone libre en février 1941, moyennant la réquisition de deux pièces<sup>18</sup>.

L'un des officiers occupants a marqué notre mémoire. C'était le colonel Drück, un haut fonctionnaire du ministère des finances de Berlin.

Il était toujours dans une tenue impeccable ; il avait un physique agréable et témoignait d'une grande courtoisie.

Il fallait lui préparer son petit déjeuner ; il fournissait d'ailleurs le café nécessaire.

Au cours d'une matinée, alors qu'Olivier et moi étions occupés à nos bureaux, il est venu demander à Mademoiselle Burgard qui était près nous de lui recoudre un bouton<sup>19</sup>. Il nous a alors interrogés sur nos scolarités ; il nous a vivement conseillé

<sup>18</sup> Après notre départ en juin 1940, notre maison avait été pillée et endommagée. A son retour, mon père avait dû la remettre en état.

<sup>19</sup> Mademoiselle Marie-Louise BURGARD était entrée dans notre famille comme institutrice lors de la naissance d'Eve-Marie en 1934. Elle y était restée comme gouvernante.

d'apprendre l'anglais et même encouragés à le parler couramment – insistant sur l'utilité de cette langue – ce qui nous a surpris et amusés, compte tenu de la situation militaire internationale.

Lors de son départ, le colonel Drück qui était resté un certain temps, s'est déclaré très satisfait de son séjour et a promis à mes parents d'en faire part à la Kommandantur.

Nous gardons aussi le souvenir d'un autre officier occupant qui se refusait à entrer dans la maison par l'office de la cuisine pour se rendre dans sa chambre. Il pénétrait par le salon qui s'ouvrait sur le jardin et traversait cette pièce et la salle à manger, alors que nous étions en train de nous reposer après le déjeuner, et de prendre le café. Il nous adressait un bref salut en passant.

Nous avons eu aussi un militaire originaire de Grèce. Il déclarait qu'il s'était engagé dans l'armée allemande par haine des Anglais qui avaient pillé les antiquités de son pays.

En outre, il croyait fermement qu'Hitler gagnerait la guerre parce qu'il disposerait bientôt de « l'arme secrète » (Wunderwaffen - « arme miraculeuse »).

D'ailleurs à cette époque, beaucoup d'Allemands tenaient le même langage<sup>20</sup>.

<sup>20</sup> Cf. Ohl des Marais ; Histoire chronologique p.358. Un sous-officier SS déclare à l'auteur : « Il est incontestable que nous reculons, mais dans trois mois nous reviendrons pour de bon avec des armes terribles, autres que les gaz ». Comme son interlocuteur se montrait sceptique, il ajouta : « Vous ne me croyez pas, mais vous verrez cela ».

W.H.Shirer ; Le troisième Reich, tome2, p. 536 / A. Roussel ; BSPV, 1972, p. 160 / R. Cartier, La seconde guerre mondiale, tome2, p. 183.

Le 16 juin 1944, les Allemands annoncent l'envoi de Vergeltungswaffe (arme de représailles) V1 sur Londres.

Le 17 juin 1944, Hitler convoque brusquement les maréchaux Rundstedt et Rommel avec leurs chefs d'état-major Blumentritt et Speidel à Margival, près de Soissons. Un blokhaus a été construit là en 1940 qui devait servir de poste de commandement au Führer pendant l'invasion de la Grande-Bretagne. Ce 17 juin 1944, c'est la première fois que Hitler y pénétrait.

Il ne prêta aucune attention aux propositions et avertissements des Maréchaux. Il leur assura que la nouvelle arme V1 qui venait d'être lancée pour la première fois sur Londres, serait décisive contre la Grande-Bretagne et amènerait les Anglais à demander la paix. Il persistait à croire que le débarquement en Normandie n'était qu'une diversion et que le vrai se ferait sur le Pas-de-Calais. Complètement stérile, l'entrevue fut suivie d'un déjeuner où Hitler engloutit malproprement un énorme plat de riz et de légumes préalablement goûté par un SS.

A 16 heures, Rundstedt et Rommel reprenaient la route. Tout ce qu'ils avaient obtenu, c'est que le Führer se rende le surlendemain au Quartier Général de Rommel à La Roche-Guyon, pour le mettre



Signalons encore que notre fumoir a été occupé pendant quelques jours par des soldats armés couchant sur les tapis avec leurs bottes et leur matériel enduits de graisse.

Le 20 juillet 1944, on apprend l'attentat manqué contre Hitler<sup>21</sup>.

Le 10 août, toutes les communications avec Paris sont coupées.

Le 12 août, il n'y a plus de troupes allemandes dans la caserne Chérin. Sans doute, on a eu besoin d'hommes pour la bataille de Normandie. Devant la grille d'entrée verrouillée, c'est un agent de police français qui monte la garde.

Depuis l'occupation, la caserne Chérin avait pris le nom de caserne « Witzleben ». En août 1944, j'avais remarqué que cette enseigne avait été enlevée. J'en ai compris la raison ultérieurement : Witzleben était un maréchal allemand qui faisait partie du complot contre Hitler. Il devait prendre le commandement de l'armée si la conjuration avait réussi. Il a été condamné à mort par le tribunal du peuple (Volksgericht) et le 8 août il fut pendu à un croc de boucher<sup>22</sup>.

\*\*\*

#### La ruse de Churchill : l'opération Fortitude <sup>23</sup>.

Le Général Patton, redouté des chefs militaires allemands, ne débarque en Normandie, à Omaha Beach que le 6 juillet 1944. Jusqu'à cette date, le commandement allié l'a contraint à rester en Angleterre pour entretenir Hitler et

---

en contact avec des officiers du front. Mais dans l'après-midi du même jour, un VI mal réglé qui devait atteindre l'Angleterre fit demi-tour et atterrit juste au-dessus du blockhaus où se trouvait encore Hitler. Personne ne fut tué, ni même blessé. Mais le Führer en fut si frappé qu'il partit immédiatement et ne s'arrêta qu'une fois parvenu à Berchtesgaden ; il ne se rendit jamais sur le front de l'Ouest.

<sup>21</sup> Le Figaro – Hors série- Opération Walkyrie : Ils ont voulu tuer Hitler. La véritable histoire.

<sup>22</sup> Jacques Delarue, Histoire de la Gestapo, p. 416-417 / W.H. Shirer ; Le troisième Reich, Tome 2, p. 575-578. Tous ceux qui avaient comploté de près ou de loin contre le Führer furent traqués sans merci. On a dénombré près de 5000 exécutions. Beaucoup d'officiers impliqués dans la conspiration préférèrent se suicider plutôt que d'être arrêtés, torturés, traduits devant le Volksgericht et pendus à un croc de boucher. Le Maréchal Rommel qui avait adhéré à la cause des conspirateurs, a été contraint par la Gestapo à se suicider. En raison de ses brillants états de service en Afrique, il eut droit à des funérailles nationales et sa famille ne fut pas inquiétée.

<sup>23</sup> R. Cartier, La seconde guerre mondiale, Tome 2, p. 197-232 / G. Patton, Carnets secrets, p. 284-287 / Le Point n°2083, 16 août 2012, p.32, Les mystifications de l'Histoire.

certains de ses Généraux dans l'idée que le débarquement véritable restait à venir. En outre, afin de laisser accroire cette idée au Führer, dans le Sud-Est de l'Angleterre sont montées des divisions fictives, composées de tanks, de véhicules, de canons en bois et en caoutchouc. Elles sont déplacées sur des terrains de manœuvres pour laisser des traces sur le sol ; des milliers de tentes sont dressées et dotées de réchauds destinés à donner l'impression qu'on y cuisinait pour des corps d'armée. Un simulacre d'activité est assuré par des figurants. Le Führer, persuadé que l'invasion alliée aurait lieu dans le Pas-de-Calais décide de mettre seulement en fin d'après-midi du 6 juin, la 12ème Panzer et la Panzer-Lehr à la disposition de Rommel en Normandie ; mais il interdit tout prélèvement sur la XVème armée dont le PC à Tourcoing est copieusement bombardé par l'aviation alliée. A Margival, le 17 juin 1944, contredisant Rommel, Hitler soutient que 80 divisions anglaises et américaines se trouvaient en Angleterre, qu'une vingtaine seulement ont débarqué en Normandie, qu'il faut donc s'attendre à l'irruption des autres sur le Pas-de-Calais, et qu'il est par conséquent impossible de toucher à la XVème armée. En outre, curieusement, le Führer avait aussi annulé l'ordre de transfert d'une partie des troupes de Bretagne en Normandie.

Le 13 juin déjà, il s'était opposé également au retour sur le continent de la garnison des îles Anglo-Normandes.

\*\*\*

Il convient de rappeler sommairement comment la situation militaire a évolué depuis le débarquement :

Les Alliés ayant consolidé leur tête de pont en Normandie, acheminent sans cesse des troupes et du matériel sur le front. Hitler s'est décidé avec retard à leur opposer des divisions blindées qu'il avait tenues en réserve dans le Pas de Calais, croyant que c'était là que le véritable débarquement aurait lieu.

Après une lutte acharnée de plusieurs semaines, Caen est libéré le 9 juillet 1944

et Saint-Lô le 19 juillet 1944. Les deux cités sont en ruines. On déplore de nombreuses victimes. *civiles.*

Pour sortir du bocage normand, « l'enfer des haies », où les Américains s'enlisent, le Général Bradley prépare l'opération Cobra avec le Général Collins et le Général Patton.

L'opération est déclenchée le 25 juillet 1944 à l'Ouest de Saint-Lô. Sur un rectangle de 7 km de long et 3 km de large, dont l'un des côtés coïncide avec la route de Saint-Lô à Perriers, soit vingt kilomètres carrés de terre normande, 2246 avions-P47 Thunderbolt, B24 Liberator et B17 Forteresses volantes-, déversent 62 000 bombes de tous types.

Le Panzer Lehr du Général Bayerlein et la 275ème division d'infanterie – deux des meilleures divisions allemandes – sont mises hors de combat.

Le 28 juillet, par la brèche ainsi ouverte, deux colonnes blindées du 8ème corps, sous le commandement du Général Patton s'engouffrent en direction d'Avranches et réussissent une percée décisive des lignes allemandes.

Granville et Coutances sont pris. Avranches tombe le 30 juillet.

Le 31 juillet, les Américains franchissent le pont de la Sélune resté intact et s'emparent de Pontaubault, dernière localité normande sur la route de la Bretagne.

Le 1er août, le Général Patton est placé à la tête de la IIIème Armée américaine.

L'offensive de Patton se développe vigoureusement vers l'ouest en direction de Saint Malo et Brest, vers le sud en direction de Rennes et de Vannes et vers l'est sur un axe Laval-Le Mans. Rennes est libérée le 3 août, Angers et Nantes le 10 août.

La 2ème Division Blindée commandée par le Général Leclerc a débarqué à Utah Beach le 1er août 1944 ; elle est rattachée à la IIIème Armée américaine de Patton.

Le 12 août, elle s'empare d'Alençon dont les ponts sont restés intacts.

Malheureusement, les Alliés n'ont pas saisi l'occasion qui leur était offerte de mettre à néant la 7ème Armée et la 5ème Armée blindée allemandes qui, à la suite de la percée de Patton sur Avranches, se trouvaient enlisées près de Falaise.

Le Général Patton voulait procéder à leur encerclement et leur anéantissement. Il se proposait de modifier le mouvement de ses divisions qui se dirigeaient vers l'Est, de les faire remonter plein Nord, vers Argentan et Falaise, afin qu'elles opèrent leur jonction avec les Canadiens qui se trouvaient confrontés à la résistance acharnée d'une division de S.S., et qu'elles ferment ainsi la nasse immense et profonde de Falaise<sup>24</sup>.

Mais Patton se heurte aux refus réitérés de Bradley qui lui donne l'ordre d'arrêter son mouvement. Patton, qui avait conçu cette manœuvre capitale et comptait aboutir à l'encerclement, est furieux.

Bradley reconnaîtra ultérieurement son erreur. Les Alliés veulent la réparer, mais ils ne décideront de fermer la poche que le 19 août. Malheureusement, elle sera mal fermée. De nouvelles unités réussissent à s'échapper. Au final, ce sont plus de la moitié des 120 000 hommes qui ont pu s'enfuir, dont des militaires aguerris et de nombreux spécialistes qui pourront reprendre le combat.

Toutefois, 50 000 Allemands ont été faits prisonniers ; 10 000 ont été tués et un matériel considérable a été abandonné.

La bataille de Normandie est terminée.

Les Alliés sont libres de foncer vers le Nord et l'Est de la France. Le 1er août, ils se rapprochent de la région parisienne.

\*\*\*

Les Déodatien, à l'écoute des radios, suivent avec passion l'avance rapide des Alliés ; ce qui suscite dans leur esprit, l'espoir d'une libération prochaine.

À partir du 13 août, Saint Dié assiste au déferlement par vagues successives des services administratifs allemands qui ont quitté Paris en hâte. La route de Saint Dié est fléchée depuis la capitale.

Rue des Trois Villes, nous sommes bien placés pour voir cette retraite.

Ce sont tout d'abord les services diplomatiques dans des voitures luxueuses qui

<sup>24</sup> Patton ; Carnets secrets, p. 296-298. R. Cartier ; La seconde guerre mondiale ; Larousse Match, p. 239.

ont été couvertes de branchages pour se protéger des mitraillages d'avions.

L'organisation Todt suit.

Puis traversent la ville ou y stationnent des camions de toutes formes, de toutes tailles et de tous tonnages archi-combles.

Certains ont d'ailleurs été chargés à la hâte ; on y a hissé les meubles classeurs en entier avec leurs précieux documents.

Les personnels féminins, auxiliaires, secrétaires, téléphonistes, sont évacués.

De même, se replient les services de transmissions, les services de santé, les services de transport, la N.S.K.K (National Sozialistisches Kraftfahr Korps - « Force de transport Nationale Socialiste »).

A ce torrent de véhicules, se mêlent des voitures de tourisme surchargées de caisses de vins, de champagne, de denrées de toutes sortes.

On remarque des automobiles où se sont entassés des fuyards qui ne sont pas des Allemands et qui ne s'attardent pas.

On constate qu'à l'avant des véhicules ont été fixés tant bien que mal des balais en paille de riz, en genêts ou en bouleaux pour écarter les clous ou les pointes qui ont été malicieusement semés sur la chaussée – ce qui provoque des crevaisons ou des embouteillages.

Les autorités allemandes ordonnent aux riverains de balayer la route sous peine de sanctions sévères.

Ces arrivées massives s'accompagnent de réquisitions de nombreux logements.

En outre, les nouveaux venus procèdent sans vergogne à des « réquisitions » de marchandises variées en grande quantité.

Les réserves des grossistes et des détaillants commencent à s'épuiser. Les usines sont également pillées.

Dans les campagnes, des prélèvements sont opérés sur le cheptel et le fourrage.

Cependant l'exode se poursuit avec le repli de l'armée, de ses services et de ses

blessés.

Les hommes sont harassés, lassés de cette guerre interminable qu'ils sentent perdue<sup>25</sup>.

Un jour, mon frère Olivier et moi, nous regardions passer les fuyards lorsqu'au milieu d'un flot de véhicules occupant toute la chaussée, nous apercevons dans une grosse Mercedes décapotable, un personnage connu. Nous échangeons un regard et nous nous écrions ensemble : Hitler !

Était-ce bien lui ?

\*\*\*

Le 15 août, les forces franco-américaines, sous le commandement du Général Patch débarquent en Provence.

Le 17 août, les troupes allemandes du sud de la France reçoivent de Hitler l'ordre de retraite.

À Saint-Dié, on remarque des véhicules immatriculés dans le Sud Est ramenant des éléments de l'armée allemande du Midi.

Le repli des occupants s'effectue avec toutes sortes de moyens de transport : breaks, calèches, chars à bancs, chariots de ferme, carrioles, souvent hippomobiles.

On voit même des soldats juchés sur des bicyclettes.

La 16 août, Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne à Paris, a été aperçu en ville ; il semblait pressé de fuir.

Le 17 août, tandis que les convois allemands en retraite ne font que passer, d'autres unités emménagent dans la ville.

Des installations téléphoniques sont même montées sur plusieurs immeubles.

Saint-Dié devient un gîte d'étape, « une manière de capitale »<sup>26</sup>.

---

<sup>25</sup> Ohl des Marais ; Histoire chronologique, p. 354. André Roussel ; BSPV, 1972, p. 160-161. Jean-Louis Mongel ; BSPV, 1963 p. 177-180. Georges Baumont ; Saint Dié, Terre brûlée, p. 28.

<sup>26</sup> Georges Baumont ; Saint Dié, Terre brûlée, p.30.

Le 18 août, au conseil municipal de Saint Dié, le maire Pierre Evrat annonce de nouvelles réquisitions d'immeubles.

On signale la présence de Jean Luchaire dont la voiture arbore un fanion tricolore portant les mots écrits en français et en allemand « *Président de la Presse Française* »<sup>27</sup>. Jean Luchaire était le patron de la presse collaborationniste sous l'occupation.

Le 19 août vers 17h, vient stationner en gare de Saint Dié, un convoi de sept wagons à bestiaux, où ont été entassés debout des déportés. Parmi ces derniers se trouve Marthe Rock, secrétaire à la librairie Weick de Saint Dié. Elle a été arrêtée le 27 juin 1944 pour son action héroïque dans la Résistance. Sa mère âgée de 80 ans, prévenue, arrive à la hâte et parvient à échanger quelques mots avec sa fille, à travers la petite ouverture grillagée du wagon. Cette dernière ne devait jamais revenir des camps de la mort<sup>28</sup>.

Le 20 août, un convoi d'une douzaine de voitures portant l'écusson « *Gustav* » s'installe au Parc de Saint Dié. Cette formation est affectée à la réparation de véhicules et diffuse des nouvelles en langue allemande par haut-parleurs.

À cette date, Karl-Albrecht Oberg et Helmut Knochen, qui ont quitté Paris juste avant le soulèvement des F.F.I., arrivent à Vittel où ils établissent leur Quartier Général. *(au sujet de Oberg voir note 37 p. 32)*

Le 24 août, à Saint Dié, le défilé de l'armée allemande en retraite continue. Le convoi de réparation automobile « *Gustav* » quitte le quai du Parc.

Le 25 août, on apprend la libération de Paris. On imagine la liesse indescriptible des Parisiens qui acclament les troupes françaises et américaines.

À Saint-Dié, la nouvelle est accueillie avec une joie immense, mais silencieuse.

Ce 25 août, mon père se promène en ville avec moi ; nous rencontrons des

---

<sup>27</sup> Cédric Maletta ; Jean Luchaire, l'enfant perdu des années sombres ; Perrin 2013.

<sup>28</sup> Jean-Louis Mongel « la tragédie de la libération de Saint Dié » in BSPV vol.67, 1963. L'auteur fait un récit émouvant de cette rencontre.

« collaborateurs » qui nous déclarent que Paris est en feu. Nous gardons le silence, nous savons de source sûre que la capitale est intacte.

Des drapeaux tricolores apparaissent aux façades de sapins sur la côte Saint-Martin et au cimetière militaire des Tiges.

Durant les jours qui suivent, les convois circulent sans arrêt. On note chez les Allemands une certaine fièvre qui en dit long sur leur état d'esprit.

Le 26 août, toujours la même activité dans les rues : arrivées et départs de convois se succèdent, mais de plus en plus ce sont des unités combattantes qui défilent.

À partir du 28 août, les incursions et les attaques aériennes se multiplient sur toute la région.

Le 29 août 1944, Jean Hérold-Paquis et les services de radio Paris arrivent à Saint Dié. Après avoir emménagé au collège Jules Ferry, la station se fixe sur le plateau Saint Roch et prend le nom de Radio Saint Roch. Un mât de 40 mètres de haut est dressé sur la propriété de Lesseux. Il est destiné à diffuser les émissions de la « Radio de l'État Français ».

Le 31 août, les premiers miliciens fuyant devant l'avance alliée arrivent dans des voitures camouflées en véritables bouquets d'arbres.<sup>29</sup> Ils sillonnent les rues.

Ce jour-là font également leur apparition des formations du P.P.F. Ils viennent notamment du sud de la France et de Lyon avec Francis André.

Première émission de Radio Saint Roch, à 20 heures.

Le 1er septembre à Saint Dié, les miliciens procèdent à des réquisitions, revolver au poing, plus arrogants et plus exigeants que leurs maîtres. La municipalité doit les loger, notamment dans des bâtiments publics (écoles). Ils pourchassent les patriotes et sèment la terreur dans toute la ville et la région.

---

<sup>29</sup> Ohl des Marais. Histoire Chronologique de Saint-Dié p.354.



Le 2 septembre, ils menacent de prendre la mairie d'assaut si elle ne leur procure pas de l'essence. On leur explique que les Allemands sont passés avant eux. Néanmoins, ils dévalisent l'entrepôt des tabacs et le Secours National<sup>30</sup> où ils s'emparent des marchandises et des vêtements destinés aux victimes de la guerre.

Toujours le 2 septembre, vers 15 heures, on apprend que les membres du P.P.F local et les collaborateurs notoires de Saint-Dié ont déguerpi vers Saales par le train ou en voitures.

Les 2 et 3 septembre, un certain nombre de Déodatien montent vers le col du Haut Jacques où un maquis doit être formé. Mais ces hommes ne sont guère discrets.

J'ai moi-même rencontré en ville plusieurs d'entre eux qui avaient un sac au dos et des chaussures de marche et qui déclaraient à qui voulait les entendre « *Je pars au maquis du Haut Jacques* ». J'étais très étonné de leur imprudence.

Heureusement, ils n'ont pas été inquiétés.

Le maquis n'a pu se constituer, n'ayant pas reçu les armes promises qui devaient être parachutées par des avions anglais.

Ces hommes étaient redescendus pour le 7 septembre. Quand les Allemands sont arrivés quelques jours plus tard, ils n'ont trouvé personne, sauf un Déodatien de 33 ans, Robert Michel qui a été abattu d'une rafale de mitraillette.

Le 3 septembre, à Saint-Dié, des membres du P.P.F arrivent à leur tour de toute la région, notamment d'Epinal, de Nancy, de Lunéville – certains d'entre eux ont même endossé l'uniforme allemand- . Ils commencent à rallier l'Allemagne.

Le 5 septembre 1944, les Allemands mettent le feu au village de Fouchifol en représailles d'une résistance du maquis local.

Le même jour, l'exode des miliciens et des membres du PPF se poursuit.

Toujours ce 5 septembre 1944, paraît à Saint Dié un quotidien sous le titre

---

<sup>30</sup> Organisme vichyssois chargé de venir en aide aux victimes de la guerre.

« Nouvelles Françaises ». Le journal est imprimé à Saint Dié sur ordre de Fernand de Brinon<sup>31</sup>, ambassadeur, avec le concours de Jean Luchaire. Il n'aura qu'une existence éphémère : neuf numéros dont le dernier paraîtra le 14 septembre.

Le 6 septembre 1944, à Saint Dié au restaurant de la Tour Malakoff, Fernand de Brinon installe ses services qui prennent le nom de « Délégation française pour la défense des intérêts nationaux».

Le 9 septembre 1944, la Poste de Saint Dié est complètement occupée par les Allemands. Les fonctionnaires français ont été renvoyés.

---

<sup>31</sup>Une semaine après la rencontre de Montoire, sur proposition de Laval, Pétain a conféré à Fernand de Brinon le titre d'Ambassadeur de France... à Paris, avec le rang et les prérogatives attachés au titre. (Voir Roger Mandhuy, Les grands procès de la collaboration, p. 304).

### Note sur Darnand et la Milice.

Après l'armistice de juin 1940, le Maréchal Pétain, installé à Vichy, assume les fonctions de Chef de l'Etat avec les pleins pouvoirs que l'Assemblée Nationale lui a accordés le 10 juillet 1940.

La Révolution nationale qu'il veut instaurer repose sur la devise « Travail, Famille, Patrie ».

Elle comporte aussi une épuration qui se traduira notamment par la dissolution des sociétés secrètes, la création d'un statut discriminatoire des juifs français et l'internement des juifs étrangers.

Pétain veut une base populaire à son pouvoir, avec des éléments sains, notamment les anciens combattants.

Le 29 août 1940 est créée la Légion française des Anciens Combattants. Xavier Vallat, grand mutilé, est placé à sa tête.

Dans chaque département de la zone libre, il choisit un homme de confiance.

Joseph Darnand est désigné comme responsable de la section des Alpes-Maritimes. Il avait eu une conduite courageuse dans les corps francs en 1914-1918 et en 1939-1940. Patriote militant, il était passé de l'Action Française au mouvement de Deloncle et Schueller, la Cagoule.

En juin 1940, il met sa ferveur patriotique au service de Pétain. Il rompt avec le Père Brückberger qui lui avait conseillé d'entrer dans la Résistance.

Darnand instaure le Service d'Ordre Légionnaire (S.O.L.)

Le S.O.L. a pour mission politique de dépister les foyers de propagande antigouvernementale et de garantir, quoiqu'il arrive, le fonctionnement des services publics.

Parmi les combattants de la Légion qui forme un ensemble assez hétéroclite, Darnand choisit des hommes décidés, prêts à en découdre. Ce sont en général des

individus hostiles aux parlementaires, aux communistes et aux juifs.

Avec ses parades, ses serments et une action qui parfois n'hésite pas à sortir de la légalité, le S.O.L. présente des similitudes frappantes avec les Waffen SS.

D'ailleurs, l'été 1942 verra le début du recrutement de Waffen SS français<sup>32</sup>.

Darnand quitte Nice pour Vichy où il est nommé inspecteur général du S.O.L.

Laval revenu au pouvoir en avril 1942<sup>33</sup> veut contrer Doriot et croit Darnand maniable. Il envoie ce dernier en Pologne visiter la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme<sup>34</sup> (LVF) qu'il veut faire passer sous la coupe de l'Etat Français<sup>35</sup>.

Darnand revient en France, décidé à collaborer militairement avec les Allemands. A cet effet, il veut créer une Légion tricolore destinée à combattre les Russes aux côtés des Allemands et à absorber la LVF jugée trop politisée.

Il croit qu'une fois la victoire acquise, la France sera mieux placée pour discuter de son avenir avec son vainqueur.

Mais les Allemands sabordent ce projet, craignant la renaissance du militarisme français.

Lorsque les Américains débarquent le 8 novembre 1942 en Afrique du Nord, Darnand propose la constitution d'une Phalange Africaine chargée de les combattre. Mais cette idée fit elle aussi long feu.

Darnand revient donc au S.O.L.<sup>36</sup>.

<sup>32</sup> Une réunion des « Amis de la Waffen SS » avait appuyé son lancement, sous la présidence de Paul Marion, secrétaire d'Etat chargé de l'Information, avec Doriot, Déat, Darnand... cf. J. Delarue, Histoire de la Gestapo, p. 390.

<sup>33</sup> Pierre Laval, Vice-président du Gouvernement de Vichy, se montra favorable à la politique de collaboration et prépara l'entrevue de Pétain avec Hitler à Montoire, en octobre 1940. Son attitude lui valut l'hostilité des ministres. En décembre 1941, il est remplacé par l'Amiral Darlan. Il est arrêté, mais il est libéré sur l'intervention de Abetz, ambassadeur d'Allemagne. En avril 1942, il est rappelé au gouvernement à la demande des Allemands. Il cumule alors les portefeuilles de l'Intérieur, de l'Information et des Affaires Étrangères. Il déclara souhaiter la victoire de l'Allemagne.

<sup>34</sup> La LVF a été créée le 7 juillet 1941 au cours d'une réunion provoquée par Eugène Deloncle avec les chefs des partis pro nazis. cf. J. Delarue, Histoire de la Gestapo, p. 372.

<sup>35</sup> Philippe Burrin, Le France à l'heure allemande, p.446.

<sup>36</sup> Roger Maudhuy, Les grands procès de la collaboration, p. 248.

Laval avait envisagé de regrouper les partis collaborationnistes dans une formation unique, mais ce projet échoua. A défaut, il crée la Milice qui devait accompagner le parti unique ; le régime a besoin d'une garde prétorienne depuis que l'armée de l'armistice a été dissoute après l'invasion de la zone libre le 11 novembre 1942.

A la fin de l'année 1942, le Maréchal annonce aux chefs du S.O.L. et à ses membres la création d'une Milice nationale.

Instituée par décret du 31 janvier 1943, la Milice doit être composée de « volontaires moralement prêts et physiquement aptes à soutenir l'État nouveau par leur action et à concourir au maintien de l'ordre intérieur ».

La Milice dépend de Pierre Laval ; elle est placée sous les ordres de Joseph Darnand.

Ce dernier ne perd pas de vue la double mission de la Milice, à savoir le maintien de l'ordre et l'encadrement politique du pays, marchepied vers le pouvoir. Il a aussi en vue l'absorption de la LVF.

Le mouvement est créé sur le modèle du parti nazi.

Afin de pourchasser les Résistants, est constituée au sein de la Milice une Franc-Garde permanente en uniforme qui est encasernée avec un service de sécurité et un 2ème service de renseignements en relation avec la Gestapo ; les membres de la Franc-Garde et de ces services reçoivent une solde.

Dès sa fondation, la Milice apparaît comme une police supplétive agissant contre des Français pour le service des Allemands.

La Milice a son journal : « Combats ».

Beaucoup de membres du S.O.L. se refusent à entrer dans la Milice et démissionnent.

Vers mai-juin 1943<sup>37</sup>, Darnand veut armer la Franc-Garde. Le Général Oberg est d'accord à la condition que la milice donne des preuves de loyauté à la cause nazie et il propose à Darnand que certains des cadres miliciens intègrent la Waffen SS.

Darnand est pris de doutes. Il hésite à avancer dans cette voie. Il envoie sa démission à Laval et il entre en contact avec la Résistance. N'acceptant pas les conditions qui lui sont imposées, il ne donne pas suite. Il se tourne vers de Gaulle qui ne lui répond pas.

Il reprend sa démission.

Les nazis invitent alors Darnand à participer à un voyage d'études en Allemagne avec des chefs de partis collaborationnistes Déat et Doriot, et visite avec le Général SS Berger l'école de Bad Tölz où sont formés les futurs officiers de la SS.

Darnand revient conquis. Il annonce à son état-major que les hommes de la Milice doivent rejoindre la SS. Dans un premier temps, ils sont moins de 150 à franchir le pas<sup>38</sup>.

Darnand se porte volontaire et se rend à l'Ambassade d'Allemagne à Paris, où il prête serment à Hitler, « Führer germanique et réformateur de l'Europe », en lui jurant obéissance à lui ainsi qu'aux chefs qu'il lui aura désignés, jusqu'à la mort.

Darnand est le premier homme politique à jurer fidélité à Hitler sans restriction... pas seulement dans le cadre du combat contre le bolchevisme, comme l'ont fait Doriot et les hommes de la LVF, mais en faisant allégeance d'homme à homme dans le système de la SS<sup>39</sup>.

A la mi-novembre 1943 eut lieu ce que les Allemands appelèrent le « divorce Pétain-Laval ». Abetz considérait que seul Laval gouvernait réellement la France.

---

<sup>37</sup> J. Delarue, Histoire de la Gestapo, p. 294,391,396. En France, depuis l'arrivée de Oberg en avril 1942, les pouvoirs de police détenus par la Wehrmacht ont glissé dans les mains des chefs de la Gestapo. L'année 1943 marque l'emprise totale de la Gestapo en France. Plus une ville, plus une région n'échappent à l'espionnage des agents de-Knochen. Les arrestations ne cessent d'augmenter. Voir notes 88 et 89, p.54.

<sup>38</sup> Roger Maudhuy. Les grands procès de la collaboration, p. 252.

<sup>39</sup> Philippe Burrin, La France à l'heure allemande, p.450.

Le 29 novembre 1943, Ribbentrop écrit à Pétain : On prie « Monsieur Laval... de remanier sans délai le cabinet dans un sens acceptable pour le gouvernement allemand et garantissant la collaboration ».

Les nazis veulent voir Henriot, Darnand et Déat au gouvernement.

De son côté, le Général Oberg cherche à imposer Darnand, l'homme de la Milice et de la Waffen SS qui de par ses fonctions était en relation avec lui depuis son arrivée en France.

Oberg estimait que la Milice est selon ses propres termes, « un mouvement présentant des affinités profondes avec le mouvement SS et capable de donner une impulsion nouvelle aux forces de police françaises ».

A la suite de son voyage d'études en Allemagne, Darnand multiplie ses rencontres avec le chef suprême des SS et de la Police Oberg.

A l'automne, Darnand est nommé « Obersturmbannführer » d'honneur (Lieutenant-colonel), ce que Oberg fut chargé de lui annoncer.

A cette époque, Oberg et les militaires sont inquiets : des rapports leur signalent que des maquis s'implantaient un peu partout, que les mouvements clandestins de résistance s'organisaient dans les villes et s'attaquaient à des collaborateurs, que ceux-ci commençaient à réclamer la protection des Allemands accusant la police française de complicité avec les hors-la-loi<sup>40</sup>.

Oberg et son état-major commençaient à douter du bon vouloir de Bousquet, Secrétaire Général à la Police. Ils avaient suggéré à Laval de le remplacer par une personne plus engagée politiquement.

La rupture Pétain-Laval, consommée fin novembre, permettait un remaniement ministériel.

Oberg profita de l'occasion pour demander à Laval de remplacer Bousquet par

<sup>40</sup> D'après Philippe Burrin, les collaborateurs attaqués par des mouvements clandestins de résistance réclamèrent protection. Ainsi fut décidée qu'en novembre 1943, la création d'une « Selbstschutz », force para militaire composée de membres de groupements collaborationnistes et entraînés pendant deux semaines dans un camp à Taverny (La France à l'heure allemande, p. 450-451).

Darnand, dont la Milice était reconnue officiellement comme « police supplétive ».

Le 10 janvier 1944, Darnand est nommé Secrétaire Général au maintien de l'ordre – à la différence de son prédécesseur René Bousquet qui n'avait que le titre de Secrétaire Général à la Police-. Il reçoit une délégation permanente avec les pouvoirs les plus étendus, pour commander seul l'ensemble des forces de police françaises.

En confiant le maintien de l'ordre à un chef d'une faction extrémiste dont les exactions étaient connues de tous, on ouvrait la porte aux pires abus<sup>41</sup>.

Immédiatement, Darnand donne « l'ordre à tous les membres de la police de faire usage de leurs armes, sans ménagement, contre les terroristes et les membres d'autres organisations de résistance »<sup>42</sup>.

Pétain et Laval exhortent leurs agents à redoubler de sévérité à l'égard des « terroristes » et témoignent à Darnand leur soutien.

A partir de ce moment, la Milice devenue organe officiel, mena une action parallèle à celle des Allemands sur le sol français, contre des Français. Ses officines collaborèrent ouvertement avec la Gestapo. Elles employèrent les mêmes méthodes d'interrogatoires ; les détenus furent remis à la Gestapo directement, sans formalité inutile. La police officielle se vit progressivement supplantée<sup>43</sup>.

Des Cours martiales furent créées par une loi du 20 janvier 1944. Elles rendent des jugements immédiatement exécutoires à l'égard de personnes prises en flagrant délit de « terrorisme » contre les Allemands ou contre les Français.

En réalité, plus qu'une force de maintien de l'ordre, la milice est une force de police, de basse police<sup>44</sup>.

La Milice se met au-dessus de la loi, même celle de Vichy, et bientôt hors-la-loi, elle pratique les sévices et les exécutions sommaires, ainsi que le vol et le pillage.

La Milice est engagée tantôt seule, tantôt aux côtés des Allemands contre les résistants : attaque du maquis des Glières (Haute-Savoie), assassinats de Jean Zay,

<sup>41</sup> J. Delaruc, Histoire de la Gestapo, p. 392, 394-395.

<sup>42</sup> Roger Mandhuy, Les grands procès de la collaboration, p. 254.

<sup>43</sup> J. Delaruc, Histoire de la Gestapo, p. 396.

<sup>44</sup> Philippe Burrin, La France à l'heure allemande, p. 457.



Georges Mandel, Victor Basch et son épouse.

Dans beaucoup d'opérations, les hommes de la Milice servent d'éclaireurs ou d'agents d'infiltration qui préparent l'intervention de l'occupant.

Après le débarquement des Alliés en juin 1944, contre l'avis de Pétain, Laval nomme Darnand Secrétaire d'État à l'Intérieur et le dote de tribunaux du « maintien de l'ordre » qui s'ajoutent aux Cours martiales et procèdent comme elles <sup>45</sup>.

Les exactions continuent : tortures, enlèvements, arrestations arbitraires, assassinats...

La Milice fait régner un climat de terreur.

Le 6 août 1944, Pétain sort de sa réserve : dans une lettre à Laval, il dénonce « l'action néfaste de la Milice... il y a la hideuse réputation acquise par la Milice d'utiliser des procédés que j'ai bien connus chez les Rouges en Espagne. Je ne puis passer sous silence des tortures infligées à des victimes souvent innocentes dans des locaux, qui même à Vichy ressemblent moins à des prisons de l'Etat français qu'à des Tchékas bolcheviques. Par ces divers procédés, la Milice est arrivée à faire régner une atmosphère de terreur inconnue jusqu'à présent dans notre pays ».

Pétain demande que Darnand prenne les mesures qui s'imposent pour que « la Milice ne laisse dans l'histoire de la France la tache la plus honteuse de la période troublée que nous traversons ».

Darnand est atterré. Le 11 août, il répond par écrit : « Pendant quatre ans, j'ai reçu vos compliments et vos félicitations. Vous m'avez encouragé. Et aujourd'hui, parce que les Américains sont aux portes de Paris, vous commencez à me dire que je vais être la tache de l'Histoire de France ? On aurait pu s'y prendre un peu plus tôt (...) Il reste que sans la Milice, Monsieur le Maréchal, et sans la crainte salutaire qu'elle inspire aux bandes rebelles, l'anarchie aurait déferlé dans tout le pays (...) Monsieur le Maréchal, il ne fait pas bon aujourd'hui de rester fidèle ».

---

<sup>45</sup> Philippe Burrin, La France à l'heure allemande, p. 458.

Devant l'avance des Alliés, les miliciens en longs convois se replient, en plus ou moins bon ordre, vers l'Est de la France, faisant étape à Belfort, Nancy, Saint Dié, où ils sèment la terreur.

« On a eu très peur, déclare une habitante de Saint Dié, quand les miliciens sont arrivés.

J'avais seize ans. Je me souviens très bien combien on avait peur de ces gens-là. On aurait encore préféré les Allemands. C'étaient des brutes qui savaient que pour eux tout était terminé et qu'ils n'avaient donc rien à perdre.

Dans le pays, on les appelait les « Suèdes » en souvenir de la guerre de Trente ans qui a ravagé la Lorraine. Des soudards du Moyen-Age, d'autant plus coupables que c'étaient des Français. »

Darnand veut sauver la Milice, il ne sait trop que faire. Ses troupes sont en plein désarroi.

Angoissés, les miliciens se demandent ce qu'on va faire d'eux.

Darnand est convoqué chez Hitler avec quelques autres chefs de parti collaborationnistes.

Laval et Pétain ne voulant plus gouverner, il faut au Reich un gouvernement français à sa dévotion.

Doriot aurait ses faveurs. Mais les Français ne sont pas d'accord (voir note suivante sur la Délégation Gouvernementale Française de Fernand de Brinon).

Darnand rentre à Belfort, déçu et amer. Francis Bout de l'An, secrétaire général de la Milice et son état-major lui font part de la dégradation du moral de la troupe. Les miliciens ont le sentiment d'être abandonnés. Darnand les rassure : il a vu Hitler ; l'Allemagne va disposer bientôt d'armes nouvelles terrifiantes ; la guerre n'est pas perdue : la Milice aura toute sa place dans la nouvelle conjoncture<sup>46</sup>.

Mais pour faire vivre ses hommes, Darnand a besoin d'argent. Sur son ordre, des

---

<sup>46</sup> François Moulin, Lorraine, Années noires, p. 186-187.

miliciens armés, munis d'un bon de réquisition illégal, s'emparent à la Banque de France de Belfort de 300 millions de francs et de pièces d'or.

Début septembre 1944, le gros des cohortes de la Milice se retrouve avec les Allemands au camp du Struthof qui vient d'être évacué de ses déportés.

Darnand quitte le camp pour se rendre pendant quelques jours à Plainfaing où il rencontre Oberg qui l'a toujours soutenu et qui avait obtenu de Laval sa nomination comme Secrétaire Général au maintien de l'ordre.

Les miliciens qui supportent mal de vivre dans les baraquements du sinistre camp, commencent à émettre des doutes sur leur avenir.

Darnand revient et leur donne tous apaisements.

La troupe quitte le Struthof pour Colmar où elle cantonne provisoirement les 10 et 11 septembre 1944 sous le feu des avions alliés.

Puis elle est dirigée vers Ulm en Allemagne.

Avec l'approbation de Himmler, la milice éclate : quelques centaines de ses membres demeurent à Sigmaringen, auprès de la Délégation gouvernementale française -qui vient d'être créée par de Brinon- ou bien suivent les chefs de parti collaborationnistes.

Une partie (hommes et femmes ) est affectée au travail dans les usines du Reich, une autre (les hommes valides) est enrôlée dans les Waffen SS : ils formeront la SS Freiwilligen – Sturmbrigade Charlemagne, sous uniforme allemand.

Lors de l'arrivée des Russes à Berlin en avril 1945, cette brigade sera chargée de défendre certains quartiers de la ville, notamment le Bunker de la Chancellerie où Hitler s'était retiré.

A Sigmaringen, Darnand fait partie de la Délégation Gouvernementale. Il n'a accepté le poste de ministre que pour venir en aide à ses miliciens<sup>47</sup>.

En Allemagne, les services de la Gestapo continuèrent à s'occuper de la France pendant quelques mois.

---

<sup>47</sup> Roger Mandhuy, Les grands procès de la collaboration, p. 256. Philippe Burin, La France à l'heure allemande, p. 460-461.

Ils montèrent des centres d'entraînement pour agents de renseignements et saboteurs qui devaient être introduits en France.

Darnand qui avait le premier proposé ses hommes au Hauptsturmführer Detering (Capitaine) chargé du recrutement à Sigmaringen, obtint finalement l'autorisation de créer une école spéciale pour la Milice qui fonctionna sous la direction du milicien Degans avec pour adjoint Filliol - ancien tueur de la Cagoule, devenu l'un des tortionnaires du 2ème service de la Milice -, avec l'aide d'instructeurs de la Gestapo et du SD<sup>48</sup>.

Ces officines d'espionnage ne parvinrent d'ailleurs qu'avec peine à faire passer en France quelques dizaines d'agents et de saboteurs. Si certains réussirent à rentrer en Allemagne après avoir accompli leur mission, la plupart furent assez rapidement arrêtés.

Au sein de la Délégation, Darnand échafaude également un projet de création d'un « maquis blanc ». Toutefois, Darnand se morfond : il ne rêvait que de prendre la tête d'une milice combattante. Il avait accepté de fournir ses miliciens dans l'espoir de diriger la Brigade Charlemagne. Mais une fois les hommes enrôlés, les Allemands lui claquèrent la porte au nez.

Darnand veut se battre. Finalement, il obtient des Allemands l'autorisation de partir avec un bataillon de la Franc-Garde pour le Nord de l'Italie, avec mission de combattre les partisans.

Les derniers combats sont rudes et meurtriers.

Quand tout est perdu, Darnand se cache dans un monastère. Alors qu'il se rendait à Milan où une cachette plus sûre lui avait été indiquée, il est arrêté par des agents des Services Spéciaux britanniques. Il est remis aux autorités françaises.

Il comparaitra devant la Haute Cour de Justice le 3 octobre 1945 et sera fusillé le 10 octobre 1945.

<sup>48</sup> J. Delarue, Histoire de la Gestapo, p. 267,271,423,425. Ces centres d'entraînement et d'espionnage recrutèrent également des agents parmi les anciens membres du PPF (Parti Populaire Français de Jacques Doriot), du RNP ( Rassemblement National Populaire de Marcel Déat) et du MSR (Mouvement Social Révolutionnaire d'Eugène Deloncle, ex-chef de la Cagoule).

**Note sur la Délégation gouvernementale française pour la défense des intérêts nationaux, constituée et dirigée par Fernand de Brinon.**

Il convient de rappeler que le 8 août 1944, Laval quitte Vichy en tapinois pour Paris. De la capitale, quatre voitures allemandes escortant la sienne, Laval « accompagné d'une vieille connaissance des services secrets américains », se rend à Nancy où, à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, il passe la journée du 12 août 1944 avec Edouard Herriot, Président de la Chambre des députés. Depuis 1943, ce dernier est prisonnier des Allemands. Il a été enfermé avec son épouse dans une villa à Vittel sans autres interlocuteurs que les agents de la Gestapo. Sa santé est ébranlée. Il est alors transféré à l'hôpital psychiatrique de Maréville dans un pavillon pourvu d'un poste de surveillance allemand. La Gestapo ne cesse de le harceler. Laval voulait se servir de Herriot dans une combinaison dirigée contre le Général de Gaulle et susceptible d'avoir la caution des Américains<sup>49</sup>.

Il lui demanda de convoquer l'Assemblée nationale à laquelle le Maréchal Pétain pourrait remettre la délégation de pouvoir qu'il avait reçue le 10 juillet 1940. La république ainsi restaurée, un gouvernement Herriot qui aurait ainsi les faveurs des Américains, succéderait au ministère Laval.

Après un voyage mouvementé dans la nuit du 12 au 13 août 1944, Herriot et Laval arrivent à Paris au matin.

Herriot qui n'a pu récupérer ses appartements de fonction au Palais Bourbon, séjourne à l'Hôtel de Ville où il mène des tractations serrées en vue, dit-il, de gagner du temps.

Comme préalables au projet de Laval, il exige de recouvrer l'Hôtel de Lassay et surtout de disposer d'une liberté effective, ce qui n'est pas le cas. Il rappelle également que seul le président du Sénat est habilité à convoquer l'Assemblée (les deux

<sup>49</sup> Jean Vartier, Histoire secrète de l'occupation en zone interdite, p. 48 / Raymond Cartier, La seconde guerre mondiale, Tome II, p. 241.

Chambres).

Cependant, Marcel Déat a fait avertir Himmler du perfide projet de Laval et provoqué ainsi l'effondrement de la combinaison, car les chefs nazis ont d'autres desseins pour le gouvernement de la France.

Les pourparlers échouent complètement.

Herriot quitte la capitale le 17 août et rentre prisonnier à Maréville avec son épouse.

Le 18 août, Laval qui a été arrêté par les Allemands la veille à Paris fait halte à Nancy ; il a un nouvel entretien avec Herriot. Il essaie de convaincre ce dernier de s'évader avant qu'il ne soit déporté en Allemagne, et de rejoindre les Américains qui sont tout près : Roosevelt l'imposera, ce qui empêchera de Gaulle de décider souverainement des affaires de la France.

Le 17 août, avant son départ de Paris, un projet d'évasion avait été soumis à Herriot par la Résistance - d'ailleurs inquiète des tractations de Laval- .

D'abord séduit, Herriot a finalement reculé. Il ne voulait pas que par son fait, des Français soient pris en otage et fusillés par les Allemands.

Malgré les instances du colonel Gilbert Grandval, chef des FFI de la région de Nancy, Herriot maintint son refus d'être libéré.

Dans la nuit du 29 au 30 août 1944, le Président Herriot accompagné de son épouse est emmené en Allemagne ; il est interné avec elle dans un sanatorium proche de Postdam.

Le couple sera libéré par les Russes, le 25 avril 1945.

Cependant à Paris, après le rejet de son projet, les Allemands ont mis Laval en demeure de transférer son gouvernement à Belfort. Laval refuse, déclarant qu'il attendra les Alliés à l'Hôtel Matignon.

Après une halte à Nancy, la Gestapo l'emmène avec son épouse et sa suite à Belfort puis à Sigmaringen.

Trois jours plus tard, le 20 août, Pétain qui avait cherché à entrer en contact avec de Gaulle tout en réaffirmant sa légitimité de Chef de l'Etat Français, est arrêté à l'Hôtel du Parc à Vichy. Il est emmené par les Allemands<sup>50</sup> à Belfort, puis transféré le 8 septembre à Sigmaringen au Château du Prince de Hohenzollern qui a été réquisitionné par Ribbentrop sur ordre de Hitler. Le Maréchal et son entourage sont installés dans un appartement au 7ème étage.

Pierre Laval arrivera quelques jours plus tard avec sa suite et occupera un appartement au 6ème étage.

Le reste du gouvernement suivra peu après<sup>51</sup>.

Pétain et Laval se considèrent comme prisonniers des Allemands ; ils ne veulent plus exercer leurs fonctions ; pour eux, il n'existe plus de Gouvernement de la France.

Pétain qui a rompu avec Laval depuis novembre 1943<sup>52</sup>, demande à ce dernier de démissionner. Laval refuse, objectant que le Maréchal ferait ainsi un acte de gouvernement.

Dans leur résidence, les deux hommes s'évitent mutuellement tant ils se détestent.

Les collaborationnistes ultras qui se sont joints aux convois allemands ne sont pas résignés, croyant à un retournement de la situation militaire.

Entre le 23 août et le 1er septembre 1944, ils ont une série de rencontres avec Ribbentrop.

Y participent, Doriot, Déat, Darnand<sup>53</sup>, de Brinon, Marion, Luchaire, le Général Bridoux.

Puis ils ~~ont été~~ reçus par Hitler.

Les Allemands, à un moment où ils tiennent encore une partie du territoire français, cherchent à regrouper les ultras, si possible avec l'assentiment de Pétain, pour créer un maquis en France et fomenter une « opposition nationale » à de Gaulle et à

<sup>50</sup>Raymond Cartier, La seconde guerre mondiale, Tome II, p. 241.

<sup>51</sup>Pierre Assouline, Sigmaringen, Gallimard, 2014, p. 24,28,39,48,84,102,108,282.

<sup>52</sup>J. Delorme, Histoire de la Gestapo, p.394.

<sup>53</sup>Voir note précédente sur Darnand et la milice.

ses alliés communistes.

La préférence des nazis va vers Doriot<sup>54</sup>.

Mais les autres ultras ne sont pas disposés à se ranger derrière lui.

Finalement, Ribbentrop décide que Fernand de Brinon prendra, avec l'acceptation de Pétain, la tête d'un gouvernement officieux et s'efforcera d'obtenir du Maréchal la nomination de Doriot<sup>55</sup>.

Le 6 septembre 1944, très curieusement, c'est à Saint Dié, territoire encore occupé, que Fernand de Brinon installe les services de la « Délégation gouvernementale française pour la défense des intérêts nationaux » qu'il a constituée sur la demande de Ribbentrop<sup>56</sup>.

Jean Luchaire est l'un des cinq membres de la Délégation. Il est nommé délégué à l'Information et à la Propagande.

Sur l'ordre de Fernand de Brinon, est imprimé à Saint Dié un quotidien intitulé « Nouvelles Françaises ». Ce journal, dirigé par Jacques Ménard<sup>57</sup> ne comptera que neuf numéros composés chacun d'une feuille.

Le premier paraît à Saint Dié le mardi 5 septembre 1944. Il dément l'occupation par les Alliés de Charmes, Toul et Nancy. Ce démenti permet aux Déodatien de comprendre que les Alliés avaient atteint la ligne de la Moselle et de la Basse-Meurthe<sup>58</sup>.

Le numéro 3 du jeudi 7 septembre annonce la constitution de la « Délégation

---

<sup>54</sup> Le chef du PPF exige la direction du gouvernement et réclame une garantie d'intégrité pour la France (moins l'Alsace-Lorraine) et pour son Empire.

<sup>55</sup> PH. Burrin, La France à l'heure allemande, p. 459.

<sup>56</sup> Ohl des Marais, Histoire chronologique, p. 355. André Roussel, BSPV, 1972, p.169. J.L. Mongel, BSPV, 1963, p. 185, Saint Dié, novembre 1944, mois d'angoisse, mois d'espoir. Musée de Saint Dié, p. 29.

<sup>57</sup> Jacques Ménard a été rédacteur en chef du *Matin* ; il était président de l'Association des journalistes antijuifs.

<sup>58</sup> Luchaire demanda à Maître Emile Jeanpierre, avocat et président du stade du Breuil, de rédiger pour le journal une chronique sportive. Maître Jeanpierre refusa catégoriquement. Ce refus sera à l'origine de son arrestation le 21 octobre et de sa déportation dans un camp de la mort où il mourra le 20 novembre 1944 (J.L. Mongel, BSPV, vol.67, 1963, p. 185).



gouvernementale française pour la défense des intérêts nationaux » avec un « émouvant appel de Monsieur de Brinon ».

Jean Luchaire quitte Saint Dié le 8 septembre pour se rendre en Allemagne à Sigmaringen.

Le dernier numéro des « Nouvelles Françaises » paraît le jeudi 14 septembre 1944.

En raison de la situation militaire, la Délégation a dû se replier à Sigmaringen où elle siègera désormais, toujours sous la direction de l'ambitieux de Brinon.

Vichy en exil se scinde en deux clans hostiles.

Marcel Déat, Jean Luchaire, Joseph Darnand, Eugène Bridoux font partie de la Délégation gouvernementale, tandis que Paul Marion, Abel Bonnard, Maurice Gabolde et Jean Bichelonne suivent Pétain et Laval dans leur retraite et la préparation de leur défense.

Ces derniers refusent d'assister aux réunions de la Délégation. Le Maréchal veut éviter tout amalgame avec celle-ci. A Fernand de Brinon qui déclare agir en accord avec lui, il interdit de se réclamer de lui, de porter la francisque dont il l'a décoré et même de prononcer son nom en public.

Fernand de Brinon obtient des autorités allemandes que le Château Hohenzollern bénéficie d'une sorte d'extraterritorialité. Les pays de l'Axe y détachent leur délégation. Abetz dirige l'ambassade d'Allemagne ; l'Italie de la république sociale de Salo est représentée ainsi que le Japon.

Mais les Français restent sous la surveillance étroite de la Gestapo et du SD dont les agents sont installés dans les locaux du rez-de-chaussée.

De Brinon veut entretenir l'illusion d'une continuité entre le gouvernement de Vichy et la Délégation de Sigmaringen.

De cette Délégation, il cherche à faire un véritable gouvernement français avec ses ministères, ses organigrammes, ses lois et son Journal Officiel.

Mais le but essentiel du groupe est de contrer les prétentions de Doriot, l'homme

politique dont la popularité ne cesse de croître.

Le chef du P.P.F a marqué sa différence en prenant quartier avec son état-major et ses troupes à Neustadt, puis à Mainau, sur le lac de Constance<sup>59</sup>.

A la fin de 1944, la situation évolue en faveur de Doriot qui semble mieux placé pour l'emporter sur les autres et prendre en main le destin politique de la France en exil.

Dans les cercles de Sigmaringen, il n'est plus question que de lui, de ses intrigues, de ses espions, de ses camps d'entraînement au bord du lac de Constance, de sa station radio, des « maquis blancs » qu'il constitue pour les parachuter en France.

Berlin le soutient désormais aux dépens de Fernand de Brinon et de Marcel Déat.

Le 6 janvier 1945, Doriot annonce la naissance d'un « Comité de la Libération française ». De Brinon s'y rallie à la grande colère de Déat et de Darnand.

Ces derniers se résignent peu à peu. C'est à la veille d'une rencontre avec ses rivaux que Doriot trouve la mort dans sa voiture mitraillée par les avions alliés<sup>60</sup>.

Puis c'est l'effondrement de l'Allemagne.

---

<sup>59</sup> Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande*, p. 459-460.

<sup>60</sup> Laval, Bucard, Darnand, Luchaire ont été arrêtés. Déat parviendra à se cacher dans un monastère en Italie. Après la Libération, Jean Hérold-Paquis fut condamné à mort par la Haute Cour de Justice le 17 septembre 1945 et fusillé le 11 octobre 1945. Jean Luchaire fut condamné à mort par la même Cour et fusillé en février 1946. Pierre Laval fut condamné à mort par la même cour le 9 octobre 1945 et fusillé le 15 octobre 1945. Fernand de Brinon fut également condamné à mort par la même Cour le 6 mars 1947 et fusillé le 15 avril 1947.

### III. Situation militaire après l'effondrement du front de Normandie.

Après l'effondrement du front de Normandie, les armées allemandes -ce qu'il en reste- franchissent la Seine et se replient vers le Nord. Cependant l'avance alliée se poursuit à rythme rapide. Après la prise d'Avranches, le 30 juillet, le Général Patton laissant la Bretagne en attente, entreprend un vaste mouvement tournant et pousse une pointe vers Orléans au sud-est, puis vers l'est en direction de la Seine, au sud de Paris. Le 23 août, il atteint ce fleuve au sud-est et au nord-ouest de la capitale.

Deux jours plus tard, le 25 août, la 2ème division blindée du Général Leclerc et la 4ème division d'infanterie US font leur entrée à Paris et opèrent leur jonction avec les FFI déjà maîtres d'une partie de la ville.

Le Général Leclerc reçoit l'acte de capitulation du Général Dietrich Von Scholtitz<sup>61</sup>.

De son côté, le Maréchal Montgomery cherchant à neutraliser les rampes de lancement des V2 dirigées sur Londres, réussit à faire parcourir 300 kilomètres en quatre jours à la première Armée canadienne et la deuxième Armée britannique, de la Seine inférieure à la Belgique. Il pénètre en vainqueur à Bruxelles le 4 septembre et à Anvers le lendemain.

De son côté, la Première Armée US commandée par le Général Courtney Hodge progressait à la même allure dans le sud-est de la Belgique, atteignait la Meuse et s'emparait des forteresses de Namur et de Liège, dont les Allemands n'avaient pas eu le temps d'organiser la défense<sup>62</sup>. Le Havre est libéré le 12 septembre.

\*\*\*

---

<sup>61</sup> Von Scholtitz qui avait été nommé commandant du « Gross Paris » le 20 juillet 1944, a refusé d'exécuter les ordres de destruction d'Hitler. La ville est restée intacte.

<sup>62</sup> William L. Shirer ; Le 3ème Reich, des origines à la chute. Tome 2 p. 593-594 ; livre de poche.

Le 15 août 1944, la VIIème Armée américaine débarque en Provence sous le commandement du Général Alexander Patch. Cette opération, baptisée « Anvil » puis « Dragoon » intervient deux mois après l'opération « Overlord ».

Le 17 août au soir, Hitler craignant l'encerclement des troupes du sud de la France par suite de l'écroulement du front de Normandie, leur donne l'ordre de repli et leur prescrit d'abandonner le Midi de la France tout en maintenant deux divisions renforcées dans les centres retranchés de Toulon et de Marseille et en conservant les poches de l'Atlantique<sup>63</sup>. Après une résistance acharnée des forces allemandes et avec le concours efficace des FFI, les Alliés réussissent à réduire et à démanteler les défenses de Toulon le 27 août et celles de Marseille le 28 août.

La progression des armées du Midi est plus rapide que prévue. Le 6ème Corps d'Armée US pénètre dès le 19 août dans le Verdon, s'avance vers la Durance et les contreforts alpins. Gap est libérée le 21 août, Grenoble, le 23 août.

Après avoir cherché à couper la retraite des troupes allemandes à Livron et à Montélimar, les Alliés parviennent à libérer Lyon le 2 septembre, soit 45 jours avant les prévisions les plus optimistes.

Le 1er septembre, l'armée B du Général de Lattre de Tassigny devient la Première Armée Française à laquelle sont incorporés plus de 10 000 FFI.

La Première Armée Française livre bataille en Bourgogne du 3 au 12 septembre. Mâcon est libérée le 4, Dijon le 11 et Langres le 13 septembre. Avec l'armée du Général Patch, elle parvient devant la trouée de Belfort et le Sud des Vosges.

Le 12 septembre à Montbard, en Côte d'Or, des éléments de la 2ème DB du Général Leclerc appartenant à la IIIème armée américaine du Général Patton, font leur jonction avec la division Brosset de la Première Armée Française du Général de Lattre de Tassigny. De leur côté, la IIIème armée du Général Patton et la VIIème armée américaine se rejoignent également<sup>64</sup>. Ces rencontres symbolisent ainsi la réussite des

---

<sup>63</sup> Ensemble, ils ont libéré la France, 1940-1945. p. 150 et 164.

<sup>64</sup> W.H. Shirer ; Id. p.594.

plans alliés et le rôle important joué par les forces françaises<sup>65</sup>.

« Dragoon » a rejoint « Overlord ».

La Wehrmacht subit une forte pression par le sud et une autre non moins forte par l'ouest, sans compter le harcèlement exercé par les FFI.

A l'est, après la libération de Paris, le Général Patton s'empare le 31 août de Reims et de Saint Dizier, s'avance vers la Meuse et pénètre à Sedan le 1er septembre, à Verdun le 4 septembre, à Briey le 8 septembre.

Les Américains entrent à Neufchâteau dans le département des Vosges, le 1er septembre, mais ils doivent se replier devant l'arrivée d'une colonne de chars avec 3000 Allemands qui réoccupent la ville. C'est seulement les 11 et 12 septembre, qu'après de violents combats, les Américains parviendront à bousculer l'occupant et libérer la cité.

De même à Charmes, qui subit un véritable martyre, la libération n'interviendra que le 12 septembre après dix jours de combats acharnés contre des troupes allemandes aidées par la SIPO et la Milice.

Le 9 septembre les Alliés réalisent cinq têtes de pont entre Nancy et Metz.

De son côté, la 2ème DB entre à Contrexéville le 11 septembre, puis à Vittel le 12 septembre. A cette dernière date, à Dompaire, situé à 24 km à l'est d'Epinal, elle rencontre une forte division de 45 chars Panther qui cherchent à lui barrer la route de la Moselle. Au cours de la bataille qui s'est engagée, les Allemands reçoivent un renfort de 45 chars Mark flambant neufs. Aidée par l'aviation alliée, la 2ème DB remporte le 13 septembre une victoire éclatante en détruisant 69 chars sur 90 ; les autres prenant la fuite vers Lunéville et Baccarat. Ce qui permet aux Alliés de progresser vers la Moselle<sup>66</sup>.

Le 15 septembre, Nancy est libérée intacte par l'armée du Général Patton. Les Américains ont tenu compte des renseignements donnés par la Résistance locale : ils bombardent les blindés allemands qui stationnaient en forêt de Haye. Ils ont en outre

<sup>65</sup> Ensemble, ils ont libéré la France 1940-1945, p. 153-166.

<sup>66</sup> Pierre Dournan, Carnet de retour avec la division Leclerc, p. 194 à 196.

bénéficié de l'aide efficace des FFI, qui se sont emparés des bâtiments publics.

Remiremont est prise le 21 septembre.

Après trois jours de combats de rue, Epinal est délivrée le 24 septembre.

Ainsi les Alliés ont atteint la Moselle et la basse Meurthe.

Mais, dès la seconde semaine de septembre, les armées alliées étaient contraintes de marquer le pas en raison du manque d'approvisionnement en carburants et munitions<sup>67</sup>.

Le Général de Lattre écrit le 25 septembre : « Maintenant, à bout d'essence et de munitions, sinon de souffle, nous nous heurtons aux résistances rapidement organisées par les Allemands en avant de Belfort. Une nouvelle phase s'ouvre : celle de la bataille des Vosges ».

En même temps, il faut relever des unités africaines durement éprouvées et augmenter les effectifs par l'incorporation de FFI et de jeunes classes.

Pour le chef de la Première Armée Française, une offensive rapide et victorieuse sur la trouée de Belfort ne pourrait être envisagée avant le 20 octobre, en raison des délais nécessaires pour apporter à son artillerie, les 15 000 tonnes de munitions indispensables<sup>68</sup>.

---

<sup>67</sup> W.H. Shirer, p.597-598.

<sup>68</sup> Ensemble ils ont libéré la France. p. 182.

#### IV. L'organisation de la défense allemande sur les Vosges.

Dès lors on pouvait craindre que le massif Vosgien ne serve aux Allemands de solide rempart pour une défense durable : c'était la dernière parcelle de territoire français situé avant les frontières de l'Allemagne (L'Alsace et la Moselle faisant partie intégrante du Grand Reich)<sup>69</sup>.

Finalement ces craintes se révélèrent fondées.

Au stade de ce récit, il apparaît utile de montrer comment les dirigeants nazis organisèrent la défense allemande sur le front Ouest et particulièrement sur les Vosges et la Haute Meurthe :

- d'une part, en stoppant la débâcle des troupes qui s'enfuyaient de France,
- d'autre part, en prenant des mesures radicales pour enrayer l'avance des Alliés et éliminer les maquis. Ces mesures furent désignées sous le nom de « Waldfest ».

##### A) Comment la débâcle des troupes allemandes fut arrêtée sur le front Ouest.

Quelques heures après avoir échappé à l'attentat du 20 juillet 1944, dans son QG de Rastenburg en Prusse orientale, Hitler remplaça le Général Friedrich Fromm<sup>70</sup> par le Reichsführer S.S. Himmler au poste de commandant en chef de l'armée de l'intérieur.

Ce dernier fut chargé de rétablir l'ordre et de reprendre l'armée en main, spécialement dans les régions situées à proximité immédiate des zones de combat.

<sup>69</sup> G. Baumont / A. Roussel ; BSPV, vol 75. p. 179.

<sup>70</sup> Fromm qui devait rallier les conjurés si Hitler avait disparu, se retourna contre eux dès qu'il sut que le putsch avait échoué. Le 20 juillet au soir, il fit juger sommairement et fusiller Stauffenberg et ses complices. Fromm fut arrêté, et en dépit de ses efforts pour prouver sa loyauté, fut condamné au peloton d'exécution, évitant la pendaison à un croc de boucher.

Himmler avait accepté sa mission en « fidèle parmi les fidèles du Führer qui de toute sa vie n'avait jamais été coupable de déloyauté et ne le sera jamais.<sup>71</sup> »

Le 2 août 1944, par un nouveau décret de Hitler, les pouvoirs de police du Reichsführer S.S. furent étendus au domaine réservé de la Wehrmacht.<sup>72</sup>

En outre, en raison de lourdes pertes subies sur le front de l'Est, Himmler était chargé avec Goebbels<sup>73</sup> de trouver de nouvelles recrues pour l'armée combattante, en réduisant les effectifs de l'administration militaire de l'armée, de la Waffen S.S. , de la police et de l'Organisation Todt.

Début septembre 1944, Hitler envoya Himmler sur la frontière occidentale pour arrêter la retraite des « arrières ».

Le Reichsführer quitta Berlin le 2 septembre 1944. Selon le journal de Goebbels en date des 2, 3 et 4 septembre, en l'espace de 24 heures, Himmler avait interrompu « le flot » de soldats qui battaient en retraite et mis fin aux images de panique qui les accompagnaient.<sup>74</sup>

Les Gauleiter de l'Ouest avaient l'ordre de « cueillir » tous ceux qui revenaient en Allemagne, qu'ils fussent de la Wehrmacht, de la Waffen S.S., de la police, de l'organisation Todt, ainsi que les traînants ; ils devaient les diriger vers l'armée de l'intérieur avant le 9 septembre.

Himmler prescrivait de mener une « action brutale »<sup>75</sup>.

Le maréchal Keitel, chef de l'O.K.W<sup>76</sup> recommanda de faire preuve de la plus

<sup>71</sup> Ian Kershaw ; La fin, p. 65.

<sup>72</sup> Ian Kershaw ; La fin, p. 66 et 123.

<sup>73</sup> Goebbels, ministre de la Propagande, avait été nommé par décret de Hitler en date du 25 juillet 1944, ministre plénipotentiaire de la guerre totale. cf. Ian Kershaw, La fin, p. 68.

<sup>74</sup> Ian Kershaw ; La fin, p. 123 et les notes 102-103.

<sup>75</sup> Cette brutalité est attestée par l'écrivain allemand Ernst Jünger, cf. Chapitre VI : Le séjour de l'écrivain allemand Ernst Jünger à Saint Dié.

<sup>76</sup> Le 4 février 1938 (une date décisive de l'histoire de l'Allemagne) Hitler qui en sa qualité de chef de l'Etat, était déjà commandant suprême des forces armées, s'attribuait les fonctions de commandant en chef des armées, exercées jusque là par le Maréchal Werner Von Blomberg, ministre de la Guerre. Il supprima le ministère de la Guerre et pour le remplacer, il créa un organisme dont le nom serait



grande intransigeance pour éradiquer tout signe de subversion.

Les jugements des déserteurs qui étaient condamnés à mort, étaient suivis d'exécution immédiate sur le front des troupes pour servir d'exemple. Un centaine d'hommes furent ainsi fusillés par les S.S..

A la mi-septembre 1944, 160 000 hommes isolés avaient été récupérés et renvoyés au combat<sup>77</sup>. Himmler était fier d'avoir réussi à arrêter la désintégration à l'Ouest.

#### B) L'action Waldfest.

Courant août, début septembre, à la suite de l'effondrement du front de Normandie et devant la progression des Alliés vers l'Est et le Nord de la France, les dirigeants allemands prirent un certain nombre de mesures, pour renforcer la défense de leurs troupes sur les Vosges, où ils pensaient passer l'hiver, pour anéantir les maquis vosgiens et enrayer tout soulèvement ou révolte avant que ne s'engagent les combats contre les Alliés. Car les Allemands étaient inquiets de la prolifération sur leurs arrières de groupes de résistants qui menaient la guérilla contre leurs moyens de communication et de transport<sup>78</sup>.

Les chefs nazis décidèrent de réquisitionner les hommes pour des travaux de défense, au besoin de les arrêter et de les déporter pour les éloigner des zones de combats, redoutant qu'ils ne renforcent la résistance et n'apportent leur aide aux Alliées. En outre, ils envisagèrent de priver ces derniers de quartier d'hiver en adoptant

---

universellement connu pendant la seconde guerre mondiale. L'Oberkommando der Wehrmacht ou OKW (Haut Commandement des Forces armées) auquel étaient subordonnés les trois services armés (terre/marine/aviation). Hitler en était le commandant suprême et avait sous ses ordres un chef d'état-major ayant pour titre « chef du Haut Commandement des Forces armées ». Le poste fut attribué à Keitel. (cf. W. Shirer, Le troisième Reich, tome I, p. 420).

<sup>77</sup> Ian Kershaw ; La fin, p. 124.

<sup>78</sup> Robert Dodin ; la Résistance dans les Vosges. P. 135;137;162

la tactique de la terre brûlée<sup>79</sup>.

L'ensemble de ces mesures a été désigné sous le nom de « Action Waldfest »<sup>80</sup>

L'action Waldfest s'est concrétisée au cours de plusieurs rencontres et conférences qui ont eu lieu en août et septembre 1944.

Ainsi, le 20 août 1944, à Schirmeck, les chefs de l'armée d'occupation de Lorraine et ceux de la Gestapo de Strasbourg se réunirent et discutèrent surtout de la lutte contre le maquis qui opérait entre Schirmeck et Raon-L'étape et qui, supposaient-ils, était aidé par un groupe de parachutistes anglais<sup>81</sup>. Une attaque contre le maquis avait commencé quelques jours avant.

Le 24 août 1944, à Epinal, se tint une autre conférence sous la direction du Général Eric Von Kirchbach, chef de la Kommandantur d'Epinal - qui avait mené la répression contre le maquis de Corcieux en juin 1944 -. Lors de cette réunion, plusieurs questions furent débattues, notamment la réalisation d'une ligne de défense.

Il convient de rappeler qu'à l'Est, quinze jours après le débarquement des Alliés en Normandie, l'Armée Rouge avait lancé une offensive foudroyante (opération Bagration) et progressé de plus de 300 km, parvenant à proximité de la Prusse Orientale.

L'ennemi approchant des frontières, la construction de fortifications et le creusement de tranchées commencèrent à l'Est dès le mois juillet 1944.

La conscription fut introduite concernant également les femmes.

Sur ordre d'un des chefs nazis, Bormann, les Gauleiter furent chargés de coordonner les travaux, en leur qualité de commissaire à la défense du Reich (RVK)<sup>82</sup>.

<sup>79</sup> Robert Dodin ; idem p. 129;157;162.

<sup>80</sup> Les hommes de Saint Dié p. 16. Cette dénomination dont l'origine n'a pu être déterminée figure pour la première fois dans un résumé de la Conférence tenue par les autorités allemandes à Epinal, le 24 août 1944.

<sup>81</sup> Robert Dodin ; idem p. 117 à 130/ Les hommes de Saint Dié, p. 42.

<sup>82</sup> Ian Kershaw ; La fin, p.47,71, 129-130. La guerre se rapprochant des frontières du Reich et pouvant même s'étendre à l'intérieur, des Gauleiter notamment ceux qui avaient dans leur ressort des zones de combats ou proches des combats avaient été nommés par Hitler Commissaires à la défense du Reich (Reichsverteidigungs Kommisar RVK). Ils étaient habilités à régler les problèmes concernant la défense. Avant l'attentat contre Hitler, un décret du 13 juillet 1944 avait élargi leur champ d'action dans les zones militaires opérationnelles. Les RVK purent interférer dans les domaines stratégiques. Par deux nouveaux

En août 1944, l'effondrement du front de Normandie nécessita rapidement l'adoption de mesures semblables.

Hitler donna aux Gauleiter tout pouvoir pour réaliser la construction de fortifications et pour enrôler les civils qui seront affectés aux travaux.

C'est ainsi que dans les Hautes-Vosges fut entreprise la construction d'une ligne de fortification sur l'ordre de Robert Wagner, Gauleiter de Bade et d'Alsace.

Cette ligne qui fut dénommée « Schutzwaldfest », devait être établie approximativement sur l'ancienne frontière franco-allemande de 1871<sup>83</sup>.

Il fut en outre décidé que les populations des localités traversées par la ligne seraient contraintes de participer à sa réalisation<sup>84</sup>. En fait, ce sont près de 65 000 personnes qui furent requises pour ces travaux : les Jeunesses Hitlériennes, des prisonniers de guerre, des travailleurs de l'Est de l'Europe, et enfin les populations d'Alsace et de Lorraine.

La conférence délibéra en outre sur l'opération engagée contre la Résistance de la région de Senones.

Le sort des populations vosgiennes fut également discutée. Le Général Von Kirchbach avait déjà prévu de déporter en Allemagne tous les habitants de Raon-l'Étape, Moyenmoutiers, Senones et d'autres lieux. Toutefois, il envisageait de limiter la déportation aux personnes âgées de 17 à 35 ans.

Six jours plus tôt, 40 habitants de Moussey avaient déjà été déportés<sup>85</sup>. Quelques jours après la conférence, la déportation continua pour les hommes de la Vallée du Raboteau<sup>86</sup>.

décrets des 19 et 20 septembre 1944, Hitler accorda aux RVK le pouvoir exécutif en matière civile dans les secteurs d'opération militaire avec le droit de promulguer des décrets et des directives.

<sup>83</sup> Les hommes de Saint Dié, p.60, note 4. Cette ligne de défense reçut plusieurs noms : « Vogesenlinie, Vogesenstellung, Vogesensetzung, Schutzwall, Westwall ». En réalité, il y eut plusieurs lignes de défense. Pierre Dourdan dans « Carnet de retour avec la division Leclerc », p. 220 fait état de la « Vorvogesenlinie » ligne de défense allemande pré-vosgienne (dans le secteur de Blamont, Cirey-sur-Vesouze) et du second dispositif de défense le plus important, la Vogesenlinie. Une autre fut réalisée sur les hauteurs vosgiennes : la « Winterlinie »( ligne d'hiver).

<sup>84</sup> Les hommes de Saint Dié, p. 62-63.

<sup>85</sup> A. Roussel ; BSPV, vol 75, 1972, p. 162.

<sup>86</sup> Les hommes de Saint Dié, p. 18-19 ; 32-33. Crimes commis par le Kommando SD de Wenger, cités

Le 27 août, les Allemands arrêtaient de nombreux habitants de Domèvre, Neufmaisons, Venay et Pexonne où 94 hommes furent arrêtés, la plupart envoyés au camp de Dachau et les autres fusillés après avoir été torturés. La déportation allait s'étendre massivement aux autres communes des Hautes Vosges jusqu'en novembre 1944.

Un peu plus tard, à une date non connue, probablement fin août 1944, se tint à Schirmeck, une conférence au plus haut niveau<sup>87</sup>. Y participèrent le Général SS Albrecht Karl Oberg, chef suprême des SS et de la police en France<sup>88</sup> ; Otto Hofmann, chef suprême des SS et de la police de l'Allemagne du Sud-ouest qui siégeait à Stuttgart (il avait participé à la conférence de la Wannsee qui avait discuté du sort des juifs) ; les chefs de la police de sûreté BdS pour la France Friedrich Suhr<sup>89</sup>, pour l'Alsace : Erich Isselhorst et d'autres officiers SS.

Quelques jours avant cette conférence, Oberg avait été convoqué au grand quartier général de Hitler à Rastenbourg. Il y avait rencontré Himmler qui lui avait donné ses instructions. Ce dernier renvoya Oberg dans les Vosges où il demeura le représentant de Himmler en gardant le titre de chef suprême de la SS et de la police en France, jusqu'au 18 novembre 1944.

par la commission des Nations Unies sur les crimes de guerre.

<sup>87</sup> Les hommes de Saint Dié, p. 60 ; Témoignage de Erich Isselhorst, membre de la SIPO de Strasbourg. Il fut condamné à mort et exécuté après la Libération.

<sup>88</sup> Jacques Delarue, Histoire de la Gestapo, p. 280,294,423. Le général Albrecht Karl Oberg avait pour titre officiel : « Höherer SS und Polizei Führer in Frankreich » HSSPF. Il était le représentant personnel de Himmler en France qui, avec l'accord de Hitler, l'avait nommé à ce poste à Paris en avril 1942. Oberg avait été en 1941, chef des SS et de la police à Radom en Pologne. Il participa à l'extermination des juifs et à la chasse aux travailleurs polonais. Et il ne quitta ce poste que pour venir à Paris. Avec Oberg, les pouvoirs de police détenus par l'armée d'occupation glissèrent entre les mains de la Gestapo. Dès 1943, cette dernière exerçait son emprise totale sur la France. Oberg avait pour adjoint en France Helmut Knochen qui, agissant pour Himmler s'était introduit en France en juin 1940, malgré l'opposition de la Wehrmacht.

<sup>89</sup> Les hommes de Saint Dié, p. 18-21 ; 30-31. Friedrich Suhr qui était commandant de la Sicherheitspolizei de Toulouse fut nommé BdS (Befehlshaber der Sicherheitspolizei Frankreich) en remplacement de Knochen. Ce dernier fut dégradé par Himmler qui lui reprochait de s'être laissé arrêter le 20 juillet 1944 à Paris, lors de l'attentat contre Hitler, sans opposer de résistance aux conjurés. En 1941-1942, Suhr avait été officier SS sur le front de l'Est et il participa comme membre d'un Einsatzgruppe aux assassinats de la population juive. Il était devenu alcoolique.

Enfin, la plus importante des rencontres se tint à Gérardmer le 6 septembre 1944 avec la présence de Himmler lui-même qui s'était décidé à y participer au tout dernier moment. Il y vint avec son avion qui se posa au bord du lac de Gérardmer<sup>90</sup>. Le Reichsführer S.S. Himmler qui après l'attentat contre Hitler avait été nommé commandant en chef de l'Armée de l'intérieur avait quitté Berlin le 2 septembre et installé son Quartier Général dans un train en Forêt Noire près de Triberg<sup>91</sup>. Assistèrent à cette conférence des officiers de la Wehrmacht en service dans la région, notamment le Général Johannes Von Blaskowitz, commandant le groupe d'armées G<sup>92</sup>. Du côté des SS, il y avait Oberg, probablement Suhr et d'autres officiers.

Les ordres que donna Himmler étaient précis :

- Tenir coûte que coûte le massif vosgien, y entreprendre des travaux de fortification permettant à la Wehrmacht de s'y maintenir jusqu'au printemps, période où grâce aux armes nouvelles pourra être menée la reconquête. Ces travaux seront exécutés par la population civile sous la responsabilité de l'organisation Todt.

- Intensifier la lutte contre les maquis, accentuer les opérations de représailles à l'égard des habitants des villes et des villages, afin de couper les maquisards de leurs bases<sup>93</sup>.

Toujours au cours de cette réunion du 6 septembre, d'importantes décisions furent prises sur le sort ultérieur des Hautes-Vosges.

Très certainement, toute liberté d'agir fut donnée aux participants, à savoir :

- exécutions sans jugement de personnes soupçonnées d'appartenir à la Résistance,
- déportation d'une grande partie de la population dans des camps de

---

<sup>90</sup> Guy Voirin ; 1944, Les Hautes Vosges dans la tourmente, p. 22-23. Témoignage d'un Géromois qui a vu l'arrivée de Himmler en avion / Les Hommes de Saint Dié, p. 20. L'avion embourbé ne put décoller. Himmler dut repartir en auto.

<sup>91</sup> Les Hommes de saint Dié ; p. 62.

<sup>92</sup> A. Roussel, BSPV vol 75, p. 170. Le groupe d'armées G comprenait les 1ère et 19ème armées qui s'étaient repliées du Sud de la France. Le secteur de la 1ère armée s'étendait de la Loire à la Bidassoa et celui de la 19ème couvrait tout le littoral de la Méditerranée.

<sup>93</sup> G. Voirin ; 1944, les hautes Vosges dans la tourmente. p. 22-23.

concentration,

- évacuation de communes entières,
- pillage systématiquement,
- incendies de fermes isolées, de villages et d'agglomérations entières.

Puis Himmler réunit séparément les chefs des Kommando SIPO-SD qui avaient été convoqués dans la région et venaient d'y arriver. Ils furent renvoyés à leur poste avec les ordres appropriés.

Le même jour, Himmler signait lui-même un ordre que le Maire de Gérardmer reçut à 21h, avec mission de prévenir la population immédiatement, ce qui fut fait à 22h30 : « *La population masculine française de 14 à 60 ans de Gérardmer, Xonrupt et Longemer se présentera demain à 8h devant l'hôtel du lac de Longemer, munie d'outils (pelles, bêches, pioches, scies et haches). Celui qui refusera de travailler ou se soustraira au travail sera fusillé. Les femmes ou autres membres féminins de la famille seront requis pour travailler en remplacement des hommes manquants.*

*Prendre des provisions pour un jour ».* Signé : Himmler<sup>94</sup>.

Le travail forcé avait déjà commencé à être imposé le 9 septembre à Raon l'Etape, les 15, 16 et 17 septembre à Moyenmoutiers et les 19, 28 septembre et 3 octobre à Saint Dié. Il n'allait pas tarder à frapper toute la région<sup>95</sup>.

Après la réunion de Gérardmer, les chefs nazis en ont tenu d'autres semblables dont le but était de priver les armées alliées de main d'œuvre active et de cantonnement pour l'hiver.

Toutes ces mesures vont peser lourdement et douloureusement sur le destin des Vosgiens et contrarier peu à peu leur espoir de délivrance prochaine ; d'autant que les armées Alliées vont ralentir leur avance et même stagner faute de carburant et de munitions.

---

<sup>94</sup> A. Roussel; BSPV, vol 72, p.170. / Guy Voirin, op. Cité, p. 22-26.

<sup>95</sup> A. Roussel, BSPV.1972 p. 171,176,177,181,182 ; Ohl des Marais, Histoire Chronologique, p.355,359.

### V. Le Général Von Rundstedt est chargé de la résistance sur le front Ouest.

Il me paraît intéressant de remarquer que la nomination du Maréchal Gerd Von Rundstedt placé à nouveau par Hitler au poste de commandant en chef sur le front de l'Ouest intervient le 4 septembre 1944, c'est-à-dire presque en même temps que la venue de Himmler à Gérardmer<sup>96</sup>.

A cette époque, que reste-t-il de la France aux mains des Allemands ?

Un territoire délimité par le Rhin d'une part et la Moselle d'autre part, comprenant l'Alsace et la Lorraine, le massif vosgien (La montagne) avec les vallées de la Meurthe et de ses affluents, la trouée de Belfort, outre les poches de l'Atlantique (Saint-Nazaire, Royan et La Rochelle), Dunkerque au Nord et les cols des Alpes.

Le maréchal Von Rundstedt parvient cependant à reconstituer plus rapidement que l'on ne l'avait prévu, une ligne de défense depuis la mer du Nord jusqu'à la Suisse. Il envisage notamment de résister sur la Moselle à Thionville, Metz, Nancy, Charmes, Epinal, Saint-Maurice-sur-Moselle, d'où il compte faire partir ses attaques contre le flanc de l'armée du Général Patton. Il prévoit en outre une ligne de repli, qui partant de Saint-Avold utilisait une partie de la ligne Maginot et s'appuyait au Sud sur les Vosges<sup>97</sup>.

Il assure une meilleure coordination entre les unités retraitant de Normandie et du sud de la France et celles qui viennent d'Allemagne. Il dispose encore de 75

<sup>96</sup> R; Cartier, La seconde guerre mondiale, Tome II, p. 262 / W.H. Shirer, Le troisième Reich, tome II, p. 538.

Le maréchal von Rundstedt avait déjà été commandant en chef des forces armées de l'Ouest. A la suite d'un grave désaccord sur la conduite à tenir face à l'invasion anglo-américaine en Normandie, Rundstedt était remplacé, le 1er juillet 1944 par le maréchal von Kluge. Après l'effondrement du front de Normandie, le maréchal von Kluge fut remplacé le 17 août 1944 par le maréchal Walther Model. Le maréchal von Kluge au cours de son retour en Allemagne se suicida près de Clermont en Argonne. Le maréchal Model demanda à être déchargé de son commandement en chef pour pouvoir se consacrer à son groupe d'armée. Hitler lui donna satisfaction et tira de sa retraite le maréchal von Rundstedt âgé de 70 ans.

<sup>97</sup> R. Dodin, idem, p. 127.

divisions<sup>98</sup>.

En outre, le ralentissement de l'avance des Alliés va favoriser ses plans. En effet, en raison de leur progression très rapide et de l'éloignement de leurs bases, les Alliés sont aux prises avec des problèmes logistiques. Les états-majors rencontrent des difficultés pour acheminer le ravitaillement en carburant, munitions et matériels depuis Cherbourg, Arromanche et Marseille jusqu'aux lignes de combat. Les destructions de ponts et de routes entravent leurs transports. Les Alliés semblent également avoir sous-estimé les forces et les défenses de l'adversaire. Ils ne paraissent pas non plus avoir tenu compte du nombre de chars dont l'ennemi disposait encore dans la région de l'Est. En concentrant toutes ses forces disponibles et compte tenu du rétrécissement du front de l'ouest, le Maréchal Von Rundstedt parvient dès le mois de septembre 1944, à freiner et même à arrêter la 1<sup>ère</sup> Armée américaine du Général Hodge devant Aix-La-Chapelle, la III<sup>ème</sup> Armée du Général Patton sur la Moselle et les Hautes Vosges, la VII<sup>ème</sup> Armée du Général Patch avec le 1<sup>ère</sup> Armée Française du Général de Lattre de Tassigny devant les Vosges et à la trouée de Belfort.

Les Allemands transforment les Vosges en un glacis où ils espèrent passer l'hiver en attendant les « armes secrètes miraculeuses » (Wunderwaffen).

Désormais, les Alliés avancent très lentement, butant sur la défense allemande qui se raidit, dans des conditions météorologiques très pénibles : pluies continues, neige, froid, boues et brouillards. Généralement, ils pénètrent en terrain accidenté : massif forestier et relief montagneux, ravins profonds, pentes raides, cols. Ces zones sont couvertes de hautes forêts de sapins, naturellement sombres avec des sous-bois épais et des fourrés, limitant la visibilité même par temps clair, ralentissant ou alourdissant la marche<sup>99</sup>.

---

<sup>98</sup> C'est ce que rappelle le Général de Gaulle dans un discours programme au Palais de Chaillot devant un auditoire de 8000 personnes, le 12 septembre 1944. Ensemble, ils ont libéré la France, p. 182.

<sup>99</sup> BSPV 1985, article anonyme, à propos de la conquête du Haut-Jacques, p. 189.

raides



Les opérations se déroulèrent souvent au prix de lourdes pertes pour seulement quelques kilomètres d'avancée.

On peut affirmer qu'à partir du début du mois de septembre 1944, la débâcle allemande ayant cessé, Saint Dié, Senones, la vallée du Rabodeau, Gérardmer, la Bresse et toute la région vont se trouver jusqu'à la Libération entre les griffes de la Gestapo.

En outre, l'organisation Todt est revenue et met la région en coupe réglée.

## VI. Le séjour de l'écrivain allemand Ernst Jünger à Saint Dié.

Au moment de l'attentat contre Hitler le 20 juillet 1944, l'écrivain allemand Ernst Jünger séjournait à Paris, à l'hôtel Raphaël avec le haut état-major allemand de Paris. Il était au courant de tout, mais s'il méprise les nazis, il ne s'implique pas dans le complot contre Hitler. Il reste légitimiste ; il réproouve les actes terroristes.

En tous cas, personne ne le dénonce ; il échappe à l'épuration du Haut Etat-Major parisien qui est officiellement dissout en août. Beaucoup de ses membres avaient conspiré contre Hitler.

Renvoyé en Allemagne, Ernst Jünger quitte Paris le 14 août à la tombée de la nuit. Le 15 août il arrive à Saint Dié.

Il loge dans une caserne qui, écrit-il, s'appelait encore il y a quelques jours « caserne Witzleben » et qui a été débaptisée.

Le 17 août au soir, il est à l'hôtel Moderne avec un ami. Ils apprennent par un camarade de ce dernier comment s'opérait l'évacuation de Paris et que l'ordre exprès, lancé par Kniebolo (Hitler) de faire sauter les ponts de la Seine et de laisser des ruines derrière soi, n'a pas été exécuté. Ernst Jünger écrit : « Il semble que parmi les esprits courageux qui se sont opposés à cette profanation, mon ami Speidel se soit trouvé au premier rang avec Scholtitz<sup>100</sup> ».

L'écrivain se promène sur les bords de la Meurthe. Il se baigne dans la rivière : « L'eau peu profonde coulait en vagues limpides parmi les rubans vert clair des herbes aquatiques ; comme fond de tableau, les cimes rondes des premiers massifs vosgiens ».

Le 20 août, il se rend au cimetière qui est sur une hauteur (côte Calot) ; il note quelques inscriptions dans son journal.

Le 21 août : bain dans la Meurthe par temps d'orage.

---

<sup>100</sup> Horst Spiedel sera arrêté le 29 octobre 1944. Il sera libéré en décembre 1944.

Il participe à la pêche avec quelques garçons du pays. « Dans le courant, ils retournaient des pierres sous lesquelles se cachaient de petits poissons qu'ils piquaient avec une fourche. Les poissons, longs comme un doigt, étaient marbrés, ou plutôt granités de vert ; ils en ont embrochés en grande quantité sur un fil de fer pour faire de la friture. L'amusant dans ce spectacle était la « petite économie » si chère à Goethe, comme antithèse à l'économie officielle ».

Le 22 août, de nouveaux arrivants donnent des nouvelles de Paris : les troupes allemandes s'étaient déjà disposées en hérisson, notamment autour du Majestic et du Ministère de la Marine. On entendait des coups de feu dans l'île de la Cité, place de la Concorde et dans les quartiers extérieurs. En de nombreuses rues, les trois couleurs flottaient déjà aux fenêtres.

Le 23 août 1944, Ernst Jünger note : « Entrée des Américains à Paris. Dans l'après-midi, de nouveau au bord de la Meurthe. La vue des sommets et des sombres falaises des Vosges est apaisante et me donne le calme, me communique le sentiment de la stabilité terrestre ».

Le 29 août 1944, il se livre à quelques remarques sur les réquisitions abusives et sur les arrestations d'otages par le haut commandement. Il déclare que « lorsqu'à l'échelon supérieur, l'ordre fut donné de faire arrêter des otages, il a vu des membres de l'Etat-Major en être profondément atteints et souffrir d'une action qui ébranlait leur conscience.

« L'homme primitif par contre agit selon cette maxime : « ce que mon groupe fait est bien fait ». Et il semble, malheureusement, que ce primitivisme se développe sans cesse et avec lui le caractère zoologique de la politique. Que peut-on recommander à l'homme et surtout à l'homme simple pour échapper à cette normalisation à laquelle la technique, elle aussi, contribue sans cesse ? Rien que la prière ».

Le 30 août avec son ami, il va à la Roche Saint Martin, « un sommet des environs qui porte une falaise de grès rouge ». De là-haut, ils regardent « les pâturages

verts et les ballons sombres du monde vosgien ». Au cours de ses pérégrinations, il collectionne quelques scarabées.

Le 2 septembre 1944, Ernst Jünger écrit «Le capitaine Adler (ce n'est pas le vrai nom) revient d'un colloque au quartier général . Himmler<sup>101</sup> aussi y avait fait un exposé : « Il fallait être dur » - Ainsi, l'autre jour, un sous officier déserteur avait été ramené à son bataillon qui faisait l'exercice dans la cour de la caserne. On avait aussitôt procédé au jugement, fait creuser sa tombe à l'homme, on l'avait fusillé, recouvert de terre et on avait battu le sol. Ensuite l'exercice avait continué, comme si de rien n'était.

Sans doute, est-ce l'un des faits les plus sinistres que j'aie connu dans ce monde des équarrissoirs ».

Le 3 septembre 1944, l'écrivain quitte Saint Dié et arrive le soir à Colmar. Le 4, il est de retour chez lui à Kirchhorst, où à la suite de bombardements aériens, il trouve de nouveaux réfugiés dans sa maison.

---

<sup>101</sup> Himmler est dans son train spécial à Triberg en Forêt Noire.

## VII. Les Kommando SIPO – SD à Saint Dié.

Vers la fin du mois d'août 1944, se situe l'arrivée dans les Vosges de Kommandos SIPO-SD prévue par la conférence d'Epinal qui s'est tenue le 24 août 1944, dans le cadre de « l'Action Waldfest ».

Il convient de rappeler que le 10 février 1936, un texte signé par Goering conféra à la Gestapo son statut officiel.

Par décret du 17 juin 1936, Himmler, qui était à la tête des S.S.(Schutz Staffel : Troupes de protection) avait été nommé chef supérieur de toutes les polices allemandes : police en uniforme, police en civil, police politique et police criminelle.

Pour la première fois dans l'histoire de l'Allemagne, une police unifiée était créée pour l'ensemble du Reich. Jusqu'alors, la police avait été organisée par chacun des Etats allemands.

Le préambule du décret d'unification explicitait la conception nationale-socialiste de la police :

« Devenue nationale-socialiste, la police n'a plus pour mission d'assurer un ordre établi par un régime parlementaire et constitutionnel. Elle est là pour faire exécuter la volonté d'un chef unique et pour préserver le peuple allemand contre toutes les tentatives de destruction par des ennemis intérieurs ou extérieurs. Pour parvenir à ce but, la police a besoin d'être toute puissante ».

Himmler devenait un véritable ministre de la police autonome placé sous la seule dépendance de Hitler.

Himmler regroupa ses services et les divisa en deux branches :

1) L'ORDO – Ordnungspolizei (police d'ordre) qui comprenait la Schutzpolizei ou Schupo, la police urbaine correspondant à nos gardiens de la paix, la gendarmerie ; la Verwaltungspolizei ou police administrative ; la police des voies d'eau, la police côtière, les pompiers, la défense passive.

2)La SIPO – Sicherheitspolizei (police de sûreté) groupant la Gestapo Geheime Staats-Polizei (Police secrète d'Etat) et la KRIPO – Kriminalpolizei (police criminelle)<sup>102</sup>.

Chaque groupe de la SIPO était placé sous les ordres d'un Befehlshaber (commandant).

Remarque importante : il ne faut pas confondre la Gestapo avec le S.D. -Sicherheitsdienst des Reichsfürer S.S. (Service de sécurité du chef S.S. dans le Reich).

En 1932 Himmler avait créé un organisme SS chargé de sa sécurité et de celle des S.S. Puis cet organisme fut dénommé S.D. (Sicherheitsdienst), Service de Sécurité du Reichsfürer S.S. Il en confia la direction à Reinhard Heydrich. Il avait pour fonction de surveiller les membres du Parti nazi. Puis par un décret du 9 juin 1934, il devint l'unique service de renseignements du Parti. Le nombre de ses agents s'accrut considérablement. En 1938, une nouvelle loi donna aux S.D. mission de surveiller tous les citoyens du Reich et de signaler la plus infime remarque ou activité suspecte. Ce contrôle s'étendit par la suite aux habitants des pays occupés. Employant à cet effet des méthodes scientifiques et statistiques, il développa les fichiers de renseignements sur les juifs, francs-maçons, marxistes, religieux, libéraux ou républicains et toutes les personnes ou groupes qui étaient susceptibles de faire renaître une opposition mettant en péril le régime national-socialiste. Il réalisa un travail de documentation considérable dans tous les domaines politique, culturel, économique etc...

En outre, le S.D. était chargé d'établir des rapports réguliers sur l'opinion publique, l'attitude et le moral des populations. Au S.D. intérieur est venu s'ajouter un second volet, le S.D. Ausland (extérieur) qui fut aussi appelé « service secret pour l'étranger » qui assuma de nombreuses activités : renseignement et espionnage à l'étranger, surveillance des émigrés allemands, plans d'agression contre les puissances étrangères, sabotages et Cinquième colonne.

---

<sup>102</sup> J. Delarue, Histoire de la Gestapo, p.181-182 / W.L. Shirer, Le Troisième Reich, Tome I, p. 362.

Il prépara ainsi l'occupation de la France et d'autres pays.

Cependant, le S.D. n'avait aucun pouvoir exécutif. Celui-ci était détenu exclusivement par la Gestapo<sup>103</sup> qui avait seule le droit de procéder aux arrestations, interrogatoires, perquisitions. Cette dernière détenait aussi « le droit d'internement de protection », d'envoi dans les camps etc... Elle captait les émissions des radios clandestines. Elle utilisait largement les services des criminels de droit commun<sup>104</sup>.

\*\*\*

Les Kommandos qui exerçaient leurs fonctions en France occupée, avaient été contraints de fuir devant l'avance des forces alliées. Ils regagnaient l'Allemagne et même certains avaient déjà franchi la frontière lorsqu'ils reçurent l'ordre d'aller dans les Hautes Vosges.

Ainsi furent regroupés dans notre région les Kommandos SIPO-SD d'au moins six secteurs de la France : à savoir ceux d'Angers, du Mans, de Rennes, de Nancy, une partie des SIPO de Lyon et de Paris, auxquels s'ajoutèrent des fonctionnaires de Strasbourg.

Cette concentration fut unique sous l'occupation de l'Ouest de l'Europe. Jamais, il n'y avait eu dans un espace aussi restreint un aussi grand nombre d'individus parmi les plus dangereux et les plus inhumains<sup>105</sup>.

Les Kommandos SIPO-SD furent répartis entre les différentes localités des Hautes Vosges.

Le Kommando Knab de Lyon était stationné à Saint Dié et à Gérardmer ; le Kommando Ernst d'Angers à Saint Dié et Provenchères, plus tard à Saales<sup>106</sup> ; le

---

<sup>103</sup> J. Delarue ; Histoire de la Gestapo, p.172 , 181 et suivants. William L. Shirer ; Le Troisième Reich, Tome I, p. 362. Reinhard Heydrich était un personnage très intelligent et d'une cruauté absolue. Devenu vice protecteur de Bohême Moravie, il fut assassiné à Prague le 27 mai 1942 par un commando de Maquisards. En représailles de cet attentat, le village de Lidice fut rasé, les hommes furent fusillés, les femmes et les enfants envoyés en camp de concentration.

<sup>104</sup> cf. Note 114, p.71.

<sup>105</sup> Les hommes de Saint Dié, p.28-29.

<sup>106</sup> Trente miliciens faisaient partie de ce Kommando à Saales.

Kommando Wenger de Paris à Baccarat, ensuite à Raon L'Etape et Senones ; le Kommando Schöner de Strasbourg à Celles sur Plaine, Belval ; le Kommando Wenzel du Mans à Fraize ; le Kommando Hotz de Nancy à La Bresse ; le Kommando Pulmer de Rennes à Blamont.

Par la suite, les Kommandos ont souvent changé de stationnement jusqu'à leur départ en novembre 1944.

Les Kommandos comprenaient à ce moment là, d'une part, au moins 20 à 30 officiers SS avec une troupe de SS allemands, d'autre part un groupe aussi important d'agents et de collaborateurs français qui s'étaient enfuis.

En tout, ils étaient des centaines qui pouvaient agir dans les Vosges à leur guise.

Les agents français qui accompagnaient les Allemands avaient un rôle important dans la recherche du renseignement sur la Résistance. Les Kommandos étaient parfois aidés par la milice<sup>107</sup>. Enfin, ils recouraient à des condamnés qu'ils avaient libérés de prison.

Le chef de ces Kommandos était le Général Oberg. Ce dernier avait gardé le titre de chef suprême des SS et de la police en France, bien que le territoire à administrer se fut considérablement restreint<sup>108</sup>. Il s'était installé le 15 septembre 1944 à Plainfaing dans une propriété de la Société Géliot, entreprise de textiles, où demeurait son directeur, Edouard Petitjean.

Oberg est responsable des crimes commis par les Kommandos SIPO-SD.

Rappelons les entretiens qu'il a eus avec Himmler à Rastembourg et à Gérardmer. Il a appliqué les mesures arrêtées dans le cadre de « l'action Waldfest » à laquelle le Reichsführer attachait une importance primordiale.

Oberg avait confié le travail quotidien de direction et de coordination des

---

<sup>107</sup> Comme ce fut le cas à Neufchâteau, à Bruyères, à Moussey, à Saales, ainsi qu'à Saint Dié où elle prit part à l'arrestation de civils (Gruber et Pagnoux, etc...).

<sup>108</sup> Voir note 37 p.32 sur Oberg.



Kommandos à son subordonné le BdS ( Befehlshaber) Friedrich Suhr qui avait son quartier général dans les environs de Fraize. C'est d'ailleurs là que les chefs de chaque Kommando venaient rendre compte de leurs opérations et recevoir les ordres.

Il faut préciser que Oberg avait aussi d'autres tâches : déplacement et pillage de biens économiques importants, rapatriement des dépôts de matériels vers le Reich...

C'est Oberg qui a piloté les opérations de grande envergure qui se déroulèrent en novembre 1944 : déportation simultanée des hommes de 38 communes vosgiennes, expulsion des habitants, pillages et incendies, transformation des lieux évacués en terre brûlée.

A Saint Dié et dans toute la région des Vosges, depuis la dernière semaine du mois d'août 1944 jusqu'au 23 novembre 1944, il ne s'est guère passé une journée, sans que les Kommandos SIPO-SD aient incendié, déporté ou tué<sup>109</sup>. Ces méthodes de guerre avaient été jusqu'alors appliquées par les nazis presque exclusivement en Europe de l'Est<sup>110</sup>.

Les Vosges furent un des rares exemples de cette pratique en l'Europe de l'Ouest<sup>111</sup>.

Tels étaient les Kommandos SIPO-SD qui sévirent dans les Hautes Vosges et qui furent chargés de briser la Résistance et d'instaurer un régime d'arbitraire et de terreur.

Ce que j'ai voulu montrer, c'est que toutes les opérations qui allaient se dérouler pendant près de 3 mois avaient été organisées, planifiées et tous les crimes prémédités, et ce par des individus qui avaient déjà commis de nombreuses atrocités en Europe de l'Est et même en France, comme à Oradour, à Mailly et à Tulle.

---

<sup>109</sup> Les hommes de Saint Dié, p. 32.

<sup>110</sup> J. Delarue ; Histoire de la Gestapo, p. 230 et 387. Pour l'invasion de la Pologne et des pays de l'Est, Himmler avait créé des Einsatzkommandos groupant des agents de la Gestapo et du SD. Ils assumèrent seuls à la place des militaires les pouvoirs de police derrière les troupes combattantes au fur et à mesure de leur avance. Six Einsatzkommandos furent installés lors de l'invasion de la zone libre au Sud de la France les 11,12 et 13 novembre 1942. Ils furent transformés en autant de Kommandos SIPO-SD, c'est-à-dire de services régionaux identiques à ceux qui existaient dans la zone Nord.

<sup>111</sup> Idem, p. 44 / G. Voirin, 1944, les Hautes Vosges dans la tourmente. Sur les déportations, p. 394 Sur Himmler, le racisme en action, p. 396.

### VIII. La cohabitation forcée avec le Kommando SIPO – SD de Lyon.

Dimanche 3 septembre 1944.

Nous sortions de la messe de 11 heures avec Grand-mère, qui venait comme d'habitude déjeuner le dimanche à la maison.

Lorsque nous débouchons de la Rue d'Amérique sur la Rue des Trois Villes, nous apercevons Mademoiselle Burgard sur le seuil de la maison qui paraissait nous attendre avec impatience. Nous hâtons le pas. Elle nous dit : « Dépêchez-vous, dépêchez-vous, deux officiers allemands sont venus et ont annoncé qu'ils reviendraient avec leur groupe à 2h pour occuper toute la maison. Ils veulent nous mettre dehors».

« Ça manquait ! s'écrie ma mère, enfin il fallait s'y attendre ». Mon père arrive et apprend la nouvelle. Il ne peut y croire et pense que Mademoiselle Burgard exagère. Il entre dans une belle colère. Furieux, il déclare qu'il s'opposera à cette invasion. Ma mère essaye de le calmer.

Alors que nous avons fini de déjeuner, effectivement à 14h, un long coup de sonnette.

Par nos fenêtres, nous voyons des files de Tractions avant noires Citroën, qui s'étaient garées le long du trottoir, des deux côtés de la chaussée de la rue des Trois Villes.

En sortent des hommes, les uns en uniforme, les autres en civil. En quelques minutes, la maison est occupée du haut en bas.

Les hommes se répandent bruyamment dans toutes les pièces, en les inspectant. Beaucoup avaient des mines et une allure inquiétantes. On entendait parler français ou d'autres langues que l'allemand.

Ma mère en surprend un dans le bureau qui commençait à parcourir un livre qu'il

avait trouvé dans la bibliothèque : c'était « Le jardin des supplices » d'Octave Mirbeau<sup>112</sup>.

Au bout d'un moment, mon père parvient à entrer en contact avec leur chef, un officier allemand. Mon père connaissant bien l'allemand, réussit en discutant avec lui, à obtenir que sa famille puisse rester dans la maison. Il lui accorde l'autorisation de garder deux chambres ; celle des parents et celle des enfants, ainsi que la salle de bains au 1er étage. Mais à une condition : que son épouse fasse la cuisine pour son groupe.

A la fin de l'entretien, l'officier déclare à mon père : « Vous avez de la chance. D'habitude, nous mettons les habitants dehors : en partant, nous vidons la maison et nous y mettons le feu ». (C'est ce qui se passera finalement).

Certains de ces hommes entrent en colère parce qu'ils ne pouvaient pénétrer dans une chambre du 2<sup>e</sup> étage. Elle était fermée à clef. Ils craignaient que des résistants ou des évadés y soient cachés.

Mon père explique à ces furibonds que la pièce était réquisitionnée par la Kommandantur et occupée par un officier autrichien.

A ce moment, ce dernier, heureusement, arrive : il ouvre la porte. En voyant les hommes qui étaient là, et certainement en identifiant le service auquel ils appartenaient, il regarde mes parents et lève les yeux au ciel. Il s'empresse de faire ses bagages et de déguerpir, cherchant ailleurs un voisinage plus convenable et plus calme.

Ainsi commença une étrange cohabitation avec cette troupe.

On put aisément se rendre compte, par leur comportement et leur physique, que ces hommes au nombre d'une vingtaine, étaient des nazis fanatiques et des gens du milieu. L'un d'eux nous apprit qu'il était sorti de prison comme quelques autres.

Tout en nous laissant dans l'ignorance de leurs activités, ces individus nous ont fait comprendre qu'ils appartenaient à un organe qui supervisait la Gestapo. Ils semblaient même tirer vanité de cette sorte de supériorité, qui, pensaient-ils, devait

---

<sup>112</sup> Octave Mirbeau, écrivain français (1848-1917)

inspirer la crainte autour d'eux et même chez les autres militaires allemands.

Ils avaient manifestement la hantise et la peur viscérale des « terroristes » -ainsi dénommaient-ils les Résistants, les maquisards ou les agents anglais parachutés-<sup>113</sup>.

Craignant d'être assaillis par ces derniers, ils installent plusieurs mitrailleuses, une prenant le hall d'entrée en enfilade, une autre l'escalier, une troisième le salon, la salle à manger, le fumoir, deux autres dans le jardin, devant la maison et derrière.

Sur la table de la salle à manger qu'ils avaient réduite en demi-lune, ils avaient disposé des mitrailleuses braquées dans toutes les directions.

Nous constatons de nombreuses allers et venues et beaucoup d'agitation.

Deux femmes, originaires de Marseille furent amenées et logeaient dans le cabinet de toilette jouxtant notre chambre à coucher...

Il faisait alors très beau temps.

Le groupe installe une longue table de ferme avec des bancs à l'arrière de la maison, dans l'angle formé par la cuisine et la terrasse longeant le fumoir. Nous pouvions observer ces hommes de la terrasse attenant à la chambre de mes parents et surplombant le jardin.

Mon père disait : « On ferait un beau coup en jetant une grenade ».

Ma sœur Eve-Marie avait la permission de venir à la salle à manger faire ses exercices de piano. Elle jouait alors un prélude de Chopin en si mineur.

Un officier qui l'écoutait et observait ses mains, déclara à ma mère qui était présente, qu'elle était bien musicienne. Il était originaire de la vallée de la Stubaye en Autriche ; il a paru ému et s'adoucir quand ma mère lui a décrit les costumes et les paysages de cette région que nous avons visitée lors d'un séjour en Autriche avant l'Anschluss.

---

<sup>113</sup> Effectivement, les anglais du SAS (Spécial Air Service) avaient été parachutés dans la région de Senones (Opération PISTOL et LOYTON. Cf. R. Dodin, La résistance dans les Vosges, p. 122. Les hommes de Saint Dié ; les meurtres des prisonniers anglais, p. 42.

Ma mère, contrainte de faire tous les repas de cette bande -en contre partie de notre maintien dans les lieux- se tenait en permanence à la cuisine avec Mademoiselle Burgard.

Beaucoup de ces individus fréquentaient assidûment cette pièce pour retrouver leurs collègues, pour bavarder et discuter, pour surveiller la préparation des repas. Ma mère tout en étant très prudente, parvint à leur faire face, à imposer son autorité et à garder la maîtrise de sa cuisine. Pour prévenir tout conflit avec eux, ou même entre eux, elle répétait : « Ici, c'est moi le chef », ce que ne semblaient pas discuter ces sbires.

La plupart se retrouvaient pour les repas autour de la grande table de ferme, surtout le soir, quand elle était alors à l'ombre, car il faisait toujours grand beau temps.

C'était le Kommando qui fournissait le ravitaillement -provenant sans doute en partie de pillages à la campagne -. Il faut avouer qu'une part nous était accordée.

Un jour, étant dans le jardin derrière la maison, on entend crier : « Churchill ! Churchill ! ». Surgissent quelques hommes de la troupe traînant un cochon vivant.

Je remarque à la cuisine un de ces hommes en civil muni d'un brassard portant le mot « SELBSTSCHUTZ ». Lorsque je lui dis « Cela veut dire auto-protection », espérant ainsi une explication sur ses fonctions, il se borna à me répondre : « Exact »<sup>114</sup>.

Lorsque j'ai voulu parler allemand avec les occupants, j'ai toujours été repoussé sèchement : « Parlez français ! ».

---

<sup>114</sup> J. Delarue, Histoire de la Gestapo, p. 289 et 392 / Nouvel Observateur, Hors-Série n° 84 nov-déc 2013/ Charles Giol, Les gestapistes français, p.31. A Paris, la section IV, c'est-à-dire la Gestapo proprement dite, sous les ordres de Oberg, avait créé deux unités spéciales : la première formait des équipes de tueurs recrutés parmi les groupes de choc du PPF et de la Milice. Ces commandos intervenaient quand le SD et la Gestapo ne voulaient pas apparaître en nom propre (coup de main de certains organismes, marché noir, trafic de l'or, enlèvements ou assassinats de personnalités). La seconde unité était la Selbstschutz, c'est-à-dire la Police de secours. Elle encadrait les Français travaillant pour la Gestapo et avait même créé une école spéciale pour la formation de ces agents auxiliaires. Les deux unités recoururent largement aux services de criminels de droit commun dont un grand nombre furent extrait des prisons.

Pour changer d'ambiance, Olivier et moi, nous allions chez Grand-mère, à la Villa d'Ormont qui était occupée par la Wehrmacht. Nous écoutions les nouvelles de Londres dans sa chambre, sur son poste de radio « Point bleu ».

Les hommes du Kommando demandaient souvent à ma mère de leur préparer des sandwiches, ou des sortes de pique-nique. Ils expliquaient qu'ils allaient faire « une petite expédition ». Que fallait-il entendre par là ?

S'agissait-il, comme nous l'avons appris par la suite, de procéder à des pillages dans les environs, de débusquer et capturer des résistants, d'obtenir des renseignements par des « interrogatoires musclés », d'organiser des déportations, de participer à la lutte contre les maquis ou de commettre des assassinats souvent précédés de tortures ?

Ainsi, le 4 septembre à Raon l'Etape, à 17h15, un détachement de la Gestapo fait irruption dans un bureau de la mairie où la commission du ravitaillement venait de tenir une réunion cantonale. Il interroge brutalement le Maire, Monsieur Tisserand, et après l'avoir odieusement frappé, le fusille sans jugement à 18h, près de la Mairie<sup>115</sup>.

Le même jour, Marcel Folmar et son fils sont arrêtés et emmenés vers une destination inconnue. On retrouvera le cadavre du père qui a été sauvagement martyrisé, dans la Meurthe, près de Saulcy, le 5 septembre.

Deux résistants, René Metz et Strubin, sont arrêtés le 5 septembre. Strubin sera déporté et ne reviendra pas. On retrouvera le cadavre de René Metz au Bas Jacques : la Gestapo l'a abattu après l'avoir torturé le 7 septembre.

Le 17 octobre, la Gestapo arrête Louis François, Conservateur des Eaux et Forêts, dans ses bureaux à Saint Dié. Son adjoint, Jean-François Pelet, inspecteur des Eaux et Forêts, est arrêté le lendemain à la maison forestière de Rougville. Tous deux ont été fusillés après avoir été odieusement torturés. Leurs corps seront retrouvés dans la forêt des Ravines<sup>116</sup>.

---

<sup>115</sup> M. Tisserand transportait du ravitaillement pour le maquis de Viombois.

<sup>116</sup> Sur l'arrestation du Conservateur François : BSPV 1980, René Kobloth, p. 78.

De nombreuses autres atrocités semblables sont commises à Saint Dié et dans la région pendant toute cette période (cf. Les Chroniques). Elles ont été en grande partie décrites par la Commission des Nations Unies sur les crimes de guerre, dans un rapport du 3 décembre 1946<sup>117</sup>. Nous en arrivons à soupçonner que leurs auteurs appartenaient soit au groupe qui occupait notre maison, soit à d'autres groupes du même type qui étaient installés dans le voisinage.

Certains de nos occupants étaient français, suisses et même l'un d'eux était argentin. L'un des plus jeunes du Kommando a célébré et proclamé avec grand bruit son anniversaire. Il se vantait d'être né il y a 18 ans à « Mulhouse en Allemagne ».

Souvent, ces hommes prenaient mon père à part et lui demandaient s'il y avait des « terroristes » à proximité. « Non » répondait-il invariablement. Ces gens-là étaient obsédés par la crainte des maquisards.

Nous n'ignorions pas que dans les environs de Saint Dié, il existait des maquis et que des parachutages avaient lieu<sup>118</sup>. Il faut dire que la ville bruissait de rumeurs contradictoires à ce sujet.

Pendant les alertes aériennes, tous nos occupants descendaient à la cave avec nous. Manifestement, ils avaient très peur des bombardements par avion, parce qu'ils avaient dû en subir de sévères. Nous nous trouvions alors seuls au milieu d'eux. Ils auraient pu nous égorger sans que personne ne s'en aperçoive.

Un jour, ma mère se trouvait dans le petit vestiaire du rez-de-chaussée. Restant cachée, elle surprend une conversation entre deux hommes de la troupe qui parlaient français. Elle entend l'un d'eux se plaindre à l'autre d'un vol d'essence : « Tu t'étonnes, lui répond ce dernier, tu sais bien qu'il n'y a ici que des escrocs, des assassins et des souteneurs »<sup>119</sup>.

---

<sup>117</sup> Rapport de la Commission des Nations Unies sur les crimes de guerre (UNWCC). Cf. Les hommes de Saint Dié, p. 16-32-36-50.

<sup>118</sup> Robert DODIN ; La résistance dans les Vosges, p. 143 ; 157 ; 162 ; 170.

<sup>119</sup> Les hommes de Saint Dié, p. 34. Un chauffeur de la Gestapo a déclaré à Madame Barlier, notre voisine, dont la propriété était occupée par le SD d'Angers : « Vous ne pouvez pas vous imaginer les

Certains membres du groupe étaient des repris de justice qui avaient été libérés de prison et embauchés par la Gestapo pour l'exécution de ses sinistres besognes<sup>120</sup>.

Le Procureur de la République de Saint Dié a d'ailleurs pu ultérieurement en identifier certains et connaître leur passé judiciaire. En particulier, l'un d'eux avait été condamné avant la guerre par une Cour d'Assises française à la peine de mort.

Un jour, ces sbires ont emprisonné dans notre cave une dizaine de personnes dont une femme qu'ils avaient arrêtées. Ma mère a proposé de leur apporter de la nourriture. Elle a essuyé un refus ; elle n'a pu obtenir que la permission de leur donner de l'eau ; elle l'a fait sous une surveillance très serrée des geôliers. Quelques jours plus tard, ces prisonniers ont été emmenés on ne sait où. Nous avons su par la suite, que ces personnes appartenaient au COSI (Comité Ouvrier de Secours Immédiat), un organisme vichyssois, et que lors de la débâcle allemande en août, elles s'étaient enfuies avec un trésor de 40 millions de francs qu'elles auraient refusé de remettre aux Allemands.

Nos occupants sont restés chez nous une quinzaine de jours, puis se sont repliés à Provençères, craignant une avancée des armées alliées.

C'est avec soulagement que nous les avons vu partir.

Après leur départ, j'ai retrouvé dans la corbeille à papier de mon bureau, des documents et un cachet de la Résistance que ces individus y avaient jetés.

Parmi ces documents que je détaillerai ultérieurement, j'ai découvert une photo déchirée que j'ai pu reconstituer en entier. Elle montrait les ruines d'un bâtiment qui avait sans doute été bombardé, un pan de mur devant lequel se tenaient trois hommes et sur lequel était apposée une plaque où étaient inscrits, très visibles, ces mots : « Sicherheitsdienst Polizei der Sud Osten in Lyon ». Ainsi l'identité exacte de nos derniers occupants nous était révélée : C'étaient des membres du Kommando SIPO-SD de Lyon. Nos soupçons étaient donc justifiés. Certaines des atrocités commises dans la

criminels que vous avez sous votre toit ».

<sup>120</sup> J. Delarue, Histoire de la Gestapo, p.290 (cf. note 114, p71)



ville et les environs portées à notre connaissance leur étaient certainement imputables.

A la suite de cette intéressante découverte, j'ai emballé ces documents et le cachet de la Résistance dans un chiffon. J'ai placé le tout dans une grosse boîte métallique (une de ces boîtes qui avait contenu de la margarine que ces individus consommaient goulûment avec une cuillère à soupe). Par crainte d'une fouille de la maison, j'ai enterré cette boîte au milieu du jardin. Heureuse précaution, puisque j'ai ainsi pu la récupérer après la Libération et le déminage de la Ville, alors que si je l'avais cachée dans la maison, elle aurait été détruite dans l'incendie.

Quelques jours plus tard (je ne peux indiquer la date exacte, probablement début octobre), un matin, vers cinq heures, on frappe à la porte d'entrée. C'était « notre groupe » qui revenait. Avec un grand sourire, ils nous disent : « Nous revoilà ! ».

En les revoyant, nous nous gardons bien de manifester la moindre contrariété.

Nous vivons cette nouvelle cohabitation avec d'autant plus d'inquiétude, que nous sont maintenant connues leur identité et leur activité.

Encore heureux qu'ils ne nous aient pas chassés immédiatement, dès leur retour. Mais presque quotidiennement, ces individus s'emparaient d'un objet de la maison (tapis, vases) et l'exhibaient ostensiblement devant mes parents pour provoquer une réaction de leur part. Mes parents s'abstenaient de toute protestation, car ils étaient persuadés qu'à la moindre réaction, ils risquaient l'arrestation, l'expulsion, ou bien pire...

L'aveu d'un de ces individus en dit long sur sa mentalité et celle de ses comparses : Un jour, il demande à Mademoiselle Burgard de l'aider à soigner un mouton qu'il avait installé dans notre garage situé au fond du jardin. Au cours de l'opération, ce « berger » a déclaré à Mademoiselle Burgard : « Je n'aime pas faire souffrir une bête. Un homme, ça m'est égal ».

Le genre et l'allure de nos occupants n'avaient pas échappé à nos voisins qui étaient horrifiés.

De temps à autre, nous étions amenés à échanger des signes avec eux par la petite fenêtre du WC du 1er étage, en montant sur le siège, et à les rassurer ainsi.

Le second séjour du Kommando SIPO-S.D. de Lyon dans notre propriété s'est terminé au bout de huit jours environ. Après leur départ, nous avons constaté que les poules et les lapins élevés dans l'enclos de notre jardin avaient été égorgés.

Après la Libération, j'ai cherché à savoir si Klaus Barbie, Chef du Kommando de Lyon, était venu à Saint Dié, chez nous. J'ai appris qu'à cette époque, il était revenu en Allemagne pour se soigner, étant malade ou même blessé<sup>121</sup>.

Curieusement, son automobile a été retrouvée quelques années plus tard, dans la grange d'une ferme de Provenchères<sup>122</sup>.

---

<sup>121</sup> Les hommes de Saint Dié, p. 30/ A. Roussel, BSPV, vol 75, p. 174. Cependant, dans son rapport la Commission de Nations Unies sur les crimes de guerre (UNWCC) note : « le 9 septembre 1944, à Réhaupal près de Gérardmer, où une unité du SD avait incendié des bâtiments et tué ceux qui voulaient éteindre le feu, des témoins de l'époque ont déclaré que le chef de la police lyonnaise, Klaus Barbie, avait pris part à cette opération. Ce qui est vrai, c'est que ces crimes ont été commis par des gens aux ordres d'un supérieur de Barbie : le Sturmbannführer, Werner Knab. En tout cas, il est certain qu'à partir de septembre 1944, les Kommandos du SD de Lyon stationnèrent dans la région de Gérardmer et de Saint Dié. Toutefois, à part ce témoignage, la présence de Barbie n'a été mentionnée nulle part.

<sup>122</sup> Voir l'Est Républicain du 10 février 1983.

### **IX. Les Kommandos SIPO-SD sèment la terreur.**

#### **Le déraillement du 9 septembre 1944 en gare de Saint Dié.**

Début septembre, la débâcle allemande a cessé ; les Alliés marquent le pas ; les Allemands en profitent pour se ressaisir et organiser la résistance sur les Vosges (Vogesenstellung).

Exécutant les ordres donnés par Himmler à Gérardmer le 6 septembre, la Gestapo soumet les habitants de Saint Dié et de toute la région, à un contrôle extrêmement sévère et à un régime de terreur.

Les réquisitions de biens pleuvent quand ce n'est pas l'enlèvement pur et simple des marchandises.

Les réquisitions d'hommes, les arrestations, les déportations, les exécutions et les atrocités se multiplient.

A Saint Dié, le 10 septembre, les Allemands réquisitionnent les voitures de tourisme et les camions et le 14, les bicyclettes.

Les 15 et 16 septembre, ordre de livrer les postes de TSF à la Mairie, sous peine de sanctions sévères.

Le 2 octobre, chaque ménage doit remettre à la Mairie une chemise, un caleçon et une paire de chaussettes chaudes en bon état.

Le 6 octobre, ce sont les lampes à pétrole, les bougies et les carburants qui sont réquisitionnés sous peine de sanctions sévères.

Le 17 octobre, ce sont les machines à écrire qui doivent être livrées.

Le 19 octobre, les Allemands réclament à nouveau les bicyclettes.

Le 20 octobre, réquisition des cartes de la région et des harnais.

Les entrepôts de la Jeanne d'Arc sont vidés de tous leurs stocks le 19 septembre ;

de même la quincaillerie de gros André Brajon, le 27 septembre.

Les marchandises et le matériel sont transférés en Allemagne.

Le Graduel et la Cosmographiae Introductio, chefs d'œuvre précieux sont heureusement dissimulés dans un grand coffre de la Banque de France.

A Saint Dié, les arrestations se multiplient.

Le 18 septembre, Place Saint Martin, 13 personnes sont arrêtées : Gruber, restaurateur, sa femme et son fils, ainsi que Picard, Nayrolles, etc...

Le 4 octobre, rue Stanislas - ceci s'est passé en face de l'Étude de mon père – en fin de matinée, la police allemande pénètre dans le bureau de Monsieur Cunin, Régisseur des Pompes funèbres, pour procéder à son arrestation. Son employé, Joseph Lucien Couty se lève pour déclarer que Monsieur Cunin est absent. Il est abattu de trois balles. Monsieur Cunin et son épouse sont arrêtés tandis que leur fille réussit à gagner les toits par une véranda et à s'échapper<sup>123</sup>.

Monsieur Cunin mourra en captivité.

Toujours ce 4 octobre, les Allemands arrêtent Jean-Pierre et Jean-Jacques Hirsinger, Arthur Carl et son épouse, dont le gendre Henri Frientz milite dans la résistance, le jeune Laheurte.

Jean-Jacques Hirsinger mourra le 1<sup>er</sup> mars 1945, dans un bagne, près de Stuttgart.

Le 7 octobre, Jacques Kiener et Bicking fils sont arrêtés.

Le 19 octobre à Saint Dié, un étudiant de Nancy , Henri Guyot, est arrêté rue d'Alsace par Kientzel, employé à la direction de l'organisation Todt -dont j'ai relaté le rôle au collège-. Il est emmené à la caserne Chérin, puis au camp de Schirmeck ; il décédera dans un camp<sup>124</sup>.

Le 21 octobre, Maître Émile Jean-Pierre, avocat, Robert George, pharmacien

<sup>123</sup> Les hommes de Saint Dié, p; 34. Un agent du SIPO-SD de Lyon, Nordmann a déclaré à madame Barlier que c'est son groupe dirigé par Muller qui a abattu Conty.

<sup>124</sup> A. Roussel, BSPV, Vol 75, 1972, p. 191. Kientzel sera condamné par la Cour de Justice de Nancy à vingt ans de travaux forcés.

sont également arrêtés ; le 25 octobre, c'est le tour de Fernand Lahaye, horticulteur, commandant de réserve. Aucun de ces derniers n'est revenu des camps de la mort.

Dans les environs, les maquisards sont traqués impitoyablement ; les habitants des communes de la région de Pexonne, Senones, Moussesey, Le Harcholet, Moyennoutiers, La Petite Raon, sont arrêtés et déportés par centaines dans des camps de concentration en Allemagne.

\*\*\*

A partir du 3 septembre, l'armée allemande organise sa défense dans le secteur de Saint Dié.

Des barrages anti-chars faits de troncs d'arbres entiers sont dressés aux abords de la ville : rue des Trois Villes, à Foucharupt, route de Sainte Marguerite, route d'Herbaville au pont du Taintroué.

Les mouvements de troupes allemandes se poursuivent à une cadence de plus en plus rapide.

Le 27 août, la DCA est mise en place à la gare de triage près du dépôt des machines : elle fonctionne dès le lendemain contre le survol de la gare par deux avions alliés.

L'après-midi du 9 septembre, du côté de la gare de Saint Dié provient un vacarme épouvantable. Que s'était-il passé ?

A 6 heures du matin de ce jour, la gare de Saint Dié était avisée qu'un train de matériel allemand devait arriver à Saint Dié, avant de se diriger sur Epinal.

Le convoi comprenait 25 wagons longs camouflés de branchages, portant des chars, des camions de carburant, des munitions et des canons anti-chars.

Le visiteur français de Colroy Lubine expliquait qu'un tank s'était déplacé sur son wagon et que le chargement n'était pas conforme aux normes réglementaires ; qu'en conséquence, le train était dirigé sur Saint Dié pour vérification et en même

temps changement de machine.

A Saint Dié, le chef de gare alléguant que toutes les voies de réception étaient occupées, refusa catégoriquement l'entrée du convoi militaire, et ce en dépit de l'insistance allemande.

En outre, il objectait au chef de gare allemand que le changement de machine ne pourrait se faire qu'à la Patte d'oie<sup>125</sup>. Mais en l'occurrence, celle-ci était encombrée et n'était pas praticable.

Finalement, après avoir attendu pendant six heures à la Patte d'oie, le convoi militaire entra en gare de Saint Dié à 12h15, une des voies ayant été dégagée sur ordre des agents de la Reichbahn (chemin de fer du Reich).

De 12h15 à 12h45 : alerte, mais pas d'attaque aérienne.

La machine allemande qui avait amené le convoi est remplacée par une locomotive de la SNCF du dépôt de Saint Dié (le mécanicien et le chauffeur sont tous deux de Saint Dié). Le chargement anormal est rectifié.

A 14h50 le convoi repartait lentement en direction d'Epinal, avec un retard important de 7 heures environ.

Après avoir franchi la gare de Saulcy-sur-Meurthe, le train s'arrêta à Saint Léonard, le stationnement étant de rigueur en gare de bifurcation.

Survinrent alors des avions de chasse anglais qui repérèrent le convoi et se mirent à tourner au-dessus comme des oiseaux de proie.

En effet, la présence du train avait été signalée par Madame Jacquot, une Résistante de Saint Dié qui avait réussi à faire parvenir un message à Londres.

L'attaque aérienne étant imminente, Monsieur Vincent, chef de gare de Saint Léonard, conseilla au commandant du train de repartir immédiatement, les gorges du Grand Remblais toutes proches étant assez encaissées pour mettre le train à l'abri.

Le commandant se rangeant à cet avis, le train reprit sa marche. Mais à peine avait-il parcouru 400 mètres et atteint la courbe de Sarupt que l'attaque aérienne

<sup>125</sup> La Patte d'oie se composait de la ligne de Strasbourg à Epinal, de la ligne de Strasbourg à Saint Dié et de la ligne de Saint Dié à Epinal.

commença. Les Spitfire piquèrent sur le train avec précision et le mitraillèrent.

Le mécanicien stoppa la machine et courut se mettre à l'abri avec le chauffeur.

Les premières rafales perforèrent la chaudière et les suivantes mirent le feu à un camion chargé de carburant qui se trouvait au milieu du train.

Les Allemands furent pris de panique. L'incendie du camion risquait de se propager sur les wagons chargés d'essence et de munitions.

Monsieur Vincent conseilla alors aux officiers allemands de décrocher les wagons intacts de celui qui brûlait.

Cette solution parut tellement logique aux Allemands qu'après avoir desserré les freins, ils se mirent à détacher et pousser à bras le wagon de queue, lequel s'immobilisa en gare.

Cependant Monsieur Vincent n'ignorait pas que la voie accusait une certaine déclivité (à raison de 9 millimètres/mètre) entre Saint Léonard et Saint Dié. Il s'abstint d'aiguiller le wagon vers un butoir ou de bloquer ses roues au moyen de sabots d'enrayage.

Le 2ème wagon, une fois décroché d'un peu plus haut, plus lourd aussi, heurta la voiture de queue et la remit en marche. Le 3ème wagon, plus rapide encore, les rejoignit et leur imprima une vitesse plus grande, le 4ème aussi.

Les Allemands, se trouvant dans la courbe, ne s'aperçurent pas, semble-t-il, que les wagons qu'ils décrochaient un à un repartaient à Saulcy.

Ainsi les wagons pesant chacun 70 tonnes environ dévalèrent en trois tronçons, vers Saint Dié. Monsieur Vincent téléphona alors à son collègue de Saulcy pour lui annoncer une « dérive ».

Effectivement ce dernier vit passer trois tronçons à grande allure ; la vitesse acquise en raison de la pente de la voie atteignant environ 80 km/h.

Le chef de gare de Saulcy s'empressa d'alerter la gare de Saint Dié.

A Saint Dié, Monsieur Albrecht eut tout juste le temps de descendre de la passerelle vitrée de son poste d'aiguillage. Avec sa trompe, il annonça à trois reprises

l'arrivée de chacune des trois rames. Le premier tronçon, comprenant les quatre premiers wagons décrochés, télescopa un train venant d'Epinal qui manœuvrait en gare. Les autres suivirent.

Dix sept wagons montèrent ainsi sur les uns sur les autres avec les chars et les camions, dans un fracas épouvantable. Quatre wagons du train d'Epinal furent détériorés. Fort heureusement, les munitions répandues dans toute cette ferraille n'ont pas explosé ; le carburant n'a pas pris feu.

Il fallut faire venir deux puissantes grues de Strasbourg pour dégager les voies. Extirpés de cet enchevêtrement, quelques chars purent repartir par leurs propres moyens pour le front, du côté d'Epinal.

La gare ne fut rendue au service que cinq jours plus tard.

Tous les Déodatien -dont ma famille et moi-même – défilèrent sur le pont de Foucharupt pour voir cet amoncellement de ferraille, ces débris de wagons, ces matériels disloqués : spectacle formidable et réjouissant.

Mais il ne fallait pas stationner sur le pont, car les Allemands, l'arme à la main, n'hésitaient pas à abaisser leur fusil dès qu'ils leur semblaient que les passants s'arrêtaient.

Quant aux tankistes restés à Saint Léonard, après avoir culbuté la carcasse du camion incendié dans le ravin, ils se hâtèrent de bâtir une rampe de déchargement avec des bois prélevés à la scierie André, voisine. Le même soir, les chars et les véhicules déchargés reprirent la route.

On ne sait combien ce déraillement extraordinaire fit de victimes parmi les Allemands, car tués et blessés furent rapidement enlevés. En tous cas, il n'y eut aucune victime du côté des Français.

C'est ainsi que deux chefs de gare avaient remporté une bataille de chars sans coup férir<sup>126</sup> !

---

<sup>126</sup> Ohl des Marais, Chronologie ; p. 356 / Jean-Louis Mongel, BSPV 1963, p. 186 / André Roussel, BSPV 1972, p. 171 / Christian Bareth, BSPV 1972, p. 146.



Les incursions et les attaques aériennes des alliés se multiplient.

Le 10 septembre, à Raves, les avions mitraillent la gare où se trouve un train transportant des travailleurs badois et des membres des Jeunesses Hitlériennes qui doivent exécuter des travaux de fortification le long de la Meurthe et dans les environs de Saint Dié. Les rescapés se rendent à pied à Moyenmoutiers où ils saccagent de nombreux locaux publics : écoles, salle des fêtes, matériel scolaire brûlé, décors lacérés, et commettent dans les champs d'incessants maraudages.

Ce jour-là, la radio annonce l'envoi de V2 sur l'Angleterre.

Le 11 septembre, des tanks traversent la ville de bon matin et montent la rue d'Alsace. Entre Vanifosse à Colroy-la-Grande, ils doivent se camoufler sous les arbres. Ils sont rapidement repérés par l'aviation alliée qui les mitraillent.

Le 13 septembre, à 8h du matin, quatre avions volant très bas, attaquent un train de munitions en gare de Saint Dié. Le convoi saute.

De même, un train de matériel et de munitions qui se trouve en gare de Provenchères est mitraillé par des avions : il prend feu et explose.

Le 15 septembre, attaque d'un train en gare par sept avions.

Une douzaine de chars « Tigre », traverse la ville. Certains d'entre eux se trompent de route et passent par la rue du Nord, endommageant fortement l'escalier de la Cathédrale et l'angle de la maison Didierjean.

\*\*\*

Les travaux de défense se poursuivent : des tranchées sont creusées à la Pêcherie, à Saulcy, à Saint Marguerite, à Mandray, par des hommes de ces localités<sup>127</sup>.

---

<sup>127</sup> J.L. Mongel, BSPV 1963, p. 191.

Dès le 3 septembre à Moyenmoutiers, le commandement allemand décide d'établir une ligne de défense sur la Meurthe. Les hommes de 16 à 60 ans sont requis pour creuser des tranchées.

Le 17 septembre, toujours à Moyenmoutiers, même les jeunes filles sont astreintes aux travaux de défense. Arrivée d'Alsaciens de la région d'Orbey<sup>128</sup>.

Le 18 septembre, tous les ponts de la Meurthe sont minés et désormais gardés militairement.

Le 21 septembre, de grosses pièces d'artillerie lourde sont installées à Foucharupt et aux Allouettes (propriété Baldensperger).

Le 24 septembre, on entend le canon tonner du côté de Baccarat et de Bruyères.

A partir de cette date, le canon sera entendu à plusieurs reprises jusqu'au jour où Saint Dié elle-même sera à son tour bombardée.

Le dimanche 24 septembre, en sortant de la messe de 11h, j'aperçois au milieu des paroissiens qui s'en vont, Madame Vincent, qui s'approche de moi : très triste et émue, elle m'annonce que Daniel Heidsieck, son petit-fils, a été tué au cours de l'attaque par les Allemands du maquis de la Piquante Pierre. Ses frères, François et Alain ont pu heureusement s'échapper et rentrer à Paris. La nouvelle nous bouleverse profondément. Nous ignorions que nos amis qui séjournèrent à Xonrupt, étaient entrés dans la Résistance. C'est le curé de Xonrupt qui les avait décidés à s'engager. Le maquis était dirigé par le commandant Lucien Gonand, chef du 4<sup>ème</sup> groupement des FFI des Vosges. Les combats ont duré du 16 au 21 septembre 1944. Le nom de Daniel figure sur la stèle érigée à la mémoire des FFI, tués ou fusillés au cours de ces combats<sup>129</sup>.

Un de ses camarades de combat raconte : « Daniel était d'un courage incroyable.

---

<sup>128</sup> Ohl des Marais, Chronologie ; p. 355 /André Roussel, BSPV 1972, p. 177.

<sup>129</sup> Lucien Gonand ; Trois années de résistance dans la montagne vosgienne. Robert Dodin ; La résistance dans les Vosges, p. 109ss.

Au lieu de se replier, il allait encore à l'ennemi. Il revenait et repartait encore..., jusqu'au moment où il fut mortellement blessé<sup>130</sup>.»

Il avait 18 ans.

Quelques mois après la Libération, nous avons assisté aux obsèques de Daniel qui a été inhumé dans le caveau de sa famille au cimetière de la côte Calot à Saint Dié.

---

<sup>130</sup> Lucien Gonand. Sur le maquis de la Piquante Pierre, l'auteur écrit : « Le samedi 16 septembre 1944, premier engagement : un bataillon ennemi comptant 800 hommes attaque au point du jour un poste avancé du Maquis, à la Brayotte, au-dessus du village de La Bresse : quatre heures d'un combat acharné en lequel grenades et fusils -mitrailleurs « Bron » font merveille. Mais les maquisards sont un contre quatre et l'ordre de décrochage est donné. Chez nous, 14 tués, originaires la plupart du petit village de Xonrupt. Les boches ont 80 morts et plusieurs centaines de blessés. Cet échec exaspère l'ennemi ».

### **X. Les réquisitions d'hommes pour les travaux de défense autour de la ville et le long de la Haute Meurthe.**

Le 28 septembre, la Gestapo ordonne au Maire de Saint Dié, Pierre Evrat d'avoir à tenir prêts, chaque matin 1000 hommes en vue d'effectuer des travaux de fortifications dans les environs.

Il y a lieu de préciser que les ordres au Maire ont été donnés par un certain Paul Blumenkamp, dont nous relaterons l'activité ultérieurement (voir Annexe II).

Les 29 et 30 septembre, en soirée, on entend à nouveau le canon.

Le mardi 3 octobre à 11 heures, quatre avions mitraillent à nouveau la gare de Saint Dié : le hall de la Petite Vitesse, plein de munitions, est entièrement détruit. Les rafales des avions ont également atteint la conciergerie du château de l'Hermitage, rue du Petit Saint Dié, laquelle prend feu et est sérieusement endommagée par l'incendie.

Le 7 octobre, une affiche placardée à la mairie ordonne à tous les hommes de 16 à 60 ans de se présenter le lendemain dimanche 8 octobre à 9 heures, à la Caserne Chérin.

Ceux qui n'obéiraient pas seront punis de peines prévues par le Code militaire.

Le 8 octobre, je me rends avec mon père (qui a 52 ans) à la Caserne Chérin. 400 hommes sont présents. 262 d'entre eux partent par le train de 18h30 pour Raon l'Étape, afin d'effectuer des travaux de fortification.

L'appel ayant eu peu de succès, le soir, le commandant allemand se plaint au Maire : « La population s'est moquée de nous. Il n'est venu que des malades et des infirmes, incapables de travailler. Si demain tous les hommes ne se présentent pas, je mets le feu aux quatre coins de la ville et je commencerai immédiatement les exécutions ».

Le Maire répond placidement que Saint Dié a déjà fourni 1200 travailleurs à l'organisation Todt<sup>131</sup>.

Effectivement, à Saint Dié, des hommes avaient déjà été requis en septembre<sup>132</sup>, sans compter ceux qui avaient dû partir en Allemagne au titre du S.T.O., les prisonniers de guerre et les déportés politiques.

Courant septembre, un Déodatien s'était d'ailleurs étonné auprès de ma mère que je n'aie pas été requis !!!

Le lendemain 9 octobre, à part ceux qui ont déjà reçu une affectation la veille à la Caserne Chérin, tous les hommes, y compris le commissaire de police, les agents de police, les gendarmes et les douaniers doivent se présenter à la caserne Tirpitz (dénomination de la caserne Chérin) à 8 heures, rue de la Prairie, pour effectuer des travaux de défense : tranchées, déboulonnement et enlèvement des rails de la voie ferrée, transfert des stocks de marchandises et de matériaux, etc...

Peu d'exceptions sont tolérées : bouchers, boulangers. D'ailleurs, quelques jours plus tard, on devra rappeler des hommes, toute activité ayant cessé dans la cité.

Ceux qui étaient âgés de plus de 45 ans n'ont finalement pas été requis. Ce qui est le cas de mon père.

Muni d'une pelle et d'une pioche, je pars avec un groupe de Déodatien à Sainte Marguerite où nous creusons des tranchées.

Le ciel est sombre et il tombe un peu de pluie. Nous sommes gardés par des militaires allemands plutôt âgés, armés d'un fusil.

Me revenaient à l'esprit les souvenirs de mon père qui était chasseur à pied et qui avait été fait prisonnier à l'autre guerre, 30 ans plus tôt.

Fort heureusement, je pouvais rentrer à la maison, le soir à 19 heures.

Je me rendais dans ce secteur avec une bicyclette que je déposais dans une ferme tenue par le père d'une de mes camarades qui était au collège avec moi en classe de « maths. élem ».

---

<sup>131</sup> A. Roussel ; BPSV, vol 72, p.185.

<sup>132</sup> A. Roussel ; BPSV, vol 72, p. 181.

Quelques jours plus tard, nous sommes dirigés vers Brompton, sur le flanc d'une colline longée par un chemin rural menant de Saint Dié à Sainte Marguerite.

Nous étions répartis en groupes d'une cinquantaine d'hommes. Pour chaque groupe, un requis avait été désigné comme responsable vis-à-vis des autorités allemandes.

Il était procédé à l'appel chaque matin à 7 heures. Tout absent était signalé au commandement allemand.

Il fallait creuser des tranchées dans le grès. Je dois dire que me voyant dans l'embarras et avec une force insuffisante, mes compagnons plus vigoureux avaient la gentillesse de m'aider à entamer la surface de la future tranchée. Nous avons vite communiqué et échangé les uns avec les autres. Une bonne camaraderie s'est instaurée entre nous, ce qui a permis de supporter cette contrainte pénible.

Cependant, il ne fallait pas bavarder trop longtemps. Les sentinelles nous rappelaient à l'ordre en criant « Arbeit oder Schirmeck ! ».

Je dois rappeler que le camp de concentration de Schirmeck était réservé à l'origine aux Alsaciens peu malléables au nazisme (9000), puis il avait été affecté aux déportés de toutes nationalités ; les conditions de vie y étaient très dures<sup>133</sup>.

Il ne faut pas confondre ce camp avec celui du Struthof, situé à quelques kilomètres, sur les hauteurs vosgiennes et qui était un camp d'extermination.

Je me souviens qu'un jour, ayant arrêté mon travail et faisant la mauvaise tête, une sentinelle m'a donné des petits coups de baguette dans les tibias. Mais ce fut très court et sans suite, ayant repris ma tâche.

Mon gardien m'a même permis d'aller embrasser mes parents qui passaient sur le chemin, ramenant une provision de pommes de terre qu'ils étaient allés chercher dans une ferme de Sainte Marguerite.

Tous les jours à midi, un chariot attelé d'un cheval apportait pour le repas des boules de pain noir et des marmites contenant une soupe de flocons d'avoine chaude

---

<sup>133</sup> Voir note sur les camps de Schirmeck et du Struthof, p.62.

-que je trouvais bonne-. Nous avions une petite pause.

Une anecdote : Un ami de mon père, rentier fortuné, était parmi les requis, ainsi que son fidèle valet de chambre. A midi, ce dernier qui avait préparé un pique nique servait son maître assis au bord de la tranchée comme il l'aurait fait à domicile. Les Allemands ne se doutaient de rien.

Nous étions rémunérés par l'organisation Todt qui nous versait une somme d'argent chaque semaine. Nous avons même reçu des billets de la Banque de France portant la mention « annulé ».

Un jour, l'organisation Todt décida d'accorder une prime à ceux qui avaient le mieux travaillé. En réalité, c'est sur la forme et le bel aspect de la tranchée que les requis étaient jugés. Notre couple rentier-valet de chambre, sans prévoir l'attribution d'une prime quelconque, avait passé leur tranchée comme à la toile émeri : parois verticales bien lisses et fond parfaitement plane. Tous deux furent félicités par le commandant et récompensés. Nous en avons bien ri. Quant à ma tranchée, elle ne remplissait pas les conditions d'attribution de la prime.

Cependant, la guerre s'intensifiait. Les avions alliés ne cessent de survoler notre région.

Depuis que le front s'était rapproché de Saint Dié, plusieurs bâtiments avaient été transformés en hôpitaux militaires : Ancien Évêché, Grand Séminaire, etc... Les blessés y étaient nombreux. D'autre part, le nombre des inhumations de militaires allemands dans le cimetière de la côte Calot augmentait.

A la Libération, en novembre, on comptera 305 tombes de soldats allemands identifiés ou non<sup>134</sup>.

Le 10 octobre, la Mairie de Saint Dié publie un communiqué aux termes duquel les habitants qui logeront des soldats allemands arrivés pendant la nuit devront en faire

---

<sup>134</sup> A. Roussel, BSPV, p. 187 / Ohl Des Marais, Chroniques, p. 361-362.

la déclaration à la Kommandantur ; dans la journée, ils ne doivent être acceptés que s'ils sont porteurs d'un billet de logement de celle-ci.

Le 16 octobre, arrivent à Saint Dié les habitants de la commune de Saint Benoît-la-Chipotte qui avaient déjà recueilli les habitants de Jeanménil le 8 octobre et ceux de Bru, le 9 octobre. Les habitants de ces trois communes, soit près de 2000 personnes ont été chassés sans ménagement par les Allemands. Ils n'ont pu emporter que peu de choses et ont dû s'entasser dans des voitures de ferme. Un local d'accueil est ouvert, rue Stanislas, dans l'ancien bureau des services de la main d'œuvre. Ils peuvent se restaurer et passer la nuit dans les cinémas de la ville. Le lendemain, ils seront dirigés vers Anould. Mais le 12 novembre, Anould sera évacué par les nazis sur Corcieux dont la population passera à 6000 habitants, posant un problème de ravitaillement<sup>135</sup>.

Le 19 octobre, les premiers obus tombent sur Saint Dié.

Le tout premier projectile atteint Foucharupt et blesse grièvement Jean Petitedemange qui devra être amputé d'une jambe.

Les bombardements par artillerie vont se poursuivre jour et nuit jusqu'à la Libération.

Lors de mon service militaire, en 1952, au 25<sup>ème</sup> RA, à Thionville, j'apprendrai que les canons 155 long Gun du régiment, utilisés en manœuvre, étaient ceux qui avaient tiré sur Saint Dié et sa région.

La production d'électricité est interrompue un moment avant d'être rétablie par la Compagnie Lorraine à Saint Dié.

Le 25 octobre, les obus tombent en grand nombre sur Robache où se trouvent des batteries allemandes, et dans les parages de l'hôpital Saint Charles, détruisant les fils électriques.

L'hôpital est privé de lumière. Il est impossible de soigner les blessés qui

---

<sup>135</sup> J.L. Mongel, BSPV 1963, p. 194.



arrivent en grand nombre. L'économiste Marquant réussit à rétablir le courant électrique en utilisant la turbine des établissements Blech et Trimbach, rue Dubreuil, malgré l'opposition d'une sentinelle allemande.

Le 26 octobre, à 15h, ces établissements sont détruits par une bombe incendiaire, probablement placée par les Allemands, qui venaient de les piller.

L'hôpital Saint Charles est alors définitivement privé d'électricité. Les médecins et les infirmiers doivent soigner les blessés dans les caves à la lueur de lampes à pétrole ou de chandelles.

A partir de cette date, les bombardements par l'artillerie américaine s'intensifient et se produisent à tout moment de manière imprévue, faisant de nombreuses victimes, tuées ou blessées et causant des dégâts matériels importants.

Nous sommes obligés de vivre dans la cave, nuit et jour.

Chaque matin, je me rends à bicyclette au chantier de Brompont, redoutant désormais les obus. Une petite bombe était tombée en notre absence dans la prairie, tout près de la tranchée que nous creusions. Elle n'a pas explosé ; plantée verticalement dans le sol, elle a été entourée d'un barbelé.

Un matin, dans la rue Saint Charles que j'empruntais chaque jour, je rencontre Jean Kiener qui se rendait à l'hôpital Saint Charles. Il allait voir sa fille Lise qui avait été grièvement blessée au cou par un éclat d'obus.

Un jour, n'en pouvant plus de fatigue, je suis resté à la maison. Notre médecin de famille m'a délivré un certificat justifiant mon absence qui avait été immédiatement signalée.

Il était interdit à un homme âgé de 16 à 45 ans de circuler en ville sans motif valable de 7 heures du matin à 7 heures du soir.

A la suite d'une très forte pluie qui avait transpercé mes vêtements, ma mère et Mademoiselle Burgard se sont relayées toute la nuit pour repasser mon imperméable afin que je puisse reprendre le travail au sec.

Le 30 octobre, la lumière électrique, souvent interrompue depuis quelques jours,

fait maintenant entièrement défaut, le gaz également.

C'est alors que nous allons vivre un mois de novembre tragique.

Une nuit, des coups sont frappés à notre porte. Mes parents vont ouvrir. A la lueur de nos bougies et lampes à pétrole, nous voyons entrer des militaires allemands en tenue de combat, complètement désespérés et le visage hagard.

Affolés, ils avaient réussi à franchir la grille d'entrée, alors que les portes étaient fermées à clef.

Mon père lie conversation en allemand avec eux, ce qui semble les rassurer. Ils expliquent qu'ils viennent du front où les combats font rage. Nous leur donnons à boire et à manger. Finalement, ils demandent s'ils peuvent passer la nuit chez nous. Mon père invoquant l'avis placardé à la mairie depuis le 10 octobre, leur répond que les habitants ne peuvent héberger des soldats allemands que si ces derniers sont porteurs d'un billet de logement de la Kommandantur. Les militaires comprennent. Mon père leur suggère d'aller voir la Gestapo qui occupe toujours la maison de nos voisins d'en face, les Barlier.

Au mot « Gestapo », les Allemands quittent les lieux immédiatement et repartent comme ils étaient venus, en escaladant la grille de clôture.

Une autre nuit, nous entendons une série d'explosions très violentes et assourdissantes. Nous apercevons à quelques mètres en face, chez nos voisins Barlier, un véritable feu d'artifice. C'était un obus qui était tombé sur une voiture de la Gestapo bourrée de munitions.

Eve-Marie est prise de frayeur et se met à trembler. Pour la calmer on lui donne un petit fond de mirabelle. Cette boisson réussit à la ramener au calme.

Le 1er novembre, les Allemands nous renvoient dans nos foyers – il en est de même pour les requis qui avaient travaillé à Raon l'Étape.

Les bombardements de l'artillerie américaine continuent, toujours aussi intenses.

Plusieurs morts - un ami, M. Chenal, assureur ... - et des blessés graves, dont M. Duménil, pharmacien et M. Villaumé, électricien, qui doivent être amputés d'une jambe. Les époux Kolod, gardiens de la maison de nos cousins Kempf rue d'Amérique et que nous ~~que nous~~ connaissons bien, perdent leur fils Claude, âgé de 13 ans, mortellement blessé par un éclat d'obus au cou.

Les Américains auraient atteint les Feignes de Saint Michel sur Meurthe. De nombreux avions survolent la ville.

Le 2 novembre, la Feldgendarmerie et la Kommandatur quittent la ville où il ne reste que très peu d'Allemands. Mais la Gestapo est toujours là ; elle donne des ordres aux troupes de passage qui se relaient vers le front.

Le 3 novembre, les Allemands lancent sur la turbine de l'usine Masson-Hugueny une cartouche de dynamite provoquant un incendie qui brûle toute la nuit. Les pompiers de la ville qui voulaient intervenir, ont reçu l'ordre de se retirer.

On affirme que les Américains sont sur la crête de La Madeleine. Des émissaires qui les avaient déjà contactés à plusieurs reprises dès le mois d'octobre, se mettent à nouveau en relation avec eux et leur expliquent que la ville n'est défendue que par un petit nombre de militaires allemands.

Mais en dépit des renseignements qui leur sont donnés sur l'ennemi, les Américains n'avancent pas. Pour l'instant, ils n'ont pas reçu l'ordre d'aller plus avant.

Le 4 novembre, une trentaine de chevaux ayant été tués aux Tiges, un groupe d'habitants du quartier affamés se précipite pour tailler quelques steaks dans la croupe. Les Allemands tirent une rafale de mitrailleuse : ils tuent huit de ces pauvres gens et en blessent deux autres<sup>136</sup>.

Les Allemands posent une deuxième mine sur le grand pont de la ville, dans la crainte que la première n'ait pas d'effet.

Le 5 novembre, les Allemands y installent encore une troisième mine et cinq

---

<sup>136</sup> Ohl des Marais, Chronologie, p. 365 ;  
Saint Dié, novembre 1944, mois d'angoisse, mois d'espoir, p. 78.

torpilles. Le pont est barré dans toute sa largeur.

A 18h, les Allemands font sauter les rails et les aiguillages de la gare.

Le 6 novembre, les explosions recommencent à la gare. Le dépôt des machines saute.

Le 7 novembre, temps affreux, pluie et vent glacial.

A 6 h du matin, les Allemands font sauter le pont des Tiges qui enjambait la voie ferrée.

Dans l'après-midi, des hommes des quartiers de l'avenue de Robache et de la Vigne Henry sont requis à leur domicile pour des travaux de quelques jours. Ayant eu deux heures pour se préparer, ils sont emmenés dans la soirée sous une pluie battante.

### Note sur les camps de Schirmeck et du Struthof.

#### a) Le camp de Schirmeck.

Implanté à la limite de Schirmeck sur le ban communal de La Broque, un camp avait été créé par la France en 1939. Six baraques y avaient été construites où logèrent des familles repliées de l'Arsenal de Strasbourg puis des familles de Lingolsheim.

A l'issue de la débâcle de 1940, le Gauleiter d'Alsace Robert Wagner et son état-major dont le docteur Scheel<sup>137</sup>, chef des polices d'Alsace, de Bade et du Wurtemberg, décidèrent d'ouvrir à cet endroit un camp destiné à recevoir par voie d'internement administratif les Alsaciens récalcitrants au national-socialisme pour les convertir au nouveau régime.

C'est le SS Hauptsturmführer Karl Buck qui fut chargé de cette mission en juillet 1940.

A l'origine, le camp devait être uniquement un camp de rééducation (Erziehungslager).

Mais par la suite, le camp de Vorbrück-Schirmeck -ainsi dénommé par les Allemands- devint un camp de sûreté (Sicherungslager) comme les autres camps de concentration, recevant les personnes arrêtées pour comportement ou activités anti nazis.

Le détenu était soumis tout au long de sa captivité, aux brimades, aux mauvais traitements, au manque de nourriture pour lui faire oublier sa dignité humaine.

Le camp de Schirmeck fut aussi un camp de transit pour les personnes expulsées en vieille France, pour celles qui devaient être transférées dans un autre camp ou les transplantées dans une province du Reich en Prusse orientale, en Pologne ou chez les Sudètes.

---

<sup>137</sup> Chef des polices d'Alsace, de Bade et du Wurtemberg (Befehlshaber der Sicherheits polizei B.D.S.).

En 1941, 300 à 350 femmes y furent internées.

En 1942, le camp s'ouvrit également aux Mosellans, aux femmes et aux hommes réfractaires au travail forcé.

Dès 1943, il reçut quelques Allemands opposants au régime nazi.

En 1944, y arrivèrent des Français issus de la Résistance, des maquisards des Vosges, des prisonniers de guerre, des aviateurs américains abattus et des Anglais parachutés du S.A.S. (Special Air Service).

De plus, le camp était utilisé par la Gestapo pour des interrogatoires musclés, mais discrets ; il était l'antichambre des condamnés à mort dont l'exécution devait s'opérer sans témoins dans les bois environnants ou en bordure de la route menant au camp du Struthof.

Après le bombardement de la gare de Schirmeck le 19 novembre 1944, Buck ayant pris peur, ordonna l'évacuation du camp qui avait été planifiée préalablement ; en novembre 1944, les détenus furent transférés dans le pays de Bade, sur plusieurs sites : Weisenbach, Niederbühl, Haslach (Sportplatz et Vulcan), Sulz-an-Neckar, Rothenfels-Gaggenau, Rastatt<sup>138</sup>.

On laissa sur place enfermées, sans explication, les 300 femmes détenues et tout le matériel.

Le 23 novembre 1944, une unité de la Wehrmacht prit temporairement possession des lieux et fut contrainte d'en partir avec l'arrivée des troupes américaines, le 25 novembre 1944.

Le camp fut pillé. Les Américains emportèrent des « souvenirs », les femmes détenues furent libérées, la population civile se servit en produits consommables.

---

<sup>138</sup> Jean-Laurent Vonau. Profession bourreau, p. 14, 16, 27, 31 / Jacques Granier. Schirmeck, Histoire d'un camp de concentration p. 22, 25, 65 à 67, 109 à 113, 119, 233-236. / Dodin, La Résistance dans les Vosges, p. 161.

b) Le camp du Struthof.

Le camp de Natzweiler-Struthof fut implanté en mai 1941 sur les hauteurs dominant la rive droite de la Bruche, à quelques kilomètres du camp de Schirmeck.

La terreur, la faim, les sévices, les tortures, la mort y étaient omniprésents.

C'était un camp d'extermination. Il était équipé d'un four crématoire.

C'est là notamment que furent exécutés les 113 membres du réseau Alliance.

Plusieurs généraux français y furent internés, entre autre le Général Delestraint, chef de l'armée secrète, le Général Jouffrault, le Général Frère qui avait commandé la 11ème division d'Infanterie à Nancy de 1935 à 1937. Ces deux derniers sont morts après avoir espéré leur délivrance par le maquis de Viombois<sup>139</sup>.

Entre le 2 et le 3 septembre 1944, les 5518 détenus furent transférés à Dachau et à Allach, mais également vers les petits établissements en pays de Bade, ci-dessus cités<sup>140</sup>. Ensuite le camp servit de transit aux miliciens avant leur regroupement en Allemagne.

\*\*\*

En tous ces lieux de transferts des détenus, les tortionnaires, ceux de Schirmeck et ceux du Struthof reprirent leur triste besogne, provoquant la mort de nombreux détenus.

Les camps de Schirmeck et du Struthof furent les seuls camps que les nazis implantèrent sur le territoire français.

---

<sup>139</sup> Une plaque apposée place Carrière à Nancy commémore son souvenir, Jean Vartier, Histoires secrètes de l'occupation en zone interdite. Sur le Général Frère, p. 151-152.

<sup>140</sup> Jean-Laurent Vonau. Profession bourreau, p. 11, 19.

**XI. Les déportations du 8 novembre 1944.**

8 novembre 1944. J'ai aujourd'hui 17 ans.

Vers 7 heures du matin, une voiture avec haut-parleur circule dans les rues.

Les autorités occupantes font savoir que « les hommes de 16 à 45 ans doivent se rendre pour 9 heures à la caserne Chérin, munis de vêtements chauds et de vivres pour cinq jours, et qu'à partir de 9 heures on perquisitionnera dans les maisons et les réfractaires seront considérés comme des francs-tireurs ».

Voici le texte de l'avis complet qui fut affiché le 8 novembre et remis dans certaines communes sous forme de feuillet ronéotypé, rédigé en allemand et en français :

A  
« AVIS LA POPULATION »

*« Tous les hommes français, âgés de 16 à 45 ans de la commune de .... sont appelés, selon les conventions de la Haye pour l'exécution de travaux de retranchement pour la durée de deux semaines. Le lieu de travail étant trop distancé de la commune, les hommes appelés aux travaux doivent porter avec eux outils de retranchement (pelle, bêche, pic, hache), des vivres pour 5 jours, un pot de camp, les vêtements nécessaires, du linge et une couverture. Dès le sixième jour, les autorités militaires prendront soin du ravitaillement.*

*Qui ne se présentera pas sera considéré comme saboteur et risquera d'être sévèrement puni.*

*Le 7 novembre 1944*

*Le commandant en chef ».*

A noter que le texte ronéotypé allemand indiquait : « von 16-55 jahren » et qu'il



a été surchargé au crayon : « 16-45 Jahren » ; mais la veille, la police allemande avait annoncé au maire de Saint Dié la réquisition des hommes de 16 à 65 ans.

Je rappelle que les bombardements de la ville par l'artillerie américaine avaient commencé le 19 octobre 1944 et que nous étions depuis le 26 octobre, contraints de vivre dans les caves.

Mes parents avaient accueilli un ami, Monsieur C., qui était resté seul à Saint Dié : son épouse et ses enfants qui étaient en séjour dans leur famille à Nancy, n'avaient pu revenir à Saint Dié.

Depuis le 1er novembre, les Allemands ayant renvoyé chez eux les Déodatien qu'ils avaient requis le 8 octobre 1944; je n'allais plus à Brompton.

L'injonction diffusée par le haut-parleur nous remplit d'effroi. Les requis étaient tenus de se présenter avant 9 heures.

On frappe à grands coups à notre porte (la sonnette, faute d'électricité, ne fonctionne plus). Ce sont des agents de police municipaux qui connaissent mon père. Ils lui disent : « Maître Gérard, c'est très grave : si l'ordre des Allemands n'est pas exécuté, ils prendront des sanctions ».

Afin de ne pas attirer des représailles contre les miens, je décide de ne pas me cacher et de me rendre au rassemblement à la Caserne Chérin (située sur la rive gauche de la Meurthe).

Mon père, qui a eu 52 ans en juillet, n'est pas visé par l'ordre. Mais notre ami a moins de 45 ans : il modifie sa date de naissance sur sa carte d'identité. En outre, ma mère lui met de la cendre autour des yeux et sur les tempes.

Je me prépare. J'emporte vêtements chauds et vivres. Je m'en vais, accompagné de ma mère et de notre ami. Dans les rues, nous voyons des militaires armés en patrouille : ils sont couverts d'une ample pèlerine kaki, coiffés d'une toque en fourrure à fond rouge, chaussés de bottines en cuir munies d'un poignard. Ce sont

probablement des cosaques russes de l'armée Vlassov<sup>141</sup>.

Leur tâche est de fouiller les maisons pour rechercher les réfractaires et de les amener à la caserne. Certains Déodatien qui s'étaient cachés ont ainsi été pris et contraints d'aller à la caserne Chérin.

Nous nous rendons vers la passerelle qui traverse la Meurthe, près de la Caisse d'Épargne. Elle est gardée à l'extrémité par une sentinelle.

Notre ami décide de nous quitter et de retourner à la maison.

Mais la sentinelle l'empêche de revenir en arrière malgré ses protestations. Craignant un incident avec ce militaire qui déjà brandit son fusil, nous conseillons à notre ami de continuer à traverser et d'emprunter le grand pont – ce qu'il fera d'ailleurs sans rencontrer de difficulté-<sup>142</sup>.

Nous poursuivons notre marche, ma mère et moi. Dans la rue d'Alsace, des agents de la Gestapo en grand nombre surgissent et descendent à pied vers le centre. Se déployant sur toute la largeur de la chaussée, ils dévisagent et scrutent durement les hommes qui montent vers la Caserne Chérin. Nous faisons une halte chez les Feltz. Madame Feltz nous offre une boisson chaude. L'un de ses fils, le 3ème, élève au collège, a été arrêté et déporté le 3 janvier 1944.

Après avoir remercié notre amie compatissante, nous repartons et arrivons à la Caserne Chérin.

L'ambiance était bizarre, indéfinissable. Quelques éclairages installés par les Allemands fonctionnaient, car il faisait encore sombre. Le ciel était bas, les nuages chargés de neige. La caserne bruissait des arrivées des Déodatien convoqués qui se regroupaient, et des allées et venues des militaires fébriles qui échangeaient des ordres gutturaux et s'affairaient autour de leurs véhicules bourrés de matériels. C'était

---

<sup>141</sup> Vlassov, ancien général soviétique qui était passé à la Wehrmacht, mais qui postérieurement était entré en lutte contre celle-ci à Prague, fut capturé par les Russes le 12 mai 1945 et exécuté à Moscou ultérieurement.

<sup>142</sup> Les Hommes de Saint Dié, p. 72. Des hommes qui étaient entrés dans la caserne Chérin et qui voulaient en sortir au motif que le délai de rassemblement n'était pas expiré, en furent empêchés. Témoignage de Roger Gaudron et Hubert Andersen.

apparemment une déportation qui se préparait.

Dans l'entrée, se trouvaient des gendarmes français en uniforme, les uns debout, les autres assis ; ils avaient été dépouillés de leurs armes.

Un jeune homme arrive à ma hauteur, en uniforme de l'organisation Todt. Stupéfait, je reconnais Kientzel<sup>143</sup> qui était en classe avec moi. « Tu vois, me dit-il en me montrant sa tenue kaki, je pars avec les services de l'organisation Todt ». Il s'en va vers le centre de la Caserne.

Un des gendarmes se détache de ses collègues et vient vers nous. S'adressant à ma mère, il lui dit avec bienveillance et gentillesse : « Madame, ne restez pas ici ; des femmes sont déjà venues en pleurs, faisant des scènes et poussant des cris. On ne sait pas quelle réaction peuvent avoir les Allemands. Il vaut mieux rentrer chez vous ».

Il faut nous séparer. Nous nous embrassons, bouleversés. Nous sommes au-delà de l'émotion. Que dire en de tels moments ? Nous vivons chaque minute ne sachant ce que la minute suivante nous réserve. Quand nous reverrons-nous ? Je m'en vais, sans me retourner, espérant que ma mère pourra regagner la maison sans difficulté.

Je me dirige vers la grande cour de la caserne où sont déjà rassemblés de nombreux Déodatien.

Les obus sifflent au-dessus de nous. Le ciel est gris. La pluie tombe par moment. Les heures passent.

Au bout d'un certain temps, un officier de grande taille surgit au milieu de la cour et déclare d'une voix forte : « Que ceux qui sont malades se mettent de ce côté ; mais gare à eux ; s'ils ne justifient pas de leur maladie, ils encourront des sanctions très graves. » J'entends encore cette phrase dans ma tête.

Je portais sur moi un certificat que le Docteur Gérard m'avait délivré pour motiver mon absence des tranchées durant une journée. Or, ce certificat expirait de validité ce 8 novembre.

<sup>143</sup> Le père de Kientzel, ancien secrétaire en chef de la sous-préfecture de Saint Dié sera arrêté par les FFI, le 21 novembre 1944 (Obl des Marais, Chronologie, p. 374). Son fils était employé à la direction de l'Organisation Todt (Bulletin Société Philomatique ; 1972. Vol. 75, p.191). Au collège, il était considéré comme un des délateurs.

Risquant et tentant le tout pour le tout, je décide de me joindre au groupe des « malades » et de me placer du côté désigné par l'officier.

Je remarque alors qu'une sorte de « commission » s'est formée à l'écart, présidée par l'officier qui nous avait interpellés, apparemment le chef de la Gestapo. Il est assisté d'un adjoint, d'un médecin allemand, d'un médecin français et d'un interprète.

Les hommes comparaissent un à un devant ladite commission. En fait, c'est le chef de la Gestapo, qui après avoir entendu et examiné chacun, finalement décide.

Le Déodatien qui me précède, je me souviens, vêtu d'une grande pèlerine noire, expose son cas. Le chef de la Gestapo, soudain, lui déclare qu'il raconte des histoires, et entre dans une violente colère, il lui ordonne de rejoindre les « bien-portants »<sup>144</sup>.

Arrive mon tour. J'étais de taille mince et très pâle. Je montre au médecin français mon certificat médical et lui explique que je souffre du cœur et du foie (En réalité, je vivais dans l'angoisse et ce depuis des mois). Le médecin transmet mes doléances. Le chef de la Gestapo me regarde des pieds à la tête, puis me dit « Los ! » en me faisant signe de me mettre de côté avec les malades. L'examen se termine.

Nous sommes quelques dizaines à attendre, toujours sous les obus et la pluie, le sort qui nous est réservé.

Nous voyons partir à pied en colonnes par quatre, nos concitoyens, encadrés par des militaires en armes. Sortant de la Caserne, ils remontent la rue d'Alsace en direction de Sainte-Marguerite<sup>145</sup>.

Puis vient notre tour. Sont autorisés à rentrer chez eux, ceux qui habitent la rive gauche de la Meurthe. Ils peuvent partir immédiatement. Ceux qui comme moi, habitent la rive droite sont également autorisés à rentrer chez eux, mais ils reçoivent l'ordre de se mettre en rang : nous partons accompagnés de militaires qui donnent le mot de passe aux sentinelles qui gardent le grand pont. Je reviens à la maison.

Mon frère Olivier qui allait avoir 15 ans, le 19 novembre 1944, a fait le récit, un

<sup>144</sup> Les hommes de Saint Dié, p.76. Paul Gaidon, qui était au collège avec moi, a tenté d'obtenir une visite médicale de cette commission, mais il a essuyé un refus. L'officier lui a dit « Hop ! » et lui a ordonné de rejoindre le groupe prêt à partir.

<sup>145</sup> On apprendra que leur nombre s'est élevé à 970.

an plus tard, de cette journée telle qu'elle a été vécue à la maison :

*« Hier, c'était la réunion des hommes de 16 à 45 ans à la caserne. Au son de la trompette, à sept heures du matin, Paul-Daniel y va. Nous désespérons de le revoir. Jusqu'ici, il avait évité en creusant des tranchées à Saint Dié de partir ailleurs. Mais maintenant, c'est fini. « Je ne reviendrai pas avant six mois » dit-il.*

*On essaye toute la matinée de se rassurer : peut-être veut-on simplement les parquer à la caserne, ou les faire travailler dans les environs. Maman et Monsieur C. qui loge chez nous depuis le 28 octobre, sont allés accompagner mon frère. Ils reviennent atterrés, Monsieur C. ayant failli être descendu par une sentinelle qui gardait le pont ; celle-ci le croyant bon pour la caserne et l'arrêtant, lui s'affole (il avait falsifié ses papiers pour cacher ses 43 ans) et veut passer. Maman lui crie de prendre un autre pont, et il le fait heureusement sans encombre.*

*Après une attente interminable (six heures), désespérants, nous voyons tout à coup revenir Paul-Daniel. Je laisse penser notre joie quand il nous dit : « Voilà, ils en ont libéré trois cents et j'en suis. J'ai fait le malade, j'ai passé la visite. Le type de la Gestapo –c'est lui qui décide avant le médecin- m'a regardé des pieds à la tête ».*

Arrivé à la maison, lorsque je longe les soupiraux à l'arrière, Eve-Marie qui est dans la buanderie, m'aperçoit et crie : « Doudouce<sup>146</sup> est revenu, Doudouce est revenu ! » Ma mère ne la croit pas, car Eve-Marie ne pouvait voir que des jambes passer.

Inutile de décrire le soulagement et la joie de tous, qui étaient dans l'anxiété depuis mon départ. Eve-Marie prépare aussitôt un gâteau pour mon anniversaire. Nous vivons toujours à la cave en raison des bombardements.

A peine remis de nos émotions, le bruit nous parvient assourdi que la ville sera évacuée le lendemain.

---

<sup>146</sup> ~~C'est le nom que j'ai mis dans tout un fait.~~

*C'est ainsi qu'on m'appelait.*

Plusieurs villages avaient déjà été repliés sur Saint Dié. Cette nouvelle n'est pas croyable et nous n'y prêtons aucun crédit.

Cependant, vers 19 heures, circule la voiture avec haut-parleur qui annonçait de sinistres nouvelles depuis septembre 1944. Dehors, il fait une pluie battante et il souffle un vent glacial.

Une voix à l'accent tudesque, difficilement audible en raison du temps, déclare que les habitants doivent préparer des vêtements chauds, des couvertures et des vivres et rassembler leurs objets précieux, au cas où certains quartiers seraient évacués et que cette opération aura lieu le lendemain jusqu'à 9 heures et qu'il existe des zones de sécurité<sup>147</sup>.

Cet avis nous laisse perplexe. Il est de mauvais augure.

Ma mère décide de préparer des affaires et d'en cacher d'autres.

Ce soir-là, malgré les moments dramatiques, nous avons pu, grâce à la Providence, fêter mon anniversaire. Les dix-sept bougies plantées sur le gâteau confectionné par Eve-Marie nous apportent un peu de joie et de lumière et nous font oublier le manque d'électricité et le reste.

---

<sup>147</sup> A. Roussel, BSPV 1972, p. 63 / J.L. Mongel, BSPV 1963, p. 203.

## XII. L'expulsion des Déodatien et des Vosgiens des environs.

Le lendemain 9 novembre, vers 7 heures, la voix du haut-parleur se fait à nouveau entendre. Brutalement est ordonnée l'évacuation de la population de la rive droite et d'une partie de la rive gauche de la Meurthe (Place Saint Martin et jusqu'aux rues d'Hellieule et de la Prairie).

A la Mairie a été affiché le texte suivant, rédigé en français et en allemand :

*« Avis à la population.*

*C'est l'intention de la Wehrmacht d'éloigner la population selon possibilités données, de la zone de combat pour lui épargner des victimes et des souffrances.*

*C'est pourquoi la population de la commune de Saint Dié doit se rendre avant le 9 novembre 1944 à ..., dans la zone indiquée par la police allemande et les affiches.*

*Il faut apporter des vivres pour cinq jours, du linge et des vêtements.*

*Qui reste dans la zone qui va être évacuée s'expose à la mort certaine.*

*7 novembre 1944.*

*Le Commandant en Chef »<sup>148</sup>*

A Sainte Marguerite, un ordre identique a été distribué aux habitants. Mais dans le texte allemand, il était précisé que la population devait se rendre jusqu'au 9 novembre à 8 heures dans la zone indiquée par la police allemande et les affiches. En outre, il était inscrit au crayon « Saint Dié Sud der Bahn ( ce dernier mot est barré) Meurthe ». Dans le texte français figurait nettement en surcharge « Saint Dié partie sud de la Meurthe ». Ces indications laissent supposer que les Allemands envisageaient d'expulser toute la population de l'agglomération au-delà de la voie ferrée.

---

<sup>148</sup> Texte de l'ordre d'évacuation. OHI des Marais, Chronique p. 367 ; JL Mongel, BSPV Vol 67 p. 204 ; Roussel, BSPV Vol 76 p. 66-67.

Louis Larger, directeur de la défense passive à Saint Dié auquel un Allemand avait remis cet avis, lui demanda, « Quel est le Général qui a ordonné cela ? ». L'Allemand lui répondit : « Le Colonel Général Von Oberg qui est à Plainfaing ».

Les habitants concernés doivent se rendre sur la rive gauche pour 9 heures, dans une « zone de sécurité » ainsi dénommée par les Allemands.

Ce délai est prorogé d'une seconde heure. Nous n'avons pas eu connaissance d'autres prolongations<sup>149</sup>.

Mon père hésite à partir. Il garde le souvenir très pénible de notre départ du 14 juin 1940 qui a été suivi du pillage de la maison. Il se rend à la Mairie pour se renseigner. Un officier allemand lui déclare : « Si vous restez, vous êtes « sicher Tod (sûr de mourir) »<sup>150</sup>.

Mon père revient nous apprenant l'inéluctable. Nous entassons tout ce que nous pouvons dans deux petits chariots à main, dont un parallélépipède en osier fixé sur le châssis d'une voiture d'enfant. Ce sont les seuls moyens de transport dont nous disposons.

Dans ces faibles volumes, on entasse le plus de choses possible. On est contraint d'emporter aussi beaucoup de biens de première nécessité : vivres, vêtements, couvertures, bougies, lampes à pétrole ; on enfouit dans les poches ce qui est le plus précieux.

Nous nous couvrons de vêtements chauds, car il fait très froid. Je me souviens avoir enfilé sur moi six ou sept chemises et autant de caleçons, sans compter pull-over et manteau.

Nous ne voyons qu'un endroit où nous réfugier sur la rive gauche : le château de l'Hermitage chez notre amie, Madame de Lassus, qui, nous en sommes certains, nous

---

<sup>149</sup> Roussel, BSPV, 1976, p. 66. Roussel fait état d'un délai de 3 heures supplémentaires et d'un autre de même durée, mais ils n'ont jamais été portés à notre connaissance. De plus, parvenus au château de l'Hermitage, un retour en ville nous aurait paru dangereux.

<sup>150</sup> A. Roussel, BSPV, vol. 76, p.67. Nous verrons ultérieurement que l'évacuation de toute la population en Allemagne avait été programmée.



accueillera dans notre détresse.

Nous décidons de nous y rendre. Au moment de partir, mon père enveloppe du regard sa maison et déclare : « C'est la dernière fois que je vois ma maison ».

En sortant, nous rencontrons nos voisins qui s'en vont, résignés comme nous. Nous apercevons William de Lesseux qui descend de sa propriété située à Saint Roch. Déjà âgé, il marche difficilement ; il porte un pot de miel. Il est accompagné de sa petite-fille Michèle et de sa gouvernante. Le frère de Michèle, William, a été déporté la veille.

Eux aussi se rendent au château de l'Hermitage.

Depuis la Toussaint, nous entendons très distinctement les mitrailleuses américaines tirer au coup par coup : les Américains sont en face, du côté de la Bolle à cinq kilomètres à peine. Pourtant ils n'avancent pas. Nous désespérons de les voir arriver.

Après la déportation des hommes, c'est maintenant l'évacuation forcée des femmes, des enfants et des personnes âgées.

Jusqu'où iront les Allemands si on les laisse faire ? Pourquoi les Américains ne libèrent-ils pas la ville ? Tous se posent ces questions avec anxiété, certains avec colère.

La neige commence à tomber. Nous passons devant toutes ces maisons qui nous sont si familières et dont plusieurs offrent maintenant au regard des plaies béantes du fait des bombardements.

Nous traversons la Meurthe qui est en crue, une crue telle qu'on ne lui en avait pas connue depuis longtemps. Elle rase les berges et s'écoule en courants rapides et remous d'eaux rougeâtres.

Durant trois kilomètres, nous marchons au milieu d'un cortège interminable d'évacués consternés et profondément choqués par la déportation de la veille, transportant, tirant ou poussant leur chargement sur des chariots ou des poussettes, avec la crainte de voir les tirs américains se raccourcir pour venir les frapper avant

qu'ils n'aient trouvé un abri.

Pour beaucoup, c'est une profonde détresse. A la souffrance d'être arrachés à leur foyer, s'ajoutent la peine d'être séparés d'un ou de plusieurs êtres chers : père, fils, gendre, déportés la veille et l'anxiété d'être sans nouvelle d'eux.

Les populations des localités voisines sont également chassées : Sainte Marguerite, Remomeix, Etival, Hurbache, Pair et Grandrupt, La Voivre, Nayemont les Fosses. Elles sont hébergées dans des bâtiments publics ou chez les habitants du Faubourg et de Foucharupt qui les accueillent généreusement. Ce sont donc près de 30 000 personnes qui dans des conditions d'hygiène déplorables, s'entassent là où en logeaient 8000<sup>151</sup>.

Nous venons de traverser le porche de la conciergerie de l'Hermitage et commençons à monter l'allée menant au château lorsqu'un militaire qui descendait avec quelques cosaques, s'arrête à notre hauteur et lance à mon père : « Bonjour, Maître Gérard ». Mon père reconnaît cet homme. C'est un pur Déodatien sous l'uniforme allemand, Fellmann, qui a été interprète à la Kommandantur.

Ma mère qui suivait, arrive. Mon père, plus pour la prévenir que pour la présenter, lui dit : « C'est Monsieur Fellmann ». Ce dernier déclare : « Voyez, j'ai changé d'uniforme ». Il commande une unité de cosaques. Mon père saisit l'occasion pour lui déclarer : « J'espère que vous allez protéger nos maisons ». Et l'autre de répondre d'un ton tout à fait « rassurant » : « Oh ! Il ne faut pas demander aux cosaques de protéger les biens des civils ». Et il se dirige vers la sortie<sup>152</sup>.

Au début de cet après-midi du 9 novembre, avec une précision et un cynisme remarquables, un militaire allemand déclare à un Déodatien : « Depuis midi cinq, tout ce qui est sur la rive droite nous appartient<sup>153</sup> ».

---

<sup>151</sup> A. Roussel ; BSPV, 1972, vol. 76, p. 67 / Saint Dié ; nov. 1944, mois d'angoisse, mois d'espoir, p. 15. JL Mongel, BSPV 1963, p. 204

<sup>152</sup> Monseigneur Blanchet, BSPV 1974, vol. 77. Journal en date du 9 novembre 1944, p. 49 et « les derniers jours du vieux Saint Dié », p.66.

<sup>153</sup> Monseigneur Emile Blanchet, Journal. BSPV, p.49 et 66. Georges Baumont, Saint Dié, Terre brûlée, p. 41.

Tout en continuant à monter vers le château, nous nous apercevons que nous ne sommes pas les seuls à avoir choisi ce refuge : de tous côtés affluent des expulsés avec leur chargement. Il neige toujours et il fait très froid, il souffle un vent glacial.

Arrivés au château, nous constatons une grande agitation dans le hall, que nous connaissons bien pour y avoir passé de bons moments.

Une foule considérable d'évacués s'y presse. Elle peut être évaluée à 400 personnes.

Or, le château est déjà occupé en grande partie par l'état-major du Général Heckel avec une suite importante de militaires.

Madame de Lassus, dont le fils Antoine a été déporté la veille, s'efforce d'héberger tout le monde dans les locaux encore disponibles.

Elle nous installe dans la bibliothèque (située à droite en entrant), les Lesseux d'un côté et nous de l'autre. Nous bénéficions d'un peu de calme et de repos. Chacun range les quelques affaires qu'il a pu apporter.

Puis nous nous rendons dans la salle à manger où autour de notre hôtesse se sont réunis, ses enfants, ses petits-enfants et ses autres amis qui ont été également évacués avec leur famille.

Ces retrouvailles nous permettent de nous soutenir et de nous réconforter mutuellement. Nous en avons bien besoin dans cette situation dramatique.

Les bombardements américains se poursuivent avec intensité. Des réfugiés racontent que des obus sont tombés non loin d'eux pendant leur marche. En outre, le château est particulièrement visé, certainement en raison de la présence de l'état-major allemand. Le soir du 9 novembre, les caves et les couloirs du sous-sol sont bondés de réfugiés qui y passent la nuit sur un peu de paille.

Nous n'avons aucune nouvelle de Grand-Mère, car il nous est impossible de quitter le château pour la rejoindre au centre, en raison des bombardements et du risque d'être arrêté en ville, très surveillée par les patrouilles allemandes et la Gestapo. Nous saurons plus tard qu'elle a quitté sa belle propriété avec son ménage de jardiniers

(dont le fils Roger a été déporté la veille) et qu'elle a été hébergée par les amis de ces derniers dans leur cave, rue d'Alsace. Nous la reverrons à la Libération en ce même endroit, supportant son sort avec courage et heureuse d'apprendre que j'ai échappé à la déportation. Elle a 79 ans ; elle rappelait souvent qu'à l'âge de 5 ans elle avait vu les Uhlans à Saint Dié en 1870.

A l'hôpital Saint Charles, à 7 heures du matin, ordre est donné au médecin chef et à la direction d'avoir à évacuer les lieux immédiatement.

Le médecin et le directeur refusent de partir. Après avoir tenté d'obtenir l'autorisation de rester sur place, ils reçoivent vers midi l'ordre de « vider les lieux » avant 19 heures et de transférer les malades et les blessés à l'ancien hôpital de Foucharupt.

Une fois l'ordre d'évacuation donné, l'hôpital Saint Charles est gardé militairement. Un officier déclare qu'on fusillera tout le monde si à 19 heures les locaux ne sont pas évacués.

Les malades et les blessés dont certains avaient été amputés, soit au total 214 personnes, sont entassés dans trois chariots à échelles et un tombereau tirés par des chevaux, sous la neige et dans le froid. Ce lamentable cortège est dirigé vers l'hôpital de Foucharupt<sup>154</sup>.

Cet hôpital compte déjà plus de 1600 réfugiés. Parmi eux, se trouvent les vieillards de l'Hospice saint Joseph, ainsi que les populations de Saint Roch et de la rue d'Ormont. Les contagieux ne pourront être isolés et certaines salles contiendront jusqu'à 75 personnes<sup>155</sup>.

Le lendemain 10 novembre 1944, au lever du jour, nous constatons que le parc

---

<sup>154</sup> Voir Annexe I. Sur l'évacuation de l'hôpital Saint Charles.

<sup>155</sup> A. Roussel, BSPV 1972, p. 66-67. JL Mongel, BSPV 1963, p. 205. Ohi des Marais, Histoire chronologique, p. 366-367.

est couvert de neige. Mais déjà le bruit court que les Allemands inquiets de voir les réfugiés si nombreux occuper le château, exigent leur évacuation immédiate.

Ils craignent aussi que des résistants s'infiltrent dans cette foule (ce qui était d'ailleurs vrai). Leur inquiétude s'avive, lorsqu'une messe est célébrée dans le hall. Croyant à une manifestation d'hostilité, ils postent de nouvelles sentinelles en armes.

Le désespoir s'empare des réfugiés devant l'ordre qui leur est donné d'abandonner un lieu où malgré tout ils se sentaient un peu en sécurité. Notre angoisse ne fait que croître.

Cependant, Madame de Lassus décide de se mettre en rapport avec l'état-major pour obtenir que ses amis puissent rester chez elle. Elle demande à mon père de l'assister. Tous deux parviennent à rencontrer un officier supérieur et lui font valoir que la propriétaire a accueilli avec ces réfugiés, des parents et des amis qui lui auraient rendu à elle-même et à ses proches, le même service s'ils s'étaient trouvés dans la même situation.

Nous attendons anxieusement les résultats de cette négociation : d'abord, les Vincent sont autorisés à rester en qualité de cousins de Madame de Lassus, de même les Lesseux, puis nous six. Enfin, peu à peu, mon père et Madame de Lassus parviennent à « arracher » à l'officier allemand l'autorisation de rester pour tous les amis, soit au total 40 personnes avec le personnel des familles, les autres réfugiés devant quitter le château. D'ailleurs beaucoup sont déjà partis.

« Vous avez gagné » dit l'officier à mon père.

Cependant, avant de se retirer, il lui demande si parmi les personnes autorisées à rester, se trouvent des hommes de 16 à 45 ans.

Mon père répond qu'il y en a deux, son fils, Paul-Daniel, 17 ans, et un ami Paul Vieille, 20 ans<sup>156</sup>, qu'ils se sont présentés l'avant veille à la caserne Chérin et qu'ils ont été autorisés à rentrer chez eux. « Ah ! déclare l'officier, ils font partie des 300

---

<sup>156</sup>En réalité, Paul Vieille qui était de Paris et séjournait à Saint Dié chez sa grand-mère Madame Vincent, ne s'était pas présenté à la caserne, mais je l'avais mis au courant des conditions dans lesquelles j'avais été autorisé à rentrer à la maison.

hommes que J'AI EXEMPTES ! ».

Ainsi, cet officier était le chef de la Gestapo devant lequel j'avais comparu le 8 novembre lors du rassemblement des hommes à la caserne Chérin.

Antoine de Lassus ayant été déporté, mon père essaye adroitement de savoir ce que sont devenus les hommes emmenés le 8 novembre, dont on est absolument sans nouvelles. La réponse du chef de la Gestapo lui laisse penser qu'ils sont hélas partis pour l'Allemagne, ce que dissimule mon père à Madame de Lassus.

L'officier demande à me voir ainsi que notre ami. Et tous les soirs jusqu'à son départ, il viendra vérifier si nous sommes bien présents, braquant sa lampe électrique sur notre visage.

Il convient d'indiquer qu'en sus des 40 personnes autorisées à rester, 40 autres ont été cachées dans les caves et qu'elles y sont demeurées jusqu'à la Libération.

Peu à peu, la vie au château s'organise.

Mon père est chargé du ravitaillement de la communauté. Les denrées sont rares. On trouve un peu de viande, car les réfugiés de la campagne ont pu amener avec eux quelques bêtes qui doivent être abattues faute de fourrage pour les nourrir<sup>157</sup>. Le lait et la farine manquent.

Pour remplir sa mission, mon père doit se rendre en ville sous les tirs américains. Lorsque les bombardements s'intensifient, il se réfugie en chemin dans les pavillons d'habitation de la rue de Foucharupt qui tremblent, tant leur construction est fragile. La pensée de savoir notre père en danger nous plonge chaque fois dans l'anxiété.

Les caves dont nous disposions au Château n'étaient pas d'une sécurité absolue. Elles n'étaient pas complètement enterrées. Si les murs étaient très épais, elles avaient de larges soupiraux vitrés avec vues droites sur le parc, de sorte que durant les bombardements, il est arrivé que des éclats d'obus transpercent les vitres et pénètrent à

---

<sup>157</sup> A. Roussel. BSPV, vol.76, p.69

l'intérieur tout brûlants. Ce fut le cas dans notre cave qui se trouvait dans un angle du bâtiment avec ouvertures des deux côtés.

Les petits enfants s'amusaient à ramasser les éclats d'obus qu'ils trouvaient en nombre un peu partout, souvent encore brûlants.

L'intensité et la fréquence des bombardements par artillerie étaient variables.

Un obus a complètement dévasté une pièce d'angle au rez-de-chaussée, provoquant les larmes de la propriétaire.

Fort heureusement ceux qui l'occupaient venaient de la quitter en raison de la multiplication des tirs.

Il est d'ailleurs curieux de constater que cette énorme bâtisse n'ait pas subi d'autres dégâts aussi graves.

Une anecdote : Un jour, en raison du souffle provoqué par un obus tombé à proximité de la cuisine, une poêle contenant du boudin qui était en train de cuire, s'est envolée littéralement et a atterri dans le hall. Le contenu s'est répandu sur le sol. Nous avons alors vu Madame R., femme très distinguée, se précipiter, s'allonger sur le sol et laper cette nourriture avec les chiens qui étaient accourus, profitant de l'aubaine. Rien n'a été perdu !

Un détail : des feuillées ont été aménagées pour la communauté qui comprenait environ cent personnes.

Le 11 novembre, le soleil apparaît, la température remonte ; c'est l'été de la saint Martin.

Pour la première fois, j'ai pu faire une toilette complète.

Les ordonnances attachées à l'état-major utilisaient les cuisines du château. Ainsi les personnes qui étaient au service de Madame de Lassus et de ses amis étaient en contact avec ces militaires. Elles réussirent par leur intermédiaire à obtenir pour leurs « patronnes », l'autorisation de retourner en ville afin de ramener des affaires.

Un transport est organisé le 12 novembre dans l'après-midi.

Ma mère part avec trois amies dans une voiture à échelle tirée par un cheval et conduite par un Allemand, simple soldat.

Toute l'après-midi, dans la bibliothèque, nous attendons avec inquiétude le retour du convoi. Ma mère arrive enfin et aussitôt se jette dans les bras de mon père, éclatant en sanglots et à bout de nerfs. Remise après un moment, elle raconte ce qu'elle vient de vivre : ses amies étaient descendues au centre de la ville devant chez elles ; elle reste seule quand elle est emmenée rue des Trois Villes.

L'aspect de cette cité bombardée, complètement vidée de ses habitants, est sinistre et oppressant. Elle remarque sur le seuil de chaque habitation, même la plus modeste, des ballots ficelés, qui devaient contenir des objets pillés et qui étaient prêts à être enlevés.

En effet, le pillage des maisons a commencé dès l'évacuation de la population<sup>158</sup>.

Ma mère avait pensé à tout ce qu'elle voulait rapporter. Mais arrivée à la maison, elle ne trouve plus les choses à leur place. Elle constate qu'un tri sélectif a même été opéré. Ainsi dans un tiroir, le bon savon a disparu, seul reste l'ersatz. Certainement, des femmes ont participé au pillage.

Des ballots ficelés ont été posés sur le perron de l'entrée. Il lui est impossible d'en examiner le contenu. Elle n'en met qu'une douzaine dans la voiture à échelle, laissant assez de place pour ses amies.

Au dehors, elle rencontre un soldat allemand complètement ivre qui lui barre le passage et casse une bouteille devant elle sur le pavé. Elle est saisie d'angoisse.

Elle avait encore en mémoire les récits des réfugiés, témoins ou victimes des atrocités commises par les Allemands à Nomeny et à Gerbéviller lors de la première

---

<sup>158</sup> Ohl des Marais, Histoire chronologique, p. 367. A. Roussel ; Bulletin de la société philomatique, 1972, vol.76, p. 67. Les hommes de Saint Dié, p. 56-57. Meubles, tapis, linges, matelas, tissus, œuvres d'art, tableaux, vivres, vêtements, boissons sont empilés dans des grands cars et des camions qui partent pour l'Allemagne. Le pillage méthodiquement organisé était exécuté avec le concours de la NSKK (Nationalsozialistisches Kraftfahrerkorps : Force de transport du parti national socialiste) dont le quartier général était installé à Plainfaing.



guerre mondiale qu'elle vécut entièrement à Nancy, ville de front<sup>159</sup>.

Ma mère rejoint ses amies. Elle constate avec surprise que ces dernières n'emportent que peu de choses. Il est vrai qu'elles étaient en séjour dans une propriété de famille, leur foyer étant à Paris.

Ma mère a toujours regretté de ne pas avoir emporté tous les ballots ficelés qui étaient préparés dans l'entrée de la maison.

\*\*\*

Durant cette période, que se passe-t-il en ville ?

Le vendredi 10 novembre 1944, une mairie provisoire s'est installée dans la propriété d'Emile Trimbach, rue d'Alsace. Les adjoints Villaume et Louis assument les responsabilités municipales, car le maire Pierre Evrat doit se maintenir sur la rive droite, comme responsable à la disposition constante de l'autorité allemande. La municipalité va s'efforcer de parer aux besoins les plus urgents de la population qui s'est accrue avec l'arrivée des personnes expulsées des environs.

Mais les moyens sont limités. Néanmoins, elle réussira à organiser des distributions de pain, de pommes de terre et de charbon, en petites quantités sans doute, mais bienvenues.

Un hôpital est improvisé au Nouvel Hôtel, mais il y a peu de médicaments, car cinq pharmacies sur sept sont sur la rive droite et les Allemands se sont opposés au transfert de leurs stocks sur la rive gauche<sup>160</sup>.

Le bombardement continue sur la crête du Mont Saint Martin. Une batterie allemande située derrière le château des Allouettes répond. Un incendie faisait rage chez Prolor, rue des Trois-Villes.

---

<sup>159</sup> Voir Mercier, Directeur de l'Est Républicain, « Nancy sauvée ».

<sup>160</sup> Roussel, BSPV 1972, p. 72. JL Mongel, p. 206-207. Ohl des Marais, Histoire chronologique, p. 368.

Le samedi 11 novembre 1944.

A Saint Dié, 103 explosions ont été entendues ; ce sont des installations ferroviaires qui achevaient de sauter ; des incendies aussi sont situés à Robache, aux établissements Delaeter et à la bonneterie Bloch.

Après avoir autorisé le retour sur la rive droite de civils munis de brassards, les Allemands trouvant qu'il y avait trop d'abus, interdisent toute traversée de la Meurthe.

A Moyennoutiers, les Allemands ordonnent l'évacuation immédiate de la population sur Saint Dié. C'est un lamentable cortège sous les abois rauques des feldgendarmes : « Schnell, Schnell », tout cela pendant que les obus pleuvent, car depuis la Toussaint, la commune est sous le feu des batteries américaines.

Les Déodatien accueillent ces nouveaux réfugiés en se serrant dans leurs caves.

Les habitants de Saulcy-sur-Meurthe reçoivent également l'ordre d'évacuation<sup>161</sup> sur la rive gauche de la Meurthe.

Les Américains occupent La Bolle.

Le dimanche 12 novembre 1944<sup>162</sup>.

Le ravitaillement devenant critique, grâce à son obstination, le maire Pierre Evrat obtient du Capitaine Schneider, commandant de la place, l'autorisation d'essayer de récupérer des vivres dans les hôpitaux et les magasins de certains quartiers désignés. Mais c'est à condition qu'il prenne la tête du convoi et sous son entière responsabilité. Un premier convoi dirigé par le Maire est mené à bien.

Il y a des bombardements sporadiques.

En même temps, des rumeurs inquiétantes se répandent ; les Allemands auraient l'intention de refouler toute la population, soit vers l'Ouest dans les lignes américaines,

---

<sup>161</sup> A. Roussel, BSPV, 1972, p. 73. Ohl des Marais, Histoire chronologique, p. 367. JL Mongel BSPV 1963, p. 207. G.Baumont, Saint Dié, Terre brûlée, p. 41-42.

<sup>162</sup> A Gérardmer, un lieutenant du génie déclare au maire qu'il est chargé d'opérer des destructions dans la ville, car, dit-il, les troupes alliées vont progresser vers la chaîne des Vosges et il est nécessaire que les cantonnements sur lesquels ils comptent, soient anéantis.

soit vers l'Est en Allemagne.

Dans la journée, les Américains lancent des tracts par obus, les uns destinés aux Allemands, leur demandant de se rendre et leur servant de laisser-passés, les autres adressés à la population civile ainsi libellés<sup>163</sup> :

*« Etat-Major de la 7ème Armée Américaine.*

*Français,*

*La liberté est à vos portes.*

*Nous connaissons vos souffrances et les malheurs qui se sont abattus sur vous durant quatre années d'odieuse occupation où le mensonge, le pillage, le viol, la déportation ont été maîtres. Nous savons que votre désir le plus ardent est d'être libérés du joug nazi. Patientez nous arrivons.*

*Pour chasser l'envahisseur qui se défend âprement, lâchant le terrain pied à pied et qui sait l'heure du châtement proche, nous devons l'attaquer où il est même s'il est dans votre maison.*

*Nous sommes déterminés à détruire l'ennemi, mais notre désir le plus ardent est de vous éviter des destructions inutiles de vos biens, de vos personnes, etc... »*

Dans la nuit, on entend de violentes explosions : les Allemands auraient fait sauter des maisons à la Behouille et au Bois Basselin.

Le lundi 13 novembre 1944.

Le maire de Saint Dié dirige un nouveau convoi de récupération de vivres sur la rive droite.

Le Capitaine Schneider lui déclare le soir qu'il pourra encore lui accorder la

---

<sup>163</sup> Roussel, BSPV 1972, p. 73. Ohl des Marais, Histoire chronologique, p. 368.

permission de mener un autre convoi le lendemain.

Dans la soirée, la cartonnerie de Sainte Marguerite est incendiée<sup>164</sup> ainsi que les fermes de Gratin.

Les Allemands continuent à piller les fermes, emmenant mobilier, bétail, fourrage, etc...

Mardi 14 novembre 1944.

Le convoi autorisé la veille est formé. Il est divisé en deux parties : l'une avec l'adjoint Louis va à la houille à l'entreprise Trimbach, l'autre avec le capitaine Schneider et le maire Evrat va aux hospices.

Les Allemands sont très nerveux et menacent de fusiller les hommes qui quitteraient la corvée de la rive droite.

Subitement vers 10h, le capitaine Schneider vient dire au maire d'arrêter le chargement, de gagner au plus vite la rive gauche, précisant qu'il a été chargé de l'évacuation et qu'il est responsable de tous les accidents.

Au maire qui surpris l'interroge, il répond que la Ville est condamnée. « A ce moment précis, déclarera le maire dans la relation des événements qu'il fera devant le conseil municipal, réuni pour la première fois à la Libération, j'apprends la destinée de Saint Dié. Le feu avait commencé son œuvre par la rue des Trois Villes ».

Certains chroniqueurs situent le début de l'incendie, place Jules Ferry, à la pharmacie Duménil, dite « maison du baptême de l'Amérique » sur laquelle est apposée une plaque rappelant que les érudits du Gymnase Vosgien avaient en 1507 donné le nom « América » au nouveau continent qui venait d'être découvert.

Le maire Pierre Evrat et d'autres témoins affirment que l'incendie de la ville a bien commencé par la rue des Trois Villes<sup>165</sup>.

<sup>164</sup> Ohl des Marais, Histoire chronologique, p. 368.

<sup>165</sup> Ohl des Marais, Chronologie, p. 368. JL Mongel, BSPV, p. 208.

### XIII. L'incendie et la destruction de la ville.

Le 14 novembre 1944 vers midi, alors que je prends l'air dans une allée proche du château, j'aperçois de gros nuages de fumée jaunâtre qui s'élèvent au-dessus de la ville. Je retourne au château où le bruit court que Saint Dié brûle. C'est la stupeur et l'épouvante.

Mon père gagne aussitôt le toit du château, d'où la vue s'étend sur Saint Dié et la vallée de la Meurthe.

Il parvient à apercevoir distinctement la rue des Trois Villes et sa maison en feu.

L'incendie va se dérouler méthodiquement, quartier par quartier et durer jusqu'au 20 novembre 1944.

Pour mettre le feu, les Allemands utilisaient des ballots de coton qu'ils avaient pillés dans les usines de textiles et imbibés d'essence ou d'alcool<sup>166</sup>. Pour attiser l'incendie, ils brûlaient les rideaux, ils enlevaient les portes et les fenêtres, ils employaient également des plaquettes de phosphore tournoyantes dont je verrai quelques exemplaires après la Libération, entre les mains d'enfants qui les ont retrouvées dans les ruines et s'en servaient pour jouer. Les caves sont détruites à la dynamite ou avec des grenades incendiaires afin de ne plus servir d'abri ultérieurement.

Le côté ouest de la rue Thiers est embrasé ; l'Hôtel de Ville est en flammes.

De la rue Thiers, les incendiaires gagnent la rue Stanislas, les quais du Parc et Pastourelle ; les immeubles qui résistent au feu sont détruits à la dynamite. Le feu dévore les quartiers de la Concorde et de la rue de l'Orient. Il sort à plein de toutes les issues.

Le 15 novembre, c'est l'autre côté de la rue Thiers qui est livré aux flammes. La

---

<sup>166</sup> Témoignage de Madame Simone Mourot, épouse de Pierre Mourot, avocat, déporté, au sujet de l'appartement de son beau-père, Maître Mourot, avoué, place Stanislas. (Saint Dié, novembre 1944, mois d'angoisse, mois d'espoir, p.77).

partie nord de la rue d'Hellieule, et la rue de la Menantille s'embrasent ; puis le côté ouest de la place Saint Martin. L'incendie fait rage, attisé par un vent violent. Les habitants vont jusqu'à cette place regarder impuissants et la rage au cœur, le sinistre travail des incendiaires. Ils sont retenus par des chevaux de frise qui ont été disposés sur la place, ainsi que tout au long des rues d'Hellieule et de la Prairie, du côté Sud. A l'angle de la place avec la rue de la Prairie a été posé un panneau de bois en forme de flèche portant les mots « zone de sécurité » en lettres noires sur fond jaune, qui délimite la partie évacuée et en interdit l'accès.

Les sentinelles allemandes, derrière les barbelés, restent impassibles. Sous les yeux des Déodatien, de jeunes Allemands de 14 et 15 ans en uniforme se pavanent et jettent de temps à autre une grenade incendiaire ou une plaque de phosphore dans les maisons où le feu semble ralentir<sup>167</sup>.

Je dois ici évoquer un souvenir.

En 1991, lors d'un séjour à Orléans, sur l'initiative de mon fils Patrick, Recteur d'Académie, nous visitons l'Abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire, guidé par un moine bénédictin. Françoise et moi admirons la chapelle de pur style roman, d'une grande luminosité. Françoise remarque qu'elle comporte des ouvertures plus grandes que celles de la Petite Église de Saint Dié qui date de la même époque. Notre guide entend la remarque et nous demande « Vous connaissez Saint Dié ? » Françoise lui répond que son mari est Déodatien. Ce bénédictin nous raconte alors, qu'en novembre 1944, étant novice, il habitait rue de la Bolle à Saint Dié et qu'il a vu les Allemands incendier la place Saint Martin. Il en garde un souvenir précis et ému, se rappelant que le bruit des flammes consumant les constructions, ressemblait à celui d'une soie qu'on froisse.

Toujours le 15 novembre, les autorités civiles et l'évêque de Saint Dié, pour tenter d'obtenir l'autorisation de défendre contre l'incendie, la partie de la ville située au-delà du territoire évacué, ainsi que quelques garanties de ravitaillement, effectuent une démarche auprès du capitaine Schneider, commandant de la place. Monseigneur

---

<sup>167</sup> Ohl des Marais ; Histoire chronologie, 1963, p.369-370.

Blanchet donnera un récit détaillé de l'entrevue dans son journal<sup>168</sup> et l'évoquera à la messe de Te Deum de la Libération, le dimanche 26 novembre<sup>169</sup>.

Au château, la cuisinière alsacienne d'une de nos amies, indignée, s'en prend à une ordonnance allemande et lui montre l'incendie en lui répétant avec son accent alsacien : « C'est beau ça ! C'est une honte ! » L'autre paraît quand même gêné et lui dit « C'est pas moi ». La cuisinière lui rétorque : « Alors, c'est moi peut-être ! ».

La nuit, dans le hall du château, les sentinelles allemandes, avec leur fusil sur l'épaule, se détachent comme des ombres chinoises sur les flammes qui s'élèvent de la ville, formant un rideau de feu de 40 mètres de haut. Le spectacle est dantesque. D'Arnould à Raon l'Étape, c'est la vallée des flammes dont Saint Dié est le bûcher central<sup>170</sup>. Les lueurs de l'incendie sont visibles même au-delà des Vosges, du côté de Colmar. Elle sont aperçues à Nancy et même à Belfort.

Dans l'après-midi du 15 novembre 1944, des officiers de l'état-major du Général Heckel ordonnent que les habitants du château descendent dans les caves et y restent jusqu'à nouvel ordre. Ils annoncent qu'« il va y avoir une grosse bataille ».

Au cours de la nuit, outre les bombardements, nous entendons, au-dessus de nous, un certain remue-ménage, mais étouffé.

Le lendemain matin, 16 novembre, nous nous risquons à remonter au rez-de-chaussée. Après un examen attentif et prudent, nous constatons que l'état-major, les sentinelles, tous les occupants allemands sont partis.

En nous donnant l'ordre de rester dans les caves, ces messieurs n'ont pas voulu que nous assistions à leur départ. Nous découvrons au premier étage un sabre et un uniforme allemand abandonnés.

Devant cette nouvelle situation, nous décidons de poser derrière le château des

<sup>168</sup> BSPV, 1974, p. 50 / Voir le chapitre XIV : « Monseigneur Blanchet, un évêque courageux ».

<sup>169</sup> Monseigneur Blanchet. Neuf allocutions données à Saint Dié ; septembre-novembre 1944. Imprimerie coopérative à Epinal.

<sup>170</sup> Est Républicain. Combats pour la liberté. La libération des Vosges, novembre 1994.

draps blancs en formant une très grande croix, cela afin de tenter de faire comprendre aux artilleurs et aux aviateurs américains qui nous observent, que la propriété n'est plus occupée par les Allemands.

Cependant, l'incendie de la ville se poursuit. Ce 16 novembre 1944, vers 13h30, les Allemands mettent le feu aux immeubles de la rue de la Prairie, puis à ceux de la Place Saint Martin, côté est, compris entre cette rue et le quai Carnot.

Dans la nuit du 16 au 17 novembre 1944, vers 2 heures du matin, étant réfugiés à la cave comme d'habitude, nous entendons de nombreuses et très fortes explosions, au point que le sol tremble.

Nous apprendrons que durant cette nuit, la cathédrale, les immeubles en béton de la rue Saint Charles et tous les ponts sur la Meurthe - Grand pont, pont du Breuil, pont du Parc, la passerelle de la Caisse d'épargne, la Vanne de Pierre, le pont de Foucharupt sur la voie ferrée - ont été détruits par la dynamite. Le Cloître a été endommagé. Il ne reste rien de l'Hôpital Saint Charles, ni de l'orphelinat.

Un Allemand a filmé la destruction depuis le seuil de l'hôpital Saint Charles. Fait prisonnier, le film a été retrouvé sur lui. Il a servi à constituer, avec d'autres films, un documentaire intitulé « Frontières de la liberté » qui a été diffusé en France<sup>171</sup>.

Les Allemands semblent avoir quitté la rive gauche de la Meurthe. La rive droite est complètement anéantie. Seuls subsistent deux ou trois îlots qui ont échappé au désastre. Les deux tours de la cathédrale ont été préservées par hasard, les câbles qui devaient mettre le feu aux charges ayant été coupés par l'explosion prématurée du transept.

Dans la soirée, une patrouille d'une vingtaine de FFI fait son apparition.

Raon l'Etape est libérée par la 100<sup>ème</sup> division US et le 399<sup>ème</sup> RI de la VII<sup>ème</sup>

<sup>171</sup> Article de Jean-Louis Mongel in Bulletin Société Philomatique Vosgienne, 1963, p. 209-211. Ohi des marais ; ibid. p. 368 / Les hommes de Saint Dié, p. 204 : Les Allemands ont projeté ce film en Allemagne, prétendant que c'étaient les Américains qui avaient brûlé la ville. Ce film a été vu par des Déodatien déportés, dans les cinémas de Mannheim et de la région.



armée US. La ville a subi de violents bombardements pendant plusieurs semaines et a particulièrement souffert : rues éventrées, 153 maisons totalement détruites par le feu ou par explosifs ; plus de 439 gravement endommagées. Les 7 ponts et 8 passerelles sont détruits. De nombreux édifices publics sont sérieusement touchés, sinon démolis. Des obus allemands vont encore tomber sur la ville pendant quelques jours. On déplore la mort de 30 personnes.

Laneuveville a moins souffert, mais le noyau industriel et les papeteries ont été détruits ou sérieusement endommagés.

Quelques groupes ennemis combattent encore aux environs de l'agglomération, mais l'avance rapide de la 2<sup>ème</sup> DB du Général Leclerc sur Strasbourg, oblige les Allemands à quitter hâtivement la région.

Les Américains occupent Taintrux.

Le samedi 18 novembre 1944, les Allemands qui s'étaient retirés vers Robache, reviennent à Saint Dié dans l'après-midi et incendient des îlots de maisons qui avaient été épargnées<sup>172</sup>.

En outre, ils arrêtent dix malheureux Déodatians qui étaient retournés dans les ruines. Ils les rassemblent dans la cour du collège et après leur avoir dit de rentrer chez eux, au moment où ils s'en vont, les tuent en leur tirant dans le dos. Parmi eux se trouvait Joseph Kolod, chauffeur aux Pompes Funèbres, qui avait perdu, le jour de la Toussaint, son jeune fils mortellement blessé par un éclat d'obus.

Au cours de ce massacre, Paul Studer a été tué, mais son frère Pierre, qui était avec lui a été atteint de 8 balles. Il échappera au coup de grâce et réussira à s'enfuir et à regagner la rive gauche, où il sera hospitalisé et soigné au Nouvel Hôtel<sup>173</sup>.

Par ailleurs, un groupe d'une quarantaine de personnes sera emmené par Dijon, Grandrupt, Neuvillers, jusqu'à Provenchères où il sera heureusement relâché en raison de l'arrivée des avant- gardes américaines.

Des avions d'observation survolent la ville, attaqués par la DCA allemande. Il y

---

<sup>172</sup> Article de Jean-Louis Mongel in Bulletin Société Philomatique Vosgienne, 1963, p. 372.

<sup>173</sup> Cf. La libération des Vosges ; Les cahiers de la liberté de l'Est. p. 41.

a de nombreux tirs d'artillerie.

Toujours ce 18 novembre 1944, Oberg quitte Plainfaing avec son état-major et se rend à Belfort d'où il gagnera Fribourg-en-Brisgau quelques jours après.

A Saint Dié, des éléments de pointe d'une compagnie américaine s'aventurent dans le Faubourg pour se retirer aussitôt sur Foucharupt.

Le dimanche 19 novembre, nouvelle incursion des Allemands rue du 10<sup>ème</sup> Bataillon, où ils arrêtent encore sept personnes, dont Renouard, industriel, et Antoine, directeur des services des assurances sociales<sup>174</sup>.

Par clairon on annonce l'interdiction de se rendre sur la rive droite de la Meurthe où il y a danger de mort et d'où des arrière-gardes allemandes tirent sur la rive gauche.

Un avion d'observation plane toute la matinée.

Des avions jettent des bombes sur Saint Roch et sur Robache encore occupés par les Allemands.

Vers 16h30, les Allemands font sauter une maison rue des Jardins, incendient les maisons Goguel et Masson, rue des frères Simon, et l'Imprimerie Loos, rue des Trois Villes.

Une jeep américaine s'avance jusqu'à la place Saint Martin.

Des FFI arrêtent des collaborateurs.

Gérardmer est libérée le 19 novembre 1944. Des unités du 2<sup>ème</sup> corps de la 1<sup>ère</sup> Armée Française, sous le commandement du Général Guillaume : le 2<sup>ème</sup> Régiment de Spahis Algériens de Reconnaissance (RSAR) du Colonel Lecoq, le 3<sup>ème</sup> bataillon du Régiment de Franche-Comté (Colonel André Billet) et le 1er groupe d'escadron du Jura (Colonel Pierre Patoor)<sup>175</sup> font leur entrée dans la ville anéantie, aux ruines encore fumantes, mais heureuse d'être délivrée par des soldats français.

---

<sup>174</sup> Ohl des Marais ; Bulletin de la société philomatique Vosgienne, p.373.

<sup>175</sup> Ces 2 dernières unités étaient composées de FFI qui avaient été incorporés ou s'étaient engagés dans l'armée française.

**XIV : Monseigneur Emile Blanchet, un évêque courageux.**

Début septembre 1944, la débâcle allemande a cessé ; comme il était à craindre, les Hautes-Vosges servent de glacis aux nazis qui y sèment la terreur.

Monseigneur Emile Blanchet, évêque de Saint Dié, a estimé de son devoir de prendre la parole ; il le fit chaque dimanche à la grand-messe et à la messe de 11 heures, depuis le 17 septembre jusqu'au 27 octobre 1944, « pour éclairer, encourager et faire entendre la voix de la conscience »<sup>176</sup>.

Les sept allocutions prononcées avec un courage calme et une très grande élévation de pensée eurent pour auditeurs, mêlés au peuple fidèle, des hommes venus avec d'autres intentions que leur édification personnelle.

L'évêque qui se sait surveillé, épié, pèsera ses mots, saura raffermir les cœurs, bravant sans haine, mais héroïquement l'abjecte Gestapo<sup>177</sup>.

Dans cette atmosphère d'angoisse, étaient guettés avec des dispositions différentes le moindre jugement, la moindre allusion.

Le texte était lu pour qu'il ne put y avoir ensuite aucune contestation sur ce qui avait été dit ; il était photocopié et largement distribué.

**1ère allocution.**

Monseigneur Blanchet débute sa première allocution, celle du dimanche 17 septembre, en constatant que la ville est séparée du reste du monde : plus de lettres, plus de téléphone, plus de déplacements, ce qui crée un sentiment de malaise.

Il met alors en garde les fidèles contre la rumeur. Puis il invite chacun à la

---

<sup>176</sup> Monseigneur Blanchet, évêque de Saint Dié. Neuf allocutions données à Saint Dié, septembre-novembre 1944. Aux habitants de Saint Dié, en souvenir de notre commune épreuve. Cette plaquette comprend les deux allocutions prononcées le dimanche 26 novembre 1944, après la libération : excellente synthèse qui permet de se représenter dans quelles conditions ont été prononcées les allocutions publiées.

<sup>177</sup> JL Mongel, BSPV, 1963, p. 190.

dignité, à la fermeté et à la grandeur dont il doit faire preuve dans l'adversité.

2ème allocution.

Le dimanche 24 septembre, c'est la solennité de la dédicace de la Cathédrale de Saint Dié.

Reprenant un thème et un mot développés jadis par le Cardinal Mercier, Archevêque, Primat de Belgique pendant la guerre de 1914-1918, Monseigneur Blanchet entretient son auditoire sur l'endurance.

Il faut durer, dit-il, il faut endurer. C'est la forme de courage qu'à l'heure actuelle nous commande la vertu du patriotisme. Puis le prélat rappelle : « C'est la gloire du christianisme, n'ayant pu jusqu'ici supprimer la guerre, d'avoir du moins travaillé à la faire moins cruelle et d'avoir maintenu que loin de donner toute licence, elle doit être dominée par les règles de la justice. Et il est bien que les hommes, à cet appel de l'esprit chrétien, aient pris conscience peu à peu de leur propre humanité.

C'est ainsi qu'ont été arrêtées les obligations de l'autorité militaire sur le territoire ennemi, à savoir : interdiction du pillage et limitation d'un commun accord des impôts, réquisitions et services qui pouvaient être réclamés (2ème Conférence de La Haye, 1907 ; annexe à la Convention, section III : De l'autorité militaire sur le territoire ennemi). Sur cet acte solennel auquel ont souscrit six nations, l'Allemagne et la France ont apposé leur signature.

C'est leur honneur d'avoir pris de tels engagements. Des règles alors consenties par nos pays, nous demandons, cela va de soi, l'exacte application. Le respect du droit sera à nous-mêmes une force et une discipline et nous saurons alors faire aux justes obligations de la situation présente, les sacrifices qu'elle impose, sans rien diminuer de notre légitime fierté : nous saurons endurer ».

En cette fête de la Dédicace de la Cathédrale, l'évêque annonce qu'une semaine de prières avait été décidée. Dans les deux paroisses, une foule considérable répondit à l'appel.

3ème allocution.

Le dimanche 1er octobre, la conférence porte sur les appels que le Pape Pie XII a lancés en 1939 pour éviter la guerre, sur le message d'espérance qu'il a envoyé à la France après la défaite, en juin 1940 : « Ne craignez rien, le Salut viendra aussi immanquablement que le soleil remonte à l'horizon... Ne laissez pas pénétrer en vous la discorde, l'inquiétude, la dépression. Courage, confiance, endurance ».

L'évêque rappelle les messages que Pie XII a adressés au monde pendant la guerre, à Pâques 1941, à Noël en 1941 et 1942.

Le Pape dénonce « une série d'actes aussi inconciliables avec les prescriptions du droit international positif qu'avec les prescriptions du droit naturel et même avec les sentiments d'humanité les plus élémentaires ».

Il condamne les bassesses qui ont rendu lettre morte, en certains endroits, les conventions internationales.

L'évêque ajoute : « Ne croyez pas qu'il (le Pape Pie XII) se contente de termes généraux ; il entre dans le détail de ces violations qu'il condamne. Vous lirez vous-mêmes le texte et vous en apprécierez le noble courage ».

Ensuite, Monseigneur Blanchet expose les conditions d'ordre moral et spirituel que le Pape estime nécessaires pour assurer non seulement la paix internationale, mais aussi la paix sociale.

Enfin, le Prélat conclut : « Gardons l'âme de la France ; gardons notre âme, chrétiens, et bravement ».

A la suite de ces rappels du droit international, la Gestapo accentue son attention malveillante sur l'activité de l'Evêque.

Certains miliciens n'hésitent pas à déclarer qu'ils allaient arrêter le Prélat.

4ème allocution.

Le dimanche 8 octobre, l'allocution fut précédée de quelques mots adressés aux hommes qui devaient partir le soir même pour creuser des tranchées.

« Permettez-moi, avant de commencer, de vous féliciter de votre fidélité et s'il faut qu'un certain nombre d'entre vous manquent ici aux prochains dimanches, qu'ils soient bien assurés de mon attachement cordial et solide : votre évêque aussi est fidèle ».

Puis le prélat développe certains problèmes français : travail, natalité, union des français.

Le 8 octobre, c'était la journée nationale de prières pour les absents : l'Evêque prit la parole dans les deux paroisses devant de vastes assemblées qui remplissaient les églises.

#### 5ème allocution.

Le dimanche 15 octobre, la conférence avait pour thème « Christianisme et temps présent » :

« Nous tenons bon pourtant n'est-ce pas, habitants de Saint Dié ? Chrétiens solides, nous essayons de faire notre besogne, et le reste, nous le remettons à Dieu, le maître clairvoyant et souverain. Français des pays de frontières, vous connaissez de longue date et par tradition ce qu'entraîne de calamités la guerre et vous la recevez avec un courage sans mots, je n'ai pas dit sans pensée qui juge et sans cœur qui batte. J'avais, ces jours derniers, des nouvelles toutes directes des humbles habitants d'un village qui venait d'être évacué ; il avait fallu, en quelques heures, tout laisser derrière soi, la maison, les meubles, le bétail, et j'admirais, d'après ce qui m'était rapporté, avec quelle simplicité vaillante ces braves gens portaient l'infortune qui leur était imposée. Faisons comme eux en attendant des jours meilleurs ».

Nul ne se doutait que les Déodatien subiraient bientôt le même sort.

Le même jour, Monseigneur Blanchet se rend à pied à Saint Jean d'Ormont où ont été accueillis les réfugiés de Nossoncourt et de Bazien (canton de Rambervillers). Il s'entretient avec le curé qui lui raconte les bombardements subis, les confessions dans les caves, la mort par éclats d'obus d'un grand séminariste. « On a fait un bon

signe de croix avant de s'en aller », déclare le curé... « en abandonnant derrière soi l'œuvre de plusieurs générations », ajoute un cultivateur.

Le mercredi 18 octobre, Monseigneur Blanchet se joint à la file de ceux qui attendent à la porte de l'Office du Travail. L'examen est très lent. Il présente, avec sa carte d'identité, le bulletin d'exemption qui lui a été remis : il porte la mention « indispensable pour la charge de la population, comme ecclésiastique (als Geistlicher) chargé du service religieux ».

Un autre religieux qui est vicaire à Saint Martin, est requis pour les travaux de défense, tandis qu'un professeur du Grand Séminaire bénéficie d'une exemption à titre de « Bischof ».

#### 6ème allocution.

Le dimanche 22 octobre, Monseigneur Blanchet prononce une conférence sur la solitude et le recueillement.

Le jeudi 26 octobre, l'église Saint Martin est atteinte par les bombardements aériens. La voûte est percée et les vitraux endommagés.

#### 7ème allocution.

Le vendredi 27 octobre, les exercices du rosaire eurent lieu pour la dernière fois à la Cathédrale. Nul ne pouvait alors imaginer le sort tragique qui attendait l'édifice.

L'évêque adresse aux fidèles le « petit mot du soir » qu'il avait pris l'habitude de donner comme consigne à la fin de la prière quotidienne. Ce soir-là, les obus avaient sifflé et éclaté si près de la Cathédrale qu'il devenait imprudent de rassembler en grand nombre les fidèles.

C'était le temps de la vie dans les caves plutôt que dans les édifices publics.

Du même coup et pour la même raison, cessèrent les allocutions du dimanche.

C'est alors que des propos inquiétants circulent selon lesquels un milicien a parlé

de l'arrestation imminente du sous-préfet, du maire et de l'évêque.

Le samedi 28 octobre, les vicaires généraux et l'archiprêtre sont accostés par deux hommes en veste de cuir qui s'enquièreent avec insistance de l'évêque, de son domicile, de sa voiture.

Sur les conseils de son entourage, Monseigneur Blanchet consent à quitter l'Evêché où il est trop isolé, pour se réfugier discrètement au pensionnat de la Providence, où le secret de sa résidence sera bien gardé.

La Toussaint passe sans office pontifical avec de brèves messes basses. L'évêque célèbre la messe dans la cave. Il baptise une petite fille que la mère réfugiée au pensionnat vient de mettre au monde.

Le pillage se poursuit en ville. Les obus continuent à pleuvoir. La rue du Nord, le quartier de la cathédrale, le presbytère et la maison voisine sont atteints.

La bataille se rapproche : elle fait rage à la Chipotte, à Nompatelize, aux Rouges-eaux et à Taintrux. Les populations de ces localités sont évacuées sans ménagement. Monseigneur Blanchet visite, console, reconforte ses diocésains soumis à si rude épreuve.

Le mercredi 8 novembre, à tous les pillages, à toutes les réquisitions et vexations déjà subis, vient s'ajouter à Saint Dié, la déportation de 970 hommes de 16 à 45 ans.

Le même jour, une mesure analogue frappe les hommes de 37 autres communes des Hautes-Vosges. De plus, le soir, un haut-parleur difficilement audible et intelligible en raison de la pluie diluvienne et d'un vent fort, annonce une évacuation de la population pour le lendemain.

Le lendemain 9 novembre, dès 7 heures, lorsqu'il est permis de sortir, Monseigneur Emile Blanchet s'en va en quête de nouvelles précises au sujet de l'inquiétante annonce de la veille au soir -les bruits les plus contradictoires circulant-. Près de l'Hôtel de ville, il voit un officier allemand entouré d'un groupe de personnes. Il lui demande de répéter l'avis qu'un interprète traduit à mesure. Voici ce que l'Evêque



écrit<sup>178</sup> :

*« Les autorités allemandes conseillent instamment à la population de la rive droite de se réfugier sur la rive gauche au-delà de la rue de la Prairie et de la rue d'Hellieule. Il y aura en effet combat et sur la rive droite « danger de mort certaine ». Au-delà des rues indiquées, ce sera zone de sécurité où l'armée allemande s'engage à ne pas envoyer un obus, car poursuit l'officier, c'est la règle de l'armée allemande de ne pas tirer sur la population civile. L'évacuation doit être faite pour 9 heures ; après cette heure, on ne pourra plus traverser les ponts. »*

*J'ai demandé : « Est-ce qu'il est garanti aussi que les Américains ne tireront pas sur la zone de sécurité ? » L'officier a levé les bras au ciel et dit : « Je ne jure pas pour les Américains ». Je fais préciser : « C'est un conseil ? Il n'y a pas d'ordre d'évacuation ? ». L'officier confirme que ce n'est pas un ordre mais reprend l'exposé des raisons et parle à nouveau du « danger de mort certaine »<sup>179</sup>.*

Le conseil se transformera très rapidement en ordre menaçant, accompagné de perquisitions et d'expulsions.

L'évêque se rend alors immédiatement à l'évêché et au séminaire. Il rencontre le Père Herzog, ne le laisse pas dire les dernières prières de sa messe ; il rassemble les communautés et les informe de la situation et du parti qu'il a pris : il ne veut pas exposer les vies pour sauver le matériel. Il fait emporter la crosse, les objets religieux, un peu de linge.

Le temps s'est couvert et la neige commence à tomber. Les membres de l'évêché et ceux du séminaire sont accueillis au pensionnat de la Providence, ainsi que les sœurs du Beau Jardin.

Le clergé de la cathédrale et les chanoines trouvent refuge dans les caves de la salle paroissiale et du presbytère Saint Martin.

---

<sup>178</sup> Monseigneur Emile Blanchet, BSPV 1974, p. 67.

<sup>179</sup> D'après G. Baumont dans *Terre brûlée*, des Allemands avaient laissé entendre à des Déodatien déportés à Mannheim que la ville devait être entièrement évacuée en Allemagne et que leurs familles viendraient les rejoindre. Ultérieurement des bruits ont même couru sur un transfert à Nancy ou à Epinal.

Le préventorium d'Ormont avec l'abbé Grosjean, son aumônier, et ses religieuses, l'orphelinat avec le chanoine Roussel, l'hôpital Saint Charles avec le Père Antoine, franciscain, se réfugient à l'hôpital de Foucharupt qui abritera au total 1200 évacués.

Le délai d'évacuation a été prolongé de quelques heures sans qu'on l'ait su d'abord, comme si tout devait contribuer au désarroi ou à la confusion. Les sœurs de l'évêché et du séminaire en profitent pour y retourner avec leurs poussettes et enlever encore quelques affaires.

Toujours ce jeudi 9 novembre, la même « sollicitude » entoure l'évêque.

Un détail qui paraît confirmer les craintes des vicaires généraux : comme la sœur Geneviève sortait de l'évêché, un homme en tenue de milicien et ayant assez mauvaise mine (la sœur avouait que son regard lui avait fait peur) a demandé : « Et l'Evêque ? Que fait-il ? Est-il encore là ? ».

Une question analogue au sujet du prélat a été également posée à l'archiprêtre par un Allemand.

Mardi 14 novembre, Monseigneur Blanchet rapporte dans son journal<sup>180</sup> qu'au début de l'après-midi alors qu'il neige à nouveau, il apprend par la Supérieure de la Providence que la ville brûle. Il sort aussitôt avec le vicaire général Picard. Immédiatement, tous deux voient au-dessus des toits un énorme nuage de fumée jaune et grise. Ils se rendent place Saint Martin : le spectacle rend muet d'horreur. Toute la gauche de la rue Thiers et tout le fond de la place Jules Ferry sont en flammes. Le feu sort à plein de toutes les ouvertures en larges poussées ; l'hôtel de ville apparaît flamboyant. De toute évidence, le feu a été mis volontairement, méthodiquement, quartier par quartier, maison par maison, jusqu'aux caves. Ils auraient commencé par la rue des Trois Villes . Et l'on sait d'avance que ce n'est qu'un début.

Les Déodatien sortis de leurs abris et rassemblés sur la place Saint Martin contemplent ce spectacle d'horreur, la plupart silencieux, indignés et en même temps,

---

<sup>180</sup> BSPV, 1974, Vol. LXXVII, p. 49.

ne pouvant détacher leurs regards de cette scène d'épouvante. On est atterré, des femmes pleurent. Dans le grand silence, une voix s'élève, une petite voix simple : « C'est la nôtre, maintenant ».

Toujours ce 14 novembre, le capitaine Schneider commandant d'armes, interrogeant un prêtre qui est vicaire à l'église Saint Martin, met une insistance étrange à savoir où habite l'évêque. Comme l'abbé se dérobait, « Monseigneur visite des familles, il est tantôt à un endroit, tantôt à un autre », il insiste : « Mais enfin, il couche quelque part » et il insinue « Faites-moi confiance ».

L'abbé finit par en dire un peu trop long.

L'incendie était l'annonce d'une fin de séjour des occupants, les dernières heures étant celles des mauvais coups, d'une Gestapo sans cesse active et en chasse.

Monseigneur Blanchet se laisse convaincre et change de refuge pour la seconde fois : il se rend chez les sœurs de Niederbronn.

Des lucarnes du grenier, on découvre tout Saint Dié. Le soir, c'est un fantastique brasier qui sur une énorme longueur, éclaire le ciel.

Le mercredi 15 novembre, Monseigneur Blanchet note dans son journal<sup>181</sup> :

« Première partie de la nuit assez agitée : détonations ; on dit ce matin que le pont de Sainte Marguerite a sauté ; des obus, direction Château de Lassus.

Au matin, du grenier, on voit sur la ville une grande couche de fumée : la cathédrale est debout ; derrière, on voit de la fumée avenue de Robache.

A 9h30, explosion très violente ; aux environs de midi, une série de nouvelles explosions.

Vers 12h30, je monte au grenier : grand brasier vers la rive de la Meurthe et au-delà de Saint Martin ; des religieuses en revenant apportent des nouvelles : la place Saint Martin brûle entre la rue d'Hellicule et la Meurthe ; au-delà de la Meurthe, les maisons du quai sont en flammes. Il y a toujours des gens qui contemplent, les uns mornes, les autres furieux : « Ne craignez rien, Monseigneur, ils paieront », me dit

---

<sup>181</sup> BSPV, 1974, Vol. LXXVII, p. 50.

le  
quelqu'un, quand je vais sur la place vers 4 heures ; « Je ne suis pas méchant, mais je demande que Saint Dié soit marraine d'une ville d'Allemagne à qui on ferait subir la même sort, morceau par morceau ». le

Au dire de Monsieur Duval, un Allemand aurait déclaré que ni la petite église, ni la cathédrale, ni le cloître ne seraient brûlés. On verra. On dit à nouveau que le pont sur la Meurthe va sauter et l'on fait évacuer la place Saint Martin ; raison ou prétexte ?

Ce 15 novembre, devant l'ampleur de l'incendie qui s'étend sur la rive gauche et atteint la place Saint Martin, les autorités déodatennes décident d'entreprendre une démarche auprès des responsables allemands, en vue d'obtenir l'autorisation de défendre contre le feu la partie de la ville située au-delà du territoire évacué, ainsi que quelques garanties de ravitaillement.

Une demande d'entretien au Général Heckel (qui est au château de l'Hermitage avec son état-major) a été envisagée, mais on a pensé que les questions concernant la ville n'étaient pas de son ressort.

C'est finalement le capitaine Schneider, commandant d'armes qui sera sollicité.

Monseigneur Blanchet, qui a été mis au courant de ces démarches et invité à se joindre à la délégation, se rend à l'hôtel de ville, rue d'Alsace, où il trouve le sous-préfet Reige, le maire Pierre Evrat, l'ancien maire Léon Jacquerez et Monsieur A. Colin, délégué de la Croix Rouge. Un projet de supplique a déjà été rédigé. Sur la demande de l'évêque, un membre de phrase est supprimé, car il pouvait prêter à chicane et servir de diversion. Le texte définitif est signé par tous les délégués<sup>182</sup>.

Après s'être assurée que la capitaine Schneider pouvait la recevoir, la délégation se rend à la caserne Chérin.

Monsieur Evrat est introduit et remet la supplique.

« Nous sommes introduits dans un local étroit, écrit Monseigneur Blanchet, deux

---

<sup>182</sup> Voir le texte de la supplique, à la fin de ce chapitre.

autres Allemands sont assis près du capitaine ; nous nous asseyons sur son invitation. Il nous déclare longuement ; « Je ne suis qu'un subordonné qui obéit. Je n'ai été chargé que de l'évacuation. C'est un autre officier qui exécute l'ordre d'incendier. Je transmettrai dès demain matin la supplique ».

Il nous dit encore que la zone de sécurité<sup>183</sup> ne devait commencer qu'à la ligne de chemin de fer.

Monseigneur Blanchet précise dans son journal : « Pratiquement, nous obtenons une affirmation et une autorisation : L'affirmation, c'est que l'incendie s'arrêtera à la limite de la zone. L'autorisation, c'est au cas où l'incendie se propagerait par le vent ou par le fait d'une explosion au-delà de la limite, de pouvoir le combattre et de faire intervenir les pompiers de Saint Dié. Le maire demande qu'en conséquence des rondes de surveillance puissent être faites par les pompiers, rue de la Prairie et rue d'Hellieule.

Le capitaine Schneider hésite, puis refuse : pas d'accès possible dans ces deux rues limites, mais les pompiers peuvent par la rue de la Bolle et la rue d'Alsace, pénétrer dans les maisons qui bordent ces rues au Sud.

C'est alors que de lui-même, sans qu'aucune question lui ait été posée, le capitaine Schneider déclare en se tournant vers l'abbé Langenfeld qui fait fonction d'interprète : « Sagen sie dem Bischof... » « Dites à l'évêque que la cathédrale, le cloître, la petite église seront sauvés, ainsi que l'hôpital Saint Charles ; nous aurions aussi voulu sauver l'hospice Saint Joseph, nous n'y avons pas mis le feu, mais l'incendie a été communiqué par les maisons voisines ».

Enfin, sur la question du ravitaillement, le capitaine Schneider sait que la population, par suite des replis des villages évacués, dont la liste figure en tête de la supplique, s'élève à 30 000 habitants. Il déclare que 4,5 tonnes de farine ont été livrées la veille et que normalement chaque jour seront fournies 2 tonnes de farine et 10 à 15 tonnes de pommes de terre.

La délégation part dans la nuit.

---

<sup>183</sup> cf. Chapitre XIII. L'incendie et la destruction de la ville, p. 120.

Comme la veille, le ciel est rouge.

Dans la nuit du 16 au 17 novembre, les ponts de la Meurthe et la voie ferrée sautent. La cathédrale est dynamitée au moyen de torpilles sous-marines accrochées aux piliers.

Seuls, les deux tours et le portail ont été préservés, les fils qui devaient mettre le feu aux charges ayant été coupés par l'explosion prématurée des autres parties de l'édifice.

La dynamite a jeté bas les chapelles latérales, rasé les voûtes, coupé la nef en deux, découronné le transept et le chœur. A l'intérieur, c'est un incroyable chaos de pierres et de bois.

Dans le cloître, les quatre premières travées de la galerie sud ont été en totalité ou en partie détruites<sup>184</sup>. La petite église a été épargnée.

L'hôpital Saint Charles a été détruit, l'orphelinat également.

Il ne reste rien du presbytère, des demeures des vicaires généraux et des chanoines, ni des archives diocésaines.

Il s'avère que, contrairement aux allégations mensongères du capitaine Schneider au sujet de l'hôpital Saint Joseph, des témoins cachés dans les parages ont vu les incendiaires procéder à la mise à feu dans les caves mêmes de l'immeuble.

Le grand séminaire et l'évêché sont restés à peu près intacts. Le feu s'est de lui-même arrêté, malgré les quatre foyers d'incendie qui ont été allumés.

Le 17 novembre, l'évêque écrit : « Je vois le comptable de la Banque de France. Les coffres-forts sont intacts ; les précieux volumes de la *Cosmographiae Introductio* et la *Graduel* sont certainement sauvés ».

L'évêque rapporte dans son journal les événements et les péripéties qui précèdent la Libération.

La ville est définitivement libérée le 22 novembre 1944.

---

<sup>184</sup> Georges Baumont. Saint Dié, Terre brûlée, p.71

Le dimanche 26 novembre, en l'église Saint Martin, Monseigneur prend la parole une première fois le matin, à la messe de 8 heures. C'est pour remercier les habitants du Faubourg qui ont accueilli les évacués si généreusement dans un bel élan de solidarité.

Malgré le froid, c'est la foule.

Mais à 11 heures, pour la messe de Te Deum, c'est une foule encore plus nombreuse.

« Tous les officiels sont là. Au premier rang à gauche, un officier américain parmi les autres, sans respect humain, récite son chapelet. Au premier rang à droite, les autorités françaises et les représentants de l'armée américaine ».

Après l'évangile, Monseigneur Blanchet brosse un tableau très complet de ce que furent l'occupation de la ville et le régime de terreur instauré par « l'abjecte Gestapo », les arrestations, la déportation des hommes, le pillage, l'évacuation de la population et l'incendie qui a commencé mardi 14 novembre.

Il évoque la démarche que les autorités déodatennes ont effectuée le 15 novembre auprès du capitaine allemand de la place pour obtenir l'autorisation d'empêcher la propagation de l'incendie au-delà de la partie évacuée, ainsi que quelques garanties de ravitaillement : « J'atteste qu'à un moment donné, sans qu'aucune question appelât cette déclaration, de lui-même, le capitaine allemand, qui d'ailleurs avait décliné pour son compte la responsabilité de l'incendie, s'adressa à l'interprète : dites à l'évêque que la cathédrale, le cloître, la petite église, l'hôpital Saint Charles seront sauvegardés ». Qu'on aille voir ce qui reste de l'hôpital Saint Charles, qu'on aille voir le tas de décombres qu'est maintenant la cathédrale : sur elle, le feu n'avait guère de prise ; la dynamite a fait son travail. Avec quelle ostentation, ils répétaient aux jours de 1940 : « Nous ne sommes pas des barbares ». Ils avaient raison. Ce n'est pas de la barbarie, c'est pire. Ce n'est pas la fougue aveugle d'instincts déchaînés, c'est l'application réfléchie d'un système, c'est la volonté froide de la destruction, c'est

l'organisation réglementée de la ruine et c'est plus affreux que la sauvagerie.

A Dieu ne plaise que je fasse entendre ici des paroles de haine indignes de l'Évangile que j'annonce. Mais la conscience humaine a besoin que les actes soient qualifiés... Et je redis : l'incendie de Saint Dié est une monstruosité inhumaine ».

Le jour même, il part à Epinal. Le prélat a hâte de retrouver les diocésains de la Plaine dont il a été séparé depuis le mois d'août.

Le dimanche 3 décembre, en la Basilique Saint Maurice d'Epinal, des centaines de fidèles se pressent pour chanter le Te Deum de leur libération.

Et ce fut pour cette foule avide et recueillie, une heure particulièrement riche de ferveur patriotique lorsque l'évêque du diocèse, après avoir rendu hommage à tous ceux qui pendant quatre longues années avaient préparé de loin ou sur place le glorieux sursaut de la Libération, exposa avec fermeté et clarté les conditions de la résurrection française et retraça les devoirs de chacun dans la reconstruction de la Patrie.

Il déclara notamment : « Il apparaîtra à qui réfléchira loyalement que pour se relever de manière durable de sa lourde chute, pour continuer une histoire digne de sa traditionnelle grandeur, la France a besoin présentement d'entente, d'ordre et d'audace ». Il prône la réconciliation des Français : « Où fut l'amour du pays, dit-il, ayons donc la justice de reconnaître qu'il y a par-delà la diversité des pensées et des attitudes, un principe d'une véritable union »<sup>185</sup>.

Sur l'initiative de Monseigneur Blanchet, un film a été réalisé, montrant les ruines encore brûlantes des cités vosgiennes et les célébrations des obsèques des victimes civiles.

\*\*\*

Le 4 février 1946, Monseigneur Blanchet a participé aux cérémonies officielles

---

<sup>185</sup> Le démocrate de l'Est ; directeur Louis Leroux. Mardi 5 décembre 1944.



du premier anniversaire de la libération du Valtin ; cérémonies qui eurent d'autant plus d'ampleur que ce petit village fut le dernier coin des Vosges qui a été délivré de l'ennemi.

Au cours de la messe, avant de bénir le cénotaphe, l'évêque rendit un émouvant hommage aux héros tombés et salua le courage de la population dont les souffrances ne cessèrent qu'avec la victoire de Colmar, en février 1945.

Au cours de l'année 1946, il est nommé recteur de l'Institut Catholique de Paris qu'il dirigera jusqu'en 1966. Il prêchera le Carême à Notre Dame de Paris durant trois années, de 1956 à 1958.

Il est actif à l'époque du Concile Vatican II, où il prépare le décret *Optatam Totius* sur la formation des prêtres et la déclaration sur l'éducation chrétienne<sup>186</sup>.

---

<sup>186</sup> La grâce d'une Cathédrale. Notre-Dame de Paris. Sous la direction du Cardinal André Vingt-Trois. Les conférences de Carême. Pierre-Marie Hombert, p. 470.

**Texte de la supplique qui a été portée au Capitaine Schneider, le 15 novembre 1944 :**

*« Saint Dié, partie de la rive gauche de la Meurthe se trouve actuellement être le refuge de la population totale de Saint Dié et de nombreuses communes environnantes dont : Sainte Marguerite, rive droite, Remomeix, Nayemont-les-Fosses, Etival, section de Clairefontaine, Hurbache (partie), Moyemoutier (partie), La Voivre, Saulcy-sur-Meurthe (partie), Pair et Grandrupt, d'autres encore.*

*Le secteur assigné à cette population a été désigné comme zone dite de sécurité. Or, tandis que, dans un effort de solidarité, tous les éléments de la population ainsi rassemblée faisaient face à la misère commune, un cataclysme que rien ne pouvait laisser supposer vient de s'abattre sur Saint Dié. Le feu est dans toute la rive droite, il vient de gagner la rive gauche et nul, parmi nous, ne sait où il va s'arrêter.*

*La consternation est grande devant la perte des trésors d'histoire que des siècles de travail avaient accumulés, mais l'affolement est encore plus grand chez les femmes et les enfants qui sentent toute l'insécurité de leur situation.*

*Le devoir des autorités temporelles et spirituelles est donc tout tracé : c'est la protection de ces populations.*

*C'est pourquoi les soussignés, devant leur impuissance à soulager, soit moralement, soit matériellement la misère des populations dont elles ont la charge, se permettent d'intervenir auprès de vous, afin de connaître quel doit être leur rôle et quels apaisements ils peuvent donner à leurs administrés. Ils espèrent donc que vous voudrez bien user de votre autorité afin que ce cataclysme soit circonscrit et, qu'au*

*nom de l'humanité, le toit qui abrite encore de si nombreux innocents puisse être conservé ».*

*Le maire de Saint Dié : Pierre EVRAT*

*L'évêque de Saint Dié : BLANCHET*

*Le sous-préfet : REIGE*

*Le président de la chambre de commerce,*

*délégué départemental de la Croix-Rouge : A. COLIN*

*Ancien maire de Saint Dié : JACQUEREZ*

#### XIV. La bataille de la Meurthe pour la libération de Saint Dié.

A Saint Dié, toujours de 19 novembre 1944, au château, nous profitons d'une accalmie pour prendre l'air sur une terrasse attenante. Surgit devant nous, venant de la forêt Saint Martin, un civil d'une certaine corpulence, suivi de deux militaires américains armés, dans une tenue impeccable, et d'un autre civil, maigre, au visage hâve et barbu, portant un sac de charbonnier.

Le premier s'écrie : « C'est vous Maître Gérard ! » Mon père reconnaît Yvan Goguel, un Déodatien. Ce dernier venait en éclaireur avec ces deux militaires – agents de renseignements, certainement -.

Mon père dit à Goguel : « Vous étiez au rassemblement des hommes à la Caserne Chérin, le 8 octobre ». Les Allemands avaient alors convoqué à cette date tous les hommes de 16 à 60 ans ; mon père s'y trouvait avec moi. Goguel répond : « J'avais sur moi des grenades soufflantes. Je m'en serais servi si les choses avaient mal tourné ». Sur ordre de Goguel, le pauvre hère sort de son sac un pain blanc, comme nous n'en avons pas vu depuis longtemps, et s'en va le porter en ville rue d'Alsace, pour le remettre à certaines personnes qui reconnaîtront ainsi un signal convenu.

Nous indiquons à un des agents américains l'uniforme allemand abandonné. Il nous racontera par la suite qu'il l'a endossé, ce qui lui a permis de se rendre dans la zone incendiée la nuit, et de recueillir des renseignements. Nous échangeons des informations avec Goguel. Mon père lui dit que personne ne comprend que les Américains n'aient pas libéré Saint Dié avant la déportation et l'incendie. Goguel nous annonce alors, que le lendemain matin, les Américains vont lancer une grande offensive sur la Meurthe, du côté de Saint Michel, et que si nous voulons voir un beau spectacle, il nous suffira de monter sur le toit du château.

Effectivement, le 20 novembre 1944, vers 4 heures du matin, montés sur le toit du château, nous assistons à un déluge d'obus sur la Meurthe, du côté de la Voivre. Nous admirons cet énorme arc de feu qui éclaire la zone comme en plein jour et qui dure un bon moment. Nous espérons que l'ennemi ne peut que reculer et s'enfuir devant cette attaque foudroyante.

Avant de décrire le déroulement de l'offensive du 20 novembre qui aboutira à la libération de saint Dié et de la Vallée de Haute Meurthe, il convient de revenir un peu en arrière.

Nous avons vu que début septembre, la débâcle des Allemands cesse. Ils se ressaisissent et organisent leur défense. Ils instaurent plusieurs lignes de défense parallèles, la Vorvogesenstellung et la Vogesungstellung, qui comprend la Winterlinie (ligne d'hiver).

Le 30 septembre, si Rambervillers est libérée, les Allemands s'accrochent sur une ligne joignant Granviller, Deycimont, Le Tholy, Rupt sur Moselle. Durant les quinze premiers jours d'octobre, les adversaires demeurent à peu près sur les mêmes positions.

Le front se stabilise.

Les Alliés réalisent seulement une légère avancée au centre atteignant Frémifontaine (canton de Brouvelieures), Beauménil, Laveline du Houx (canton de Bruyères).

Néanmoins, Vagney est libérée le 7 octobre, le Tholy le 14 et Cornimont le 15.

Les combats se poursuivent. Les Allemands défendent avec acharnement Bruyères, dernière étape avant le Haut-Jacques, qui constitue un enjeu stratégique pour eux comme pour les Américains.

En septembre, le SIPO-SD de Lyon dirigé par le colonel Werner Knab y avait instauré la terreur avec l'aide de la Milice.

La cité est libérée le 19 octobre, après vingt jours de combat, grâce au courage

des G.I. du 100ème bataillon et du 442ème régiment -Ce dernier était composé de Hawaïens originaires de Honolulu-, qui luttèrent héroïquement ; une stèle a été érigée à leur mémoire.

Bruyères, très endommagée, restera soumise jusqu'au 10 novembre à des bombardements allemands intenses provoquant de nombreux incendies.

Après les combats de Bruyères<sup>187</sup>, la 3ème Division de l'Infanterie américaine<sup>188</sup> est chargée de s'emparer du col du Haut Jacques. La prise de ce col qui est solidement verrouillé par l'armée allemande, est déterminante pour la libération de Saint Dié et de la vallée de la Haute Meurthe.

La 3ème division fait partie du 6ème Corps de la VIIème Armée du Lieutenant Général Patch qui avait débarqué sur les côtes de Provence, venant du Maroc, de la Sicile et de l'Italie.

La 3ème Division comprend trois régiments d'infanterie : le 7ème RI, le 15ème RI et le 30ème RI, sous le commandement du Major Général John W. O' Daniel.

Elle reprend son avance vers Nompelize, les Rouges-Eaux, la Bourgonce.

Le 30ème RI progresse à travers la vallée de la Mortagne et se heurte à la résistance d'un bataillon d'infanterie de montagne allemand.

La Bourgonce est libérée le 29 octobre.

Le 7ème RI mit six jours de combats violents et ininterrompus, du 30 octobre au 4 novembre 1944, pour conquérir le Haut Jacques.

Il dut recevoir l'aide du 30ème RI et de la Texas Division prélevée sur le 149ème RI.

---

<sup>187</sup> La synthèse qui va suivre est inspirée du récit de M. Georges Petitjean paru dans le BSPV, vol. 82, 1979, p. 134 et de l'article anonyme paru dans le BSPV 1985, p. 189 sur la prise du Haut-Jacques par le 7ème RI de la 3ème Division d'Infanterie des USA, du 30 octobre au 4 novembre 1944.

<sup>188</sup> L'insigne de la 3ème Division « Rocher de la Marne » porte trois bandes blanches, rappelant les 3 grandes batailles dont celle de la Marne en 1918, auxquelles elle prit part en France, durant la Première guerre mondiale.

Le Haut Jacques est donc conquis le 4 novembre. Il a été un objectif coûteux : le 7ème RI a perdu 125 hommes. Mais la route de Saint Dié et la traversée de la Meurthe étaient ouvertes.

De son côté, pendant la longue attaque du Haut Jacques par le 7ème RI, le 30ème RI se porta à l'assaut de la cote 652 (à 1 km à l'ouest du Col du Haut-Jacques), une position clef de la défense allemande avant Saint Dié et qui avait résisté jusqu'alors.

Grâce à la coopération de l'aviation, elle fut enlevée le 4 novembre, des éléments du 7ème RI étant venus aussi à la rescousse.

Après la bataille, le carrefour du Haut-Jacques fut surnommé en 1944 par les GI's, « le carrefour de l'enfer » où le feu fut pire qu'à Anzio en Italie, où la plupart avaient combattu avant leur entrée à Rome.

Par ailleurs, le 15ème RI eut à lutter durement pour conquérir les collines des Jumeaux (cote 526). Il atteignit son objectif le lendemain, l'ennemi l'ayant évacué pendant la nuit.

Le 2 novembre, il investit les Feignes et Nompatelize sans combat, mais à La Salle il se heurta à la résistance des Allemands : il fallut se battre pour chaque maison.

Finalement les défenses ennemies furent brisées.

Le 3 novembre, la localité était nettoyée.

Le 5 novembre, après une attaque courte mais rude du 15ème RI, Biarville tomba.

L'ennemi commença alors un mouvement de repli.

Bréhimont et la Vacherie dominant Saint Michel-sur-Meurthe furent investies et leurs occupants capturés. Le nombre des prisonniers augmenta rapidement au fur et à mesure du nettoyage du secteur.

Une à une, les localités de la rive gauche de la Meurthe furent occupées.

L'avance du 15ème RI vers Ménil fut entravée par l'ennemi.

Mais le 8 novembre, dans l'après-midi, deux compagnies du 15ème RI attaquèrent Ménil, soutenues par des tanks.

L'action bien combinée fut courte ; les Allemands se retirèrent après l'assaut final.

Pendant ce temps, un bataillon du 15ème RI marchait sur Deyfosse.

La défense allemande qui bénéficiait du caractère boisé du secteur fut brisée.

Cependant, c'est après une lutte maison par maison que la partie méridionale du village fut libérée.

Enfin, après une faible résistance, le 15ème RI libéra Etival (l'Abbaye et la papeterie ont été détruites).

De son côté, le 30ème RI, après avoir pris Sauceray, nettoyait le massif de Saint Dié en attaquant tout autour.

Les 10 et 11 novembre, il s'emparait de la Bolle ainsi que du pont sur le Taintrouë.

Les Américains sont ainsi parvenus près de la Meurthe.

Il va falloir la franchir et ensuite réduire la Winterlinie.

Le 10 novembre 1944 à Grandvillers, lors d'une conférence d'Etat-Major, le Major Général Brooks, commandant le 6ème Corps, exposa la mission qui lui était impartie : le 6ème Corps devait traverser les Vosges à partir de Saint Dié, s'emparer de Strasbourg et détruire l'ennemi à l'Est du Rhin.

Il présenta trois plans qui chacun prévoyaient le franchissement de la Meurthe par la 3ème Division.

Dans le Plan A, la 3ème Division devait traverser la rivière près de Saint Michel et progresser vers l'Est, suivant l'axe Saales-Schirmeck-Strasbourg, la 100ème division à sa gauche (la Century division de la VIIème Armée), et à sa droite la 103ème division (la Cactus division de la même armée).



C'est finalement ce plan qui fut adopté et réalisé.

Rappelons que de Fraize à Raon-L'Etape, toute la rive Est (droite) de la Meurthe était garnie de défenses fixes ou mobiles très importantes, emplacements de DCA, de mines anti-chars, etc...

Cependant, plutôt que de procéder à un assaut frontal de ces défenses après un barrage d'artillerie, le Général O. Daniel décida d'effectuer la traversée de la Meurthe par surprise, de nuit et au moyen d'infiltrations.

Des observations du 7ème RI qui tenait les positions de départ, il ressortait qu'il n'était pas possible de traverser en force la rivière qui était en crue et que le courant empêchait l'emploi de larges embarcations.

Ainsi naquit l'idée d'utiliser des passerelles légères pour piétons.

Des passerelles furent alors préparées pour la traversée des éléments du 7ème RI et du 30ème RI.

La faible réaction des Allemands aux patrouilles américaines tendait à prouver que l'adversaire tenait la rive droite avec des effectifs restreints, qui de plus n'étaient ni agressifs, ni attentifs.

Les attaques de la 103ème division du côté de Taintrux et celles de la 100ème division à Raon l'Etape contraignaient les Allemands à ne maintenir qu'un rideau de troupes dans cette zone.

Après un contre-ordre qui fut annulé, la 3ème division poursuivit ses préparatifs de franchissement de la Meurthe.

Pour cette opération qui avait reçu le nom de « Powerhouse », elle choisit une nuit humide et sans lune, celle du 19 au 20 novembre 1944.

Le 19 novembre à 0 heure, les sections d'assaut transportées par le 10ème

bataillon de Génie, tenaient la ligne de départ à environ 300 mètres de la route Raon L'Etape-Saint Dié.

Deux mille trois cent cinquante neuf (2359) passerelles pour piétons furent installées à une cadence exceptionnelle. Les troupes y parvinrent sans incident et commencèrent à traverser la rivière.

Pendant ce temps, le 36<sup>ème</sup> régiment du Génie se dirigeait vers Saint Michel et Clairefontaine, pour procéder au montage de ponts Bailey destinés au passage des véhicules, dès que la berge opposée serait nettoyée sur une profondeur suffisante.

A 18 heures, le 19 novembre, cinq bataillons de GI étaient sur la rive est (droite) de la Meurthe, gagnant ainsi une solide victoire par leur passage calme avant le commencement même de l'attaque.

Le moment était alors arrivé pour l'artillerie et d'autres bataillons en soutien, de lever le masque du secret et de procéder à une préparation complète.

Le 20 novembre, vers 4h du matin, tanks, destructeurs de chars, DCA installés sur la berge ouest (rive gauche) ouvrirent le feu sur les maisons et autres points d'appui qui constituaient la ligne de résistance principale de l'ennemi -sur la rive droite-. C'est cette attaque que nous avons vue du toit du Château.

Sous le couvert de ce tir, l'infanterie se mit en action et en moins d'une heure, le 7<sup>ème</sup> RI s'empara de La Voivre, pendant que le 30<sup>ème</sup> RI prenait La Hollande et Hibaumont, préparant un piège à Clairefontaine. Le Pécherie et Marzelay furent également attaquées, ainsi que Robache, pendant qu'à Saint Dié, le mamelon de Saint Roch était labouré d'obus.

Toujours le 20 novembre, continuant à exploiter rapidement le franchissement de la Meurthe, des unités du 7<sup>ème</sup> RI s'emparaient de Hurbache (à 16h35). Le 1<sup>er</sup> bataillon du 30<sup>ème</sup> RI nettoyait Clairefontaine dans l'après-midi. Le 3<sup>ème</sup> bataillon du 7<sup>ème</sup> RI enlevait Denipaire à 20h.

Sur le front du Génie, les progrès furent tels que dans la soirée, l'ennemi n'eut plus la possibilité de bombarder les emplacements des ponts et les travaux

d'installation se poursuivirent toute la nuit.

Le 21 novembre, à 0 heure 40, le pont large de Saint Michel fut terminé et utilisé immédiatement par 17 chars et 20 voitures.

A l'aube, les travaux de l'installation des quatre autres ponts furent intensifiés et menés à bien.

La nuit, ce sont les deux Détachements de Combat de la 103ème division qui franchirent la Meurthe sur les passerelles de la 3ème division.

Au matin du 21 novembre, Le Paire fut libéré ; Saint Jean d'Ormont tomba dans l'après-midi du même jour.

Le Détachement Whirwind (tempête) fut constitué. Il comprenait des destructeurs de tanks, des chars, une batterie d'artillerie, des unités de reconnaissance et du génie, 25 camions de 2,5 tonnes pour le bataillon du 15ème RI.

A 15 heures, Moyeuville qui s'était trouvée en pleine bataille, fut définitivement libérée après avoir subi un déluge de feu pendant trois jours.

Le 21 novembre encore, le 1er bataillon du 7ème RI s'emparait de La Fontenelle, de Launois et de Maire. Il continua le 22 novembre sur Nayemont-les-Fosses où il rencontra une résistance sérieuse.

Toujours le 21 novembre, des forces du 30ème RI entrèrent à La Chapelle à 12h30, sans opposition. Elles délivrèrent Ménil de Senones à 15 heures et Laitre à 17 heures.

Dans l'après-midi du 21 novembre, l'attaque de la 103ème Division commencée le matin avait progressé de 4 km sur tout le front.

La nuit du 21 au 22, le 3ème bataillon du 7ème RI occupa Baltant de Bourras et, le matin s'empara de la cote 619.

Cependant, les forces américaines se heurtèrent à ligne d'hiver allemande (Winterlinie) composée de tranchées en zigzag, avec emplacements de mitrailleuses, blockhaus en ciment.

Rappelons que cette ligne avait été exécutée par les Jeunesses Hitlériennes, les

hommes de Bade et les Vosgiens requis et que sa réalisation avait demandé plusieurs mois.

L'ennemi comptait sur ces fortifications pour tenir les Vosges durant la mauvaise saison.

Mais l'action du 6ème Corps avec la traversée surprise de la Meurthe par la 3ème division ne permit pas aux Allemands d'utiliser à plein cette ligne de fortifications.

Après un combat sévère qui dura plusieurs heures, Nayemont-Les-Fosses fut prise à 16h50 et Chatas, le lendemain 22 novembre à 9h45.

Grandrupt fut atteint et nettoyé à midi.

Le 2ème bataillon du 7ème RI se heurta à un blockhaus dans Le Fraiteux. Il réussit à le réduire et put pousser son avance sur la route de Saales.

Après quelques progrès, le « Détachement Tempête » s'arrêta le 23 novembre au matin.

Ainsi, le 6ème Corps Américain avait atteint ses objectifs : la traversée de la Meurthe, la rupture et la prise de la Winterlinie, ce qui permettait la libération de Saint Dié et ses environs<sup>189</sup>.

\*\*\*

Que se passe-t-il à Saint Dié ?

Le 20 novembre à 6h du matin, il y a de violents tirs de barrage. Le mamelon de Saint Roch est littéralement labouré par les obus.

L'aviation est particulièrement active et deux avions d'observation survolent la ville.

Dans la matinée, Goguel est de retour avec des civils et des militaires. Il me

<sup>189</sup> Il faut encore lire le récit de M. Lucien Bielher, Déodatien réfugié avec sa famille chez le brigadier forestier Roumier, dans la maison forestière de la Côte Saint Martin, où se trouvait le PC avancé d'un groupe de transmission allemand et qui a pu suivre l'évolution de la bataille. J.L. Mongel, BSPV 1963, p. 212. Ohl des Marais, Chronologie, p. 370.

charge de porter un pain blanc en ville à une personne qui devait le rejoindre à ce signal. Je vais prévenir mes parents de mon absence. Lorsque je m'apprête à descendre l'allée du château, Goguel m'aperçoit et me crie : « Non ! N'y allez pas ! Les Allemands reviennent ! ».

Effectivement ce 20 novembre, comme la veille, les Allemands reviennent en ville et arrêtent des Déodatien : ils tuent Auguste Simon, grainetier, Raymond Barbut, receveur des Tabacs, Jean-Baptiste Ferry et plusieurs autres dont les cadavres seront retrouvés dans les ruines de la maison Vincent Fuzelier après la Libération.

Au cours de l'après-midi, nous apprenons que des soldats américains sont arrivés dans la forêt de Saint Martin. Quelques-uns d'entre nous montent la côte pour les rencontrer. Nous voyons, un peu en retrait de la lisière de la forêt, à l'abri des sapins, des trous rectangulaires individuels creusés en ligne à intervalles réguliers. Dans chacun, deux Américains, l'un surveille pendant que l'autre dort dans une partie du trou recouverte. Nous remarquons que ces soldats ont le type des Peaux-Rouges. Ils sont calmes et nous accueillent amicalement.

Mais de la rive droite, l'artillerie allemande les a repérés et commence à tirer dans leur direction.

Nous rejoignons le château.

Nous avons demandé aux officiers qui accompagnaient Goguel ce que nous devions faire si des Allemands revenaient. Ils nous avaient conseillés de fermer les volets du rez-de-chaussée le soir, pour la nuit, et de monter à la ferme des Mésanges qui était désormais occupée par un P.C. américain qu'ils avaient averti de notre venue éventuelle.

Dans la soirée, arrivent au château des Déodatien qui s'étaient cachés depuis la déportation du 8 novembre et qui cherchaient à gagner les lignes américaines.

\*\*\*

Le 20 novembre, à 7 heures du matin, tous les hommes de Fraize et de Plainfaing âgés de 17 à 55 ans sont appelés à son de cuivre pour effectuer des travaux de fortifications.

Une demi-douzaine d'hommes se présente, mais sous la menace de représailles, un capitaine allemand nommé Schmitt parvient à en réunir 80.

Ils partent le soir et vont coucher à l'école de Verpellières (Ban de Laveline).

Le lendemain, 21 novembre, à Saales, ils sont enfermés dans l'église.

Survient un violent bombardement qui disperse leurs gardiens. Ils en profitent pour se libérer : deux à trois jours après, tous rentraient chez eux par petits groupes.

A Senones, à 10 heures du matin, 200 hommes de 16 à 60 ans, y compris des agents de police et des gendarmes sont rassemblés devant l'Hôtel de Ville par la Gestapo qui terrorise le pays depuis des semaines. Une longue colonne quitte la cité, encadrée par des soldats en armes.

Après une courte halte au col du Hantz, les hommes arrivent vers 16 heures à Saint-Blaise-La-Roche puis sont dirigés vers l'usine Thormann à Fouday (canton de Schirmeck).

Heureusement, au même moment, les troupes du Général Leclerc progressent vers Strasbourg. Les Allemands prennent la fuite et, cherchant à regagner le plus vite possible l'Allemagne, ils abandonnent leurs prisonniers. Les Senonais réussissent avec la complicité des Alsaciens qui les hébergeront et les cacheront, à rejoindre rapidement leurs foyers<sup>190</sup>.

A Senones, après le départ des hommes, la Gestapo n'a plus qu'une hâte, fuir, car les avant-gardes américaines approchent.

Ne disposant pas du temps nécessaire pour incendier la ville, elle commet une

---

<sup>190</sup> Ohl de Marais, Chronologie, p.374 ; BSPV, 1972, A. Roussel, p. 88.

ultime lâcheté : elle arrête Ernest Perrin, directeur honoraire d'école, un de nos amis, Pierre Samson, directeur général des manufactures de Senones, André Larue, Maire de Senones, et Marcel Billaud, secrétaire en chef de la Mairie.

Ils seront libérés dans les mêmes conditions que les hommes emmenés le matin.

### XV. La libération de Saint Dié.

Le 21 novembre 1944.

Dans sa chronologie, Ohl des Marais signale à cette date : « Une sentinelle américaine au pont dès ce matin ». <sup>191</sup>

En réalité, il s'agit d'un officier américain appartenant au 48ème Bataillon du Génie du VIème corps. Cet officier est Orville O.Munson qui relate cinquante ans plus tard ses souvenirs de guerre à Saint Dié<sup>192</sup>.

Il raconte qu'en novembre 1944, il fut chargé de construire un pont sur la Meurthe au centre de Saint Dié, le Haut Commandement ayant estimé que l'utilisation des artères principales de la ville seraient indispensable pour atteindre avec succès l'objectif final, à savoir la prise de Strasbourg.

Ne pouvant obtenir des renseignements précis, Orville O.Munson jugea nécessaire de se rendre compte par lui-même de l'ampleur exacte des destructions de Saint Dié et d'examiner sur place les possibilités de construction d'un pont au centre de la ville.

Le 21 novembre 1944, il donne au chauffeur de sa Jeep l'ordre de gagner rapidement Saint Dié. Arrivés à l'entrée de la ville, ils s'arrêtèrent sur la rive gauche, près d'un passage à niveau d'une voie ferrée ; probablement le pont des Tiges qui a été détruit le 7 novembre.

Orville O.Munson descend et seul longe à pied les bâtiments qui bordaient le côté gauche d'une rue. Il se souvient avec certitude qu'il s'agissait de la rue de la Bolle, une rue parallèle à la rivière.

Saint-Dié, dit-il, était une ville fantôme. Il cherche un endroit où en tournant à gauche, il pourrait parvenir au bord de la Meurthe. Il avait parcouru 800 mètres

---

<sup>191</sup> Ohl des Marais, Chronologie, p. 374.

<sup>192</sup> BSPV. 1994-1995. Temps de guerre. Vol. 97, p. 221 : Orville O.Munson, le premier contact d'un officier américain à Saint Dié, 1944.



environ quand le silence de mort se brisa.

Il entend des voix venant de l'intérieur d'un immeuble. Finalement, la porte à laquelle il a frappé plusieurs fois s'ouvre et une « femme jolie » apparaît et lui demande d'entrer à l'intérieur le plus vite possible. Là, se trouvaient plusieurs Français, des FFI qui l'accueillent chaleureusement, lui donnant de grandes accolades et des claques dans le dos.

Pleinement rassuré, il les informe de sa mission.

Les FFI, au nombre de treize, le mettent au courant de la situation ; ils lui expliquent que de la rive droite, les Allemands envoient de temps en temps des patrouilles qui traversent la Meurthe et pénètrent sur la rive gauche. Ils lui précisent que les civils français ne peuvent se rendre sur la rive droite, et qu'ils doivent s'attendre à des tirs de semonce s'ils s'approchent trop près du bord de la Meurthe ou s'ils font des déplacements jugés répréhensibles.

Pour ses interlocuteurs, la meilleure chance d'arriver à l'emplacement du pont principal détruit était de porter des vêtements civils.

Alors que les FFI lui indiquent l'itinéraire le plus sûr pour gagner la rivière et le pont détruit, des vêtements civils apparurent « miraculeusement ».

L'officier américain les met sur son uniforme et laisse son casque.

Quittant l'immeuble par l'arrière et déambulant comme un civil errant sans but précis, il atteint le bord de la Meurthe. Il remarque que la rivière est contenue entre deux murs de béton de 8 à 9 pieds<sup>193</sup> de haut et qu'elle est en crue.

Il constate que du pont qui a été dynamité, subsistent deux solides et larges piliers en pierre de chaque côté de la rivière. Il estime que ces piliers peuvent soutenir un pont Bailey et les lourdes charges qui l'emprunteraient et en outre qu'ils permettraient de réduire la longueur du pont à construire.

---

<sup>193</sup> Le pied anglo-saxon est égal à 0,315 mètre.

Au moment où il voulait s'approcher davantage des ruines du pont, un coup de feu retentit. Aussitôt il fait demi-tour et du même pas nonchalant qu'à l'aller, rejoint les FFI.

Très vite, l'officier et les FFI tombèrent d'accord : l'officier américain devait retourner en arrière et revenir avec assez d'armes pour débarrasser l'ennemi de la rive droite.

Dès son arrivée au quartier général du bataillon, Orville O. Munson rapporta de manière chaleureuse sa mission au commandant du bataillon qui se montra favorable à l'idée d'armer les FFI de Saint Dié.

Toujours ce 21 novembre, au Château de l'Ermitage, Goguel revient et s'installe avec une équipe dans une pièce du rez-de-chaussée. Il restera là pendant plusieurs jours pour la formation et l'installation du Comité de libération.

En outre, il fait procéder à l'arrestation de collaborateurs qui étaient restés à Saint Dié.

Les FFI arrêtent notamment Kientzel, ancien secrétaire de la sous-préfecture dont j'avais rencontré le fils en uniforme de la Todt le 8 novembre.

Deux obus allemands explosent, l'un rue du 10<sup>ème</sup> Bataillon, l'autre rue de la Bolle.

Une ou plusieurs pièces américaines installées près du Théâtre de Verdure tirent toutes les 90 secondes à partir de 20h.

L'offensive américaine se poursuit.

La TSF à accus annonce que les Américains occupent les massifs du Kemberg et de Saint Martin. Elle annonce aussi la prise de Belfort, Altkirch, Mulhouse et Sarrebourg et des combats dans les rues de Metz.

Le 22 novembre 1944.

Senones est enfin délivrée par la 100<sup>ème</sup> division de la 7<sup>ème</sup> Armée américaine. Il en est de même des localités de Saulcy et Saint Léonard.

A Provenchères-sur-Fave, sur l'ordre d'un certain capitaine Rotter, les Allemands brûlent le stock de farine en provenance d'Allemagne qui était destiné aux localités qu'ils occupaient encore<sup>194</sup>.

\*\*\*

Orville O.Munson est de retour à Saint Dié, sur la rive gauche de la Meurthe, à la tête d'une section du Génie comprenant environ 40 hommes.

Avec l'autorisation tout à fait surprenante que le VI<sup>ème</sup> Corps avait donné à la section du Génie, il a pu apporter une centaine d'armes à distribuer aux FFI : fusils, mitraillettes, bazooka, lance-grenades et munitions adéquates. En arrivant, il découvre avec étonnement que les Français libres prêts à délivrer leur ville de l'ennemi, ne comptaient pas plus de treize personnes, dont une femme -celles rencontrées la veille-. Sans changer d'avis et étant donnée l'implication du Quartier Général dans le projet, Orville O.Munson décide de tenter l'attaque.

L'objectif était de traverser la Meurthe et de chasser l'ennemi de la rive droite afin de pouvoir construire le pont Bailey à l'emplacement du grand pont détruit.

Les FFI suggérèrent à Orville O.Munson de franchir la rivière comme les patrouilles allemandes, en utilisant la passerelle métallique piétonnière en face de la Caisse d'Epargne et du cinéma Excelsior.

Cette passerelle avait été dynamitée comme tous les ponts de la ville. Elle s'était coupée en deux : un premier tronçon, le plus long tenait encore et le second

---

<sup>194</sup> A. Roussel, BSPV 1972, p. 78 et 89. Le Capitaine Schneider a fait état de l'arrivée de cette farine au cours de son entrevue avec la délégation déodatienne le 15 novembre 1944.

reposait sur un banc de sable accessible de la rive gauche<sup>195</sup>, affleurant à peine le niveau de l'eau.

Les FFI savaient que pour rejoindre le second tronçon, les Allemands utilisaient une petite échelle de bois ; quand ils avaient traversé la rivière, ils la rapportaient avec eux pour pouvoir gagner le niveau de la berge.

Naturellement, si l'échelle était laissée côté du Quai d'Arc (rive droite), on savait que la patrouille était revenue de ce côté.

Les FFI trouvèrent une autre échelle qui devait faciliter la traversée. Cette échelle permettrait de descendre au niveau du second tronçon et celle des Allemands de remonter sur la berge de l'autre côté.

Avant la traversée, les hommes du Génie reçurent l'ordre d'entrer dans les bâtiments qui longeaient le Quai Carnot et de se placer sur les points les plus élevés pour pouvoir observer les environs. Ils prirent avec eux toutes les armes qui restaient après la distribution aux FFI ; ils furent ainsi dotés chacun de trois armes. Ils avaient pour mission de les charger toutes et d'être prêts à tirer sur la rive opposée (Quai Jeanne d'Arc).

Avant l'attaque, les FFI s'assurèrent que la dernière patrouille allemande avait bien traversé la rivière et qu'à ce moment précis, elle devait se trouver sur la rive droite.

De son côté, Orville O.Munson avait appris que les Allemands effectuaient un repli partiel sur toute la longueur du front<sup>196</sup>.

Une fois prêts, Orville O.Munson et les FFI descendirent sur le second tronçon avec la petite échelle, tandis que les hommes du Génie déclenchèrent un feu nourri pour donner aux Allemands l'impression qu'une force américaine importante était prête à traverser.

Aussitôt arrivés et sans tarder, l'officier américain et les FFI s'apprêtèrent à escalader l'échelle laissée par les Allemands sur la rive droite.

<sup>195</sup> Georges Baumont. Saint Dié, Terre brûlée, p. 53.

<sup>196</sup> cf. Chapitre précédent.

Orville O.Munson monte le premier, lorsqu'arrivé à mi-hauteur, une violente explosion se produisit et ébranla la passerelle. C'était une mine dissimulée sous le second tronçon qui avait été déclenchée à distance, au moment où un maximum de personnes se trouvaient au-dessus de la charge. Des Français tombèrent à l'eau demandant du secours<sup>197</sup>.

Cependant, l'officier américain continua son escalade sans attendre et parvint seul sur la rive droite. En quelques secondes, il se mit à l'abri, protégé par les hommes du Génie postés en face et prêts à tirer si des Allemands avaient surgi.

Quelques hommes rejoignirent Orville O.Munson (car en dépit de l'explosion, il subsistait un passage suffisant pour la traversée d'une personne à la fois). Tous ensemble, ils se mirent à tirer jusqu'à ce qu'ils soient certains qu'il ne se trouve plus d'ennemis dans les parages.

Bientôt, la section du Génie toute entière gagna la rive droite. Elle continua à progresser jusqu'à ce que les rues principales aient été transformées en avant-postes.

Dans l'après-midi, les Français annoncèrent au reste du monde : « Saint Dié est libéré ».

Dès que possible, une dépêche fut envoyée au bataillon du Génie faisant état de la libération de la ville et du fait que la section pouvait tenir si l'infanterie ne tardait pas à arriver.

Orville O.Munson s'était posté parmi les ruines, au croisement de la rue Thiers et de la rue d'Amérique, lorsque la Compagnie E du 409ème régiment de la 103ème division d'infanterie<sup>198</sup> parvint dans la rue Thiers.

Venant de Marzelay où elle avait pénétré dans l'après-midi à 15h30, la compagnie E, sous le commandement de John Stevenson, avait reçu l'ordre de nettoyer Saint Dié de toute présence ennemie au Nord de la Meurthe.

---

<sup>197</sup> Orville O.Munson déclare qu'il n'a pas pu savoir si et combien de Français furent victimes de l'explosion et qu'en ce qui concerne sa section, deux soldats furent blessés et un lieutenant tué.

<sup>198</sup> Ces fantassins étaient désignés sous le nom de « Cactus Men ». En effet, sur l'insigne de la 103ème division d'infanterie figurait un Cactus. « Mois d'angoisse, mois d'espoir », catalogue de l'exposition oct-déc. 1994, p.60.

Dès que la section du Génie fut relevée par l'infanterie, elle se joignit au 48ème bataillon du Génie, qui la nuit tombée, à la lueur des phares de ses camions, construisit sur les anciens piliers de pierre, un pont Bailey de 45 mètres de longueur.

Ce pont fut édifié en huit heures et put être utilisé par les convois militaires dès le matin du 23 novembre ; il comprenait une passerelle pour piétons.

Il resta en service jusqu'au 6 décembre 1944 et fut récupéré par l'Armée américaine.

Pour le remplacer, un pont provisoire en bois fut construit sur les anciennes piles de pierre par une unité du 151ème régiment du Génie français. Ce pont fut remis à la ville de Saint Dié, le 6 janvier 1945.

Dès son ouverture à la circulation le 7 janvier 1945, il fut baptisé « pont caporal de Bruignac » par les soldats du Génie, Français, Nord Africains, Espagnols, en souvenir de leur camarade qui avait participé à sa construction et qui était mort pour la France le 24 décembre 1944, à Aubure (Haut-Rhin) à l'âge de 20 ans<sup>199</sup>.

Le caporal Duroy de Bruignac qui était engagé volontaire dans la Première Armée Française, fut cité à l'ordre du Corps d'Armée : il s'était « le 21 décembre 1944 à Aubure, offert volontairement pour déminer les abords du cantonnement. Mortellement blessé, il fit preuve d'un sang-froid remarquable en guidant par gestes l'équipe des démineurs qui se portaient à son secours ».

Le pont qui portait son nom fut remplacé par un pont définitif en 1951.

\*\*\*

Orville O.Munson rapporte que le journal de l'Armée américaine « Stars and Stripes » a reconnu que Saint Dié avait été libéré par le 48ème Génie et 13 FFI, alors que la plupart des rapports militaires affirment que c'est la 103ème division d'Infanterie qui a délivré la ville.

<sup>199</sup> BSPV. Vol. 1997. Temps de guerre 1944-1994. Christian Bareth. « En souvenir du Caporal Paul Charles Albert Duroy de Bruignac », article biographique.

Pour Orville O.Munson, il est certain que la présence de cette division et la pression qu'elle a exercée aux alentours de la ville ont beaucoup contribué au succès obtenu par les FFI et la section du 48ème Génie. Mais il n'en demeure pas moins que les premiers Américains à être entrés dans Saint Dié, les 21 et 22 novembre 1944 appartenaient au 48ème Génie<sup>200</sup>.

\*\*\*

Toujours ce 22 novembre, les Américains aidés par les FFI parcourent les ruines de la rive gauche pour déloger des Allemands qui pourraient encore s'y trouver.

Ce jour-là arrive un convoi de 12 voitures dont trois camions apportant du pain et du lait condensé.

Les Américains s'emparent de Saint Roch.

Dès que la nouvelle de la libération de Saint Dié fut connue, des correspondants de guerre arrivèrent sur les lieux pour photographier et filmer les ruines.

A la mairie provisoire de Saint Dié, un communiqué officiel des Alliés est affiché pour la première fois. On apprend que les Américains ont pris Mulhouse et Altkirch, que les troupes américaines ont atteint le col du Bonhomme, qu'un pont a été établi cette nuit sur le Rhin à Kembs par des pontonniers français, que Sarrebourg est occupée par les Alliés qui sont à 3 kilomètres de Saverne, que Sainte Marguerite, Saulcy-sur-Meurthe et Saint Dié sont enfin libérés, que Fraize et Plainfaing sont prises, que les Américains sont à Denipaire, que d'autres marchent sur Coinches guidés par les FFI, et que le Général Eisenhower a déclaré que la libération de la France, y compris l'Alsace n'est plus qu'une question de jours, voire d'heures.

---

<sup>200</sup> Orville O.Munson, né le 15 mai 1919 à Crofton (Nebraska) prit part ultérieurement à la guerre de Corée (1950-1953) ; il fut blessé à quatre reprises et reçut de nombreuses distinctions, dont la « Distinguished Service Cross » et la « Silver Star ».

Il faut remarquer que Saint Dié est libérée presque en même temps que Metz et Strasbourg.

Le lieutenant Lutten, représentant le Gouvernement de la République, prend contact avec le Comité provisoire de la Libération et la municipalité. Il fixe la composition du Conseil Municipal, éliminant les conseillers nommés par le gouvernement de Vichy et maintenant une partie de ceux qui ont été élus aux élections de 1935 ; Pierre Evrat reste Maire, avec pour adjoints Messieurs Andlauer et Louis. Les conseillers qui ont été déportés en Allemagne sont également membres du Conseil.

Tout en manifestant leur reconnaissance à ses libérateurs pour avoir mis fin à 53 mois d'occupation, la population n'éprouve pas de sentiment d'allégresse. Les hommes de la ville et de la région ont été massivement déportés et on est toujours sans nouvelles d'eux. Des militaires français dépêchés en Jeep, du côté de Lubine et du col de Saales, sont revenus sans avoir pu obtenir le moindre renseignement.

Pourquoi, malgré les messages qui leur ont été adressés par les résistants vosgiens, les Américains sont-ils restés immobiles à quelques kilomètres de la ville, ce qui a permis aux hordes allemandes d'exécuter le plan barbare de la « Terre brûlée<sup>201</sup> » ?

Si les Américains avaient lancé leur offensive 15 jours plus tôt, la déportation et l'incendie auraient pu être évités.

Le 23 novembre 1944.

A Saint Dié, c'est bien la libération. Un clairon sonne le réveil à 7h. Il pleut à verse.

Les FFI sont les premiers à utiliser le pont américain et se dirigent vers le centre de la ville pour débusquer les Allemands qui pourraient encore s'y trouver ainsi que les pillards civils.

---

<sup>201</sup> Sur ce point, voir l'article de J.L.Mongel ; Bulletin Société Philomatique Vosgienne, 1963.



Défilés incessants de troupes, de matériels, tandis que la ville se pavoise de drapeaux aux couleurs des Alliés.

Un officier français, le Colonel Didry accompagne les forces américaines.

Dans les ruines de l'immeuble Fuzelier, on retrouve les cadavres de Jean-Baptiste Ferry, de Auguste Simon, grainetier, de Raymond Barbut, et plusieurs autres qui avaient été tués par les arrière-gardes allemandes.

Le couvre-feu est fixé à 18h.

Les ruines noircies sont truffées de mines. Le déminage débute, auquel participe le 48ème bataillon du Génie américain dès l'achèvement du pont Bailey<sup>202</sup>.

Le 24 novembre 1944, le formidable matériel américain traverse Saint Dié : pont de bateaux, canons de tanks, grues, bateaux montés sur roues.

Fraize est libérée complètement. Toutefois, elle sera bombardée par les Allemands après leur retraite.

Avant de s'enfuir, les Allemands ont gravement endommagé le tunnel ferroviaire de Lubine et celui de Sainte-Marie-Aux-Mines, où une firme de Munich, la Bayerische Motoren Werke (BMW) avait transféré une partie de son matériel et y faisait fabriquer des moteurs d'avions par une main d'œuvre composée de déportés politiques et de requis<sup>203</sup>.

Avec l'offensive générale commencée le 14 novembre 1944, les Alliés obtiennent d'important succès.

Montbéliard est libéré le 17 novembre, Belfort et Mulhouse sont libérés le 20 novembre 1944, par la Première Armée Française sous le commandement du Général de Lattre de Tassigny.

Metz est investie le 20 novembre et libérée entièrement le 22 par l'armée Patton

---

<sup>202</sup> On a trouvé des mines dans des jardins, sous des plans de choux et de pommes de terre.

<sup>203</sup> A. Roussel, BSPV 1972, p. 87.

(IIIème Armée US).

Strasbourg est libérée le 23 novembre par la 2ème DB du Général Leclerc.

\*\*\*

Le bilan du désastre qui s'est abattu sur Saint Dié est éloquent : sur une population de 17500 habitants, 10585 (dont 4224 familles) sont sinistrés totalement. Sur 3339 immeubles existant en 1939, 1359 ont été détruits entièrement, dont de nombreux bâtiments publics, 1785 partiellement atteints et susceptibles d'être réparés.

40 industries et 400 commerces sont sinistrés.

\*\*\*

Le dimanche 26 novembre, en l'église Saint Martin, à la messe de 8 heures, Monseigneur Emile Blanchet prenant la parole une première fois, remercie chaleureusement les habitants du Faubourg pour leur accueil des évacués, pour leur générosité et leur solidarité.

Un peu plus tard, à 11 heures, lors de la messe du Te Deum, en présence des autorités et d'une foule très nombreuse, il évoque longuement ce que furent l'occupation de la ville et le régime de terreur subis par les Déodatien.

### XVI. Après la libération de Saint Dié.

Lorsque les rues ont été déblayées et les mines -très nombreuses- enlevées, nous avons été autorisés à revenir rue des Trois Villes.

C'est le cœur serré que nous voyons notre maison en ruines.

Au rez-de-chaussée, la structure du salon, situé sous une terrasse, avait subsisté en partie. On pouvait y voir encore la forme des neuf volumes du dictionnaire Larousse en cendres et les cordes du piano courbées le long du mur.

Dans la cuisine, les murs et le sol avaient été relativement protégés par le carrelage, de même que le plafond, par celui de la salle de bain située au-dessus. Le buffet était conservé, mais sous l'effet d'une chaleur intense, les assiettes restaient collées les unes aux autres dans leurs piles. Rien n'était récupérable.

Toutes les autres pièces avaient entièrement brûlé. Les étages n'existaient plus.

Au sous-sol, où avaient été projetées des grenades incendiaires, le feu avait entièrement détruit la structure en grosses poutres de bois que mon père avait fait construire pour consolider la cave qui nous servait d'abri. Nous avons retrouvé des bouteilles de vin, mais lorsque nous les prenions, les goulots se cassaient. Des pots de confiture n'étaient plus que des petits tas de verre informes.

Au fond du jardin, le garage était demeuré intact, avec le fauteuil et le canapé.

Mais quelques jours plus tard, quand nous avons voulu récupérer ces meubles, ils avaient disparu... Les pillards étaient passés par là.

Le charbon en réserve dans une cave a continué à brûler pendant plusieurs mois, dégageant des fumées de temps à autre ; des voisins prévenaient obligeamment mon père que « sa maison brûlait ».

Tout aussi émus, nous allons à la Villa d'Ormont, propriété de ma grand-mère. C'est un désastre : non seulement la Villa a été détruite, mais aussi toutes les dépendances – maison du jardinier, écurie, pigeonnier, serres, atelier, garage-.

Nous ne pouvons pénétrer à l'intérieur de la Villa, tant les pans de murs noircis sont dangereux. Cependant, à l'extérieur, au pied du mur correspondant au petit salon situé à gauche de l'entrée, nous retrouvons des débris d'argent fondu provenant de l'argenterie que ma grand-mère avait cachée dans cette pièce derrière les rideaux. Nous recueillons tous ces restes soigneusement. Un bijoutier de Nancy parviendra à en faire trois plats que ma grand-mère donnera à chacun de ses fils.

Il ne reste rien de l'immeuble situé place Jules Ferry qui avait été le foyer de notre oncle André et notre tante Marthe, sauf quelques pans de murs.

Tous nos souvenirs, ont été anéantis.

\*\*\*

Cependant, la guerre continuait.

Les Allemands opposent une résistance acharnée sur les crêtes vosgiennes, ultime rempart avant l'Alsace et l'Allemagne.

Le Honeck pris le 3 décembre 1944 par le régiment des FFI de Franche-Comté est repris le 14 décembre 1944 par les troupes allemandes qui utilisent leurs redoutables Panzerfaust.

De même, si le col du Bonhomme est bien libéré, des éléments ennemis se maintiennent encore dans les massifs forestiers qui bordent la route.

Ces éléments qui comprennent des Russes et des Cosaques font de temps à autre des incursions dans les villages et les hameaux voisins qu'ils terrorisent et pillent pour se ravitailler. C'est notamment le cas du Valtin.

Nos amis Lothure ont été ainsi contraints de s'enfuir en pantoufles et dans la neige, de leur propriété du Rudlin que les Cosaques avaient envahie. Ces derniers mangeaient leur dentifrice et buvaient leur Eau de Cologne.

C'est seulement avec la réduction de la poche de Colmar et la libération de cette ville le 2 février 1945, que les sommets vosgiens et les abords des cols seront

débarrassés de l'ennemi.

Le Valtin sera délivré le 4 février 1945.

C'est la dernière commune du département des Vosges qui a été libérée.

Au château de l'Hermitage, nous sommes en contact avec des agents de renseignement français et américains. Nous leur relatons ce que nous avons vécu, notamment la cohabitation que nous avons subie en septembre et octobre 1944, avec la SIPO et le S.D. de Lyon et du Sud-Est de la France.

Je leur montre les documents contenus dans la boîte de margarine que j'avais heureusement enterrée dans notre jardin, rue des Trois Villes, et que j'ai récupérée après le déminage. Ces documents que j'avais trouvés dans la corbeille à papier de mon bureau, après le départ de nos occupants étaient les suivant :

- Un croquis du trajet de Marseille à Lyon et Dijon, avec le nom de personnes probablement à contacter,
- Une carte de visite d'André Barbier (milicien connu à Lyon -comme m'expliquaient mes interlocuteurs- ),
- Une photo déchirée que j'avais pu reconstituer entièrement ; y figurent trois membres du Kommando SIPO-S.D. devant les ruines d'un bâtiment (sans doute détruit par un bombardement de l'aviation alliée). Sur un pan de mur est fixée une plaque avec une inscription très visible qui nous a permis d'identifier nos occupants. On peut y lire : Sicherheitsdienst Polizei der Sud Osten in Lyon.
- Enfin, un tampon rond en caoutchouc avec une Croix de Lorraine dans un grand V (était-ce un tampon pris dans un maquis ou un faux ?)

J'ai du remettre à ces agents, sur leur demande, ces documents et ce cachet, ce qui tendrait à prouver l'intérêt qu'ils leur portaient. Malheureusement, je n'ai pu en faire une reproduction.

Je dois préciser que ma mère a fait auprès du Procureur de la République de Saint Dié, une déposition détaillée sur l'activité et le comportement des agents de la SIPO et du S.D. qui occupaient notre maison.

Dans les jours qui ont suivi la Libération, le château fut en partie réquisitionné par une unité américaine qui remplissait des fonctions administratives. Elle rétablit le courant électrique et nous en profiterons jusqu'à leur départ, soit pendant quinze jours. Ensuite, nous serons à nouveau privés d'électricité jusqu'en février 1945.

L'organisation matérielle des Américains est remarquable : chaque militaire est doté d'une petite valise contenant tous les objets de première nécessité et une machine à écrire. Nous découvrons des produits alimentaires nouveaux pour nous, tels la poudre d'œuf. La cantine est d'une propreté modèle.

En décembre 1944, dès que la route de Nancy a été déblayée et ouverte à la circulation civile, notre oncle Pierre a pu venir jusqu'à nous avec un convoi de la Croix Rouge. Il est extrêmement ému et nous aussi. Il est heureux de nous voir tous sains et saufs et de constater que nous avons échappé à la déportation. Nous lui narrons par quelles épreuves nous sommes passés. Sa présence et son affection nous sont d'un grand réconfort. Il ramènera notre grand-mère âgée de 79 ans, à Nancy, où elle retrouvera une existence normale et une attention affectueuse.

Elle reviendra à Saint Dié quelques mois plus tard, lorsque nous serons installés dans la conciergerie du château de l'Hermitage, devenue notre nouveau foyer. Nous l'accompagnerons alors à sa Villa d'Ormont, qu'elle verra pour la première fois en ruines. Sous le coup de l'émotion, elle aura des cauchemars dans la nuit qui suivra cette vision.

Peu à peu, notre communauté se réduit. Les réfugiés s'en vont regagnant leur foyer à Paris, ou celui d'un parent proche.

Le fils d'une amie réfugiée au château est venu pour la ramener chez elle à Paris. A la fin d'un maigre déjeuner, il s'écrie : « Haut les cœurs ! » Mais son propos ne rencontre aucun écho et choque plutôt. Il n'a certainement pas réalisé la tragédie et le traumatisme que nous avons subis.

Un des fils de Madame de Lassus, Philippe qui avait franchi les Pyrénées pour rejoindre l'Armée d'Afrique vient en permission voir sa mère. Nous sommes heureux de rencontrer ce combattant de la 1<sup>ère</sup> Armée Française.

On est sans nouvelle de son frère Antoine, qui a été déporté.

Un civil américain rend visite au château. Il prétend ignorer le français, mais nous ne le croyons pas. Il converse avec ceux qui parlent anglais. Il semble venir sonder les esprits et chercher à savoir s'ils sont favorables à un retour au pouvoir du Maréchal Pétain. Mystère !

Hélène, fille de Madame de Lassus, était importunée par un GI noir, qui en était tombé amoureux. Pour mettre fin à ses assiduités, il a fallu que je lui sois présenté et qu'on lui dise que j'étais son fiancé.

Nous continuons à coucher à la cave – jusqu'à ce que nous puissions nous installer provisoirement dans une partie du 1<sup>er</sup> étage du château que nous avait proposée notre amie. Il a fallu attendre que les nombreuses vitres brisées par les bombardements soient remplacées. Nous sommes en plein hiver et il fait très froid. Nous nous nourrissons pendant plusieurs semaines de feuilles de salade verte et de quelques pommes de terre, et de temps à autre, d'un peu de lard grillé sur un petit fourneau de la cave. Des soldats américains nous donnaient des petites rations de chocolat et quelquefois des plats de riz bien assaisonnés.

L'unité américaine est remplacée par un bataillon de réparation du matériel d'Afrique du Nord, composé de Français et d'Arabes venus d'Algérie. A ce bataillon était adjoint un aumônier militaire corse, l'abbé Giaccobi, qui célèbre la messe tous les matins. Nous l'accueillons chez nous.

A Noël, les officiers du bataillon, très compatissants, ont la gentillesse de nous inviter à passer la veillée avec eux. Le repas est excellent et assorti de nombreux vins. Nous gardons de cette soirée de Noël un agréable souvenir, après avoir souffert tant de tourments.

Lorsqu'en décembre 1944, les Américains ont envisagé de se replier et d'abandonner Strasbourg, à la suite de l'offensive de Von Rundstedt, nous avons vu affluer des Alsaciens, surtout des jeunes qui fuyaient par les cols vosgiens, craignant d'être pris par les Allemands. Nous étions dans l'angoisse à l'idée d'un possible retour des Allemands.

Nous avons fait promettre aux officiers du bataillon français, et ils nous ont promis de nous emmener avec eux si les Allemands revenaient. Nous n'avions plus rien à perdre, sauf la liberté.

Fort heureusement, grâce à la ténacité du Général de Gaulle et de ses généraux, Strasbourg a été gardée et sauvée<sup>204</sup>.

Un jour, j'étais descendu du château pour faire des courses avec un vélo que mon père avait pu acquérir. Je m'arrête rue d'Alsace à la librairie-papeterie Weick, qui était installée provisoirement dans un local exigü. J'appuie mon vélo contre la devanture, afin de pouvoir le surveiller de l'intérieur. Une fois entré, mon engin bascule et casse un carreau de la vitrine. J'ai eu droit à une sérieuse algarade du commerçant en colère. Ce n'était pas tant le prix ni la gêne qui étaient en cause, mais la pénurie extrême de matériaux. J'ai dû aller chercher à la mairie un bon de verre, ce qui a permis de réparer les dégâts.

Me trouvant un autre jour, à pied, rue d'Alsace, parmi quelques Déodatien, un

---

<sup>204</sup> Cf. Les mémoires du Général de Gaulle.



camion américain, chargé de prisonniers Allemands passait. Nous leur avons jeté des cailloux. Le camion stoppa. Un GI en descendit et nous mit en joue avec sa mitraillette. Évidemment l'armée américaine respectait la Convention de Genève.

En raison de combats qui se poursuivaient en Alsace, de nombreux convois de troupes américaines et françaises et de prisonniers allemands ne cessaient de traverser les ruines de la cité.

Pour informer ces militaires, trois panneaux bilingues ont été implantés aux entrées de la ville et au centre, Place Saint Martin<sup>205</sup>.

Sur le premier panneau, on peut voir un buste coiffé d'un casque allemand avec ces mots :

« *EN CINQ JOURS LE BOCHE – DURING FIVE DAYS THE BOCHE* »

Sur le second panneau, un lance-flamme avec ces mots :

« *INCENDIA VOLONTAIREMENT – HAVE INTENTIONNALLY BURNT DOWN* »

Sur le troisième panneau, un plan de la ville avec ces mots :

« *SAINT-DIE MARRAINE DE L'AMERIQUE – SAINT-DIE THE GOD-MOTHER OF AMERICA* ».

En décembre-janvier, j'ai préparé le baccalauréat de mathématiques élémentaires auquel j'avais échoué en juin 1944. Je travaillais à la lampe pigeon (pétrole). En outre, je prenais des cours chez un professeur de mathématiques qui avait retrouvé son habitat intact rue Saint Charles au milieu des ruines des immeubles dynamités, et des cours de philosophie avec le Père Herzog, professeur au grand séminaire<sup>206</sup>. Ces

<sup>205</sup> Saint Dié novembre 1944 , mois d'angoisse, mois d'espoir, p. 121. Panneaux sur la route de Raon, à l'entrée de Saint Dié. / L. Stoeber, Saint Dié incendié volontairement, page de couverture : photos des panneaux, Place Saint Martin.

<sup>206</sup> BSPV 1974, LXXVII, p. 68. Le grand séminaire et la résidence épiscopale étaient restés à peu près intacts. Le feu s'était de lui-même arrêté, malgré les quatre foyers qui avaient été allumés ; en dépit des dégâts et d'un pillage en règle, d'un désordre et d'une saleté indescriptibles, cette préservation inattendue a été providentielle.

enseignants étaient d'excellents pédagogues.

C'est à cette occasion que j'ai rencontré Monseigneur Blanchet et conversé avec lui : nous regrettions que le Général de Gaulle n'ait pas été invité à la Conférence de Yalta.

Une session spéciale du baccalauréat a été organisée pour notre région, qui avait été coupée du reste du monde pendant cinq mois ; elle s'est déroulée le 20 janvier 1945, dans la petite école primaire de la rue du 10<sup>ème</sup> Bataillon. Parmi les candidats, beaucoup étaient des maquisards et des réfractaires qui s'étaient cachés.

J'ai été reçu le 7 février 1945, manquant de peu la mention Assez Bien. Le problème maintenant était d'aller à Nancy pour suivre les cours de la Faculté de Droit.

Un car ayant été frété par les commerçants de Saint Dié, qui se rendaient à Paris pour tenter de reconstituer leurs stocks de marchandises, ma mère et moi avons été admis à profiter de ce transport jusqu'à Lunéville ; puis ayant obtenu la permission d'emprunter l'autorail de Nancy réservé aux militaires, nous sommes enfin arrivés à destination dans la Capitale lorraine.

Nancy ayant été libérée le 15 septembre 1944, les cours avaient repris à la Faculté de Droit à la date normale. Ne pouvant être logé chez mon grand-père qui n'avait pas de chauffage, j'ai été accueilli d'abord chez des amis, qui habitaient Place Carrière, puis chez notre oncle Pierre et notre tante Suzanne, Rond Point Lepois où je retrouvais un foyer affectueux. J'étais séparé des miens pour la première fois ; surtout, il m'était difficile de communiquer avec eux : pas de téléphone ni de moyen de transport. La poste n'a été rétablie qu'au bout de quelques mois.

Les liaisons ferroviaires avec Saint Dié n'ont pu reprendre qu'après la construction de ponts provisoires.

Mon père avait repris son activité professionnelle dans des conditions très difficiles : bibliothèque et dossiers anéantis, plus de machines à écrire, plus de téléphone, etc...

Un huissier de justice ami lui avait prêté une pièce de son étude, rue d'Alsace, où il a exercé plusieurs mois avant de retrouver des locaux provisoires plus appropriés.

Olivier et Eve-Marie ont commencé leur nouvelle année scolaire avec retard ; le collègue avait été installé dans des baraques du camp de concentration de Schirmeck-Labroque ! – camp dont l'atrocité venait d'être découverte -.

A ce stade de mon récit, je voudrais dire quelle a été ma réaction lorsque Saint Dié et sa région ont été libérés.

En dépit de la situation pénible, dans laquelle nous nous trouvions, nous éprouvions un profond soulagement. Nous avons perdu notre foyer et nos souvenirs les plus chers, mais nous avons eu la chance d'avoir échappé à la mort et de n'avoir été ni blessés ni déportés.

Nous étions enfin libres : le mot Liberté prend tout son sens et sa valeur en de pareils moments.

Depuis les mois de janvier-février 1944, nous n'avions cessé de vivre dans l'angoisse. Les arrestations, les déportations et les exécutions s'étaient multipliées, créant un climat insupportable.

Il était notoire que chaque quartier de la ville était contrôlé par un agent au service des Allemands. Certains habitants étaient fichés. Au téléphone, mes parents se rendaient compte que leurs conversations étaient écoutées de façon permanente.

Quant à moi, je ne pensais qu'à fuir cette région et à me cacher, mais où et comment ? Au demeurant, mon absence aurait paru suspecte.

A partir de septembre 1944, alors que nous avions espéré une libération rapide, notre situation devient dramatique. Sans communication sûre avec le reste du monde, les rumeurs, les fausses nouvelles se propagent.

Démunis, sans appui ni recours, la région totalement isolée est aux mains des SIPO et des SD qui instaurent un véritable régime de terreur.

Les nazis n'hésitent pas à commettre journellement des crimes. Il leur arrive de déporter et d'incendier encore au moment où ils vont quitter les lieux, et même lorsqu'ils y reviennent après les avoir évacués et ce, jusqu'à l'instant précédant la libération effective par l'arrivée des avant-gardes américaines (comme à Senones).

Si nous n'avons pas été arrêtés et déportés, c'est tout à fait providentiel. Car bien que nous restions prudents, sous le poids de menaces répétées les plus graves en cas d'inexécution des ordres, et que nous ne cédions pas à la provocation, nous restions entièrement à la merci de ces barbares, qui à tout moment pouvaient s'emparer de nous sans raison.

Nous n'étions coupables que d'être Français.

Nul n'était sûr du lendemain, nul n'était sûr du jour même.

Comment avons-nous pu tenir moralement et physiquement ? Grâce à la Providence et avec l'espoir d'une libération qui enfin approchait. Cette tragédie nous marquera pour toujours.

**XVII : Enquête de la Commission des Nations-Unies sur les crimes de guerre perpétrés à Saint Dié et dans la région<sup>207</sup>.**

Quelques mois après la Libération, mes parents ont reçu la visite de la Commission des Nations Unies sur les crimes de guerre (United Nation War Crime Commission). Elle faisait une enquête sur les atrocités commises à Saint Dié et dans la région.

Avait-elle eu connaissance de la déposition que ma mère avait faite au Procureur de la République dans les jours qui ont suivi la Libération ?

Ma mère, obligée de faire la cuisine pour les membres du SD de Lyon, avait été forcément en rapport étroit avec ces derniers. Elle put ainsi relater aux membres de la Commission, ce qu'elle avait vu et entendu.

Sur les photos qui lui furent présentées, elle reconnut nos occupants, et même elle put les nommer par leurs sobriquets, ce qui d'ailleurs amusa les enquêteurs.

Mon père également fit état du comportement de la bande.

Les membres de la Commission satisfaits des informations fournies par mes parents, leur montrèrent les photocopies des ordres d'Himmler et d'Oberg : Oberg et les nazis avaient bien prévu que les hommes de Saint Dié et de la région, déportés le 8 novembre, devaient aller au camp de Dachau et que la population tout entière de Saint Dié devait être transférée et internée en Allemagne.

Le sort qui était réservé par les nazis à la ville et ses habitants fut révélé à des Déodatiens avant la tragédie.

<sup>207</sup> Au sujet de la Commission des Nations-Unies sur les crimes de guerre (United Nation War Crime Commission UNWCC), voir Les hommes de Saint Dié, p. 14. Cette Commission fit un rapport sur les crimes et les atrocités commis par les nazis dans les Hautes Vosges, qui fut terminé le 3 décembre 1946. p. 16,24,30,56,64.

Ainsi, Ohl des Marais qui habitait Saint Dié, Place Saint Marin, écrit dans sa chronique à la date du 21 septembre 1944 : « le locataire qui occupe chez moi une chambre, Bourkart, interprète à la Kommandantur d'Epinal, me dit textuellement cette phrase : Saint Dié sera rasée, c'est dommage pour cette ville que j'aime beaucoup, car avant la guerre j'y venais tous les ans avec ma femme. » Et le 27 septembre, lors de son départ à 4h du matin, Bourkart lui répète encore : « du moment que je pars, c'est que vous serez bientôt délivrés ». Mais il ajouta « j'aime beaucoup Saint Dié... et je le plains de qui arrivera ». Il était donc au courant de ce qui allait se passer<sup>208</sup>.

Dans l'après-midi du 7 novembre, un petit groupe de soldats et de gendarmes visite les maisons du quartier de l'avenue de Robache, à la recherche des hommes qui devront, dans un délai de deux heures, se munir de tout ce qui leur est nécessaire pour travailler « quelques jours » aux environs. Ceux qui ont pu être alertés, réussissent à échapper à l'arrestation.

A quelqu'un qui s'étonne de cette mesure, un gendarme répond : « Demain, tout Saint Dié doit partir... ça, c'est autre chose ».

On peut en déduire que dès ce moment, l'évacuation de la population était décidée, et sans doute sa déportation. Autrement, comment expliquer qu'on ait dit aux requis du 8 novembre, à leur arrivée en Allemagne, que leurs familles allaient les rejoindre<sup>209</sup> ?

Toutefois dans les trains qui transportent les Déodatiens en Allemagne, à certains la Gestapo fait comprendre qu'ils vont au camp de concentration de Dachau<sup>210</sup>.

Monsieur Callenet, ingénieur aux manufactures de Senones, qui était déporté à Dachau a entendu le 7 novembre, son chef de block, un SS dire : « nous attendons 5000 Vosgiens »<sup>211</sup>.

---

<sup>208</sup> Ohl Des Marais, histoire chronologique, p. 358-359.

<sup>209</sup> JL Mongel, BSPV 1963, Vol.67, p. 199 / G. Baumont, Saint Dié, Terre brûlée, p. 35.

<sup>210</sup> Les hommes de Saint Dié. Témoignage de Jean Boyer, p.102.

<sup>211</sup> Cf. JL Mongel, BSPV 1963, Vol. 67, p. 202-203.

Les nazis avaient prévu l'internement des femmes, des enfants et des vieillards à Mannheim où ils étaient attendus par des femmes qui leur avaient préparé une soupe monstre (c'est du moins ce que certains déportés avaient remarqué).

Il convient de rappeler le texte des ordres écrits qui a déjà été évoqué, concernant l'évacuation de la population. Comme le fait justement remarquer André Roussel, initialement la population de Saint Dié devait être repliée au-delà de la voie ferrée au Sud, ce qui laisse supposer que la ville devait être entièrement évacuée pour être détruite.

Au moment du rassemblement des hommes le 8 novembre, un feldgendarme déclara à un Déodatien, Monsieur Adrien Claude : « Vous n'aurez pas le bonheur de revenir ; vous allez dans les camps de concentration<sup>212</sup> ».

Monsieur Lienhardt, Déodatien avait eu l'occasion quelques temps avant le déportation et grâce à sa parfaite connaissance de la langue allemande, d'être en relation avec un feldgendarme. Ce dernier se présenta au matin du 8 novembre dans la maison de M. Lienhardt, rue d'Hellieule, et dit à son épouse : « On va les conduire dans un camp de concentration ; c'est à cause du maquis ; mais ne dites rien à personne<sup>213</sup> ».

Le matin du 8 novembre, jour de la déportation, le chef de l'organisation Todt à Saint Dié vint trouver à son domicile M. Rich, professeur au collège - que j'ai bien connu comme élève- . Il lui proposa de l'emmener comme interprète à la Petite Fosse. L'Allemand s'explique ainsi : « je ne puis pas vous forcer à partir aujourd'hui. Vous n'êtes pas parmi les requis ; mais il y aura d'autres déportations, la ville entière sera évacuée ; de toute façon, vous serez séparé de votre famille ; mieux vaut pour vous servir d'interprète qu'être enfermé dans un camp ». M. Rich ajourna sa réponse à deux heures de là et se camoufla. Il eut la chance de ne pas être inquiété<sup>214</sup> ».

---

<sup>212</sup> JL Mongel, BSPV 1963, Vol 67, p. 203.

<sup>213</sup> JL Mongel ; id

<sup>214</sup> G. Baumont, Saint Dié, Terre brûlée. p. 35.

**XVIII : Comment le sort des Déodatien fut décidé à Mannheim  
et quelle fut leur existence dans cette ville et sa région.**

Le 8 novembre 1944, les Allemands diffusent et annoncent l'ordre suivant (voir Chapitre XI, p. 63) :

*98*  
*A*  
« AVIS LA POPULATION »

*« Tous les hommes français, âgés de 16 à 45 ans de la commune de .... sont appelés, selon les conventions de la Haye pour l'exécution de travaux de retranchement pour la durée de deux semaines. Le lieu de travail étant trop distancé de la commune, les hommes appelés aux travaux doivent porter avec eux outils de retranchement (pelle, bêche, pic, hache), des vivres pour 5 jours, un pot de camp, les vêtements nécessaires, du linge et une couverture. Dès le sixième jour, les autorités militaires prendront soin du ravitaillement.*

*Qui ne se présentera pas sera considéré comme saboteur et risquera d'être sévèrement puni.*

*Le 7 novembre 1944*

*Le commandant en chef ».*

Le texte de cet ordre qui avait d'abord été écrit en allemand indiquait « von 16-55 Jahre », puis il a été surchargé au crayon « von 16-45 Jahre ».

Cette opération, ordonnée par le Général Oberg de concert avec la Centrale de la Gestapo de Berlin, avait été tenue secrète jusqu'au dernier moment.

Les rassemblements d'hommes ont été parfaitement synchronisés dans 38 communes vosgiennes<sup>215</sup>.

Avec un sens de l'organisation incontestable, le Général Oberg coordonna la mise en place des trains nécessaires pour transporter en Allemagne<sup>216</sup> simultanément

<sup>215</sup> Voir en annexe les communes et le nombre des déportés.

<sup>216</sup> Les hommes de Saint Dié. p.98



le même jour les Vosgiens de ces 38 communes :

- Un train attendait à Lesseux l'un des groupes de Déodatien qui de Saint Dié étaient partis à pied de la caserne Chérin vers Saint Marguerite, Remomeix, Frappelle jusqu'à Lusse, où ils furent rassemblés dans une usine de textile ; puis au cours de la nuit, ils furent emmenés à pied à la gare de Lesseux. Là, ils prirent le train qui les transporta à Mannheim où ils arrivèrent le 9 novembre vers 16 heures.

- Un train attendait à Provenchères une autre partie des Déodatien et les hommes d'Etival, de Moyenmoutier, d'Hurbache et du Ban-de-Sapt. Ils sont enfermés dans une usine, puis vers 22h30, ils sont conduits à la gare de Provenchères et prennent le train qui les emmena à Mutzig, où ils passèrent la journée dans les casernes ; puis dans la soirée, ils embarquèrent dans un train qui arriva à Mannheim le 10 novembre vers 6 heures du matin.

- Un train attendait à Hachimette les hommes de la vallée de la Haute Meurthe (Anould, Saint Léonard). Après avoir été rassemblés dans une usine à Plainfaing, ils partirent le 9 novembre à pied par le col du Bonhomme jusqu'à Hachimette où ils furent enfermés dans une usine. Un train les emmena à Colmar où ils rencontrèrent les hommes de Gérardmer ; ensuite de Colmar, ils furent transportés en train à Mosbach où ils arrivèrent le 10 novembre.

- Un train attendait à Munster en Alsace les hommes de Gérardmer, Xonrupt, Granges-sur-Vologne. Après avoir été enfermés dans une usine à Xonrupt, ils partirent à pied, le lendemain 9 novembre, par le col de la Schlucht pour Munster ; de là un train les transporta à Karlsruhe, où ils arrivèrent le 10 novembre.

- Un train attendait à Heming les hommes de Raon l'Etape qui avaient été emmenés à pied par Badonviller et qui furent transportés jusqu'à Heidelberg.

- Un train attendait à Wesserling les hommes de la Bresse et de Cornimont qui avaient été emmenés à pied par le col d'Oderen.

Six trains : une synchronie remarquable ... et sinistre.

Les hommes étaient dans l'ignorance totale de leur destination<sup>217</sup>.

A Mannheim, nombreux ont été les Déodatien, qui comprenant l'allemand, assistèrent à une discussion entre les nazis qui voulaient convoier les déportés au camp de Dachau<sup>218</sup> et les industriels de Mannheim qui avaient été convoqués à la gare afin qu'ils puissent se procurer la main d'œuvre dont ils avaient besoin.

Cette discussion dura au moins deux heures. En fin de compte, les industriels et les chefs d'entreprises obtinrent satisfaction<sup>219</sup>.

Ce qui s'est passé à Mannheim, c'est que le Gauleiter de Bade-Alsace s'est, au dernier moment, imposé face à Oberg, chef suprême des SS et de la Police en France.

Il convient en effet de rappeler que l'ennemi approchant des frontières du Reich, les Gauleiter avaient été nommés par Hitler, Commissaires à la défense du Reich (Reichsverteidigungs Kommissar RVK).

A ce titre, ils avaient été habilités à intervenir dans toutes les affaires concernant la défense du pays<sup>220</sup>.

En outre, à la suite de la faillite du groupe d'armées « Centre Allemand » à l'Est (fin juin-juillet 1944) et de l'effondrement du front de l'Ouest en Normandie (juillet-août 1944), les pertes subies contraignirent les dirigeants nazis à créer de nouvelles divisions.

Parmi les Allemands qui avaient été exemptés de service, notamment ceux des administrations militaires et des usines d'armement, une grande partie dut être envoyée au combat. D'autre part, il avait fallu recruter pour la construction des fortifications de l'Est, de l'Ouest et la mise en place du Volkssturm.

Le Gauleiter de Bade-Alsace était donc en droit de retenir le groupe de Vosgiens

---

<sup>217</sup> Les hommes de Saint Dié, p. 100-101. A quelques Déodatien, leurs gardiens font comprendre qu'ils vont à Dachau « nach Dachau ». cf. Jean Boyer.

<sup>218</sup> Le bruit a couru que la voie ferrée menant à Dachau avait été coupée dans la nuit par l'aviation alliée.

<sup>219</sup> Sur la discussion : G. Baumont, Saint Dié, Terre brûlée. p.37-38 / JL Mongel, lui-même déporté ; BSPV 1972, Vol.76, p.63 / Les hommes de Saint Dié, p.47,107 et les témoignages de Gilles Guillaume, René Sittel et Hubert Andersen, p. 107-109 (témoignages reproduits dans l'annexe III).

<sup>220</sup> Sur les pouvoirs accordés aux Gauleiter (RVK), voir note 83, p.52.

qui venait d'arriver dans sa zone d'influence<sup>221</sup>, afin de parvenir à compenser le manque aigu de main d'œuvre dans les entreprises, les commerces et les services publics. En effet, il fallait des hommes, d'une part en vue de remplacer ceux qui venaient d'être mobilisés, d'autre part pour réparer les graves dégâts causés à Mannheim qui avec son industrie lourde était une des villes les plus bombardées d'Allemagne<sup>222</sup>.

Telles sont les raisons pour lesquelles les Déodatienais ainsi que les Vosgiens de 37 autres communes « n'allèrent point agoniser dans l'horreur du camp de Dachau<sup>223</sup> ».

#### La tromperie des Allemands.

D'après le texte de « l'avis » du commandant en chef allemand en date du 7 novembre que nous avons reproduit en tête de ce chapitre, les hommes de Saint Dié étaient appelés, « selon les conventions de La Haye, à exécuter des travaux pour une durée de deux semaines ». Ils devaient « porter avec eux leurs outils... des vivres pour cinq jours ... les vêtements nécessaires, du linge et une couverture ».

On avait dit à certains qu'ils devaient faire des tranchées dans les environs, durant quinze jours.

Or les hommes ont été transférés en Allemagne où ils sont restés près de six mois et en hiver. Ils ont été trompés<sup>224</sup>.

Beaucoup croyant que leur éloignement serait de courte durée, étaient partis démunis de vêtements chauds, de couverture et de linge de rechange<sup>225</sup>.

A ce sujet, il est intéressant de faire état d'une lettre, en date du 11 novembre

<sup>221</sup> Les Hommes de Saint Dié, p. 47.

<sup>222</sup> Ian Kershaw, La fin de l'Allemagne, p. 104-112 ; chapitres 1 et 2 sur la reconstruction de nouvelles forces pour la guerre totale dont le ministre plénipotentiaire était Goebbels, ainsi que sur les rôles de Bormann et Speer, ministre de l'armement.

<sup>223</sup> G. Baumont Saint Dié, Terre brûlée, p.37-38.

<sup>224</sup> Les hommes de Saint Dié, p.46 cf. Témoignage de Hubert Andersen, p.72.

<sup>225</sup> Les hommes de Saint Dié, p.120, Témoignage de André Humbert : « En 45, c'était l'hiver, il y avait beaucoup de neige. Et on n'avait pas de vêtements, parce qu'on a été emmenés sans pouvoir emporter des vêtements. On ne nous a pas dit qu'on allait nous déporter. Alors moi, je suis parti avec rien sur le dos, sans manteau » ; p. 186 témoignage de Jacques Harter : « Je suis venu uniquement avec un blouson ».

1944, adressée par l'office de l'alimentation et de l'économie au Ministère des Finances et de l'Economie de Bade : « ... en ces jours-ci, 1000 civils français environ sont arrivés à Mannheim en n'ayant que ce qu'ils portaient sur eux. Pour qu'ils puissent être en mesure de travailler, nous avons besoin pour le moins de 1500 blousons et pantalons de travail. Nous vous demandons de toute urgence cette contribution parce que sinon ces gens ne pourront pas travailler<sup>226</sup> ».

#### Les conditions d'existence des Déodatien à Mannheim<sup>227</sup>.

A Mannheim, les conditions d'existence des Déodatien variaient d'une entreprise à l'autre. Mais dans l'ensemble, elles étaient difficiles.

D'abord sur le plan matériel et physique, les déportés sont logés dans des camps, des baraques, des écoles. Les locaux sont peu chauffés et parfois surpeuplés ; ils sont sales, souvent infectés de punaises et de vermine.

L'hygiène est déplorable : difficultés pour se laver, absence de toilettes, WC dans les cours, un seul robinet pour 400 personnes..., les bombardements ayant endommagés les canalisations des immeubles et de la ville. Les travailleurs sont atteints de furonculose et d'affections pulmonaires difficiles à soigner par manque de médicaments.

Les Vosgiens souffrent du froid, surtout ceux qui travaillent au dehors (-18°). Ils manquent de vêtements d'hiver, de manteaux. Certains portent des chaussures en bois ou des sabots. Des tickets d'alimentation leur sont attribués, mais la nourriture est insuffisante. Ils ne peuvent pas toujours se procurer de « Stamm » : c'est le repas courant qui est composé d'une purée de pommes de terre, de rutabaga et d'une bière.

Dans les entreprises, les cadences de travail sont très dures : douze heures pas

---

<sup>226</sup> Les hommes de Saint Dié, p.46.

<sup>227</sup> Sur tous ces points, cf. Les Hommes de Saint Dié. Témoignages de déportés, p.72 ,80, 114, 128, 134, 146, 156, 160, 170, 192, 230, 239.

jour, de 6 h du matin à 18h ou 19 h le soir, avec une pause d'une demi-heure. Réveil très tôt, vers 4 heures et demie, pour être à 6 h sur le lieu de travail.

Les déportés subissent de nombreux bombardements. Ils ne peuvent pas toujours se mettre à l'abri, les bunkers étant réservés aux Allemands.

Ceux qui n'ont pas de qualification pour des travaux techniques sont astreints à des tâches pénibles : déblaiements des ruines et de la neige, manutention de matériaux lourds, terrassement, tranchées... Ils doivent remplacer les vitres des fenêtres avec du carton afin d'éviter le gel, monter sur les toitures pour réparer des charpentes ou remettre en place des tôles ou des tuiles. Ils étaient donc manœuvres.

Certains connurent un sort moins rude grâce à des employeurs humains et compréhensifs, notamment chez les artisans et dans les petites entreprises où il existait un contact personnel.

Sur le plan moral, les conditions d'existence des Déodatien n'étaient pas moins pénibles : inquiétude sur le sort de leurs familles en pleine zone de combats, absence totale de nouvelles, incendie de la ville connue en décembre.

L'Echo de Nancy édité à Berlin est diffusé à Mannheim.

Les déportés vosgiens ont en main les articles de collaborateurs notoires, Martin de Briey et Robert Huin, parus dans les numéros des 25-56 novembre 1944 et du 11 décembre 1944. 26

L'article du premier est intitulé : « Le crime de l'Amérique contre la ville de Saint Dié, sa marraine » ; celui du second : « J'ai vu l'immense incendie qui ravageait Saint Dié ». Tous deux imputaient la destruction de la cité exclusivement aux bombardements de l'aviation et de l'artillerie américaines<sup>228</sup>.

De même, les Déodatien déportés ont pu voir dans les cinémas de Mannheim et de la région, le film qu'un soldat allemand avait réalisé à Saint Dié sur la destruction

<sup>228</sup> Ces articles sont reproduits in extenso dans l'ouvrage de Georges Baumont, *Saint Dié, Terre brûlée* (p. 204). L'article de Robert Huin a été reproduit également dans BSPV 1974, document n°6, p. 85.

de la rue Saint Charles, avec un commentaire attribuant cette destruction uniquement aux bombardements américains.

Les bombardements et la maladie ont causé la mort de quelques Déodatien, tels le fils de M. Goret, professeur au collège dont j'ai été l'élève.

\*\*\*

Il m'a semblé que je ne pouvais mieux terminer ces souvenirs qu'en citant un extrait émouvant du discours qu'a prononcé le Général de Gaulle à Epinal, le 29 septembre 1946.

*« Dans l'histoire de France, tissée des plus grandes gloires et des plus grandes douleurs, les Vosges viennent encore une fois, d'offrir à la patrie le fidèle hommage de leur courage et de leurs sacrifices. Nul sol ne fut mutilé plus profondément que le vôtre. Nulle part la destruction des maisons, des fermes, des ateliers, des instruments de travail et de la vie n'a dépassé ce que vous avez subi. Aucune région n'a supporté une proportion supérieure d'hommes et de femmes déportés par l'ennemi – plus de 10 000 – de patriotes fusillés - plus de 3000 – de pauvres gens chassés de chez eux - plus de 80 000 ! Dans de multiples combats livrés sur les arrières de l'envahisseur par nos forces de l'intérieur, point de faits d'armes plus magnifiques et plus utiles que ceux qui se déroulèrent ici, tels que, par exemple, l'attaque de Corcieux et de Taintrux, le 6 juin 1944, ou la défense de la ferme de Viombois dans les premiers jours de septembre.*

*Dans les rangs de nos armées, combien furent nombreux et combien furent vaillants les combattants de chez vous ! Ah ! Si les Vosges eurent, pour finir, l'honneur d'offrir à la glorieuse 1ère armée française, à la vaillante 7ème armée américaine et à l'immortelle phalange Leclerc leur base pour bondir jusqu'au Rhin, puis jusqu'au Danube, cet honneur elles l'avaient bien payé ! »*

## ANNEXE I.

**L'évacuation de l'Hôpital Saint Charles<sup>229</sup>.**

Le 9 novembre, à 7 heures, ordre est donné au directeur et au médecin chef de l'Hôpital Saint Charles d'avoir à évacuer les lieux dans trois heures.

A 8 heures, cet ordre est confirmé par deux officiers et un sous-officier allemands.

Le directeur et le médecin chef opposent un refus catégorique faisant valoir le caractère inhumain d'une pareille mesure et l'impossibilité d'évacuer, faute de moyen de transport et de lieu de repli.

Après une longue discussion, les Allemands s'en vont sans insister.

Le directeur et le médecin chef se rendent alors à la caserne Chérin dans le bureau du capitaine Schneider qui dirige l'évacuation de la ville. Ils y rencontrent trois officiers de la Gestapo.

En présence du premier adjoint au maire de Saint Dié qui les accompagne, ils élèvent une protestation contre l'ordre qui leur est donné.

Après avoir opposé un refus brutal, les officiers un peu moins catégoriques qu'au début de l'entretien, congédient leurs interlocuteurs et leur donnent l'ordre de regagner l'hôpital et d'y rester en attendant qu'ils aient trouvé un moyen de leur donner satisfaction.

A 12h30, un pompier de la ville apporte aux dirigeants de l'hôpital l'ordre irrévocable d'évacuer pour 13 heures et de transférer les malades et les blessés à l'Hôpital de Foucharupt.

Quelques instants après, arrivent un officier, un sous-officier et deux hommes, mitraillettes au poing, chargés de faire exécuter l'ordre dans les délais impartis.

---

<sup>229</sup> BSPV 1974, document n°4 : rapport sur l'évacuation et l'incendie de l'Hôpital Saint Charles par le directeur-économiste.



Le lamentable transport des 300 blessés dont certains venaient de subir des amputations, malades, femmes en couche, vieillards, enfants, commence en plein bombardement, sous la pluie et la neige, sous le regard des Allemands impassibles.

Trois chariots à échelle non bâchés et un tombereau servent de moyens de transport.

Vers 16 heures, comme il semble que les Allemands aient quitté l'hôpital, le personnel décide d'utiliser une ambulance automobile qu'il avait pu préserver de la réquisition pour transporter 8 enfants de 2 mois à 4 ans, dont cinq sont atteints de pneumonie. Surgissent alors deux agents de la Gestapo dans la cour où sont préparés les bambins. Ils paraissent s'apitoyer sur leur sort, veulent prêter leur concours pour mettre la voiture en route, puis s'enfuient avec le véhicule.

Les huit enfants seront transportés dans une charrette à bras, l'un près de l'autre, pour qu'ils aient moins froid, entre un lit de paille et quelques couvertures.

Vers 21 heures, presque tous les malades et les blessés sont évacués avec un matelas et deux couvertures au moins pour chacun.

Ils sont emmenés à l'hôpital de Foucharupt. Alors que normalement cet établissement peut contenir en moyenne 300 personnes, dès le 10 novembre s'y entassent plus de 1600 réfugiés dans des conditions d'hygiène indescriptibles.

Parmi eux se trouvent les vieillards de l'Hospice Saint Joseph qui ont été évacués, ainsi que les populations de certains quartiers d'une grossièreté inouïe et d'une saleté repoussante.

Cependant à l'hôpital Saint Charles, les dirigeants et le personnel, faisant preuve d'un courage et d'un dévouement admirables, décident d'y passer la nuit pour récupérer le maximum de matériel et d'objets de première nécessité.

Ainsi, le 10 novembre, malgré les pressions et les menaces des Allemands qui viennent à intervalles réguliers les sommer de quitter les lieux, ils évacuent sans relâche les maigres denrées qui restent encore, les couchages, la pharmacie, le linge et les ustensiles de cuisine.

Dans la soirée, profitant d'un moment d'inattention des Allemands, ils réalisent le chargement de 350 litres d'essence qui permettent d'alimenter un petit groupe électrogène qui fonctionnera le même jour au centre chirurgical hâtivement installé dans le restaurant du Nouvel Hôtel, sur la rive gauche : 127 blessés y seront opérés et soignés jusqu'au 6 janvier 1945 et 30 femmes y accoucheront.

Un deuxième chariot quitte encore l'hôpital à la nuit tombante avec quelques centaines de kilogrammes de pommes de terre. Y sont en outre chargés les cercueils contenant les corps des trois civils victimes de bombardement que les Allemands avaient promis de transporter dans leurs ambulances.

Le lendemain, 11 novembre, dès 7 heures du matin, les dirigeants et quelques-uns des agents retournent encore à l'Hôpital Saint Charles.

Malheureusement, les Allemands qui ont barré les ponts interdisent le retour des deux chariots à échelle. L'équipe poursuit néanmoins la récupération du matériel avec des poussettes ou simplement à la main.

A 11h40, le secrétaire de la Croix Rouge vient informer l'équipe que le capitaine Schneider qui dirige l'évacuation fera fusiller quiconque n'aura pas quitté l'établissement pour midi.

En dépit de cette nouvelle menace, grâce à un dernier chariot à échelle conservé comme ultime recours, l'équipe parvient à 15 heures à faire sortir de l'Hôpital et transporter sur la rive gauche un coffre-fort contenant 175 000 francs de recette et des titres de rente, mais surtout un autoclave de 200 litres et une chaudière de 150 litres.

A peine le dernier chariot parti, l'équipe voit arriver dans la cour de l'Hôpital deux camions sanitaires allemands.

En descendent un médecin commandant de la marine allemande et quelques hommes.

L'équipe de l'Hôpital assiste alors au pillage systématique des locaux. L'appareil de radiographie du dispensaire anti tuberculeux, dix matelas, une centaine de draps et tout ce qui restait, notamment des instruments de chirurgie, du matériel de cuisine,

etc... sont chargés sur les deux camions.

Le directeur réclame un bon de réquisition à l'officier qui juge d'abord la formalité inutile, puis accepte finalement de le rédiger et de le signer en mentionnant le numéro de sa formation.

L'équipe quitte définitivement l'Hôpital Saint Charles vers 18 heures, accompagnée de la sœur supérieure qui est restée auprès d'elle jusqu'au dernier moment.

Le 13 novembre, l'incendie de la ville commence<sup>230</sup>. Contrairement aux promesses qui seront faites le 15 novembre par le capitaine Schneider à la délégation déodatienne, l'Hôpital Saint Charles ne sera pas épargné. Le pavillon de la chirurgie « Jules Ferry », de création récente est dynamité, les autres pavillons sont incendiés et brûleront pendant plusieurs jours.

Quant à l'autoclave de 200 litres et à la chaudière de 150 litres que la courageuse équipe de l'Hôpital Saint Charles avait réussi à évacuer, ils ont utilement complété le matériel de la cuisine rapidement organisée à l'Hôpital de Foucharupt. Cette cuisine a pu ainsi assurer le service de 5000 rations par jour pendant près d'une semaine.

Les maigres provisions que l'équipe de l'Hôpital Saint Charles avait pu transférer furent partagées entre toute les personnes hospitalisées et les réfugiés.

Est-il besoin de rappeler que les quelques réserves des grossistes avaient été pillées systématiquement depuis l'isolement de la ville, par l'armée allemande, la Gestapo et la Milice.

Les vivres commençaient à manquer cruellement lorsque les Américains sont enfin arrivés.

---

<sup>230</sup> Voir annexe II.

## ANNEXE II.

## Paul Blumenkamp

En recevant les notables de Saint Dié, le capitaine Schneider, officier de la Wehrmacht, commandant de la place, déclare qu'il va transmettre leur requête, qu'il n'est qu'un subordonné qui obéit, qu'il n'a été chargé que de l'évacuation et que c'est un autre officier qui exécute l'ordre d'incendier<sup>231</sup>.

Qui est donc cet officier ?

D'après les auteurs de l'ouvrage « Les hommes de Saint Dié », qui ont eu accès au rapport établi dès 1945 par la commission de l'ONU sur les crimes de guerre (ULWCC), c'est un certain Paul Blumenkamp.

Paul Blumenkamp né à Krefeld en 1901, était Sturmscharführer S.S. (sergent-major) et faisait partie du Kommando SIPO-SD de Lyon dirigé par Werner Knab. Paul Blumenkamp n'appartenait pas au plus haut rang de la SS. Son grade laisse penser qu'il n'était qu'un sous-officier, agent de liaison<sup>232</sup>.

---

<sup>231</sup> Ce qui est paradoxal, c'est que le Capitaine tout en affirmant qu'il n'est chargé que de l'évacuation, promet à l'évêque de lui-même, sans qu'aucune question ne lui soit posée, que la cathédrale, le cloître, la petite église et l'hôpital Saint Charles seront épargnés... alors qu'il déclare que c'est un autre qui est chargé de l'incendie. Journal de Monseigneur Blanchet, p. 51.

<sup>232</sup> Le grade de Sturmscharführer fut créé en 1934 après « la nuit des longs couteaux » (exécution de Röhm et des dirigeants de la S.A.) Il remplaçait le grade de Haupttruppführer Sturmabteilung. C'était un grade para-militaire de la SS qui fut utilisé entre 1934 et 1945 et qui équivalait au grade de sergent-major dans d'autres organisations militaires. La force SS se divisait en trois catégories : les Allgemeine SS où le service n'était pas permanent, les SS Totenkopf ou régiment « tête de mort » chargés de la garde des camps de concentration ; enfin les SS Verfügungstruppen ou régiments encasernés. Au début de 1939, les SS Verfügungstruppen furent converties en troupes Waffen SS. Après avoir été le grade le plus important de la SS Verfügungstruppen, le Sturmscharführer devint le plus élevé des grades des sous-officiers de la Waffen SS. Il n'avait pas d'équivalent chez les Allgemeine SS. Les Sturmscharführer étaient généralement sergents en chef d'un régiment entier ou dans certains cas, d'une division d'infanterie. (cf. J. Delarue, Histoire de la Gestapo, p. 108 et 256).

Blumenkamp avait suivi le Kommando de Lyon lorsque ce dernier était remonté progressivement vers les Vosges, à la suite de l'avance des Alliés.

C'est lui qui le 28 septembre 1944 s'est adressé au Maire de Saint Dié pour lui demander de mettre chaque matin, à la disposition de l'organisation Todt, mille hommes pour effectuer des travaux de fortification.

C'est lui qui procéda à la confiscation des postes de radio, des bicyclettes, etc... et qui imposa à chaque foyer la remise d'une chemise, d'un caleçon et d'une paire de chaussettes.

C'est lui qui le 8 octobre fait réquisitionner les hommes de 16 à 45 ans pour l'exécution de tranchées dans la vallée de la Meurthe, à Saint Dié et à Raon l'Etape. Le lendemain il se plaint au maire de l'insuffisance du nombre d'hommes valides qui se sont rendus à l'appel et menace de sévir<sup>233</sup>.

Le 7 novembre, Blumenkamp se rend chez le Maire pour lui notifier l'ordre de réquisition des hommes de 16 à 65 ans (ordre qui fut modifié le lendemain en convoquant les hommes de 16 à 45 ans).

Le 8 novembre au soir, Blumenkamp avise le Maire que la partie de la ville située sur la rive droite de la Meurthe doit être évacuée sur la rive gauche<sup>234</sup>.

En définitive, Paul Blumenkamp et le capitaine Schneider, Officier de la Wehrmacht, sont tous deux les exécutants responsables nommément connus de la déportation des hommes, de l'évacuation de la population civile, du pillage et de l'incendie de la ville. Ils se sont conformés aux instructions du Général Oberg qui appliquait les mesures décidées avec Himmler dans le cadre de l'action Waldfest.

\*\*\*

---

<sup>233</sup> Voir chapitre X. Les réquisitions d'hommes pour les travaux de défense autour de la ville et le long de la Haute Meurthe.

<sup>234</sup> Les hommes de Saint Dié, p. 52-53-55.

Avant sa période de service à Lyon, Blumenkamp avait été en poste à Vichy et à Clermont Ferrand, où déjà il s'était rendu tristement célèbre par sa cruauté : notamment, il avait pris part en novembre 1943 à une action d'envergure contre l'Université de Strasbourg qui avait été repliée à Clermont Ferrand en 1939. Au cours de cette rafle, beaucoup de professeurs et d'étudiants avaient été arrêtés, maltraités, torturés et envoyés en camp de concentration.

Les crimes commis dans les Vosges par les Kommandos SIPO-SD n'étaient donc pas pour lui une nouveauté, à ceci près qu'ils frappaient un nombre de personnes beaucoup plus élevé.

Après la guerre, Blumenkamp fut cité devant le Tribunal militaire de Lyon, mais il ne comparut pas. L'acte d'accusation relève que « Blumenkamp très cruel s'est signalé par ses violences dans ses interrogatoires, ses pillages, l'incendie de plusieurs immeubles, qu'il a fait fusiller de nombreux français »<sup>235</sup>.

Pour meurtres et d'autres crimes de guerre, il fut condamné à mort par contumace le 13 octobre 1950. Il vécut en Allemagne sans jamais être inquiété. Il avait une boutique de mode à Willich, où il est mort en 1976.

---

<sup>235</sup> Les Hommes de Saint Dié, p. 52 à 55 (voir le texte en allemand).

ANNEXE III.

Témoignages de Déodatiens déportés à Mannheim.

Gilles Villaume.

*« Vous connaissez l'histoire sur le quai de la gare de Mannheim. Notre sort s'est décidé, car en principe, nous devions aller à Dachau, normalement.*

*Nous avons bien remarqué qu'on avait convoqué les industriels de la région afin qu'ils puissent chercher des travailleurs.*

*Et nous, nous étions cinq amis ensemble. Nous avons toujours pensé que nous voulions rester ensemble.*

*Comme on réclamait cinq électriciens, tout à fait par hasard, nous nous sommes en allés, emmenés par un employé de la firme AEG, très heureux de nous avoir ».*

René Sistol.

*« A Mannheim, nous avons eu la chance que des industriels de la ville soient venus à la gare et qu'ils aient demandé à la Gestapo et nos accompagnateurs que nous puissions rester à Mannheim, parce qu'ils n'avaient plus de main d'œuvre.*

*Ils avaient déjà dû engager des jeunes filles.*

*Ils se sont imposés et nous sommes restés à Mannheim».*

Hubert Andersen.

*« A la gare de Mannheim, il paraît que la décision a été prise de nous garder là. Il y avait des personnes qui avaient besoin de main d'œuvre ; des industriels se plaignaient du manque de main d'œuvre. Et nous étions manifestement destinés à Dachau. C'est ce qu'on nous a dit.*

*Ils ont discuté un long moment sur le quai de la gare, peut-être deux heures. Et ensuite, une grande partie a été emmenée à la Diesterwegschule».*

*Liste nominative des personnes fusillées à Epinal par les Allemands après avoir été  
déférées devant le Tribunal Militaire :*

*LALEVEE Jean Joseph Marcel, né à Saint Dié le 17 février 1920, domicilié à Saint Dié, 19 rue des Jardins, fusillé à Epinal le 27/04/44.*

*REINSTADLER René Julien, né à Barbey-Seroux le 4 mai 1926, domicilié à Saint Dié, 7 rue du Nord, fusillé à Epinal le 27/04/44.*

*SCHMITT Jean Marie, né à Saint Dié le 29 octobre 1924, domicilié 38 rue de l'Orient, fusillé à Epinal le 27/04/44.*

*MICHLER Jules Edouard, né à Saales (B.R.) le 26 avril 1926, domicilié à Saint Dié, 17 rue des Travailleurs, fusillé à Epinal le 27/04/44.*

*PICARD Pierre, né à Besançon (Doubs) le 8 février 1920, domicilié à Saint Dié, 21, rue Saint-Eloi, fusillé à Epinal le 27/04/44.*

*DORNER Jean Eugène, né à Saint Dié, le 29 décembre 1923, domicilié à Saint Dié, 11 rue des Travailleurs, fusillé à Epinal le 27/04/44.*

*THIEBAUT Maurice Bernard, né à Saint Dié le 19 septembre 1923, domicilié à Saint Dié, Le Villé, fusillé à Epinal le 27/04/44.*

*BAUMELER Joseph Frédéric, né à Rixheim (H.R.) le 10 novembre 1921, domicilié à Saint Dié, 8 rue Saint Charles, fusillé à Epinal le 27/04/44.*

*JACQUOT Paul Alphonse, né à Lépages le 1er juin 1918, domicilié à Saint Dié, Grand Foucharupt, fusillé à Epinal le 27/04/44.*

*KETTEN Henry, né à Petange (Luxembourg) le 8 février 1921, domicilié à Saint Dié, 15 rue de l'Orient, fusillé à Epinal le 27/04/44.*

*KOEBERLE Gustave, né à Annemasse (Hte Savoie) le 24 février 1915, domicilié à Saint Dié, 15 rue des Tanneries, fusillé à Epinal le 27/04/44.*

*LECLERC Albert René, né à Thaon-les-Vosges le 20 juin 1920, domicilié à Saint Dié, 23 rue des Travailleurs, fusillé à Epinal le 27/04/44.*

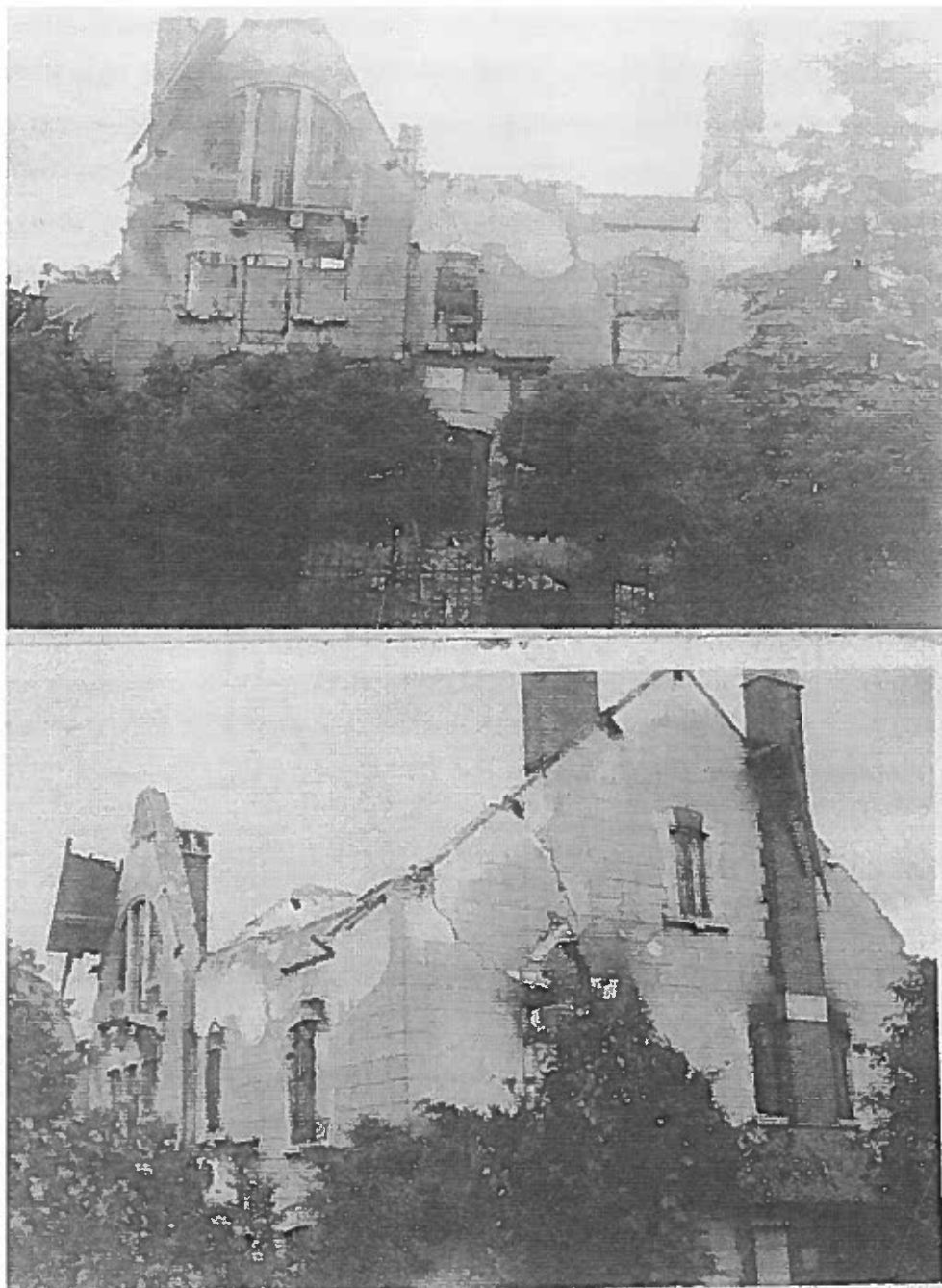


Communes où a été appliqué l'ordre de déportation du 8 novembre 1944, avec le nombre des déportés dans chacune d'elles:

Canton de Corcieux		Canton de Provenchères	
<i>Arrentès</i>	43	<i>Lusse</i>	30
<i>Aumontzey</i>	9		
<i>Barbey-Seroux</i>	7	Canton de Raon l'Etape	
<i>Champdray</i>	3	<i>Allarmont</i>	52
<i>Corcieux (environs)</i>	100	<i>Etival-Clairefontaine</i>	48
<i>Gerbépal</i>	45	<i>Luvigny</i>	2
<i>Granges-sur-Vologne</i>	145	<i>Raon l'Etape</i>	265
<i>La Houssière</i>	10	<i>Raon-sur-Plaine</i>	4
<i>Rehaupal</i>	4	<i>Vexaincourt</i>	22
<i>Vienville</i>	10		
Canton de Fraize		<u>Canton de Saint Dié</u>	
<i>Arnould</i>	168	<i>Combrimont</i>	2
<i>Ban-sur-Meurthe</i>	49	<i>Nayemont-les-Fosses</i>	21
<i>Clefcy</i>	12	<i>Neuvillers-sur-Fave</i>	6
<i>Entre-Deux-Eaux</i>	20	<i>Pair et Grandrupt</i>	16
<i>Plainfaing</i>	250	<i>Remomeix</i>	17
<i>Saint-Léonard</i>	113	<i>Saint Dié</i>	943
		<i>Saint Marguerite</i>	51
Canton de Gérardmer		<i>La Salle</i>	17
<i>Gérardmer</i>	600	<i>Saulcy-sur-Meurthe</i>	36
<i>Liezey</i>	18	<i>La Voivre</i>	40
<i>Xonrupt</i>	44		
		Canton de Senones	
		<i>Hurbache</i>	15
		<i>Moyenmoutier</i>	373



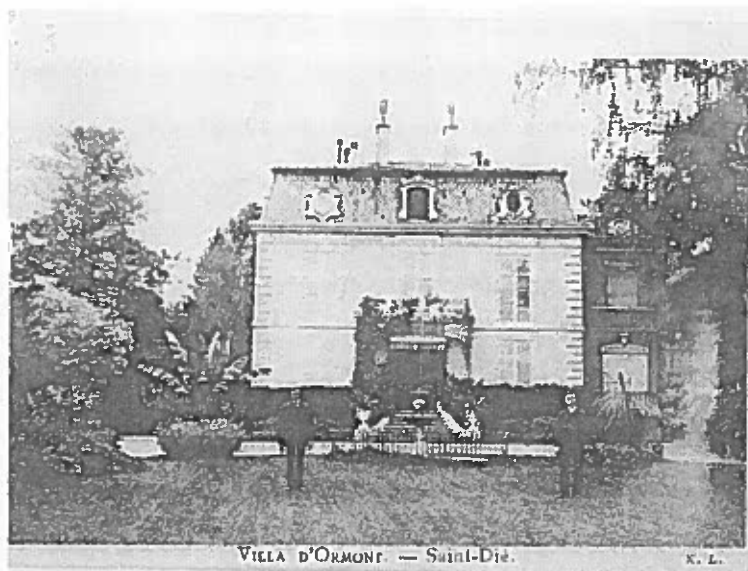
Notre maison, rue des Trois Villes à Saint Dié avant novembre 1944.



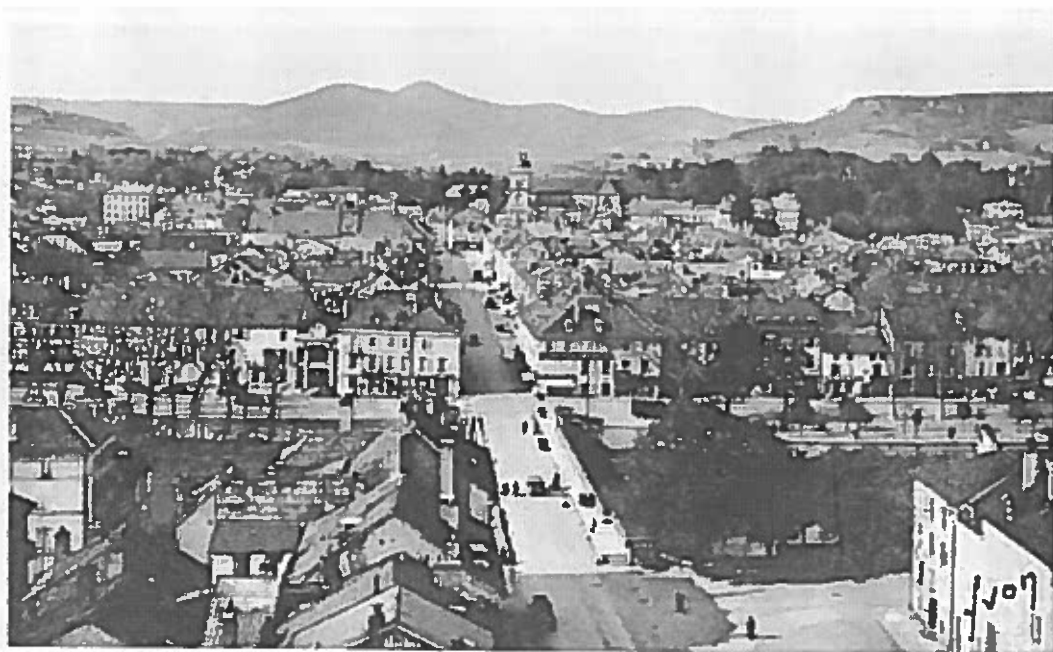
Notre maison, rue des Trois Villes après l'incendie, en 1945.



Notre maison, rue des Trois Villes après l'incendie, en 1945.



La Villa d'Ormont, maison de notre Grand-mère,  
avant et après l'incendie de Saint Dié.



Vue de Saint Dié avant 1939.

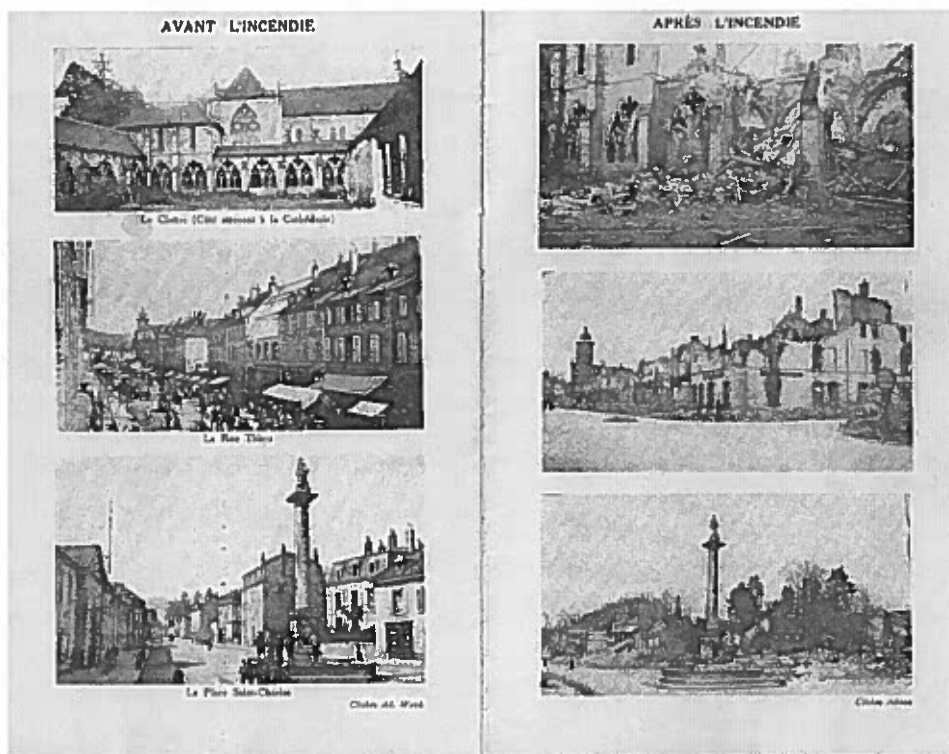


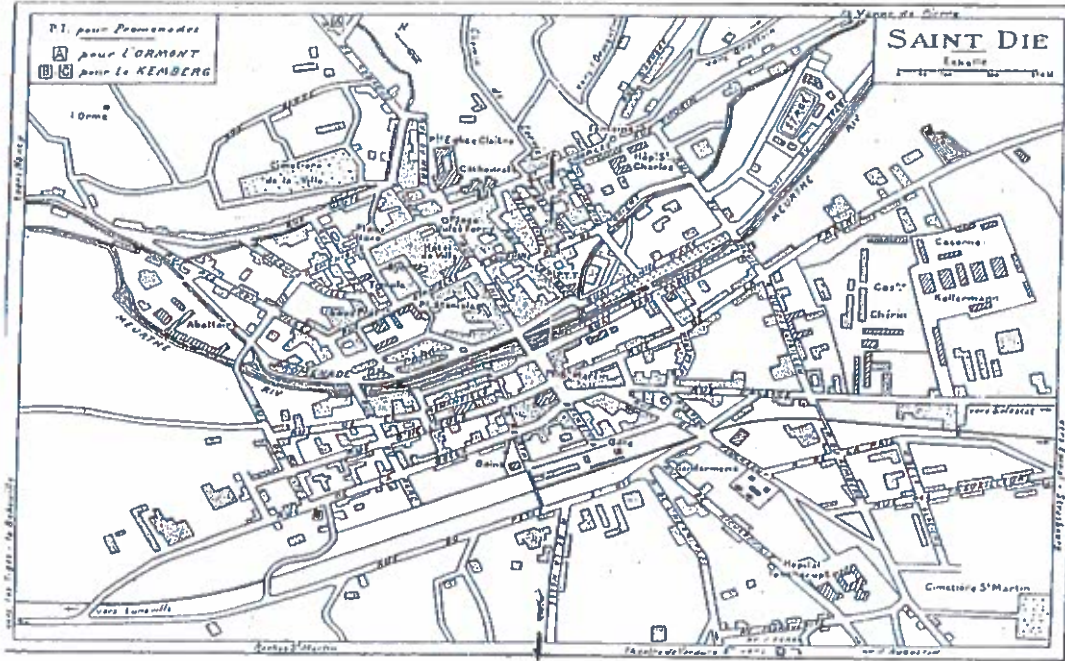
Vue de Saint Dié après l'incendie.



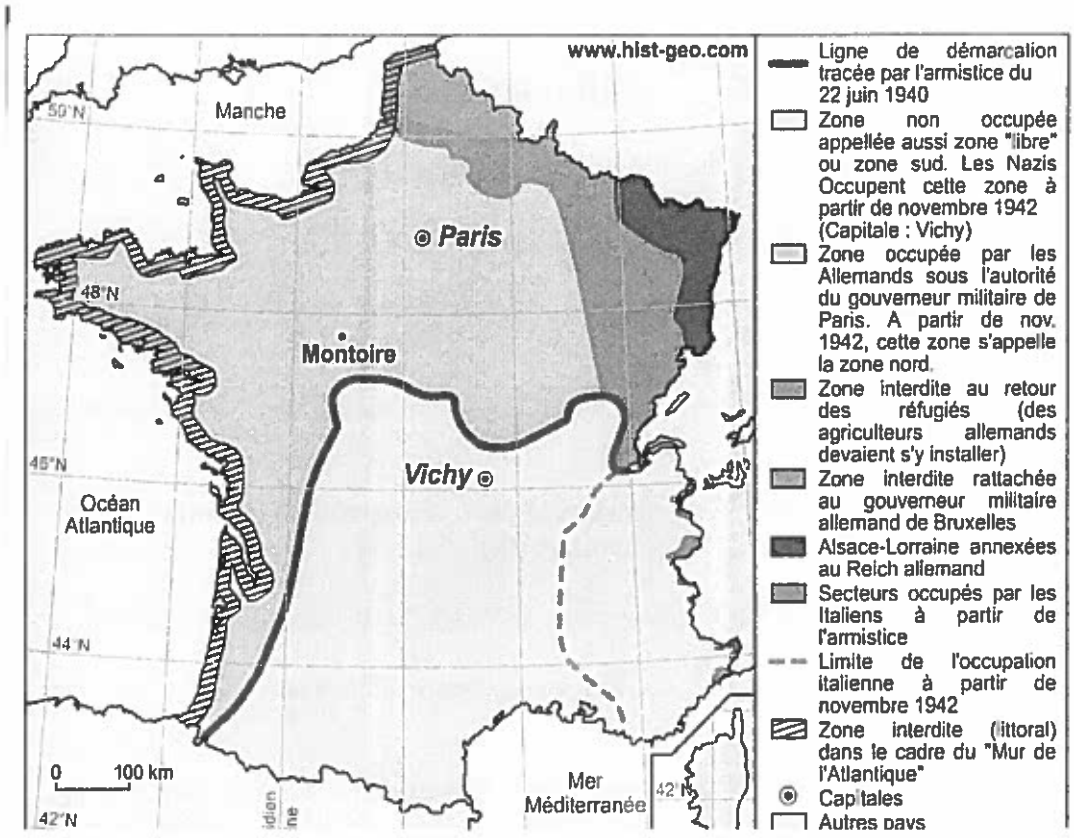
Vue générale de Saint Dié dynamitée et incendiée, 1945 (haut)  
La cathédrale détruite (milieu)  
Le tribunal incendié (bas).







Plan de la Ville de Saint Dié.



*La France sous le régime de Vichy.*

### Bibliographie

- Charles de GAULLE : **Mémoires de guerre** ; Plon.
- Winston CHURCHILL : **Mémoires de guerre** ; Plon
- Ministère des Affaires Étrangères : **Le livre jaune français** « Documents diplomatiques, 1938-1939 ».
- Raymond CARTIER : **La seconde guerre mondiale** ; Match-Larousse, 1966.
- William SHIRER L. : **Le troisième Reich, des origines à la chute** ; Deux volumes ; Ed. Stock, 1961, Le Livre de poche 1966.
- Robert O. PAXTON : **La France de Vichy, 1940-1944** ; Le Seuil, 1972.
- Philippe BURRIN : **La France à l'heure allemande. 1940-1944** ; Ed. Seuil, 1995.
- Jacques DELARUE : **Histoire de la Gestapo** ; Ed. Fayard, 1962.
- Antony BEEVOR : **La chute de Berlin** ; Ed. de Falcoix Paris, 2002.
- Ian KERSHAW : **La fin de l'Allemagne. 1944-1945** ; Ed. Seuil, 2012
- Jean VARTIER : **Histoires secrètes de l'occupation en zone interdite. 1940-1944** ; Ed. Hachette Littérature, 1972.
- Roger MAUDHUY : **Les grands procès de la Collaboration** ; Ed. Lucien Souny, 2009.
- Pierre BOURDAN : **Carnet de retour avec la Division Leclerc, 15 décembre 1944** ; Ed. Pierre Trémois.
- Ernst JUNGER : **Journaux de guerre II, 1939-1948** ; Bibliothèque de la Pléiade, 2008.
- Général Hans SPEIDEL : **Invasion 44** ; Ed. J'ai lu, 1966.
- Adolf HITLER : **Mein Kampf** ( mon combat). Extraits commentés par

E.L. Michel, non datés, mais publiés avant 1939 : « J'estime que c'est un devoir pour un Français, de quelque classe, de quelque parti qu'il soit, d'avoir au moins un aperçu du programme de celui qui régit actuellement les destinées de l'Allemagne ». Les belles éditions, Paris.

François MOULIN : **Lorraine, années noires. Occupation, annexion. De la Collaboration à l'Épuration.** Ed. La Nuée Bleue, 2009.

Guy VOIRIN : **1944, les Hautes Vosges dans la tourmente.** Ed. du Sapin d'Or, 1995.

Robert DODIN : **La Résistance dans les Vosges.** Préface de Henri MICHEL. Ed. Du Sapin d'Or. Epinal, 1980.

Commandant Lucien GONAND : **Trois années de Résistance dans la montagne vosgienne. Journal de marche du 4ème groupement FFI des Vosges ;** Ed. Du Bastion, 2003.

René RICATTE, alias Jean Serge : **Viombois, Haut lieu de la Résistance.** Ouvrage édité par l'Amicale des Anciens du GMA (Groupe Mobile d'Alsace-Vosges), 1984.

**Ensemble ils ont libéré la France 1940-1945 :** œuvre collective préfacée par François LEOTARD, Ministre d'État, Ministre de la défense nationale, présentée par Jacques PEROT, Directeur du Musée de l'Armée, coéditée par Hachette et le Musée de l'Armée.

**La Libération des Vosges racontée par ceux qui l'ont vécue.** Les cahiers de la Liberté de l'Est, 2004.

Albert OHL des MARAIS : **Histoire chronologique de la ville et du Val de Saint Dié.** Ed. Culture et Civilisation, Bruxelles, 1979.

Albert OHL des MARAIS : **Images et aperçus sur le Vieux Saint Dié, 1946 ;** Imprimerie Loos, 1947.

Georges BAUMONT : **Saint Dié des Vosges, origines et développement ;** Chambre de Commerce de Saint Dié, 1961.

Georges BAUMONT : **Saint Dié, Terre brûlée. Documents pour servir à l'histoire de l'incendie de Saint Dié par les Allemands, 13-18 novembre 1944.** Préface de Louis Madelin, de l'Académie Française. Ed.

Loos-Saint Dié, 1946.

Albert RONSIN : **Saint Dié des Vosges 669-1969**. Préface de Pierre Noël, maire de Saint Dié. Ed. Publicité Moderne, Nancy, 1969.

Christian BARETH : **L'après-guerre à Saint Dié ; l'époque des baraques** ; Kruch Editeur, 1995.

**Les Hommes de Saint Dié** (Die Männer von Saint Dié). **Souvenir d'une déportation** (Erinnerungen an eine Verschleppung). Œuvre collective bilingue réalisée par l'Ecole intégrée de Mannheim. IGMH. Préface du Docteur Annette Schavan, Ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports de Bade-Wurtemberg ; préface de Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'Industrie, Maire-adjoint de Saint Dié. Introduction de Peter Koppenhöfer en coopération avec Roger François, Maire honoraire de Senones. Ed. Centaurus Herbolzheim, 2000.

L. STOEBER : **Saint Dié des Vosges incendiée volontairement par les Allemands**. Document avec photos prises le 28 novembre 1944 (5 jours après l'entrée des forces américaines) ; Imprimerie A. Humblot et Cie.

Auguste PIERROT (Conservateur de la Bibliothèque municipale ; président de la Société Philomatique Vosgienne) : **Incendie volontaire de Saint Dié, Marraïne de l'Amérique, par les Allemands**. Préface du Général Ingold. Ad. Weick éditeur, Saint Dié 1945.

Robert DESGRANGES : **A travers l'Europe en guerre. Souvenirs d'un Déodatien, chef de char des Bayard**. Préface du Général Marcel Bigeard ; Ed. Histo Moyenmoutiers, 2008.

**Musée et Médiathèque de Saint Dié des Vosges, 1994. Saint Dié, novembre 1944 : mois d'angoisse, mois d'espoir**. Préface de Christian Pierret, Maire de Saint Dié et de Pierre Cavalier, Président de la Société des Amis de la Bibliothèque et du Musée, 1994.

Cédric MELETTA : **Jean Luchaire, L'enfant perdu des années sombres** ; Perrin, 2013. (article dans Est Magazine n° 717. 10 février 2013, de Jérôme Estrada. Le Dandy de la collaboration).

John HORNE et Alan KRAMER ; **1914. Les Atrocités allemandes**. Texto. Editions Tallandier. (en particulier, au sujet de Saint Dié, p. 122, 123, 278, 451).

Primo LEVI : **Si c'est un homme**. Ed. Pocket, 1947.

Carl SCHRADE : **Le vétéran. Onze ans dans les camps de concentration**. Ouvrage présenté par Fabrice d'Almeida. Ed. Fayard, 2011.

Article de Michel WAGNER sur cet ouvrage dans l'Est Magazine du 24 avril 2011. Le recordman des camps de concentration relate notamment les terribles conditions d'existence dans le camp de Flossenbourg.

Jacques GRANIER : **Schirmeck. Histoire d'un camp de concentration**. Ed. Des Dernières Nouvelles de Strasbourg, 1968.

Jean-Laurent VONAU : **Profession bourreau. Struthof – Schirmeck. Les gardiens face à leurs juges**. Ed. La nuée bleue. DNA, 2013.

Pierre ASSOULINE : **Sigmaringen** ; Gallimard, 2014 (roman).

Articles publiés dans les Bulletins de la Société Philomatique Vosgienne (BSPV).

-Jean-Louis MONGEL : **La tragédie de la Libération de Saint Dié, novembre 1944** ; BSPV 1963, vol. LXVII p. 174.

-André ROUSSEL : **Saint Dié au jour le jour sous l'Occupation**. 28 avril -31 octobre 1944 BSPV 1972, vol. LXXV ; 1er-23 novembre 1944 BSPV 1972, vol. LXXVI.

-Christian BARETH : **Le déraillement du 9 septembre 1944** ; BSPV 1972, vol. LXXVI p. 155.

-Georges PETITJEAN : **La guerre dans les Vosges, octobre-novembre 1944 : La bataille pour Saint Dié. La traversée de la Meurthe. La prise de la « ligne d'hiver »** ; BSPV 1979, vol. LXXXII, p. 134.

-Robert DODIN : **Les Vosges de 1940 à 1944. Les réquisitions, les départs en Allemagne et les réfractaires du département des Vosges** ; BSPV 1979, vol. LXXXII, p. 118.

-BSPV. 1974, vol. LXXVII. Saint Dié, Octobre-novembre 1944. Documents et témoignages :

*Document n°1* : Notes de M. BAUMONT, professeur honoraire, du 7 au 24 novembre 1944, p. 42.

*Document n°2* : **Relation des événements de novembre**

communiquée à M. ROUSSEL par l'archiviste de l'Évêché de Saint Dié. (Relation rédigée par Monseigneur Émile BLANCHET), p. 47

*Document n°3 : Les derniers jours du vieux Saint Dié*, extrait de la Revue Diocésaine 1945, p. 55

*Document n°4 : Rapport sur l'évacuation et l'incendie de l'hôpital Saint Charles* par le directeur-économe. p. 79.

-BSPV 1980, Vol LXXXIII.

René KOBLOTH et Robert DODIN. **Arrestation le 18 octobre 1944 et exécution par les Allemands de J. FRANCOIS**, inspecteur des Eaux et Forêts. p. 78.

-BSPV, 1985, Vol LXXXVIII.

**Informations sur la prise ou libération du Haut-Jacques par le 7ème RI de la 3ème Division d'Infanterie des USA.** 30 octobre-4 novembre 1944, p. 189.

-BSPV 1994-1995, vol. XCVII, intitulé « Temps de guerre ».

- René GRILLET ; 1944, **Tragédie de Saint Dié. Treize fusillés pour quatre revolvers** (l'affaire de l'attaque du commissariat de police de Saint Dié), p. 142.

- Monseigneur Émile BLANCHET, évêque de Saint Dié. **Relation des événements de novembre 1944 à Saint Dié.** p.199.

- Ralph MUELLER et Jerry TURK ; **Hommes neufs et vieilles montagnes.** Extraits du « report after action » de la 103ème Infantry Division US. p. 210.

- Orville O MUNSON ; **Le premier contact d'un officier américain avec Saint Dié en 1944.** p. 221.

- Paulette PERRIN et Françoise MENETRIER ; **Les premiers américains à La Bolle.** p. 237

- Christian BARETH ; **En souvenir du Caporal Paul Charles, Albert DUROY de BRUIGNAC,** p. 243.

**Rapport établi le 16 novembre 1944** par un agent du 2° bureau du Ministère de la Guerre, État-major Général de la Guerre, sur la destruction de Saint Dié par les Allemands. Source 3ème Division USA.

Monseigneur Émile BLANCHET, évêque de Saint Dié : **Recueil de neuf allocutions données à Saint Dié, septembre-novembre 1944 ;** Impr. Coopérative Epinal:

**Sept allocutions** furent prononcées dans la Cathédrale de Saint Dié, le dimanche (du 17 septembre au 22 octobre 1944) sous la surveillance de la Gestapo ; ce que l'Évêque n'ignorait pas.

**Deux allocutions** furent prononcées le dimanche 26 novembre 1944,



après la libération de Saint Dié, dans l'Église Saint Martin. Il n'y avait plus de Cathédrale.

Monseigneur Émile BLANCHET, évêque de Saint Dié dans « Le démocrate de l'Est, 5 décembre 1944 » : **Allocution prononcée le 3 décembre 1944, pour le Te Deum de la Libération en la Basilique Saint Maurice d'Épinal.**

Sur les activités de Monseigneur Emile BLANCHET : voir **La grâce d'une Cathédrale – Notre Dame de Paris**, Les conférences de Carême ; Ed. La Nuée Bleue, 2012, p. 470.

A la demande de Monseigneur Emile BLANCHET, un **film vidéo sur les ruines des Vosges en 1944**, a été réalisé par le Père DANION ; Sonorisation Denis Gros, 1994.

**Compte-rendu de l'audience solennelle de la Cour d'Appel de Nancy** en date du 16 septembre 1970. Discours de Jean REYNAUD, Substitut Général sur le XIIIème centenaire de Saint Dié de Lorraine. L'orateur relate le drame que la ville a subi avant sa libération en novembre 1944. Dans son allocution, le Premier Président Louis FACQ évoque le martyre de la cité qu'il a lui-même vécu vingt six ans plus tôt, alors qu'il était à la tête du Parquet de Saint Dié.

A. AUMEGEAS et André QUILLE : **Géographie des Vosges**. Ed. Gérard Louis, 2008.

Articles de journaux.

Le Figaro hors série. **Opération Walkyrie. Ils ont voulu tuer Hitler. La véritable histoire.** 2009.

La Gazette Vosgienne n°1. Jeudi 7 décembre 1944. **Les crimes de**

**l'Allemagne. L'incendie de Saint Dié.** Georges FREISZ, Directeur.

La Gazette Vosgienne n°39. Lundi 23 avril 1945. **En cinq jours, le Boche incendia volontairement Saint Dié, marraine de l'Amérique.**

Est Républicain. 7, 8 et 9 novembre 1944. **Communiqués sur la guerre en Lorraine.**

Magazine de l'Est Républicain. 2 décembre 1984. **Saint Dié, novembre 44 : des cendres et des larmes,** par Hubert BERNARD.

Gérardmer Républicain. Samedi 16 janvier 1965. **Arrivée de Himmler à Gérardmer.** R.T.

**Henri AMOUROUX** présente l'Année 1940 ; Le Figaro Magazine, 1990.

L'Est Républicain. Numéro Spécial 1994. « **Combats. Liberté** ». « La reddition de Paris donne le signal de la concentration dans les Vosges où l'ennemi, qu'il vienne du Sud ou de l'Ouest pourchassé par les Alliés en route pour Nancy, entend se refaire une santé, le temps de l'hiver sur le môle naturel de Hautes-Vosges ».

*Objectif* : « organiser deux lignes de défense parallèles pour endiguer le flot allié fatigué.

C'est le rôle de la Vogesenstellung précédée de la Vor Vogesenstellung. Objet de la rencontre historique de Himmler avec Johann von Blaskovitz, commandant du groupe d'armée G de la 1ère Loire-Pays Basques et la 19ème Littoral français- Méditerranée ».

Les images de la Libération des Vosges. Est Républicain ; Cahiers de l'Est Républicain, dimanche 11 septembre 1994 « **cinquantenaire 1944-1994** ».

Le Reichsführer Himmler prend personnellement la tête des troupes allemandes en action dans « la poche de Colmar ».

Les cahiers de l'Est Républicain 1945-2005. « **Un monde à reconstruire ; L'après-guerre en Franche-Comté et Lorraine** »

La Bête est morte ; 60ème anniversaire du 8 août 1945 ; Pierre TARIBO.

Le Figaro, 25 août 1994 ; « **Paris Libéré** ».

Le Figaro Magazine ; Cahier du 20 août 1994 « **Paris Libéré** ».

Le Monde. 1939-1940, l'année terrible, cinquantaire, Septembre 1989.

Nice-Matin, « 15 août 1944 : Débarquement de Provence », mercredi 10 août 1994 et « Cinquantaire du débarquement », lundi 15 août 1994.

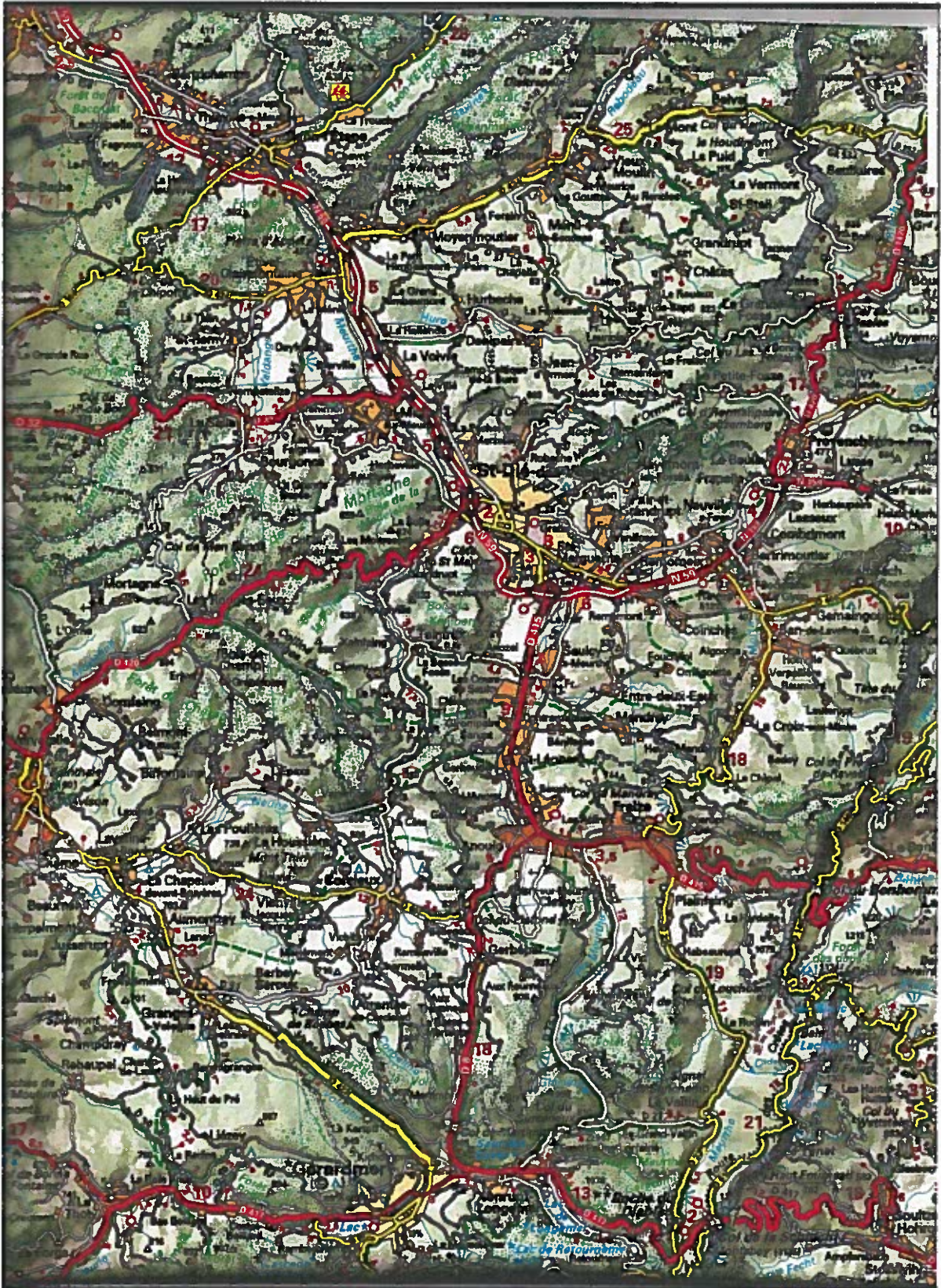
### Table des matières.

I : De janvier à mai 1944.	p.1
II : Débarquements des Alliés le 6 juin et 15 août 1944.	
Incidence à Saint Dié. La débâcle allemande : juillet-août 1944.	p.16
Note sur Darnand et la Milice.	p.29
Note sur la Délégation gouvernementale française pour la défense des intérêts nationaux, constituée et dirigée par Fernand de Brinon.	p.39
III : Situation militaire après l'effondrement du front de Normandie.	p.45
IV : L'organisation de la défense allemande sur les Vosges.	p.49
V : Le Général Von Rundstedt est chargé de la résistance sur le front Ouest.	p.57
VI : Le séjour de l'écrivain allemand Ernst Jünger à Saint Dié.	p.60
VI : Les Kommando SIPO – SD à Saint Dié.	p.63
VII : La cohabitation forcée avec le Kommando SIPO – SD de Lyon.	p.68
IX : Les Kommandos SIPO-SD sèment la terreur.	
Le déraillement du 9 septembre 1944 en gare de Saint Dié.	p.77
X : Les réquisitions d'hommes pour les travaux de défense autour de la ville et le long de la Haute Meurthe.	p.86
Note sur les camps de Schirmeck et du Struthof.	p.95
XI : Les déportations du 8 novembre 1944.	p.98
XII : L'expulsion des Déodatien et des Vosgiens des environs.	p.105
XIII : L'incendie et la destruction de la ville.	p.119
XIV : Monseigneur Emile Blanchet, un évêque courageux.	p.125
Texte de la supplique du 15 novembre 1944.	p.140
XV : La bataille de la Meurthe pour la libération de Saint Dié.	p.142
XVI : La libération de Saint Dié.	p.154
XVII : Après la libération de Saint Dié.	p.165
XVIII : Enquête de la Commission des Nations-Unies. sur les crimes de guerre perpétrés à Saint Dié et dans la région.	p.175
XIX : Comment le sort des Déodatien fut décidé à Mannheim et quelle fut leur existence dans cette ville et sa région.	p.178

ANNEXE I. L'évacuation de l'Hôpital Saint Charles.	p.186
ANNEXE II. Paul Blumenkamp.	p.190
ANNEXE III. Témoignages de Déodatiens déportés à Mannheim.	p.193
Liste nominative des personnes fusillées à Epinal par les Allemands après avoir été déférées devant le Tribunal Militaire.	p.194
Communes où a été appliqué l'ordre de déportation du 8 novembre 1944 avec le nombre des déportés dans chacune d'elles.	p.195
Photographies et cartes.	p.196
Bibliographie.	p.206
Table des Matières	p.214







## Saint Dié et ses environs

extrait de la carte Michelin - Haute-Saône, Vosges n°314

